

TABLE DES MATIÈRES

CHILI – PRESSE CHILIENNE	3
CHILI – PRESSE INTERNATIONALE	3
BELLACIAO : Camila Vallejo : Discours de changement de mandat FECH 2011-2012 : le Chili a changé à chaque coin, à chaque rue, de ZIN TV, mercredi 28 décembre 2011 - 15h53.....	3
CANOE.CA : Chili : Marches étudiantes essouffées après huit mois de mobilisation – Mercredi 22 décembre 2011 18h31	5
LE POST : Au Chili, les manifestations estudiantines s'étaient après avoir obtenu des concessions mineures – Lundi 12 décembre 2011 à 01h32 720 vues	5
LE FIGARO : Chili/étudiants: revers pour C. Vallejo - Publié le mercredi 07 décembre 2011 à 15:13	6
AGORAVOX : Chili : Camila Vallejo à la présidence 2012 – Mercredi 07 décembre 2011	6
MÉDIAPART : Chili: ce n'est pas une révolte d'étudiants, c'est une révolution! - Vendredi 02 décembre 2011.....	6
SLATE.FR : L'acceptation pacifique des inégalités, c'est fini : Le Chili est exemplaire à ce sujet: le pays fait partie de ceux qui ont enregistré les plus grands succès. Pourtant, depuis des mois, les quartiers s'emplissent de manifestants - Mis à jour le mardi 29 novembre 2011 à 17h15.....	9
LE MATIN.CH / LE NOUVELLISTE / ROMANDIE.COM / SWISSINFO.CH : Chili: les étudiants manifestent pour une réforme de l'Education – Vendredi 25 novembre 2011, 07h30	10
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE / VAR MATIN / FRANCE24 / LE PARISIEN / LIBÉRATION / NOUVELOBS.COM / L'EXPRESS.FR / RTL.BE / LEPOINT.FR / CORSEMATIN : Les étudiants chiliens retournent dans la rue, le budget de l'Education débattu – Vendredi 25 novembre 2011 07:48.....	10
LEPOINT.FR: Chili: nouvelle manifestation étudiante pour une réforme de l'éducation - Publié le Vendredi 25 novembre 2011 à 19:35	10
THE NATIONAL TURK : Chilean Social Movement Protests Taken to door of Parliament – Friday, 18 November, 2011 17:03.....	11
PARIS-MATCH : Les étudiants chiliens maintiennent la mobilisation - Mercredi 23 novembre 2011	11
FOX NEWS : Educational Reforms Slow In Chile Despite Protests – Thursday, November 17, 2011	11
THE WASHINGTON POST / THE SEATTLE POST INTELLIGENCE : 6 months of education protests gain widespread support, but do nothing to reform schools – Wednesday, November 16, 2011.....	12
À L'ENCONTRE.ORG / MÉDIAPART : BLOG : Chili : Vérité, Justice et Mémoire, de Patricio Paris : Chili: «Les étudiants expriment des revendications réprimées par 20 ans de politique néolibérale»: Entretien avec Alfredo Vielma, conduit par Israel Dutra – Samedi 12 novembre / Dimanche 13 Novembre 2011.....	13
AGORAVOX.FR: Chili : Etape cruciale pour les étudiants - Samedi 12 novembre 2011	14
L'HUMANITÉ.FR: Étudiants chiliens cherchent soutien - Mercredi 9 Novembre 2011.....	15
ASYLUM FOR ALL MANKIND : Camila Vallejo and the Chilean Student Protests -- how to actually change policy – Wednesday, November 9th, 2011	15
AGORAVOX.FR: Chili : Le come-back des pingouins - Lundi 7 novembre 2011.....	16
MÉDIAPART : BLOG DE Caroline De Haas : "Donde Estan ?" Les étudiants chiliens interpellent la social-démocratie – Lundi 07 novembre 2011.....	16
PRENSA LATINA : Chilean Students to Sue Over Police Repression - miércoles, 02 de noviembre de 2011	17
THE ECONOMIST : Education in Chile : The fraught politics of the classroom - Deadlock over who should pay for education, and who should profit from it – Saturday, October 29, 2011	17
TOUT EST À NOUS : Les étudiants chiliens ont fait exploser la Concertation néolibérale – Vendredi 27 octobre 2011.....	17
THE SYDNEY MORNING HERALD : Camila: a leading political figure at 23 – Monday, October 24, 2011	18
BBC WORLD NEWS : Chile's student protests show little sign of abating – Monday, 24 October 2011 Last updated at 20:05 ET	18
THE WASHINGTON POST : Chilean students disrupt hearing, briefly occupy Senate headquarters to demand referendum – Thursday, October 20, 2011.....	19
LEMONDE.FR : Au Chili, le mouvement étudiant ne relâche pas la pression - Mis à jour le jeudi 20 octobre 2011 à 11h33	20
FRANCE 24 : Nouvelles violences lors d'une manifestation étudiante – Jeudi 20 octobre 2011.....	21
TRIBUNE DE GENÈVE : Chili: nouvelle marche étudiante et nouvelles violences Jeudi 20 octobre 2011 07:19	21
LE DEVOIR : Chili : deuxième jour de violences : Des barricades ont été érigées à Santiago – Jeudi 20 octobre 2011	21
RADIO-CANADA / INTERNATIONAL : Chili : une manifestation étudiante tourne à la violence - Mise à jour le mercredi 19 octobre 2011 à 22 h 04 HAE.....	22
MÉTRO : Chili: des émeutiers affrontent la police - Mis à jour: 19 octobre 2011 19:58	22
BBCNEWS : Chile protesters clash with police for second day – Wednesday 19 October 2011 Last updated at 18:48 ET	22
THE NYTIMES.COM : Chile Students Launch Strike With Fiery Blockades – Tuesday, October 18, 2011 at 11:11 AM ET	23
EUROPE #1 : Barricades et affrontements au Chili - Publié le 18 octobre 2011 à 15h27 Mis à jour le 18 octobre 2011 à 15h27.....	23
TRIBUNE DE GENÈVE : «L'éducation au Chili, c'est un fiasco total» : En tournée européenne, trois jeunes dirigeants du mouvement étudiant chilien dénoncent la répression après des mois de conflit – Lundi 17 octobre 2011 15:20	23
AGORA VOX : Chili : Camila Vallejo en Europe – Vendredi 14 octobre 2011	23
THE SANTIAGO TIMES : Free university education in Chile may cost US\$2.5 to 6 billion - Estimates done by	Erreur ! Signet non défini.
LEFIGARO.FR : Chili: 10.000 manifestants à une marche - Publié le Mardi 11 octobre 2011 à 07:10.....	24
LEMONDE.FR : Les étudiants chiliens espèrent encore faire plier le président Sebastian Piñera - Mis à jour le lundi 10 octobre 2011 13h21	24
JOURNAL DE MONTRÉAL : NOUVEL ÉLAN DES ÉTUDIANTS EN FUMÉE ? – Samedi 08 octobre 2011.....	25
THE GUARDIAN : Camila Vallejo – Latin America's 23-year-old new revolutionary folk hero : Chile has been engulfed by student protests – and their young leader has huge public support in her fight against the elite - Saturday 8 October 2011 16.59 BST.....	24
FOX NEWS : 250 People arrested in massive Chile student protest - Published Friday, October 07, 2011.....	25
JOURNAL DE MONTRÉAL : Vingt-cinq policiers blessés – Vendredi 07 octobre 2011.....	26
THE GUARDIAN : Chilean girls stage 'occupation' of their own school in education rights protest : For five months, girls demanding free university education for all have defied police to occupy their state school - Friday 7 October 2011 18.41 BST.....	26
COURRIER INTERNATIONAL : Un référendum sur l'éducation – Vendredi 07.10.2011	27
THE GUARDIAN : Chile student strikes talks break down : Student leaders say government showing 'no real willingness to build a free public education of quality and democracy' - Thursday 6 October 2011 11.24 BST.....	27
THE HUFFINGTON POST / THE SANFRANCISCO EXAMINER: Camila Vallejo, University of Chile Student, Fights For Education Funding – Wednesdays, October 05, 2011	28

THE GUARDIAN : Chilean students meet government for talks on education reforms : Student leaders call for free university education and deliver proposals including nationalisation of Chile's copper mines - Wednesday 5 October 2011 21.50 BST	29
THE FINANCIAL TIMES : Education: Student protests tap into wider desire for social equality - Tuesday, October 4, 2011, 9:29 am	29
THE FINANCIAL TIMES : Guest column: Student protests have focused on crucial area for reform, By Vittorio Corbo - Monday, October 03, 2011.....	30
THE BLOOMBERG BUSINESS WEEK : Is Chile Too Cheap to Educate Its Young?: Students must borrow heavily to fund their university degrees - Thursday, September 29, 4.45PM	30
THE WASHINGTON POST : Chile education talks begin despite distrust amid huge protests, clashes with police - Thursday, September 29, 2011.....	31
BBC NEWS : Chile students agree to education reform talks - Wednesday, 28 September 2011 Last updated at 06:15 ET	31
JOURNALDUJURA.CH : Réforme de l'éducation réclamée au Chili - Vendredi 23 septembre 2011	32
RFI : Le mouvement étudiant repart de plus belle au Chili - Vendredi 23 septembre 2011	32
LEMONDE.FR avec AFP : Les étudiants chiliens veulent toujours une réforme de l'éducation - Vendredi 23 septembre 2011 08h46.....	32
JOURNAL DE MONTRÉAL : LES ÉTUDIANTS CHILIENS BRÛLENT D'IMPATIENCE DE RÉFORMER - Vendredi 23 septembre 2011.....	33
L'HUMANITÉ.FR : Chili : Camila Vallejo «Notre mécontentement est dû à l'insoutenable inégalité» - Jeudi 22 Septembre 2011.....	33
RFI : Chili : les étudiants estiment les conditions du gouvernement insatisfaisantes pour des négociations - Samedi 17 septembre 2011..	34
AFP-YAHOO.FR : Chili: les étudiants refusent un dialogue en l'état, remobilisent pour le 22 - Vendredi 16 septembre 2011	34
RFI : Chili : le mouvement des élèves et des étudiants touche-t-il à sa fin? - Mardi 13 septembre 2011.....	34
RFI : Chili : Manifestations, photos de Claire Martin? - Mardi 13 septembre 2011	35
CYBERPRESSE : Chili: les étudiants rejettent un calendrier de négos - Mis à jour le 09 septembre 2011 à 13h54	38
LE MONDE : Au Chili, le gouvernement Piñera demeure sous la pression des étudiants : Le chef de l'Etat a reçu les dirigeants d'un mouvement qui remet en cause le modèle éducatif - Édition du mardi 06 septembre 2011	38
LIBÉRATION.FR : Chili : Giorgio Jackson, rebelle modèle - Samedi 03 septembre 2011	39
RFI : A la une : le gouvernement chilien en difficulté dans la crise avec les étudiants - Mardi 30 août 2011.....	39
AGORAVOX : Camila Vallejo : A 23 ans, elle est à la tête du mouvement étudiant chilien - Mardi 30 août 2011	39
CYBERPRESSE : Chili: sanctions dans la police après la mort d'un jeune - Mis à jour le lundi 29 août 2011 à 22h22.....	40
LE SOLEIL : Un véritable détonateur pour la société chilienne - Samedi 27 août 2011	40
LE DEVOIR : En bref - Adolescent chilien tué - Samedi 27 août 2011.....	41
LEMONDE.FR : Chili : un adolescent tué lors des manifestations - Mis à jour le vendredi 26 août 2011 à 15h03	41
LEFIGARO.FR : La vague de contestation sociale enfle au Chili - Mis à jour le vendredi 26 août 2011 à 13:59	41
COURRIER INTERNATIONAL : CHILI • Travailleurs et étudiants dans la rue - Vendredi 26 août 2011.....	41
LE SOLEIL : Chili : d'autres manifestations après une nuit de violences - vendredi 26 août 2011	42
THE GAZETTE : Chilean unrest marked by looting : Thousands protest president's policies - Friday, August 26, 2011	42
THE GUARDIAN.CO.UK : Chilean demonstrators clash with police : Fifty arrested and dozens injured in Santiago as thousands take to streets in two-day strike to demand government reforms - Friday 26 August 2011 08.06 BST	43
THE GUARDIAN.CO.UK : Pictures : Chilean demonstrators clash with police : Friday 26 August 2011 08.06 BST.....	43
CYBERPRESSE : Violences au Chili au deuxième jour d'une grève nationale - Mis à jour le 25 août 2011 à 16h42	45
RADIO-CANADA / RENÉ HOMIER-ROY : Grève étudiante monstre - Jeudi 25 août 2011	45
LE DEVOIR : Grève nationale de deux jours au Chili : Le gouvernement Piñera peine à contenir la contestation sociale accrue - Jeudi 25 août 2011.....	45
JOURNAL DE MONTRÉAL : Grève nationale enclenchée - Jeudi 25 août 2011	46
THE NEW YORK TIMES : World Briefing THE AMERICAS : Chile: Clashes at Start of 2-Day National Strike - Thursday, August 25, 2011 ..	46
CYBERPRESSE : Chili: grève nationale sur fond de contestation sociale soutenue - Mis à jour le mercredi 24 août 2011 à 22h55	46
THE MIAMI HERALD : Violence mars 2nd day of Chile's nationwide strike - Wednesday, August 24, 2011	46
THE MIAMI HERALD : In My Opinion : Student protests may lead to a better Chile, By Andres Oppenheimer - Wednesday, August 24, 2011	47
THE GUARDIAN : Chile's Commander Camila, the student who can shut down a city : Camila Vallejo's call for better and cheaper education has seen student protests transform into a two-day nationwide shutdown - Wednesday 24 August 2011, 15.55 BST	47
THE MIAMI HERALD : Chile protests : Demonstrations, strikes hobble Chile : Government officials say less than 10 percent of workers participated in demonstrations and work stoppages on the first day of a two-day strike. Still, it signaled rising discontent - Wednesday, August 24, 2011.....	48
THE MIAMI HERALD : Chile Court orders protection for student leader - Tuesday, August 23, 2011.....	48
JOURNAL DE MONTRÉAL : Chili : 100 000 étudiants en colère - Vendredi 19 août 2011.....	49
CYBERPRESSE : Manifestations au Chili: les étudiants jeûnent, courent, s'embrassent - Mis à jour le jeudi 18 août 2011 à 08h33.....	49
COURRIER INTERNATIONAL : La contestation étudiante a trouvé son leader : Issu d'une bonne famille, étudiant à l'Université catholique, Giorgio Jackson n'a rien d'un révolutionnaire. Pourtant, à 24 ans, c'est en partie sur lui que repose l'actuel mouvement étudiant. Portrait - Jeudi 18 août 2011.....	49
MÉTRO : Tribune : Bruits de casseroles à Santiago, par Antoine Char - Lundi 15 août 2011	50
LE SOLEIL : Mesures sur l'éducation, mais «rien n'est gratuit» - Vendredi 12 août 2012	50
LE MONDE : Forte mobilisation des étudiants chiliens pour une éducation publique et gratuite - Vendredi 12 août 2011 - Mis à jour le 11.08.11 18h03	51
BBC NEWS : Chile student protests point to deep discontent - 11 August 2011 Last updated at 11:20 ET	51
LEMONDE.FR : Chili : les étudiants se soulèvent contre les restes de l'ère Pinochet - Mis à jour le Mercredi 10août 2011, à 23h24.....	52
LE DEVOIR : Chili : bras de fer entre les étudiants et le gouvernement - Mercredi 10 août 2011.....	53
CYBERPRESSE : Manifestations étudiantes au Chili : 400 arrestations - Mis à jour le mercredi 10 août 2011 à 13h04	53
THE NEWYORK TIMES : Chile: Protest in Santiago Grows Violent - Wednesday, August 10, 2011.....	53
LEMONDE.FR : Au Chili, nouvelle manifestation monstre pour une réforme de l'éducation - Mis à jour le mercredi 10 août 2011, à 12h32. 54	54
CYBERPRESSE : Les manifestations étudiantes dégénèrent à Santiago - Mis à jour le mardi 09 août 2011 à 20h15.....	54
RADIOCANADA / INTERNATIONAL : Chili : une manifestation pacifique tourne à la violence à Santiago - Mise à jour le mardi 9 août 2011 à 19 h 24 HAE	54
Les commentaires (14)	55
CYBERPRESSE : Chili: plus de 60 000 manifestants pour une réforme de l'éducation - Mis à jour le mardi 09 août 2011 à 14h37.....	55
CYBERPRESSE : Chili: heurts entre étudiants et policiers, 870 arrestations - Mis à jour le vendredi 05 août 2011 à 12h57	56
LEMONDE.FR : Chili : nouvelle manifestation étudiante, dans la violence - Vendredi 05 août 2011 à 08h44.....	56
LE DEVOIR : Affrontements à Santiago - Vendredi 05 août 2011	56

RADIO-CANADA/INTERNATIONAL : Le mouvement étudiant et les policiers s'affrontent au Chili - Mise à jour le jeudi 4 août 2011 à 23 h 19 HAE.....	57
Les commentaires (3).....	57
CYBERPRESSE : Journée de mobilisation étudiante mouvementée au Chili - Mis à jour le jeudi 04 août 2011 à 14h02.....	57
THE NEW-YORK TIMES : With Kiss-Ins and Dances, Young Chileans Push for Reform – Thursday, August 04, 2011.....	57
LE MONDE : Au Chili, le président Piñera fait face à un mouvement de contestation croissant – Samedi 16 juillet 2011.....	58
CYBERPRESSE : Les Chiliens dans la rue pour l'éducation - Mis à jour le vendredi 15 juillet 2011 à 07h27.....	59
COURRIER INTERNATIONAL : Zéro pointé pour le président Piñera – Mercredi 13 juillet 2011.....	59
LE DEVOIR : Chili: 50 000 étudiants dans les rues – Vendredi 17 juin 2011.....	60

CHILI – PRESSE CHILIENNE

VOIR REVUE DE PRESSE SPÉCIFIQUE

CHILI – PRESSE INTERNATIONALE

BELLACIAO : Camila Vallejo : Discours de changement de mandat FECH 2011-2012 : le Chili a changé à chaque coin, à chaque rue, de ZIN TV, mercredi 28 décembre 2011 - 15h53



Gabriel Boric & Camila Vallejo

Le mercredi 7 décembre 2011, Camila Vallejo (étudiante en géographie et militante du parti communiste) a perdu l'élection à la présidence de la fédération étudiante chilienne malgré sa popularité. Étudiant en droit, moins médiatique, Gabriel Boric remporte les suffrages. Il est également militant de gauche et affiche une posture plus radicale. Camila Vallejo est nommée vice-présidente. Sa liste, Izquierda Estudiantil (la gauche étudiante) est 189 voix derrière celle de Gabriel Boric, Creando Izquierda (Gauche en création): 3864 suffrages contre 4053.

Discours de changement de mandat FECH 2011-2012

Difficile cette année de faire un bilan de notre fédération, le simple fait de s'asseoir et d'évaluer, examiner les contenus, ce qui a été fait et oublié, sont des exercices qui nécessitent du temps et de calme, deux éléments que, jusqu'ici, nous n'avons pas eu et qui entravent le temps d'analyse pour examiner l'année qui vient de s'écouler.

À cela, il faut ajouter la profondeur et la portée qu'a eue le mouvement social pour l'éducation, parce que, contrairement à ce qui a été présenté, il n'a pas couvert que le monde étudiant, ni s'est contenu dans les murs de notre université. Au contraire, nous avons déclenché un mouvement qui a secoué le pays, a contaminé le continent et a rivé les yeux du monde sur nous, et sur nos résultats. Donc, faire le bilan de la FECh (Federación de estudiantes universidad de Chile, la fédération étudiante principale du Chili) qui n'inclus que la FECh n'est pas approprié et ne correspond pas à réalité de notre gestion.

Toutefois, pour commencer, je voudrais remercier tous ceux qui ont joué un rôle dans la construction de ce processus. Aux fonctionnaires de la FECh pour leur engagement et travail sans faille au cours de l'année, pour leur patience et leur loyauté envers l'organisation, en dépit de

combien il est difficile de travailler avec des étudiants tous les jours, quand bien même ils ne comprennent pas pleinement les conditions du monde travail.

Nous leur devons notre plus profond respect et engagement pour faire de leur travail une valeur à soigner et à protéger. Sans aucun doute, à ma famille et à Julio, grâce à son inconditionnel soutien, amour et dévouement, j'ai pu développer une grande partie de mon travail à la FECh, même dans les moments les plus difficiles.

Aux fonctionnaires du siège central qui nous ont rejoint et aidé prendre soin de la Casa de Bello. Aux universitaires qui ont été courageux et qui depuis des sombres laboratoires, bibliothèques et bureaux ont levé leur voix dans notre université, qui ne s'était fait entendre depuis bien longtemps.

À ceux qui se sont engagé activement et pas seulement en paroles, qui se sont levé tôt pour avoir à préparer la grève du lendemain, qui ont été mouillés dans les manifestations, ceux qui ont dansé, joué et créé pour ce mouvement.

Aux étudiants du secondaire pour leur capacité à se donner et à leur bravoure, aux étudiants des institutions privées qui ont réussi à renouveler l'air de ce mouvement, aux enseignants qui ont travaillé en étroite collaboration avec les étudiants malgré les attaques incessantes reçues. Aux habitants des quartiers populaires qui nous ont rejoints dans les cacerolazos (ndlt : chahut de mécontentement en tapant sur des casseroles), les barricades et les assemblées territoriales, au personnel de l'éducation et autres domaines qui ont fait des efforts acharnés pour montrer leur solidarité et participer aux mobilisations et souvent dans les discussions.

Enfin, à tous ceux qui depuis leurs différents fronts d'action, ont contribué à ce mouvement avec des petites et grandes choses.

Et je ne voudrais pas laisser de côté ceux qui ne sont plus présents pour partager cet important processus, mais qui, sans aucun doute, sont de grandes références de l'histoire, sans laquelle nous n'aurions pas eu la capacité politique, théorique, morale et historique de soulever et de diriger ce mouvement.

Je fais référence ici de Marx, de Lénine, de Luis Emilio Recabarren, de Violeta Parra, de Victor Jara, de Gladys Marín, de Luis Corvalán, de Gramsci, de Salvador Allende et beaucoup d'autres à qui nous devons cela et beaucoup plus, ils sont toujours à nos côtés dans cette longue marche.

Deuxièmement, je voudrais partager avec vous quelques réflexions qui sont nées de l'expérience, du vécu fondamental qui a laissé ce 2011 gravé

sur nous. Nous avons aujourd'hui l'intime conviction que la force érigée à partir de ce mouvement doit devenir une possibilité réelle de la transformation sociale au Chili. Cela doit signifier un changement dans la vie de notre peuple et doit devenir un exemple de lutte pour tous les peuples du monde dans leur quête pour plus de démocratie, de justice sociale et de la protection de nos droits fondamentaux, face à l'assaut et la colonisation par le marché.

J'ai pleine confiance que pour vous tous cette année s'est traduite par l'un des plus importants processus de maturation et de développement à la fois personnellement et politiquement. C'est une année où nous avons tous appris, donc où nous avons tous gagné.

Certaines personnes ont dû apprendre à tomber très durement, d'autres ont dû apprendre que le passé as de la valeur dans le présent et se configure comme un facteur déterminant pour l'avenir, d'autres ont appris que l'on ne pouvait pas maintenir le peuple éternellement trompé et démobilisé.

En bref, c'est une année où le Chili a clairement gagné, et c'est une source de fierté pour les étudiants de notre université, nous pouvons dire aujourd'hui avec plus de force et d'autorité que le Chili appartient à tous les Chiliens. Nous pouvons aujourd'hui regarder sans honte le pays et lui dire : voici ton université et de-là nous luttons pour un nouveau Chili, de-là nous luttons pour que dans ses auditorios puissent prendre place les enfants de ton peuple, les fils de bonnes familles ne sont pas suffisants pour nos rêves.

Nous disons aussi que durant ce processus nous avons eu des réussites et des échecs, des joies, des frustrations et des désaccords, des incertitudes et des certitudes, en bref, des expériences infinies, qui sans doute, sont maintenant examinés dans le for intérieur de chacun, pour devenir plus tard un ensemble d'éléments qui serviront à projeter un meilleur paysage politique pour les années à venir.

Et je dis cela parce que nous comprenons que chacun, individuellement ou collectivement, ont fait ou vont faire cette analyse, un processus auquel je tiens à ajouter quelques éléments.

À cela, je commencerai par dire, que nous avons commencé cette période avec une grande clarté sur le rôle que nous jouons les étudiants et la communauté universitaire en général, dans le processus de transformation et de démocratisation non seulement de notre université, mais aussi à travers l'ensemble du modèle éducatif, question que nous avons souligné comme une étape stratégique dans le sens de faire avancer



notre société vers un mode de vie plus juste, démocratique et libertaire.

Nous comprenions avec clarté les raisons pour lesquelles au Chili a commencé un processus de démantèlement de l'éducation publique et aussi nous avons compris l'importance fondamentale de cette configuration comme le résultat de l'œuvre totale du modèle néolibéral qu'autre fois nous avons hérité par le sang et le feu.

Nous assumons que nous n'avions aucune raison de supporter et de continuer à endurer les conditions imposées par un modèle pour lequel personne ne nous a consulté et c'est ensuite que nous avons décidé de sortir dans la rue à nouveau. Mais depuis notre déploiement, notre discours et nos convictions étaient lourdement armés, ce n'était plus un jeu d'enfant, ce n'était plus une question de temps.

Nous avons compris qu'avant de faire l'éducation il fallait penser l'éducation, qu'avant de parler de la qualité, nous devions discuter de ce sujet et ne pas accepter un concept imposé. Nous avons appris surtout à ne pas tomber dans le vice d'élaborer et de demander des réformes qui n'aient pas de cohérence politique avec la société à laquelle nous aspirons à vivre et à léguer à notre peuple.

Quand nous parlions des changements structurels du modèle, nous parlions de la construction d'un système éducatif qui pourrait nous aider à surmonter la condition hideuse de l'inégalité, de la ségrégation, d'exclusion et de marginalité qui dominant encore notre peuple. Que cela puisse permettre par la voie de la démocratisation du savoir, quant à l'accès, de son appropriation et de sa génération, de développer une place contre-hégémonique, envers les principes et reproduction des matériaux du modèle mercantiliste, catalyseur des inégalités et des injustices les plus profondes de notre société.

Cette année, heureusement nous avons aussi pu expérimenter l'un des plus grands moments de discussion et de participation dans nos espaces universitaires. Ce phénomène s'est concrétisé dans les différents cloîtres et dans les rencontres qui non seulement été en mesure de montrer que nous avons un grand potentiel pour la construction de la communauté universitaire, mais il a également montré que cette construction est possible, que nous pouvons faire des propositions et donner un signal au pays et dire que le public est évident dans tous ces efforts qui ne peuvent être acheté par l'argent.

Maintenant, notre principal défi sera de les renforcer et de faire que ce qui émane de ces espaces d'intégration peuvent devenir un patrimoine de la société et de vrais outils de transformation pour notre peuple. Tout cela exige une plus grande participation de la société chilienne dans les soins et dans l'accomplissement de ses fins.

Je souligne également la nécessité que nous avons en tant que pays, d'aller vers un changement de paradigme dans la façon de faire l'université, et l'université du Chili n'est plus la même qu'avant. Dans une certaine mesure et dans certains sens, nous avons changé notre langage et nous serons tous nous, étudiants, fonctionnaires, universitaires et autorités, les responsables de conduire notre université vers une rupture du statu-quo et de l'ordre actuel existant.

Nous devons la faire progresser vers la construction espaces de rencontre, où peuvent être analysés et remis en question les formes les plus diverses de la vie et des postures politico-idéologiques ; où la diversité doit passer de la théorie à la pratique quotidienne et obtienne l'interaction intellectuelle est humaine qui va

nous permettre de répondre à la complexité des problèmes actuels et futurs de notre société.

La vérité est que, le Chili, chaque jour prends conscience qu'il faut prendre des mesures décisives dans la construction d'un système éducatif qui termine avec l'amputation progressive de l'identité et de la diversité culturelle présente dans notre pays. Qu'il abandonne la reproduction de slogans, l'exécution des ordres et l'identification des étudiants et des universitaires à la quête de la réussite individuelle, de l'acceptation des règles du marché, le conformisme et l'oubli... En échange d'un esprit d'unité dans la diversité, avec une nouvelle disposition pour éduquer l'ensemble du peuple dont le but est l'émancipation morale, intellectuelle et matérielle.

Pour cela, il nous a semblé essentiel la prise de conscience que l'éducation doit être comprise comme un droit universel et un investissement social et non comme une marchandise comme certains ont essayé de nous le faire croire.

Mais, camarades, il est important d'être clair que nous ne devons pas tomber dans la même erreur d'autres mouvements de réforme dans notre histoire.

Bien que nous comprenions la validité des revendications contre la segmentation des connaissances et des conceptions technocratiques et autoritaires de l'enseignement, nous insistons en faveur des propositions pour l'autonomie des universités, le pluralisme, la liberté académique, la participation d'étudiants et de travailleurs dans la gestion des bâtiments. Nous ne pouvons pas croire que ce soit la seule façon d'établir une nouvelle société.

La tradition libérale des Lumières qui nous fait croire que la connaissance est ou sera "LA" principale richesse du Chili et, que la réforme universitaire, ou d'éducation en générale est suffisant pour réaliser l'émancipation de notre pays grâce à la culture générale, c'est quelque chose que, bien que cohérente et noble, n'a aucun appui matériel.

La révolution sociale n'est pas seulement une réforme intellectuelle et morale, mais par-dessus tout, c'est un changement radical dans les relations de pouvoir politique, et d'accumulation de la force économique de notre société.

Personne ne peut nier que les gens cultivés sont moins vulnérables à la domination et à la soumission, toutefois, la démocratisation et l'accès culturel, les dominés ne l'obtiennent pas gratuitement, au contraire, il se prends avec conviction et énergie au banquet des puissants.

Comment réussir ces conquêtes qui doivent être l'une des questions principales en ce moment et une tâche majeure de ce mouvement. Pas moins de sept mois de mobilisation, au cours de laquelle nous avons légitimé nos demandes et avons représenté plus de 80% de la population, nous n'avons fait aucun progrès en termes de nos propositions et de nos revendications les plus sincères.

Il n'y a plus de doute qu'à cette époque de l'année, alors que le mouvement confirme son saut qualitatif depuis la demande corporative jusqu'à une demande structurelle et politique, les majorités qui sont descendus dans les rues ne sont plus une majorité d'endettés mais sont plutôt des majorités guidées par le besoin profond de s'opposer à la cupidité et l'arrogance du système, de la dignité des êtres humains et le rétablissement de leurs droits.

En effet, ce n'est pas juste un slogan : le Chili a changé, à chaque coin, à chaque rue, nous voyons comment le Chili est en train de perdre sa peur, comment les gens reviennent à croire à la possibilité de changements et dans l'action

collective comme forme nécessaire pour les atteindre.

Ce peuple muet et domestiqué, habitué au conformisme et à l'individualisme, incapable d'élever sa voix contre l'injustice et les abus est bien loin, en revanche, les gens sortent avec joie dans les rues pour restaurer l'espoir perdu. Il clame avec force : Assez d'inégalités ! Assez de profit sur nos droits fondamentaux et assez de cette démocratie de consensus à la Pyrrhus !

Nul doute que notre mouvement a réussi à mettre en évidence les lacunes du système, ce qui a entraîné un changement culturel dans notre pays et, bien qu'encore embryonnaire, nous permet d'ouvrir la possibilité d'aller vers un plus grand état de conscience et de lutte sociale.

Cette année a également été démontrée qu'avec un gouvernement de droite, les avancées sociales pour le peuple est une impossibilité, le système politique présidentiel réussi à que l'exécutif prenne le dessus et peuvent ainsi faire et défaire selon leur envies.

Par ailleurs, les conséquences de la loi binomiale est fortement ressenti dans le parlement, formant des majorités opposées à la population et laissant une marge très étroite à l'action des forces sociales et politiques contraires à l'opinion des puissants.

Changer cet ordre, est aussi une tâche en attente pour notre mouvement, parce que les conséquences se feront sentir fortement dans les projets de loi qui sont déjà en attente au Parlement. Par exemple, le projet de desmunicipalización (ndlt : permettre aux établissements éducatifs de ne plus dépendre de la commune où ils se situent), de surintendant, loi sur les universités d'État, la démocratisation, la fin du profit, entre autres. En cas d'absence d'une puissante action politique et sociale et efficace de notre part, ces lois seront organisés au goût d'une minorité et au détriment de millions, comme ils l'ont fait dans notre pays au cours de ces trente dernières années.

Et voici un point important de maturité que nous avons acquise dans ce mouvement, notre principal problème ne sont pas les ressources, c'est la démocratie.

La reproduction du pouvoir politique sur lui-même indépendamment de l'inclusion et de la participation de la grande majorité des citoyens a fait perdre la valeur de notre démocratie et à nos citoyens de s'en désintéresser. Ce qui hier était un profond désir de générations entières qui ont donné leur vies pour l'obtenir n'est plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir pour lequel il ne vaut même pas la peine de s'y intéresser.

La classe politique contre laquelle certains croient lutter n'est que le reflet du système de pouvoir existant dans notre société, pour nous il n'y a pas de « classe politique », il y a des classes sociales, où s'inscrivent les dominés et les dominants, les exploités et les exploités.

Nous ne pouvons pas continuer à accepter l'utilisation d'un concept vague et mal défini, qui vient avant tout diminuer et confondre le centre des préoccupations que nous, en tant que peuple devons surmonter le schéma actuel de domination existant dans notre pays. Il faut déplacer la prise de décision de ces secteurs qui jouissent de l'accumulation du capital, associée à l'accumulation du pouvoir politique, communicationnel et culturel. Ceux qui aujourd'hui prennent les décisions pour nous et ne nous permettent pas directement la construction de notre propre avenir. Ils sont la géométrie du pouvoir qui est constitué comme un bâillon sur les progrès du peuple Chilien en matière des droits et des revendications, c'est contre leurs privilèges que nous nous luttons.

Pour cette raison, il n'est pas acceptable de renoncer à la quête de ces espaces de représentation au sein des institutions politiques. Nous ne pouvons nous refuser de renverser le rapport des forces au sein de ce faux institutionnalisme bourgeois. Au contraire, cela devrait devenir l'une des étapes fondamentales que le mouvement doit atteindre, non pas l'unique, mais nous devons certainement amener la majorité des rues à l'intérieur du parlement et de l'appareil d'État, et que les travailleurs, habitants des quartiers populaires et étudiants puissent prendre les rennes de leur propre avenir, en participant, sans autres intermédiaires, dans la rédaction des lois et des règlements qui nous donnent nos droits en retour.

Aujourd'hui, grâce à la mobilisation historique déclenchée dans notre pays, nous avons réussi à faire apparaître des crevasses et des fissures dans la construction néolibérale dominante hégémonique, installés depuis plus de trente ans de dictature. Toutefois, celle-ci n'est pas encore vaincue, elle a des fissures et elle est épuisée, mais rien n'indique qu'elle puisse se recomposer avec leurs propres forces, comme historiquement, cela a déjà été fait et revient donc, à nouveau les forces néolibérales et réactionnaires afin d'accéder au pouvoir pour rétablir son hégémonie et même de la blinder.

Il y a une crise de légitimité du néolibéralisme, c'est clair, maintenant il dépend de nous et les

forces démocratiques d'avancer avec conviction et force pour vaincre l'ignoble machinerie qui ne peut plus continuer à se soutenir.

La force et la pression de démocratisation qui génère les mouvements et les organisations sociales ne sont plus seulement en demande de réformes sectorielles au modèle, mais par-dessus tout, veulent faire avancer le pays vers la construction d'une société plus juste et égalitaire, voilà le défi stratégique de notre mouvement.

Je ne peux pas conclure, sans indiquer quelques-uns des défis que nous avons, en tant que pays, en attente.

Le Chili doit évoluer vers un modèle de société qui remplace le principe de la concurrence par celle de la coopération, remplacer l'individualisme par la solidarité et l'action collective, la propriété privée par le public, permettant la socialisation des forces productives et le partage équitable du travail commun, la reconnaissance effective du droit des individus à vivre pleinement sa vie intellectuelle et morale.

Il est urgent de renouveler la vie publique pour reconstruire le tissu social, d'élargir les fondements de la justice, et de construire une nouvelle géographie du pouvoir, qui ne permette plus les abus ou l'exploitation.

Les espoirs du peuple sont en chacun de nous, les étudiants et les démocrates chiliens, la gauche chilienne ne peut ignorer le nouveau scénario dans lequel nous sommes engagés, et

encore moins répéter les vieilles recettes dont l'expérience historique nous dit qu'elles ont été infructueuses.

Nous devons être capables de définir un nouvel horizon pour notre développement, un nouveau chemin par lequel notre modèle de société et notre démocratie va circuler. Nous avons besoin d'un nouveau cadre dans lequel tous pareils, avons les mêmes droits et les mêmes libertés.

Enfin, je dirais que ce qui vient est tout aussi ou plus important que le passé, peut-être que l'année prochaine il n'y ait pas de manifestations massives comme cette année, mais cela ne sera pas une excuse pour ne pas intensifier les combats.

Je voudrais donner mes salutations à Gabriel Boric, et lui dire qu'il a tout mon soutien en cette année de gestion qu'il devra vivre, que, malgré les inventions des médias et des rumeurs de coulisses qui veulent installer des différences entre nous, nous savons tous les deux qu'il y a beaucoup plus de choses qui nous unissent que des choses qui nous séparent. Il peut compter sur nous, les communistes, tout le soutien et la loyauté dans cette lutte formidable que nous devons relever ensemble, comme il y a cent ans, nous serons ferme auprès des travailleurs et du peuple, en articulant la lutte sociale dans ses diverses formes, afin de projeter une alternative démocratique réelle pour tous les Chiliens.

CANOE.CA : Chili : Marches étudiantes essouffées après huit mois de mobilisation – Mercredi 22 décembre 2011 18h31



©CLAUDIO SANTANA / AFP

Un peu plus d'un millier d'étudiants et lycéens ont manifesté jeudi à Santiago, lors de deux marches, l'une émaillée de heurts.

Agence France-Presse

SANTIAGO - Un peu plus d'un millier d'étudiants et lycéens ont manifesté jeudi à Santiago, lors de

deux marches, l'une émaillée de heurts, marquant un essouffement du mouvement après huit mois de mobilisation, aux résultats mitigés, pour une réforme de l'éducation.

La police a employé canons à eau et gaz lacrymogènes dans la matinée pour disperser un millier d'étudiants sur la Place Italia au centre-ville, pour une manifestation qui n'avait pas reçu l'aval des autorités. La police a procédé à une dizaine d'arrestations.

Dans l'après-midi, une seconde marche, à l'appel de la grande confédération étudiante FECH, a rassemblé quelques centaines de jeunes, sans incidents.

Les rassemblements étaient bien loin des grandes manifestations, réunissant jusqu'à 100 000 personnes, qui ont marqué depuis huit mois la plus forte mobilisation étudiante au Chili depuis le retour de la démocratie en 1990.

Les étudiants réclamaient la réforme profonde d'un système éducatif à deux vitesses, et notamment un réinvestissement fort de l'État dans

l'enseignement public, délaissé depuis les réformes libérales sous la dictature (1973-1990).

Au final, le mouvement a influencé une hausse de 10% du budget éducation pour 2012, supérieur au projet initial, et à la croissance 2012 prévue (4%). Ils ont aussi obtenu un projet de réforme pour «dé-municipaliser» collèges et lycées publics, délégués aux municipalités dans les années 80, et qui devraient repasser graduellement dans le giron de l'État central.

Mais ces acquis sont loin du «changement de paradigme» réclamé par les étudiants. La FECH a affirmé que «le mouvement continuera l'an prochain» sur des modalités restant à définir.

Symboliquement mercredi, quelques dizaines d'étudiants ont quitté le siège de l'Université du Chili et du prestigieux collège Institut national, parmi les derniers établissements encore «occupés» depuis plusieurs mois.

LE POST : Au Chili, les manifestations estudiantines s'étiolent après avoir obtenu des concessions mineures – lundi 12 décembre 2011 à 01h32 | 720 vues

Alors qu'en France le front universitaire se maintient étonnamment calme à cinq mois d'une élection présidentielle, le Chili connaît quant à lui les derniers soubresauts d'un long bras-de-fer qui a opposé depuis avril les étudiants au gouvernement. La problématique y est sensiblement la même depuis des années : comment assurer l'accès des classes moyennes et des plus pauvres à une éducation supérieure de qualité dans un domaine où le secteur privé domine.

Réforme de l'Université chilienne, épisode III

Le mois de novembre a marqué l'apogée de ce large mouvement de grève lancé dès avril dernier, au moment où le gouvernement cherchait à faire voter le budget de l'éducation pour l'année 2012. Plus de 250 000 étudiants chiliens étaient alors mobilisés et en grève pour obtenir la satisfaction de revendications affichées depuis longtemps, que soit mis fin à la recherche de profit par les universités privées, l'accès gratuit à

l'université, et l'augmentation de la part dévolue à l'État dans le financement de l'enseignement supérieur. En juin, plusieurs milliers de travailleurs avaient rejoint les étudiants pour soutenir leurs revendications. En août, une grève générale de deux jours avait démontré l'écho qu'elles rencontrent au sein de la population. Il avait pourtant fallu attendre la mi-septembre pour que le gouvernement entame le dialogue, et début novembre pour que les représentants des étudiants soient reçus au Sénat.

Ce mouvement est le troisième épisode d'un cycle de manifestations estudiantines commencé en 2006. Entre avril et juin, les plus grandes manifestations de l'histoire du pays avaient alors réuni plus de 600 000 personnes autour du thème de la réforme de l'enseignement supérieur. Les manifestants revendiquaient une refonte complète de la Loi sur l'Enseignement de 1990 et la gratuité des concours d'entrée à l'université. Il s'agissait de la première grande

remise en cause de l'organisation de l'enseignement supérieur telle qu'elle avait été mise en place sous Pinochet. Le gouvernement de gauche avait alors pris quelques mesures symboliques, comme l'ouverture de cantines scolaires et la création d'un système de bus scolaires gratuits pour le collège et le lycée à destination des plus nécessiteux, et promis qu'une nouvelle Loi Générale sur l'enseignement viendrait remplacer la Loi de 1990. Le vote de cette nouvelle loi en 2008 allait décevoir grandement les attentes de la population, et provoquer pendant plusieurs semaines un nouveau cycle de manifestations, car nombre d'étudiants jugeaient que si la nouvelle loi apportait des améliorations pour les plus pauvres, elle ne remettait pas en cause la base même du système.

L'éducation selon Pinochet : un monde privatisé



Quelques années après qu'il eut pris le pouvoir, Augusto Pinochet mit fin à la gratuité de l'université en 1981. De plus, il a également décidé de procéder à la municipalisation des écoles primaires, chaque commune devant dès lors assurer le coût financier des écoles qu'elles accueillent, ce qui a eu pour conséquence de cesser d'orienter des fonds destinés à l'éducation vers les plus défavorisés. Depuis lors, environ 60% des élèves du primaire et du secondaire sont accueillis dans des établissements privés ou semi-privés. Au niveau universitaire, sont apparus une trentaine d'universités privées qui aujourd'hui reçoivent les deux tiers des étudiants. L'ironie du sort veut que ce soient les étudiants les plus pauvres, ceux provenant du système éducatif municipal et qui ont obtenu les notes les plus basses au test d'entrée à l'université, qui doivent se diriger vers ces universités privées. Aujourd'hui, 70% des universitaires chiliens

doivent s'endetter pour étudier, et ils participent à 75% du financement de l'université tandis que la part de l'État ne s'élève qu'à 25%. Cette année, suite au vaste mouvement de manifestation, le gouvernement chilien a donc décidé d'effectuer un effort supplémentaire pour le budget de l'éducation en l'augmentant de 10%, soit deux fois plus que la croissance du PNB de 2011. Un tel effort n'est pourtant pas nouveau, puisque le budget de l'éducation nationale a été multiplié par deux entre 2006 et 2011. Malgré tout la part du PNB consacrée à l'éducation n'est toujours que de 4,5%, loin des 7% recommandés par l'UNESCO. Le gouvernement a également décidé de doubler le nombre de bourses attribuées aux étudiants de première année, en les faisant passer à 128 000. Au total, 280 000 étudiants devraient recevoir une bourse en 2012. Le gouvernement a également annoncé la création d'un Conseil Supérieur de l'Éducation,

aux objectifs et aux moyens encore flous. Enfin, il a été décidé de baisser les exigences de l'examen d'entrée à l'université, ce qui aura sans doute pour effet de permettre à plus d'étudiants des classes moyennes et populaires d'entrer dans un système qui accueille déjà plus d'étudiants que ne peut en accueillir le marché du travail.

On le voit, revenir d'un système très privatisé n'est pas chose aisée, et après cinq ans de manifestations, de grève, et de négociation avec le gouvernement, les étudiants sont encore loin d'avoir obtenu une réforme remettant en cause les présupposés mêmes du système, la « responsabilité » individuelle à travers la municipalisation de l'éducation primaire et la prépondérance d'un système privée cherchant à dégager des profits, dans un secteur qui aurait pu être une des voies de la réduction des inégalités dans le continent le plus inégalitaire du monde.

LE FIGARO : Chili/étudiants: revers pour C. Vallejo - Publié le mercredi 07 décembre 2011 à 15:13

AFP
Camila Vallejo, leader charismatique du [mouvement étudiant chilien](#), qui depuis six mois manifeste pour obtenir une réforme de l'éducation, a perdu les élections à la présidence de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH), a annoncé l'Université. Les résultats officiels ont désigné comme nouveau président Gabriel Boric, un étudiant en droit à la tête d'une des huit listes de gauche en compétition. Camila Vallejo sera vice-présidente de la FECH.

Camila Vallejo, 23 ans, est militante communiste et étudiante en géographie. Elle s'était fait connaître ces derniers mois en prenant la tête de nombreuses manifestations qu'a connues le Chili pour exiger une profonde réforme de l'éducation et de l'enseignement supérieur, aux mains du secteur privé. Le comptage final a attribué 4.053 suffrages à la liste de Gabriel Boric et 3.864 à celle de Camila Vallejo, ce qui lui assure la vice-présidence. "Nous avons gagné. L'élection a été juste", a déclaré le vainqueur.

Les élections à la FECH, la plus puissante fédération étudiante du pays, ont connu un taux de participation très important cette année, avec plus de 12.000 votants - environ 50% des étudiants -, dans un contexte d'importantes mobilisations pour une éducation libre, gratuite et de qualité. Camila Vallejo a pris la tête du mouvement, qui a organisé plus de 40 marches à Santiago, devenant la dirigeante étudiante la plus visible du pays depuis des décennies.

AGORAVOX : Chili : Camila Vallejo à la présidence 2012 – Mercredi 07 décembre 2011



Si l'on en croit les dernières estimations, la militante communiste de 23 ans sera réélue à la tête de la fédération des étudiants du Chili (FECH). Sa réélection serait à la fois historique et symbolique. Plus de douze mille étudiants de l'Université du Chili se sont rendus aux urnes ces 5 et 6 décembre. Leurs votes étaient d'une importance capitale dans le contexte de crise de l'éducation que connaît le pays depuis sept mois.

Situation & évolution d'une présidence

Si Camila Vallejo est réélue, elle marquera de son empreinte l'histoire étudiante du Chili en décrochant un second mandat. Du jamais vu à bien des niveaux. D'abord, au point de vue de la participation étudiante au scrutin. Ensuite, du point de vue de l'attention médiatique que ces élections étudiantes ont suscitée. Fin novembre, l'ex-leader étudiante avait remis sa présidence à

Scarlette Mac-Ginty afin de pouvoir postuler en tant que "membre" à la présidence de la FECH. Le rival principal de Camila Vallejo est Gabriel Boric qui emmène la liste "Nouvelle Gauche Etudiante" avec des positions plus radicales. La liste de Camila Vallejo propose d'inclure la fédération étudiante comme institution de référence concernant le conflit étudiant avec le gouvernement chilien. Et d'englober le débat sociétal qu'a permis l'émergence du mouvement étudiant chilien 2011.

Journées du 5 & 6 décembre

Lors de la première journée du scrutin, plus de six mille étudiants ont voté dans les plus petites facs de l'Université du Chili. Quand Camila Vallejo vint voter à son tour, elle déclara "nous sommes confiants. Nous nous présentons aux élections avec la conviction que l'année 2012 consolidera le mouvement étudiant." Fin de la journée, elle obtenait le meilleur score personnel avec 896 voix et sa liste chiffrait 1775 voix. Gabriel Boric avoua que l'avoir comme rivale n'était pas facile, vue l'attention médiatique que cela générait.

Lors du second jour du scrutin, les deux candidats étudiants restaient prudents dans leurs propos. Le second tour ayant lieu dans les facs les plus imposantes de l'Université, celles de droit, d'économie, d'ingénieur et de sciences politiques. "Il faut rester prudent car tout peut s'inverser" reconnaissait Camila alors que Gabriel Boric affirmait que "quelque soit le résultat, les résultats auront été serrés".

Un premier mandat qui fut un tournant pour les revendications étudiantes

Elue fin 2010, Camila Vallejo fut celle qui emmena les étudiants chiliens à protester dans les rues. Sept mois de mobilisations durant lesquelles le gouvernement Piñera fut contraint de remanier le ministère de l'éducation. Les mobilisations étudiantes du Chili obtenaient des soutiens d'autres fédérations étudiantes d'Amérique du Sud mais aussi de France, de Suisse et de Belgique. 70 000 étudiants mirent en jeu leur année universitaire pour se mobiliser contre un système éducatif néolibéral mis en place durant la dictature de Pinochet. "Le prochain président étudiant n'aura pas un rôle mineur" avait dit Camila Vallejo à l'issue de sa présidence 2011. "J'espère que les étudiants de l'Université du Chili voteront pour une liste qui sera dans la continuité du mouvement étudiant" avait déclaré quant à lui, l'ex-président FEUC, Giorgio Jackson. Selon les dernières estimations, Camila Vallejo est donnée vainqueur du scrutin. Si cela se confirme, cela signifie que la plus emblématique leader des étudiants du Chili sera à nouveau présidente de la FECH 2012. Un jour historique pour les étudiants chiliens.

* FECH : Fédération des étudiants chiliens

Pour voir les résultats finals : www.fech.cl

Qui est Camila Vallejo (bio) ?

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/camila-vallejo-a-23-ans-elle-est-a-99745>

MÉDIAPART : Chili: ce n'est pas une révolte d'étudiants, c'est une révolution! - Vendredi 02 décembre 2011

Par Thomas Cantaloube
De notre envoyé spécial à Santiago (Chili)
Ils arrivent par grappes de trois ou cinq, sourient aux lèvres. Certains sont déguisés, beaucoup portent des survêtements à capuche noirs. Ils se rassemblent dans un coin de la Plaza Italia, au cœur de la capitale chilienne, jusqu'à être deux ou trois milliers. Ils sont tous lycéens ou étudiants. Un peu après onze heures du matin, en

cette belle journée de printemps austral, ils se mettent en marche le long d'une large avenue de Santiago.

Il y a peu de banderoles, mais des chants : « *Elle va tomber, elle va tomber l'éducation de Pinochet !* » ou encore « *Notre éducation n'est pas à vendre !* ». Probablement un peu de lassitude aussi. Ce 27 octobre est un jeudi comme un autre dans les rendez-vous hebdomadaires

qu'organisent les élèves chiliens de l'enseignement secondaire et supérieur depuis plus de six mois. Il n'y a pas de mot d'ordre particulier aujourd'hui, pas de mobilisation exceptionnelle. Juste l'ordinaire d'une lutte contre le gouvernement qui dure encore et encore.

Le cortège s'ébranle donc calmement, suivi par des véhicules de sécurité et des dizaines de *carabineros* harnachés façon tortues ninjas. Les

manifestants ont à peine parcouru trois cents mètres que les *guanacos* se mettent à cracher leurs jets d'eau à haute pression. Il n'y a eu aucune provocation ni aucune déprédation de la part des jeunes, mais les *fuerzas especiales* ont décidé ou, plus probablement ont reçu l'ordre, de disperser la manifestation au plus vite.

Le ballet des canons à eau et des véhicules pulvérisant du gaz lacrymogène démarre. Ils avancent sur les protestataires, les traquent dans les ruelles perpendiculaires. De nouveaux chants fusent : « *Nous voulons étudier pour ne pas devenir force de sécurité !* » En une demi-heure, l'affaire est pliée. Les jeunes s'égayent après avoir balancé sans grande conviction quelques pierres et boules de peinture sur les véhicules blindés.

Cela fait maintenant plus de six mois que cela dure. Six mois de mobilisation étudiante et lycéenne, avec des journées où des centaines de milliers de personnes – des étudiants mais aussi leurs parents et des fonctionnaires – descendent battre le pavé, et d'autres où seuls quelques milliers répondent à l'appel. Six mois de blocage gouvernemental. Six mois pour rattraper vingt ans d'inertie et finir de défaire dix-sept ans de dictature Pinochet.

Vu de loin, c'est-à-dire d'Europe, le mouvement de protestation des étudiants chiliens a été assimilé aux « *Indignés* » ou autres « *Occupy...* ». C'est une erreur. En fait, il est bien plus proche du « *printemps arabe* » : le soulèvement d'une jeunesse lasse des compromis de ses aînés, et qui entraîne dans son sillage une majorité de la population. Il vaut mieux, pourtant, se garder des comparaisons. Ce qui se passe au Chili est proprement chilien, le résultat des évolutions d'un pays qui, vingt et un ans après la fin d'une longue et sanglante tyrannie, n'a toujours pas su inventer les institutions de la post-dictature. Et qui, aujourd'hui, craque.

Attablé autour d'un café dans un *mall* de la grande banlieue de Santiago qui rappelle les métropoles nord-américaines, l'économiste Andres Solimano, la cinquantaine barbue, explique : « *La dictature de Pinochet, de 1973 à 1990, a été une révolution conservatrice ultralibérale très violente. Si on la compare à la dictature argentine, elle a été plus longue et elle a changé les structures en profondeur : le Chili, qui a toujours été un pays insulaire, a adopté les idées de l'école de Chicago (Milton Friedman et consorts) en bloc et les a appliquées à 100%.* » L'essayiste canadienne Naomi Klein, entre autres, a très bien raconté ce processus dans son ouvrage *La Stratégie du choc* (Actes Sud, 2008), comment les militaires chiliens ont imposé, sur une société traumatisée par le coup d'Etat et l'assassinat de son président Salvador Allende, un ensemble de dogmes néo-libéraux concoctés par les *Chicago Boys* : privatisations, dérégulation, primauté du marché.

« Nous sommes une anomalie en Amérique latine »

« *Nous sommes un pays néo-libéral total, souligne Victor de la Fuente, ancien opposant à la dictature et aujourd'hui directeur de l'édition chilienne du Monde diplomatique. Et le problème, c'est que ni la Concertation, l'alliance de la démocratie chrétienne et des sociaux-démocrates qui a gouverné le pays de 1990 à 2010, ni la droite, qui est au pouvoir depuis 2011, ne sont disposées à remettre en cause le système.* »

Quand Augusto Pinochet s'est effacé en 1990, il a laissé derrière lui un héritage politico-économique aussi enraciné qu'un plan de semence de Monsanto. Après la catastrophe économique de la fin des années 1970-début des années 1980, la croissance du PIB chilien est en moyenne de plus de 5% par an à partir de 1985

(et ce jusqu'à aujourd'hui), les entreprises se développent et la pauvreté commence à reculer. Ceux qui ne regardent que les indicateurs macro-économiques vantent le « *modèle chilien* ». Mais les syndicats sont laminés et muselés.

Le système politique demeure verrouillé par un scrutin dit « *binominal* » qui favorise les grandes coalitions et assure aux pinochétistes de continuer à peser au Parlement. De plus, Augusto Pinochet lui-même demeure sénateur à vie et commandant en chef des armées (jusqu'en 1998), laissant planer son ombre mortifère sur la transition démocratique.

Pendant vingt ans, les présidents tour à tour démocrates-chrétiens (Patricio Alwyn, Eduardo Frei) ou sociaux-démocrates (Ricardo Lagos, Michelle Bachelet) sont tous issus de la Concertation, que l'on a l'habitude de qualifier de coalition de centre gauche. Ce qui fait rire amèrement les Chiliens qui se réclament de la gauche.

« *La Concertation est au centre-centre, ou alors centre droit, commente Andres Solimano en faisant de grands gestes de la main le long d'un axe imaginaire. La Concertation n'a pas remis en cause le modèle néo-libéral hérité de Pinochet. Elle s'est focalisée sur la réduction de la pauvreté et les investissements publics, mais elle n'a pas touché à la concentration dans les médias, la santé, les banques... et elle a laissé prospérer les inégalités. Elle a suivi un modèle modernisateur sans altérer les structures sociales ni la répartition des richesses.* » Aujourd'hui, selon les **critères** de mesures des inégalités socio-économiques de l'ONU, le Chili est l'un des quinze pays les plus inégalitaires au monde (parmi les 125 qui publient leurs statistiques).

« *Nous sommes une anomalie en Amérique latine* », se désole Victor de la Fuente, depuis son petit bureau borgne du centre-ville de Santiago. Alors que la plupart des pays du cône sud du continent ont élu des dirigeants de gauche qui ont entrepris, de manière plus ou moins pragmatique, de nombreuses réformes sociales et redistributrices, le Chili n'a pas remis en cause les monopoles résultant de la dictature. Les gouvernements successifs ne sont pas revenus sur la libéralisation des services publics, à commencer par l'éducation. Un autre exemple? Les deux grands quotidiens, *El Mercurio* et *La Tercera*, sont les mêmes que ceux qui avaient appuyé le coup d'Etat du 11 septembre 1973 et avaient été les seuls autorisés à paraître par la junte. Aujourd'hui ils sont devenus de grands conglomerats médiatiques.

Comme de nombreux autres secteurs, l'enseignement chilien est passé sous les fourches caudines des *Chicago Boys* et de leurs relais pinochétistes qui ont désengagé l'Etat et favorisé le privé. « *Sous la dictature, nous sommes passés d'un enseignement gratuit à un modèle payant et cher, raconte Guillermo, un des militants de la Fech (la fédération des étudiants de l'Université du Chili). Le résultat, c'est que nous avons un système coûteux, médiocre, éclaté, avec des diplômés dont les entreprises ne veulent pas.* »

Aujourd'hui, n'importe qui avec des fonds suffisants peut ouvrir un établissement d'enseignement primaire, secondaire ou supérieur, avec quasiment aucun contrôle de l'Etat sur les programmes ou les qualifications des enseignants. Sombre ironie, l'organisme censé veiller à un minimum de qualité et de sérieux des programmes a été privatisé...

Même dans ce qui reste d'enseignement public, l'Etat s'est complètement désengagé : les universités publiques ne sont financées qu'à hauteur de 10 à 15% de leur budget par l'Etat, alors que ce chiffre s'élevait dans les années 1980 à 90%. « *C'est simple, poursuit Guillermo, on a transféré*

le coût des études de la collectivité nationale sur les familles et les étudiants. » Un membre du gouvernement a ainsi pu déclarer récemment que « *l'éducation est un bien de consommation comme un autre ; il est donc normal de devoir payer cher pour recevoir une bonne éducation* »...

Un étudiant chilien finit ses études avec 30.000 euros de dette en moyenne

Parallèlement à cette privatisation, les aspirations des Chiliens à recevoir une éducation se sont accrues. Avec l'augmentation du niveau de vie et le recul de la pauvreté, « *n'importe quel Chilien désire aujourd'hui que ses enfants aillent à l'école et fassent des études supérieures, de la même manière qu'il aspire à avoir une voiture et être propriétaire de sa maison* », expose l'historien Juan Carlos Gomez Leyton. « *Pour satisfaire leurs aspirations, les familles chiliennes n'ont pas d'autres choix que de s'endetter et de se mettre la pression, celle de la réussite de leurs enfants.* »

En dix ans, le nombre d'étudiants accédant à l'université est passé de 200.000 à plus d'un million, ce qui a permis aux établissements privés qui ont surgi d'en faire leurs choux gras.

Toutes les enquêtes sociologiques menées ces dernières années au Chili soulignent qu'il y a une relation directe entre les revenus des parents et le résultat de l'examen d'entrée à la fac. Grosso modo, les enfants de familles riches vont, dès la crèche, dans de bonnes écoles privées et continuent ainsi, ou alors basculent éventuellement dans les meilleures universités publiques. Tous les autres vont soit dans des établissements privés de moindre qualité, soit dans les écoles publiques mal financées.

« *Ce système marchait tant que ceux qui n'avaient pas d'éducation ne voyaient pas le besoin d'en avoir* », résume la sociologue de l'Université du Chili, Emmanuelle Barozet. Aujourd'hui, cela ne fonctionne plus et l'enseignement est devenu une machine à produire du mécontentement. « *Je sais que je vais dans un lycée médiocre parce que mes parents n'ont pas les moyens de payer plus et que, si jamais je réussis le concours d'entrée à la fac, ce sera pour aller dans une université de troisième ordre pour les mêmes raisons* », peste Manuel, 17 ans, venu manifester avec sa petite amie dans les rues de Santiago fin octobre.

« *Le système chilien est un système de reproduction sociale qui ne donne pas sa chance aux gens et qui les broie dans l'endettement en même temps* », continue celui qui n'a pourtant pas encore lu Bourdieu. Aujourd'hui, un étudiant chilien finit ses études au niveau master avec en moyenne 30.000 euros de crédits à rembourser sur vingt-cinq ans, ce qui conditionne le reste de sa vie : mariage, achat d'une propriété, le type d'emploi qu'il accepte pour rembourser et la nécessité de préserver son job à tout prix...

En 2006, la « *révolte des pingouins* » (du nom que se donnent les élèves du secondaire qui portent l'uniforme) avait propulsé des dizaines de milliers de lycéens dans les rues pour protester (déjà) contre le coût et la médiocrité de l'éducation. Mais, à l'époque, le gouvernement de la sociale-démocrate Michelle Bachelet était parvenu à canaliser le mécontentement en se déclarant ouvert au dialogue et en restaurant des commissions de travail sur les réformes à mener. Rien n'a abouti, sauf une augmentation des systèmes de crédits et de bourses, et c'est une des raisons pour lesquelles le mouvement actuel a redémarré et se montre aujourd'hui plus vindicatif : il ne veut pas, de nouveau, se faire rouler dans la farine. Il veut, et il le répète suffisamment fort depuis le mois de mars, « *mettre fin à l'éducation de Pinochet* » et instaurer un ensei-

gnement « démocratique, gratuit, laïque, égalitaire et de qualité » (chaque mot compte et tous les étudiants les répètent pour bien souligner que tout est lié).

Outre la rancœur à l'égard de la manière dont la « révolte des pingouins » a été enterrée, l'autre raison qui a déclenché cette mobilisation sans précédent depuis les manifestations anti-dictature des années 1980, c'est l'arrivée d'un gouvernement de droite au pouvoir en 2010.

« Il y a tout d'abord un facteur générationnel. Les jeunes qui ont 20 ans aujourd'hui n'ont pas connu Pinochet au pouvoir. Pour eux, cela a toujours été un vieillard et ils n'ont plus l'appréhension, voire la peur, que pouvaient avoir leurs aînés même après la fin de la dictature, analyse Emmanuelle Barozet, chercheuse française travaillant au Chili. Ensuite, il est évident que c'est beaucoup plus facile psychologiquement pour les jeunes, mais aussi pour leurs parents qui les soutiennent, de manifester contre un gouvernement de droite, une droite héritière du pinochétisme, que contre la Concertation qui incarnait la sortie de la dictature. »

La contestation est devenue celle de tout le système chilien

Le président Sebastian Piñera, frère d'un des ministres les plus néo-libéraux de Pinochet, n'a pas arrangé ses affaires en nommant comme ministre de l'Éducation le responsable d'une grande université privée (liée à l'Opus Dei). Il a ensuite refusé tout dialogue avec les étudiants au début du conflit. Puis, quand il s'est enfin décidé à faire des propositions cet été, il a offert comme seule recette l'augmentation du nombre de bourses et des facilités de crédit.

Mais, entre-temps, le mouvement avait fait bouler de neige et les revendications des étudiants ont débordé le simple cadre de l'enseignement. La plupart des sondages réalisés depuis plusieurs mois indiquent que 70% à 80% des Chiliens soutiennent les manifestants et, lors d'une grande journée d'action à la fin août, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Le mouvement des étudiants est aussi un mouvement des familles endettées et inquiètes pour l'avenir de leurs enfants.

Mais le vrai basculement, qui fait de ce « printemps chilien » bien plus qu'un simple prurit étudiantin c'est que, du fait de l'intransigeance gouvernementale et de la détermination des jeunes, la contestation est devenue celle de tout le système chilien. « Leur démarche est vraiment radicale et révolutionnaire », s'exclame l'historien Gomez Leyton, « car leur victoire signifierait la fin du système chilien actuel. »

C'est bien ce qu'ont compris les étudiants eux-mêmes. Ainsi, Fabian, un autre membre de la Fech, explique de manière limpide et synthétique ce qui s'est passé ces derniers mois : « Quand le gouvernement nous a dit que l'éducation ne pouvait pas être gratuite parce que le Chili n'avait pas les ressources nécessaires, nous avons proposé de nationaliser complètement l'industrie du cuivre (la principale ressource du pays). On nous a répondu que la Constitution de 1980 interdisait l'intervention de l'État dans l'économie. Changeons donc la Constitution ! »

De la même manière, les leaders étudiants, dans leurs négociations avec le gouvernement, ont proposé de réformer le code des impôts, qui sont très bas, pour dégager les ressources néces-

saires à l'éducation. « Très vite, les étudiants ont été au cœur du système », se réjouit Victor de la Fuente. « Nous sommes passés de demandes sur l'éducation à un projet d'assemblée constituante et de référendum populaire pour savoir dans quelle société nous voulons vivre. » Le tout en quelques mois.

C'est ainsi que le mouvement étudiant est devenu le levier par lequel la société chilienne a entrepris de se débarrasser de dix-sept années de dictature et de vingt et une années de co-gestion libérale qui a préservé le statu quo et les inégalités. Mais c'est aussi un fardeau extrêmement lourd à faire porter sur les épaules de jeunes de 15 à 25 ans. Les grandes vacances scolaires démarrent ce mois-ci dans l'hémisphère Sud, et c'est déjà un semestre d'études qui s'est envolé. Piñera joue la montre et parie sur l'essoufflement. Mais, en face, tout le monde semble convaincu que l'enjeu est trop important pour laisser tomber.

Prolonger :

Lire les articles du chercheur français Franck Gaudichaud dans [Le Monde diplomatique](#).

Le livre de Naomi Klein, *La Stratégie du choc* (Actes Sud, 2008) contient un chapitre éclairant sur la manière dont la dictature de Pinochet a favorisé l'application des idées de l'école économique de Chicago.

L'édition chilienne du [Monde diplomatique](#).



L'Université du Chili occupée. Sur la banderole : "Cette lutte est celle de la société entière. Tous pour l'éducation gratuite"

© Thomas Cantaloube



Carabineros contre étudiants le 27 octobre dernier à Santiago

© Thomas Cantaloube



Carabineros contre étudiants le 27 octobre dernier à Santiago

© Thomas Cantaloube



[L'imagination et le dynamisme du mouvement étudiant évoquent le mai 1968 français. Cliquez pour lancer le diaporama.](#)



© Thomas Cantaloube
Une affiche sur le mur de l'Université du Chili©



Thomas Cantaloube

Des lycéens manifestent à Santiago fin octobre 2011



© Thomas Cantaloube

La station de métro Université du Chili à Santiago

SLATE.FR : L'acceptation pacifique des inégalités, c'est fini : Le Chili est exemplaire à ce sujet: le pays fait partie de ceux qui ont enregistré les plus grands succès. Pourtant, depuis des mois, les quartiers s'emplissent de manifestants - Mis à jour le mardi 29 novembre 2011 à 17h15



REUTERS/Victor Ruiz Caballero
Une étudiante qui manifestait est arrêtée à Santiago, le 7 novembre 2011. -

Il eut été étonnant qu'il n'y ait pas de manifestations de rue à Athènes, Madrid ou New York. Le chômage et la précarité économique suffiraient pour faire de millions de résignés des millions d'indignés. Mais le fait de constater en plus que certains de ceux qui sont à l'origine de la crise en tirent maintenant profit suscite une réaction presque naturelle: éteindre la télévision et descendre dans la rue.

C'est aisément compréhensible. Ce qui est plus difficile à expliquer, c'est que cela se passe aussi au Chili. Qu'importe que les rues chiliennes s'embrasent, le Chili est un petit pays sud-américain isolé, dont la situation n'a pas tellement d'incidence à l'extérieur. Certes, mais en décryptant les événements qui se déroulent au Chili, on obtient des indices utiles qui permettent de mieux comprendre la vague d'indignation et de manifestations qui déferle dans d'autres régions.

Les Chiliens devraient être en train de se réjouir, pas de protester. Leur pays fait partie de ceux qui ont enregistré les plus grands succès. A la fin des années 1980, la part de la population pauvre était de 45%; aujourd'hui, elle se situe à seulement 14%. Deux décennies de croissance économique rapide, la création d'emplois et l'augmentation des salaires ont contribué au progrès social.

De bons résultats, et pourtant...

L'inflation, qui frappe toujours les plus défavorisés, est passée de 27% par an en 1990 à 3% à l'heure actuelle. Des chiffres économiques à faire rougir de jalousie tous les pays européens. Et dans n'importe quel classement international, le Chili figure dans les premières places (et reste le numéro 1 d'Amérique latine) pour de nombreux domaines d'étude: faible niveau de corruption, bon indice de développement humain, forte compétitivité internationale, liberté économique, «connectivité», etc.

Et pourtant, depuis des mois, les quartiers s'emplissent de manifestants. La contestation sociale, née sous le précédent gouvernement dirigé par Michelle Bachelet, s'est poursuivie après la présidentielle ([remportée par l'opposition](#)) et sous le nouveau gouvernement. D'une protestation ponctuelle, motivée à la base par la construction d'un barrage, on est passé à [des manifestations de grande ampleur](#) visant à dénoncer un système éducatif de mauvaise qualité et trop coûteux.

Lors d'un récent voyage au Chili, j'ai eu l'occasion d'interroger le président Sebastián

Piñera sur le paradoxe de la réussite économique du pays et de la déception de la population.

«Je comprends les motivations des étudiants qui manifestent à cause de la situation [du système éducatif], m'a-t-il dit, le Chili s'est attaché à élargir à grande vitesse l'accès à l'éducation, mais nous avons négligé la qualité. Il y a également un problème de coût de l'éducation et au niveau de la part qui doit être prise en charge par l'Etat.»

Piñera a augmenté considérablement le budget de l'éducation nationale chilienne et tente de réformer l'appareil éducatif. Mais le dirigeant est conscient que le malaise des Chiliens va au-delà de l'éducation. En effet, selon l'étude Latino-baromètre, le Chili est le pays latino-américain où l'impression générale de progrès a le plus baissé. C'est aussi le pays où la satisfaction concernant le fonctionnement la démocratie a le plus diminué, sans compter que les Chiliens sont de moins en moins nombreux à soutenir leur «modèle économique». Comment l'expliquer?

La souffrance des classes moyennes

Il faut chercher du côté de l'histoire, des luttes politiques et de la personnalité des protagonistes qui font la conjoncture. Mais deux facteurs semblent primordiaux: la croissance de la classe moyenne et des inégalités économiques. L'essor de la classe moyenne donne lieu à des exigences auxquelles peu de gouvernements savent répondre rapidement ou efficacement. Il est plus facile de construire une école ou un hôpital que de réussir à améliorer la qualité de l'éducation ou des soins de santé. Or, la nouvelle classe moyenne nourrit ces attentes d'amélioration

rapide, qui sont d'ailleurs justifiées. J'ai mené, avec un étudiant chilien qui participait aux manifestations, une conversation fort révélatrice: «Ma famille avait toujours été pauvre, mais maintenant nous sommes de la classe moyenne. Le gouvernement ne fait plus rien pour nous: toute son aide va aux plus pauvres ou aux plus riches, aux investisseurs. Il n'y a rien pour nous, qui sommes entre les deux.»

Ce dépit s'explique aussi par l'iniquité. Le Chili enregistre un indice d'inégalité économique extrêmement élevé (quoiqu'en baisse). C'est une plainte que j'ai régulièrement entendue durant mon voyage. A l'évidence, au Chili comme ailleurs, le temps où on vivait pacifiquement les inégalités est révolu. Les étudiants ont apporté au débat national une nouvelle priorité: réduire plus rapidement les inégalités. Et le pays le leur doit.

Reste à voir si le gouvernement, les étudiants et les autres secteurs de la société chilienne parviendront à mettre en place des changements en vue d'éradiquer les inégalités, sans compromettre les autres succès du Chili. D'autres nations sont confrontées au même défi. Peut-être retirera-t-on du cas du Chili des enseignements utiles à appliquer ailleurs dans le monde...

Moisés Naím
Traduit par Micha Czifra

LE MATIN.CH / LE NOUVELLISTE / ROMANDIE.COM / SWISSINFO.CH : Chili: les étudiants manifestent pour une réforme de l'Education - Vendredi 25 novembre 2011, 07h30

Plusieurs milliers d'étudiants chiliens, ont manifesté à Santiago jeudi lors de marches ponctuées de violences et d'arrestations, sur fond de tractations au Parlement sur le budget 2012 de l'Education. Les étudiants sont mobilisés depuis sept mois pour une réforme de l'éducation. Au moins 2000 personnes dans la matinée, 10'000 en fin de journée selon les organisateurs, ont défilé lors de deux manifestations distinctes, comme le mouvement étudiant en a convoqué une quarantaine depuis mai. Mais avec une participation en baisse sensible ces dernières semaines.

Des incidents éparés ont opposé tôt le matin en divers points de la capitale la police et de petits groupes d'émeutiers en cagoules, puis les heurts se sont renouvelés dans la journée à la fin de la marche, et de nouveau en début de soirée, autour de barricades improvisées de pneus enflammés. La police a indiqué avoir arrêté 58 personnes au long de la journée. Le gouvernement a dénoncé les nouvelles mobilisations, "qui sont vraiment de trop, ne génèrent plus que de la gêne. Les gens se demandent vraiment: jusqu'à quand?", a déclaré son porte-parole Andres Chadwick. Au Parlement, la majorité de droite qui tient la Chambre des députés, et l'opposition de gauche,

majoritaire au Sénat, mènent des tractations serrées sur le budget de l'Education, qui doit être approuvé avant le 30 novembre. Les étudiants réclament depuis des mois que la part du budget consacrée à l'éducation soit rapprochée des normes des pays développés, et du minimum (7%) recommandé par l'Unesco. Elle est de l'ordre de 4,5% au Chili. Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis le mois de mai pour réclamer la réforme d'un système éducatif aux grandes disparités entre privé et public. Il réclament surtout un fort réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement public, délaissé depuis les politiques libérales sous la dictature (1973-1990).

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE / VAR MATIN / FRANCE24 / LE PARISIEN / LIBÉRATION / NOUVELOBS.COM / L'EXPRESS.FR / RTL.BE / LEPOINT.FR / CORSEMATIN : Les étudiants chiliens retournent dans la rue, le budget de l'Education débattu - Vendredi 25 novembre 2011 07:48



AFP Des incidents opposent des manifestants à la police, le 24 novembre 2011 à Santiago.

Plusieurs milliers d'étudiants chiliens, mobilisés depuis sept mois pour une réforme de l'éducation, ont manifesté à Santiago jeudi lors de marches ponctuées de violences et d'arrestations, sur fond de tractations au Parlement sur le budget 2012 de l'Education

Des incidents opposent des manifestants à la police, le 24 novembre 2011 à Santiago. - AFP Au moins 2.000 personnes dans la matinée, 10.000 en fin de journée selon les organisateurs, ont défilé lors de deux manifestations distinctes, comme le mouvement étudiant en a convoqué une quarantaine depuis mai. Mais avec une participation en baisse sensible ces dernières semaines. Des incidents éparés ont opposé tôt le matin en divers points de la capitale la police et de petits groupes d'émeutiers en cagoules, puis les heurts se sont renouvelés dans la journée à la fin de la marche, et de nouveau en début de soirée, autour de barricades improvisées de pneus enflammés. La police a indiqué avoir arrêté 58 personnes au long de la journée. Le gouvernement a dénoncé les nouvelles mobilisations, "qui sont vraiment de trop, ne génèrent plus que de la gêne. Les gens se demandent

vraiment: jusqu'à quand?", a déclaré son porte-parole Andres Chadwick. Au Parlement, la majorité de droite qui tient la Chambre des députés, et l'opposition de gauche, majoritaire au Sénat, mènent des tractations serrées sur le budget de l'Education, qui doit être approuvé avant le 30 novembre. Les étudiants réclament depuis des mois que la part du budget consacrée à l'Education soit rapprochée des normes des pays développés, et du minimum (7%) recommandé par l'Unesco. Elle est de l'ordre de 4,5% au Chili. Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis le mois de mai pour réclamer la réforme d'un système éducatif aux grandes disparités entre privé et public. Il réclament surtout un fort réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement public, délaissé depuis les politiques libérales sous la dictature (1973-1990).

LEPOINT.FR: Chili: nouvelle manifestation étudiante pour une réforme de l'éducation - Publié le Vendredi 25 novembre 2011 à 19:35

AFP - Par Olivier Laffargue Une dizaine de milliers d'étudiants et enseignants ont manifesté vendredi à Santiago pour une réforme de l'éducation, lors d'une journée de mobilisation émaillée de quelques incidents. Une dizaine de milliers d'étudiants et enseignants ont manifesté vendredi à Santiago pour une réforme de l'éducation, lors d'une journée de mobilisation émaillée de quelques incidents. Le mouvement étudiant en a tenu une quarantaine depuis six mois.



A l'aube autour de l'Université du Chili, puis de nouveau à la mi-journée au centre-ville en fin de manifestation, la police anti-émeute est intervenue avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes contre de jeunes émeutiers masqués qui lançaient des pierres et des projectiles divers. La police a indiqué avoir arrêté au moins une personne qui portait un fusil à air comprimé. Elle a aussi saisi des cocktails molotov dans des sacs à dos de jeunes qui ont pris la fuite. La manifestation elle-même s'est déroulée calmement et a réuni, selon les autorités locales, environ 10.000 personnes, soit autant que la veille à Valparaiso, siège du Parlement à 120 km de Santiago. Ces mobilisations interviennent alors que les consultations se sont intensifiées en vue de quelques éléments de réforme et pour un effort budgétaire sur l'Education dans le budget 2012, qui doit être voté le 30 novembre au plus tard. Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis plus de six mois pour la réforme en profondeur d'un système éducatif à deux vitesses,

avec de grandes disparités de moyens et de qualité entre privé et public. Ils demandent notamment un réinvestissement fort de l'Etat dans l'enseignement public, dont il se désengagea dans les années 1980, dans le cadre des politiques libérales de la dictature (1973-1990). Le dirigeant du principal syndicat enseignant, Jaime Gallardo, s'est félicité que le gouvernement lui fasse prochainement parvenir des propositions sur une "dé-municipalisation", c'est à dire une reprise en mains par l'Etat d'unités scolaires déléguées aux autorités locales dans les années 80. L'opposition socialiste a salué une "disposition au dialogue du gouvernement, sans équivalent depuis 5-6 mois", mais a jugé "totalement insuffisante" ses propositions budgétaires à ce jour.





Chile Protests to continue with march from students

Chilean Social Movement Protests are held right in front of Chilean Congress in Santiago. Santiago de Chile / NationalTurk – The Social Movement on Thursday will hold a demonstration in the city of Valparaiso, the legislative venue, where the government debates the 2012 Budget Bill. The protest has a national character because it will be attended by teacher and student associations which will travel from other cities, including the capital Santiago. Chile Protests to continue with march from students. After arriving in the port city, 120 kilometers northwest of Santiago, the protesters will begin a

march culminating in a main event next to the Congress. According to information from the Teachers Association, on Thursday a delegation of leaders of the Social Committee for Education is also expected to enter the legislative chamber to meet with a group of parliamentary members. According to Chilean official sources, the mobilization will focus on the call for the demunicipalization of education and the rejection of the 2012 Budget Bill presented by the government. The date of protests, which continue today with a march on the Alameda de Santiago avenue, another chapter in the fight against for-profit education, is supported by organizations of high school and university students.

The protest will also be supported by the Central Labor Federation, the Coordinating Committee of Parents and Guardians and human rights organizations. Shocking News 16 year old shot dead in Protests Most marchers were peaceful but scattered violence marred the protests, and a 16-year-old boy was shot to death early Friday, allegedly by a police bullet, as officers responded to looting and riots. Nearly 1,400 people were arrested nationwide, and more than 200 police and civilians were injured

PARIS-MATCH : Les étudiants chiliens maintiennent la mobilisation - Mercredi 23 novembre 2011



Photo REUTERS/Ivan Alvarado

Après plus de six mois de mobilisation, les étudiants chiliens continuent leur marche vers la réforme en profondeur du système éducatif, dont la gestion a été déléguée aux autorités locales depuis plus de 30 ans. Jeudi et vendredi dernier, ils ont gagné les rues de Santiago, la capitale chilienne. Fritz Gérald Jeannot - Parismatch.com Étudiants, lycéens, enseignants et parents. Ils ont été plus d'une dizaine de milliers à manifes-

ter dans les rues de Santiago, au Chili, jeudi et vendredi dernier. Cela fait plus de six mois qu'ils sont mobilisés pour la réforme du système éducatif. Les manifestants demandent en priorité un réinvestissement fort de l'Etat dans l'enseignement public. L'Etat s'était désengagé dans les années 1980, lors de l'application des politiques libérales de la dictature. La prise en charge des écoles publiques a été déléguée aux autorités locales. Une délégation qui a créé de grandes disparités, de moyens et de qualité de l'enseignement proposé entre les établissements publics et privés. **Enfin, le dialogue ?** Les autorités chiliennes entament déjà des consultations en vue d'apporter quelques éléments de réforme. Un effort budgétaire dans le domaine de l'éducation sera ainsi effectué pour 2012. Il sera voté le 30 novembre prochain au plus tard. Jaime Gallardo, dirigeant du principal syndicat enseignant, affirme que le gouvernement lui

acheminera incessamment des propositions sur une dé-municipalisation de l'éducation. L'opposition socialiste applaudit des deux mains cette ouverture au dialogue du gouvernement. Elle juge toutefois les propositions budgétaires insuffisantes. Manifestants et policiers anti-émeutes se sont affrontés durant les deux jours de la manifestation. Les forces de l'ordre ont utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes contre les protestataires. Une personne qui portait un fusil à air comprimé a été arrêtée par la police. Des cocktails molotov ont été également saisis dans des sacs à dos appartenant à des jeunes. Au-delà du système éducatif, la protestation chilienne s'inscrit dans un ras-le-bol plus générationnel contre les gouvernements en place. Le président Sebastian Pinera reste très impopulaire et la colère de la rue pourrait bien se reporter sur une autre revendication.

FOX NEWS : Educational Reforms Slow In Chile Despite Protests – Thursday, November 17, 2011



(AP Photo/Luis Hidalgo, File)

Fox News Latino

Despite winning widespread public support, inspiring similar actions throughout South America and damaging President Sebastián Piñera's image, what Chile's student protestors haven't done in six months is bring about any of the major changes they say are needed to save their schools. College tuition in Chile still ranks among the highest in the world, comparable to education costs in the world's richest countries, according to the Organization of Economic Cooperation and Development, an economic research and standards-setting body based in Paris. Chile's per-

capita income of \$15,400 a year, meanwhile, is just 72nd out of 227 nations in household earnings. Chileans pay 85 percent of the cost of a university education out of their own pockets, more than in any other developed nation, the OECD found. Piñera's position is that not all higher education should be free. He has also shot down demands to rescind federal funding provided to 31 percent of the nation's high schools that are privately run. Protesters want that money to go to the public high schools, which they say are woefully underfunded.

In recent weeks, government threats to revoke the grants and scholarships of university students who skip school have thinned the number at marches, and many have returned to class. Organizers now have trouble drawing the 200,000 participants they used to bring to protests when the movement started.

At this point, all we have is the resistance and some partial victories.

- Camila Vallejo, Chilean student leader
The protests have knotted traffic in the center of the city's capital, Santiago, and have forced tens of thousands of students to lose out on coursework necessary to advance to the next level of their education, even as parents continued to foot the bill.

For all of the sacrifice the protests have exacted, student leaders acknowledge that they've won but a handful of minor concessions.

"We face a right-wing government that has bet on wearing us down, a strategy that has been very effective ... at radicalizing and criminalizing the movement," said student leader Camila Vallejo, referring to the hooded radicals who have been showing up at marches in greater numbers. "At this point, all we have is the resistance and some partial victories."

Still, the students say they are prepared to carry the fight into next year. This week, they rejected a proposal developed by opposition legislators behind closed doors to increase government funding for all education by 8.6 percent, calling it an agreement "that betrays the principles of this movement."

At the heart of the standoff are dueling visions of Chilean education that emerged during the 1973-1990 dictatorship of Gen. Augusto Pinochet.

The country's schools had previously been free to all students, but the regime pushed a free market-based approach and cleared the way for more private universities, as well as an eventual voucher system that directs billions of dollars in public funds to privately run high schools.

As the student protesters have pointed out, the vouchers fail to cover an estimated 20 percent of school costs, and many families must pitch in to fill the gap.

Student leaders have denounced the system as a cornerstone of social inequality in a country with one of the widest income gaps in Latin America

and are demanding a return to the old system of free public universities. That would mean raising taxes on the rich to subsidize widespread free education, the students argue.

Perhaps the biggest losers in the battle are the public high schools, routinely of poor quality because their government funding does not begin to meet their needs, the protesters say.

Piñera has said that an ideal structure "is a mixed system, in which there is private education and public education."

"What we have said is that (a university) education will be free for all young people who can't pay for it, but those who can pay for it should make an effort to do so," Piñera said last month.

Piñera has proposed ensuring a free university education to 40 percent of Chile's poorest families, who earn less than about \$500 a month, an offer that would eventually increase to 60 percent.

Chilean education expert Patricio Meller argues that doing away with private universities won't halt the soaring cost of tuition, which is hitting all institutions as enrollment rises. As long as schools set their own rates, costs will continue to grow, Meller said in a recent newspaper interview.

"All the problems, in their origin, lie in the market," Meller said. "If for-profit universities are closed, this isn't going to stop the accelerated increase in tuition. This isn't going to increase student credit. This isn't going to decrease the cost of credit. ... The university students have confused profit with the market."

After playing defense for months, Piñera has recently taken a harder stand toward the protesters, including pushing a law to penalize anyone who incites rioting or acts of violence such as the occupation of schools or university campuses. Chile has seen more than 40 student marches, many of them resulting in vandalism and violence, since the movement began.

Still, support for the students remains high among Chileans: 67 percent last month compared to 79 percent in September.

While admitting disappointment, the students point out the modest gains they have made.

Interest rates on university student loans have been reduced from 6 percent to 2 percent; Congress has discussed refinancing debt for 110,000

people behind in their payments; and opposition lawmakers have promised they won't reach any backroom deals with the government, student leader Vallejo said.

Perhaps the students' biggest accomplishment has been the attention they've won worldwide, as images of empty schools and massive protests circulated worldwide for months. That has inspired action around the region, with students in Argentina, Brazil and Colombia also taking to the streets to demand more public investment in education.

"The state should be responsible" for financing education, said Juan Sebastián López, 24, a law student at the private Universidad Externado in Bogota, Colombia. "Our fear is that it will become like it is in Chile."

As part of their long-term strategy, Chilean students have shifted away from protests and are instead lobbying the ruling party and center-left opposition in Congress to implement their demands.

On top of that, Vallejo said students could secure permanent gains by running as candidates in the 2012 elections for 345 mayorships plus hundreds of other city positions.

"There is a lack of representation in Congress," she said. "This is a reality and I hope young people empower themselves and realize that this is the way to change the country."

Marta Lagos, director of the Latinobarometro polling company in Chile, said, "It is clear that future politicians are going to emerge from this group."

The reality for Chilean students, though, remains unchanged.

Javiera Kobayashi Durán's father still works three jobs at a woodworking shop, a door factory and a Web-design company so that the 20-year-old can study at the prestigious private Catholic University in Santiago. Ten months of tuition and school supplies cost the family \$12,000, and the expenses will rise as Kobayashi Durán's brother enters college in 2013.

"I know my family is sacrificing a lot so that I can study," Kobayashi Durán said. "Because of this, I'm taking advantage of the opportunity that they are giving me. I study a lot."

Based on reporting for the Associated Press.

THE WASHINGTON POST / THE SEATTLE POST INTELLIGENCE : 6 months of education protests gain widespread support, but do nothing to reform schools – Wednesday, November 16, 2011



Luis Hidalgo, File / Associated Press
In this Aug. 21, 2011 file photo, people demonstrate in support of Chile's students in Santiago, Chile. More than six months after launching protests that have paralyzed this 17 million-person country, student activists in Chile have seen their education reform movement win over a vast majority of the public. What the students haven't accomplished, however, is bring about any of the major reforms they've insisted were key to saving



Roberto Candia, File / Associated Press

In this June 16, 2011 file photo, a demonstrator wearing a dollar sign participates in a protest near La Moneda government palace in Santiago, Chile. More than six months after launching protests that have paralyzed this 17 million-person country, student activists in Chile have seen their education reform movement win over a vast majority of the public. What the students haven't accomplished, however, is bring about any of the major reforms they've insisted were key to saving education in Chile.



Aliosha Marquez, file / Associated Press
In this Oct. 19, 2011 file photo, a youth holds up a Chilean flag as police try to disperse protesters

by spraying them with water in Santiago, Chile. More than six months after launching protests that have paralyzed this 17 million-person country, student activists in Chile have seen their education reform movement win over a vast majority of the public. What the students haven't accomplished, however, is bring about any of the major reforms they've insisted were key to saving education in Chile.

By Associated Press

SANTIAGO, Chile — More than six months after they launched nationwide protests to reform education in Chile, student activists have won widespread public support, inspired similar actions in other parts of South America and politically damaged billionaire-turned-President Sebastian Pinera.

What they haven't done is bring about any of the major changes they claim are needed to save their schools, chief among them greater public funding to make education fairer and affordable. College tuition in Chile still ranks among the highest in the world, comparable to education costs in the world's richest countries, according to the Organization of Economic Cooperation and Development, an economic research and standards-setting body based in Paris. Chile's per-capita income of \$15,400 a year, meanwhile, is just 72nd out of 227 nations in household earnings.

Chileans pay 85 percent of the cost of a university education out of their own pockets, more than in any other developed nation, the OECD found. Pinera's position is that not all higher education should be free. He has also shot down demands to rescind federal funding provided to 31 percent of the nation's high schools that are privately run. Protesters want that money to go to the public high schools, which they say are woefully underfunded.

In recent weeks, government threats to revoke the grants and scholarships of university students who skip school have thinned the number at marches, and many have returned to class. Organizers now have trouble drawing the 200,000 participants they used to bring to protests when the movement started.

The protests have knotted traffic in the center of the city's capital, Santiago, and have forced tens of thousands of students to lose out on coursework necessary to advance to the next level of their education, even as parents continued to foot the bill.

For all of the sacrifice the protests have exacted, student leaders acknowledge that they've won but a handful of minor concessions.

"We face a right-wing government that has bet on wearing us down, a strategy that has been very effective ... at radicalizing and criminalizing the movement," said student leader Camila Vallejo, referring to the hooded radicals who have been showing up at marches in greater

numbers. "At this point, all we have is the resistance and some partial victories."

Still, the students say they are prepared to carry the fight into next year. This week, they rejected a proposal developed by opposition legislators behind closed doors to increase government funding for all education by 8.6 percent, calling it an agreement "that betrays the principles of this movement."

At the heart of the standoff are dueling visions of Chilean education that emerged during the 1973-1990 dictatorship of Gen. Augusto Pinochet.

The country's schools had previously been free to all students, but the regime pushed a free market-based approach and cleared the way for more private universities, as well as an eventual voucher system that directs billions of dollars in public funds to privately run high schools.

As the student protesters have pointed out, the vouchers fail to cover an estimated 20 percent of school costs, and many families must pitch in to fill the gap.

Student leaders have denounced the system as a cornerstone of social inequality in a country with one of the widest income gaps in Latin America and are demanding a return to the old system of free public universities. That would mean raising taxes on the rich to subsidize widespread free education, the students argue.

Perhaps the biggest losers in the battle are the public high schools, routinely of poor quality because their government funding does not begin to meet their needs, the protesters say.

Pinera has said that an ideal structure "is a mixed system, in which there is private education and public education."

"What we have said is that (a university) education will be free for all young people who can't pay for it, but those who can pay for it should make an effort to do so," Pinera said last month.

Pinera has proposed ensuring a free university education to 40 percent of Chile's poorest families, who earn less than about \$500 a month, an offer that would eventually increase to 60 percent.

Chilean education expert Patricio Meller argues that doing away with private universities won't halt the soaring cost of tuition, which is hitting all institutions as enrollment rises. As long as schools set their own rates, costs will continue to grow, Meller said in a recent newspaper interview.

"All the problems, in their origin, lie in the market," Meller said. "If for-profit universities are closed, this isn't going to stop the accelerated increase in tuition. This isn't going to increase student credit. This isn't going to decrease the cost of credit. ... The university students have confused profit with the market."

After playing defense for months, Pinera has recently taken a harder stand toward the protesters, including pushing a law to penalize anyone who incites rioting or acts of violence

such as the occupation of schools or university campuses. Chile has seen more than 40 student marches, many of them resulting in vandalism and violence, since the movement began.

Still, support for the students remains high among Chileans: 67 percent last month compared to 79 percent in September.

While admitting disappointment, the students point out the modest gains they have made.

Interest rates on university student loans have been reduced from 6 percent to 2 percent; Congress has discussed refinancing debt for 110,000 people behind in their payments; and opposition lawmakers have promised they won't reach any backroom deals with the government, student leader Vallejo said.

Perhaps the students' biggest accomplishment has been the attention they've won worldwide, as images of empty schools and massive protests circulated worldwide for months. That has inspired action around the region, with students in Argentina, Brazil and Colombia also taking to the streets to demand more public investment in education.

"The state should be responsible" for financing education, said Juan Sebastian Lopez, 24, a law student at the private Universidad Externado in Bogota, Colombia. "Our fear is that it will become like it is in Chile."

As part of their long-term strategy, Chilean students have shifted away from protests and are instead lobbying the ruling party and center-left opposition in Congress to implement their demands.

On top of that, Vallejo said students could secure permanent gains by running as candidates in the 2012 elections for 345 mayorships plus hundreds of other city positions.

"There is a lack of representation in Congress," she said. "This is a reality and I hope young people empower themselves and realize that this is the way to change the country."

Marta Lagos, director of the Latinobarometro polling company in Chile, said, "It is clear that future politicians are going to emerge from this group."

The reality for Chilean students, though, remains unchanged.

Javiera Kobayashi Duran's father still works three jobs at a woodworking shop, a door factory and a Web-design company so that the 20-year-old can study at the prestigious private Catholic University in Santiago. Ten months of tuition and school supplies cost the family \$12,000, and the expenses will rise as Kobayashi Duran's brother enters college in 2013.

"I know my family is sacrificing a lot so that I can study," Kobayashi Duran said. "Because of this, I'm taking advantage of the opportunity that they are giving me. I study a lot."

Associated Press writer Vivian Sequera in Bogota, Colombia, contributed to this report.

for the market."

À L'ENCONTRE.ORG / MÉDIAPART : BLOG : Chili : Vérité, Justice et Mémoire, de Patricio Paris : Chili: «Les étudiants expriment des revendications réprimées par 20 ans de politique néolibérale» : Entretien avec Alfredo Vielma, conduit par Israel Dutra – Samedi 12 novembre / Dimanche 13 Novembre 2011

Un jeune homme timide, maigre et imberbe. Il aime le rock des années 1980, est ironique et lucide. C'est comme cela qu'est Alfredo Vielma. Avec ses «All Star» et son courage, il rappelle un peu des leaders médiatiques du mouvement étudiant universitaire tels que Camila Vallejo et Giorgio Jackson. Du haut de ses 17 ans, il est le porte-parole de l'ACES (Assemblée Coordinatrice des Etudiants du Secondaire), une organisation qui rassemble et organise les étudiants de l'enseignement secondaire du

Chili. Cette organisation représente 800 collégiés occupés depuis avril 2011. Après une intense semaine de manifestations, d'arrestations et d'affrontements devenus routiniers avec les redoutables «carabiniers», Alfredo parle avec tranquillité du conflit en cours et du futur. Interview exclusive.

Le conflit étudiant au Chili est devenu un thème d'importance internationale. Nous avons suivi plus de six mois de mobilisation.

Quelle est la situation politique actuelle du pays?

Alfredo Vielma: Nous pensons que le Chili est en train de vivre un conflit qui certes a commencé avec les étudiants, mais qui s'est étendu à d'autres secteurs sociaux. Le conflit étudiant dure depuis six mois maintenant, la première grande manifestation ayant eu lieu le 28 avril. L'apprentissage de toute la société est très intense, rapide. Des secteurs sociaux et publics se sont aussi lancés dans la lutte.



Indépendamment du résultat très immédiat, est en train d'émerger la possibilité d'un réel front commun des mouvements sociaux pour construire un projet populaire et pour accumuler des forces en vue de nouvelles confrontations. La lutte de 2011 représente un saut qualitatif par rapport au «Pinguinazo» de 2006 [un mouvement d'étudiants nommés «pingouins» en raison de leur uniforme bleu et blanc]. C'est à la fois une rupture et une continuité de cette lutte. Rupture parce que cette lutte pose des questions générales, en provoquant des fissures au sein du gouvernement et du système politique bipartite [la droite dure et le centre de la Concertación] ; et continuité parce que nous essayons d'impliquer toute une génération de jeunes dans l'expérience de la lutte des rues.

Nous voyons la nécessité, pas encore maintenant, mais dans le futur, d'une Assemblée constituante. La question de l'éducation ne pourra être résolue dans le cadre actuel du régime politique chilien. Le néolibéralisme est tellement enraciné que n'importe quel changement réel dans le budget et dans le modèle de gestion implique un changement de scénario complet pour la société.

Quel est le processus d'occupation et de mobilisations des étudiants du secondaire?



Alfredo Vielma

Alfredo Vielma: Du nord au sud du Chili, ce sont presque 800 écoles, collèges et lycées qui sont occupés. Chaque occupation est auto-organisée, avec des assemblées permanentes. Environ 30-40 étudiants prennent en charge l'administration des écoles, la sécurité, l'alimentation. Dans les activités culturelles et politiques, ce sont entre 100 et 200 étudiants qui sont actifs. L'ACES agit en unifiant et en coordonnant les revendications et les luttes de tous ces collègues. Quelque chose d'intéressant s'est produit: quand nous organisons des barricades, la majorité des parents et des professeurs nous aident. La participation de personnes plus âgées casse ce cliché selon lequel nous ne serions que de petits collégiens excités. Quant au mouvement universitaire, il passe également par un processus de réorganisation, et il semble qu'il soit en train de prendre une nouvelle direction.

Parle-nous de la dispute au sein de la direction du mouvement étudiant universitaire.

Alfredo Vielma: La Confech [Confédération des Etudiants du Chili] est une entité démocratique. Même s'il est vrai qu'une partie des dirigeants sont des militants de la Concertación [coalition de centre-gauche - démocrate-chrétien et part social-démocrate - mise sur pied pour battre Pinochet lors du référendum de 1988 et qui sera à la tête du Chili de 1990 à 2010] et du Parti Communiste [Camila Vallejo est membre du Comité central du PC], la majorité de l'exécutif est composée de ce que nous appelons une gauche «indépendante» ou «révolutionnaire».

Les réunions ont lieu de façon itinérante [dans diverses villes], les porte-parole ne peuvent se prononcer que sur mandat de l'exécutif, exécutif qui peut être renouvelé à chaque moment. Des fédérations [historiquement] importantes telles que celles de Concepción ou d'Antofagasta sont des références pour la gauche étudiante. Nous vivons un processus de révolution étudiante...

Le PC est un parti très bureaucratique. Ils sont toujours disposés à reculer et n'agissent qu'en défense de leurs intérêts, en ne pensant pas en termes de collectif de lutte. Nous avons aussi des groupes qui se disent trotskystes, comme le PTR [Parti Révolutionnaire des Travailleurs], mais qui semblent encore plus bureaucratiques, sont petits et peu «constructeurs». Elles ont un aspect de sectes politiques.

Quel est le soutien social à votre mouvement?

Alfredo Vielma: Les étudiants expriment aujourd'hui des revendications réprimées par vingt années de gouvernement néolibéral de la Concertación. Le gouvernement de Sebastian Piñera essaie de criminaliser le mouvement. Il veut faire approuver une «Loi anti-occupations». Les manifestations sont infiltrées par des carabinieri [des policiers] censés se diluer parmi les jeunes encapuchonnés. Nous ne pouvons accepter cette criminalisation. C'est une tâche urgente. L'ACES est disposée à toujours agir dans l'unité et avec toute la gauche, même le PC. Nous savons l'importance des unités tactiques. La mise en échec la spirale répressive est importante si nous voulons éviter un recul. Le fait est que le régime et le gouvernement ont été très affaiblis.

Nous avons eu des manifestations avec plus d'un million de personnes, comme celle de la «journée des enfants» où plus d'un million de personnes à travers tout le Chili sont descendues dans la rue. Nous devons accumuler des forces pour imposer une issue sociale, organiser nos revendications contre le profit et pour l'éducation publique et gratuite. Nous devons aussi imposer des mesures sociales comme le droit au logement, la nationalisation du cuivre, une nouvelle forme de gestion et d'organisation de l'éducation et des services publics. La montée en force du mouvement étudiant a montré le chemin. La crise

économique va passer par le Chili et il faut que nous parvenions à faire un pas en avant.

Quelle devrait être la stratégie à suivre?

Alfredo Vielma: Nous pensons que nous nous trouvons à un moment nouveau des luttes dans le monde, un moment complexe. Notre tradition nationale est faite de luttes innombrables, comme celle d'Allende, de Miguel Enriquez [dirigeant du MIR - Mouvement de la gauche révolutionnaire créé en 1965 - qui fut tué par la police de Pinochet, la DINA, en octobre 1974,], du peuple Mapuche [José Ancalao en traduira l'expression à Genève et Fribourg les 22 et 23 novembre - voir l'annonce Ici] et du syndicalisme combatif en général. Nous luttons pour ouvrir des espaces, créer des unités, construire une lutte de masse et d'avant-garde.

Ainsi pourrions-nous penser à une situation qui serait radicalement nouvelle. Notre futur est de lutter pour la révolution sociale. Nous sommes des millions de jeunes, de 14-15 ans déjà, qui sommes décidés à agir selon cette stratégie, même si nous ne savons pas exactement quel est le chemin à prendre.

Quelle est ton option idéologique?

Alfredo Vielma: Je suis socialiste et révolutionnaire. Je sais que l'expérience des pays de l'Est européen a contaminé la conscience populaire par rapport au socialisme. Mais je pense l'inverse. Nous devons réinventer la perspective depuis de nouvelles expériences. Le socialisme ne doit pas apparaître sous les traits caricaturaux du stalinisme en URSS.

Je me considère comme marxiste-léniniste, mais je revendique également la contribution de Guevara, je suis aussi un peu trotskyste, c'est clair. Notre avant-garde est porteuse d'un héritage précieux: nous nous considérons autant les héritiers du MIR que de la lutte «rouge-noire» [libertaire] lutte que le réformisme et le stalinisme ont niée au Chili.

Pour conclure, Alfredo, quel rôle doit jouer la jeunesse brésilienne dans la solidarité avec le Chili?

Alfredo Vielma: Il est clair que nous avons besoin d'appui financier et matériel, mais le plus important est que l'on prenne notre exemple pour élargir la lutte des étudiants à tout le continent sud-américain. Diffuser l'idée de mobilisation en tant que méthode est la plus grande contribution que l'on puisse apporter à notre lutte. La solidarité du Brésil est fondamentale pour que nous puissions vaincre. Et la victoire des étudiants et du peuple chilien n'est qu'une étape dans une lutte qui doit être internationaliste: la lutte pour un futur différent, révolutionnaire et socialiste. Salutations révolutionnaires tous les camarades brésiliens! (Traduction par A l'Encontre)

Cet entretien a été réalisé à Santiago (Chili) par Israel Dutra (du PSOL du Brésil).

AGORAVOX.FR: Chili : Etape cruciale pour les étudiants - Samedi 12 novembre 2011

par Anémone C. HUBERT

A Valparaíso s'est jouée une étape importante pour la résolution du conflit étudiant chilien. Ce jeudi 10 novembre 2011, les leaders étudiants ont pu s'exprimer devant les membres du Sénat. Au départ, ce ne devait pas être le cas. En fin de journée, le gouvernement de Sebastian Piñera déclare avoir comme projet de loi la création d'un Conseil Supérieur de l'Education pour 2012. Ils étaient 30 000 étudiants à s'être donné rendez-vous dans les rues de Valparaíso du Chili où est situé le Sénat. Pendant la grande mobilisation, les principaux leaders étudiants- Camila Vallejo et Giorgio Jackson se sont entretenus avec les membres de la Commission de la Chambre du Sénat. Ils ont réitéré ce qu'ils

considéraient comme injustes dans l'éducation établie sous la dictature de Pinochet. Le fait que les étudiants aient pu s'exprimer de la sorte constitue une première étape cruciale: "Nous sommes optimistes. Nous sommes conscients aussi des limites du Parlement dans les discussions de loi au sujet du budget de l'éducation." a déclaré à l'issue de la réunion, Camila Vallejo, présidente des étudiants chiliens.

Fin octobre, le gouvernement de Sebastian Piñera planchait sur un projet de loi visant à modifier le budget de l'éducation. Il n'y avait pas eu de discussions à ce sujet avec les principaux intéressés, les étudiants. Ces derniers reprochent la hausse du coût des études au Chili, ce qui accentue les disparités sociales. Ils veu-

lent dans un premier temps que le gouvernement augmente de plus de 5% le PIB des mines de cuivres pour l'éducation qui est aussi le chiffre utilisé pour les dépenses de l'armée. "Le chemin sera long, a prévenu Camila Vallejo, pour que les étudiants puissent avoir une éducation gratuite, digne et de qualité." L'éducation établie sous Pinochet est constituée selon un modèle ultralibéral. Les familles modestes doivent emprunter des sommes colossales pour permettre à leur enfant d'accéder à des études de bonnes qualités. Un étudiant peut devoir rembourser jusqu'à 15 ans les frais engagés pour ses études après l'obtention de son diplôme. Une situation inacceptable qui a poussé fin avril 2011, des milliers

d'étudiants dans les rues du Chili afin de réclamer un autre type d'éducation.



Il a quelques semaines, les étudiants ont voté la poursuite des mobilisations en faveur de l'éducation. Ils sont près de 70 000 à mettre entre parenthèse leurs études pour obtenir leurs revendications. Les leaders étudiants ont effectué un voyage en Europe pour obtenir le soutien des institutions européennes. Des fédérations étudiantes d'autres pays les ont rejoints dans leur combat pour le droit à une éducation plus accessible à tous. Les leaders étudiants chiliens ont également exprimé leur indignation devant la Cour de Droit de l'Homme d'Amérique Latine face aux répressions policières dont ils ont fait l'objet durant les manifestations pacifistes organisées. En ce moment se déroule le premier round des élections étudiantes au Chili. Giorgio Jackson, président de la FEUC (fédération des Etudiants des Universités Catholiques Chiliens) a remis en jeu son poste. Noam Tilman, candidat de la liste qui soutenait Jackson en 2009, semble bien parti pour gagner les élections étudiantes au sein de la FEUC. Quant à Camila Vallejo, il n'est pas exclu

qu'elle brigue un second mandat à la présidence des étudiants chiliens lors des élections étudiantes qui auront lieu fin novembre au sein de la CONFECH (Confédération des Etudiants Chiliens). L'avenir du mouvement étudiant chilien 2011 se joue désormais à l'intérieur et à l'extérieur. Puisque les leaders étudiants sont en contact avec les partis de la coalition de gauche pour trouver une issue à la crise de l'éducation au niveau budgétaire. De son côté, le président de droite Sebastian Pinera a déclaré que le gouvernement chilien allait voter un projet de loi sur la création d'un Conseil Supérieur de l'Education à l'horizon 2012 : "Il s'agit de ne pas rater une possibilité historique" a-t-il déclaré à la presse. Six mois après la première manifestation qui a eue lieu le 28 avril 2011, il rejoint les propos de Camila Vallejo concernant le conflit étudiant chilien.

L'HUMANITÉ.FR: Étudiants chiliens cherchent soutien - Mercredi 9 Novembre 2011



Camila Vallejo, au centre, dirigeante de la fédération des étudiants chiliens (Fech), au mois d'août 2011 à Santiago

Après presque six mois d'une mobilisation d'une ampleur inédite depuis la fin de la dictature, cinq lycéens et étudiants chiliens sont venus en Europe pour faire connaître leurs revendications : gratuité de l'enseignement et démocratisation du système éducatif. Rencontre avec deux d'entre eux par les Jeunes correspondants de Libres échanges.

Après plusieurs négociations infructueuses avec le président Sébastian Pinera, le « Berlusconi Chilien » comme il est parfois désigné, les étudiants, avec en tête la jeune communiste [Camila Vallejo](#), ont quitté la table de négociations et ils ont décidé d'élargir leur revendications en faveur d'une sortie du néo-libéralisme. Ils appellent désormais les travailleurs à les rejoindre et font trembler la coalition de droite au pouvoir au Chili, qui a ordonné aux forces de l'ordre de

réprimer durement leur mobilisation. **Rencontre avec Francisco Figueroa, vice-président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili et Gabriel Iturra, porte-parole de la Coordination lycéenne chilienne** de passage à Paris, où ils ont tenu deux meetings à l'appel de l'Unef et se sont rendus à l'UNESCO.

Libres échanges: Quelles sont les raisons de votre visite en Europe ?

Francisco Figueroa : Nous sommes ici pour présenter aux institutions internationales (ONU, UNESCO, OCDE, Parlement Européen) et aux associations chiliennes et françaises les raisons de notre mobilisation: dans un pays qui a jadis été défini comme le « laboratoire du néolibéralisme », dans lequel la fin de la dictature n'a pas coïncidé avec les réformes et les changements escomptés, nous voulons montrer que la marchandisation de l'éducation a échoué. De manière générale, nous pensons que le marché est toujours porteur d'inégalités: il faut donc trouver une alternative à ce système.

Gabriel Iturra: Nous espérons aussi obtenir un soutien international comme l'ont fait nos prédécesseurs au temps de Pinochet. Nous essayons d'internationaliser notre lutte de manière à faire pression sur Pinera comme eux ils l'avaient fait au moment de la dictature

Libres échanges : Comment les institutions internationales ont-elles reçu vos revendications?

Gabriel Iturra: Nous avons réussi à obtenir une rencontre avec des responsables et à nous faire entendre, en particulier par la commission des Droits de l'Homme de l'ONU et par les parlementaires européens qui nous ont promis l'envoi de délégations d'observateurs afin de constater la répression et la recrudescence d'épisodes de torture pratiquée actuellement par la police secrète sur nos camarades.

Libres échanges: Quel a été l'accueil de la part des associations françaises et Chiliennes?

Francisco Figueroa : Un accueil chaleureux. Je pense que c'est principalement du au fait que nous sommes en train de mener une lutte globale, qui dépasse les frontières et qui pointe directement les failles d'un système basé sur l'accumulation de richesses au détriment des droits les plus fondamentaux, parmi lesquels le droit à l'éducation.

Libres échanges : Dernière question, quel est votre sentiment vis-à-vis de la classe politique de votre pays, en particulier cette droite « dure » dirigée par Pinera?

Francisco Figueroa : Le système des partis au Chili est en crise. Ce qui compte c'est que le peuple tout entier prenne conscience que notre lutte est aussi une lutte qui s'inscrit dans la continuité des expériences du passé, parce que nous sommes en train de lutter contre l'héritage laissé par la dictature.

ASYLUM FOR ALL MANKIND : Camila Vallejo and the Chilean Student Protests -- how to actually change policy -- Wednesday, November 9th, 2011



By Oliver Jones

Students from all over the country will take a break from arguing over whose turn it is to top up the gas metre, to converge on London today, to protest against the increase in tuition fees.

The government has sanctioned the use of water cannon and baton rounds ahead of the demo, which is scheduled to take place throughout the day across central London.

This is the first major student march after the fees demo in 2010 when the Conservative Party's headquarters at Millbank Tower were attacked, and NUS leader Aaron Porter resigned.

Across the world in Chile, similar protests have been happening. However, their leader, 23-year-old Camila Vallejo is an altogether more interesting character.

The geography graduate is the face of a student movement in Chile whose aim is for the wholesale reform of education in Chile, where less than 45% of people are educated in state run second-

ary schools, and almost all of the Universities are privately run.

They are demanding a restructuring of the education system with the more direct funding coming from the government for high schools and universities. Unlike in the UK, the protests have garnered wider public support, and are seen by many Chileans as symptomatic of growing unrest at the size of inequality in South America's most prosperous and stable country.

Under the leadership of Vallejo the protests have even created enough pressure that the government's education minister was removed from his post, after he was not seen to be addressing the protesters' concerns.

However they still have some way to go to match the success of the 2006 student protests known as the Penguin Revolution, which forced the government to scrap a university entry exam fee and invest in schools. It is believed that many of the high school students that lead the Penguin

Revolution are the same university students that are now taking to the streets again. The 2011 protest started gradually in May after the education minister announced plans to invest in non-traditional Universities which were allegedly using loopholes in legislation to turn a profit. The protesters initially occupied school buildings, and by 13 June as many as 100 buildings were occupied. A mass protest on 31 June saw 200,000 students marching all over Chile, and a mere five days later President Sebastian Pinera announced plans that he hoped would address the protesters concerns. Unlike the UK where the government is aiming to give school's more autonomy, the Chilean protests are about the standardisation of education, which varies widely in quality across the country.

Central to the continued success of the Chilean student protests is their coordinated leadership, specific demands and media-savvy protest methods. Vallejo, the President of the Federation of Chilean University Student has been credited with playing a major role in the media success of the protests. "For years, Chilean youth have been consumed by a neo-liberal model that highlights personal achievement and consumerism; it is all about mine, mine, mine. There is not a lot of empathy for the other," Vallejo told The Observer. "This movement has achieved just the opposite. The youth has taken control... and revived and dignified politics. This comes hand in hand with the questioning of worn-out political models -- all they have done is govern for big business and powerful economic groups."

It hasn't all been plain sailing for Vallejo though: she was attacked at the start of a protest in October by Chilean riot police. In what protesters allege was an attempt to undermine the demonstration, a military vehicle pulled up alongside Vallejo and hit her and fellow protesters with a volley of water cannon fire, before douncing her in tear gas. Prone on the floor she suffered an allergic reaction which took her days to recover from. Not that it slowed her down for long, and she has since been honoured across South America by student based movements from Brazil to Mexico. Some of her personal politics might reasonably be regarded as fairly extreme, but when it comes to getting results, few protest movements can match Vallejo's leadership and movement.

AGORAVOX.FR: Chili : Le come-back des pingouins - Lundi 7 novembre 2011



par Anémone C. HUBERT

Avril 2006, nous sommes dans les premiers mois de la présidence de Michèle Bachelet. Ils sont 600 000 lycéens, âgés de 15 à 17 ans, à défilé dans les rues du Chili. Fringués de leurs uniformes scolaires, qui leur donnera le surnom de "pingouins", ils crient leur colère. Sans le savoir, ils constituent le terreau fertile du mouvement étudiant chilien de 2011.

"Vashele, querimos mejor educashon!" scandent-ils à l'unisson. Tout démarre fin avril 2006 quand le ministre de l'éducation (* MinEduc) a comme projet la rénovation du transport public chilien, le TranSantiago.

Les lycéens descendent dans les rues car ils veulent que le gouvernement, fraîchement élu, planche sur le problème éducatif. Ils réclament quatre choses : l'octroi par les autorités du billet scolaire gratuit, la gratuité de l'examen d'entrée à l'université (*PSU), la révision du système de la "journée scolaire complète" (*JCE). Et surtout, ils veulent l'abrogation de la LOCE (Loi Organique Constitutionnelle de l'Education). Celle-ci fut l'une des dernières lois votées sous la dictature et prévoit le transfère de la gestion des écoles de l'Etat aux municipalités. Cette loi leur octroie l'autorisation de la création d'établissements privés, largement financés par les familles aisées. Quant aux établissements publics, ils sont gérés par un membre de la municipalité n'ayant

pas accès à deux choses : a) le financement de la famille. b) le droit de refuser un élève n'étant pas de religion catholique. De plus, il n'existe pas de contrôle quant à l'enseignement qui y est prodigué. Résultat, la différence de qualité d'enseignement se fait ressentir et l'avenir d'un élève dépend des moyens financiers de sa famille. Chaque formation, chaque titre a une valeur marchande. L'hebdomadaire anglais, The Economist, a reconnu en 2006 que le Chili était une "démocratie imparfaite".

La révolution des pingouins, qui s'étendra d'avril à septembre 2006, aura plusieurs caractéristiques. La plus grande étant l'utilisation de la non-violence. Cette jeunesse, née à la fin de la dictature de Pinochet, utilise des moyens démocratiques pour protester : il y a des assemblées, des débats, des forums sur l'éducation. Les marches pacifistes sont convoquées par la ACES (Assemblée de Coordination des Etudiants du Secondaire- créée en 2001) via msn et sms. Les lycéens manient le rôle des médias pour faire pression sur le gouvernement chilien. Ce dernier, bien que de gauche, est dépassé par les événements et tarde à réagir. Les lycéens sont rejoints par les étudiants car "le conflit lycéen a dérivé sur des sujets structureaux de l'éducation". Avec l'aide de la FECH (Fédération des Etudiants Chiliens), ils aboutissent à l'organisation de deux grèves nationales. L'organisation des pingouins se définit dans six zones géographiques du Chili : le Nord, le Sud, l'Est, l'Ouest, la région métropolitaine de la capitale, Santiago. Le gouvernement Bachelet prend comme première mesure la perquisition des lycées afin d'y déloger, par la force, les lycéens en grève. Ils auront la tête de trois ministres : ceux de l'éducation, de l'intérieur et de l'économie.

La révolution dite des pingouins est la principale référence pour expliquer le mouvement étudiant

chilien 2011. Outre l'utilisation de la non-violence, sa particularité fut l'émergence de revendications intergénérationnelles sur l'éducation au Chili. Le mouvement lycéen s'est essouffé plus vite que celui de 2011, qui dure toujours après six mois. On peut y voir trois causes : D'abord, le lien trop étroit entre l'ancien président de la FECH, Nicolas Grau et la présidence, car sa mère était la propre secrétaire de Bachelet. Ensuite, l'infiltration des membres leaders du mouvement qui conduisit à une rupture entre les étudiants du secondaire, modérés et les radicaux. Enfin, les lycéens n'ont pas pu faire partie de la Commission Présidentielle sur l'Education, convoquée par Michèle Bachelet. Ce qui a permis l'explosion de la révolte des lycéens fut aussi la difficulté des candidats à la présidentielle du Chili (NDLR : Michèle Bachelet et Sebastian Pinera) de se positionner sur le sujet de l'éducation. Ainsi que l'indifférence du ministre de l'éducation de l'époque vis-à-vis des revendications des lycéens. Les ados qui avaient 15-17 ans en 2006 ont maintenant plus de 20 ans et sont à l'Université. Ce sont eux qui chantent : "Elle va tomber l'éducation de Pinochet !".

Sources :

- Articles sur la Réforme Educative au Chili**
http://biblioteca.universia.net/html_bura/ficha/params/title/genesis-revolucion-pinguinos-incidencia-reforma-educativa-chile/id/49571718.html
<http://www.cairn.info/revue-carrefours-de-l-education-2001-1-page-104.htm>
Articles à propos de la "Révoltes des Pingouins" (2006)
<http://quebec.indymedia.org/es/node/24594>
http://www.solidarites.ch/journal/index.php3?action=2&id=2511&num=89&db_version=2

MÉDIAPART : BLOG DE Caroline De Haas : "Donde Estan ?" Les étudiants chiliens interpellent la social-démocratie – Lundi 07 novembre 2011



Dans la manifestation étudiante, je récupère un flyer qui reproduit une affiche suspendue au mur de l'université du Chili.

Le visage est celui de Michelle Bachelet, qui a présidé le Chili de 2005 à 2009. Le même visuel

est distribué avec le visage de Ricardo Lagos, le président précédent. Tous deux appartiennent à la "Coalition", rassemblement de centre gauche, alliance entre les socialistes, le Parti pour la démocratie et les démocrates-chrétiens. Cette affiche est loin d'être anodine. Elle reproduit un visuel très connu au Chili : celui des affiches réalisées pendant la dictature par les familles des prisonniers politiques disparus. Leurs visages étaient reproduits avec au-dessus inscrit "Donde Estan ?" ("Où sont-ils ?"). Ces pancartes étaient portées par les familles dans des rassemblements pour réclamer justice. Ce visuel n'a donc pas été choisi au hasard. Il rappelle à n'importe quel chilien des heures sombres de l'histoire de son pays.



Le fait que les étudiants utilisent aujourd'hui ce "Donde Estan ?" pour interpellier les responsables politiques et en particulier les sociaux-démocrates montre à quel point ces derniers ont



décus et n'incarnent pas, pour ces jeunes, un espoir de changement. Certes, la mobilisation étudiante a éclaté après l'arrivée de la droite au pouvoir, événement politique qui a agi comme une sorte de révélateur des luttes sociales. Mais dans leurs discours, les étudiants reprochent autant à la droite qu'à la "Coalition" leur adaptation au système libéral. La Coalition, si elle a pris des mesures sociales, n'a en réalité jamais remis en cause le système économique dans lequel s'inscrit le Chili depuis le coup d'Etat de 1973 : un système néo-libéral, basé sur les privatisations et la concurrence.

Ce flyer est très fort : il accuse les politiques d'avoir baissé les bras face aux marchés, d'avoir été littéralement portés disparus lorsqu'il fallait reconstruire le service public d'éducation et tourner la page de l'ère Pinochet. C'est en cela que le mouvement étudiant chilien est particulièrement enthousiasmant et porteur d'espoir. Au delà des seules revendications sur l'éducation, il interroge un système économique et social dans son ensemble. Alors que le Chili a toujours fait office de bon élève du capitalisme, les fortes inégalités sociales qui sont aujourd'hui dénoncées par les étudiants montrent qu'en

matière de libéralisme, qu'on soit bon ou mauvais élève, le résultat est toujours le même, c'est l'injustice. Ce mouvement fait échos aux débats qui traversent la gauche en France. La défaite de la Coalition aux dernières élections dans un pays qui pensait ne jamais revoir la droite au pouvoir montre que si la gauche abandonne sa volonté de transformer en profondeur la société, elle ne réussira pas à mobiliser les électeurs et électrices. Au Chili comme chez nous.

PRENSA LATINA : Chilean Students to Sue Over Police Repression - miércoles, 02 de noviembre de 2011



Escrito por Osmany González Tocabens
02 de noviembre de 2011, 09:51
Santiago de Chile, Nov 2 (Prensa Latina) The Coordinating Assembly of High School Students (ACES) on Wednesday will issue a lawsuit against

the police for repressing a demonstration on the banks of the Mapocho River, in the capital. According to ACES spokesmen, when police removed protesters last Friday Javiera Sepulveda (14) suffered a severe abdominal injury, aggravated by symptoms of bleeding. Javiera had to be hospitalized after suffering bleeding as a result of a kick by a policeman, said witnesses to the event and the student's family. The complaint was also supported by testimonies of young people who were arrested and claimed to have witnessed acts of sexual abuse against

their female partners, who were forced to undress in the police unit. According to ACES spokesman Alfredo Vielma, the plaintiffs have audiovisual material as evidence of violence against the thirty students who led the demonstration on the banks of the Mapocho River, where they intended to settle until the government would respond to their demands. According to Jorge Abedrapo, president of the Metropolitan College of Teachers in the capital, the movement for public education is facing a disproportionate increase in repression.

THE ECONOMIST : Education in Chile : The fraught politics of the classroom - Deadlock over who should pay for education, and who should profit from it - Saturday, October 29, 2011



IT WAS back in May, in the southern-hemisphere autumn, when Chile's students and many school-children began taking to the streets to demand wholesale reform of the education system. Now spring has come, but there is no sign of settling what has turned into the most serious political conflict for two decades in Latin America's most successful country. Talks between the students and the government began in August, but broke down on October 5th. Chile is paying an increasingly high price for the deadlock. Pupils have occupied hundreds of schools since May, locking out their teachers and depriving tens of thousands of children of their education. Many university students have not been to classes for months. Most weeks they stage marches, often unauthorised, in Santiago, the capital. With depressing predictability these end in clashes between a minority of violent youths and the police. Many residents now avoid the city centre on protest days to escape the bricks, bottles, water cannon and tear gas. Some 1,800 protesters have been arrested since May and over 500 police injured. The damage runs into millions of dollars. Having seen his popularity plummet since the dispute began, Chile's beleaguered centre-right president, Sebastián Piñera, is trying

to deflect the education debate into one about law and order. Doing so may help him a bit, but not much. The students' underlying cause remains popular. Education is expensive, and parents pick up most of the bill. Nearly 40% of spending on schools and higher education is made by households—by far the highest figure in the OECD, a group of mainly rich countries. Almost half of pupils attend what are known as "subsidised" schools, where costs are split between the state and parents, who pay on average \$400 per child a year (in a country where the monthly minimum wage is \$363). Only 15% of spending on higher education comes from public sources, compared to an OECD average of 69%. The rest comes from households. What makes this harder to stomach is that many educational establishments are profit-making businesses. That is true of a third of secondary schools and of the technical and vocational colleges attended by two-thirds of students in higher education. Three-quarters of universities are private: in 1981 they were barred from making profits, but many have got around this restriction by setting themselves up as property companies that lease their premises to the universities. The students argue, correctly, that education is a public good. Less justifiably, they want the whole system to be "free" (ie, paid for by the taxpayer) and run by the state. They want these two demands put to a plebiscite. The government says universal state funding would be a subsidy to the rich. Mr Piñera, himself a businessman, has no qualms about schools making a profit. At least two of his ministers have past links to educational businesses (as do prominent opposition politicians).

In August the students set out more specific demands in a letter to Mr Piñera. Among other things, they want the government, rather than local councils and parents, to finance the "subsidised" schools; a fairer share-out of state money among universities; and for the state, rather than private banks, to offer student loans. The government has sent a bill to Congress to cut the interest rate on student loans from 6% to 2%, and says that the poorest 40% of students will receive grants. It will also gradually transfer municipal "subsidised" schools to the education ministry, but not make them free. It has proposed a 7.2% rise in education spending in next year's budget. In what has become a polarised argument, other vital issues such as the quality of teaching or evaluations of school performance have hardly been broached. Many of the government's proposals are sensible, but they do not go far enough to placate the students. Mr Piñera now seems to hope that the protests will run out of steam. As summer approaches, they may. Public support has begun to erode as Chileans become fed up with seeing their cities vandalised. But that is unlikely to be the end of the matter. Polls show that education has become Chileans' top concern. Over the past 20 years the number of students in higher education has quadrupled; many of them are the first in their families to get there. And if Chile is to achieve Mr Piñera's aim of becoming a developed country, it needs a better-educated workforce. The government is surely right to resist a wholly taxpayer-funded, state-run system. But it should also note that the world's top universities are non-profit bodies, and that Chile is distressingly far from providing equal opportunities for its people.

TOUT EST À NOUS : Les étudiants chiliens ont fait exploser la Concertation néolibérale - Vendredi 27 octobre 2011

Le mouvement des étudiants au Chili a été pour la Concertation - alliance ayant gouverné de 1990 à 2010 et regroupant notamment le PS Ch, le Parti démocrate-chrétien et le Parti pour la démocratie (PPD) - et pour le néolibéralisme post-Pinochet, ce que la chute du mur de Berlin a été pour les régimes stalinien d'Europe de l'Est.

Les six mois de manifestations régulières, au moins chaque jeudi, ont provoqué la crise du gouvernement de Piñera (alliance de la Renouveau nationale (RN) et de l'Union démocrate indépendante (UDI)) ayant succédé à celui de Michelle Bachelet. Ils ont également fait exploser le cartel des partis de la Concertation. Le con-

texte de la crise mondiale du capitalisme, déclenchée en 2008 aidant, le mouvement a réussi à délégitimer les politiques néolibérales subies par la population chilienne et qui perdurent depuis 38 ans. Les représentants des étudiants ont quitté le 5 octobre la troisième table de dialogue avec le



ministre de l'Éducation, Bulnes, après avoir constaté une fois encore que le gouvernement leur avait sorti les mêmes propositions qu'ils avaient déjà refusées. Cette réunion, à laquelle le président Piñera n'a pas assisté, contrairement à ses engagements, s'est déroulée en fin d'après-midi, après la forte répression de la manifestation qui avait eu lieu dès 10 heures du matin.

Après trois heures de réunion, l'ACES (Assemblée coordinatrice des lycéens), la CONES (Coordination des lycéens) et l'ACETP (Assemblée coordinatrice des étudiants des lycées technico-professionnels) furent les premières à se retirer de la réunion organisée avec le ministre de l'Éducation. Il s'agit-là de la composante la plus radicale et la plus nombreuse, celle qui inclut les classes sociales les plus populaires pour lesquelles s'en sortir socialement par la formation est le plus critique. Plus tard, ce sont les étudiants de la CONFECH (Confédération des étudiants du Chili) qui ont abandonné la réunion avec le gouvernement. La porte-parole de la CONFECH, Laura Palma, a déclaré que le gouvernement cherche « à perpétuer le même système d'endettement [pour financer les frais d'inscription] et à renforcer le système

[d'éducation] privé ». Ce sont là deux points fondamentaux des revendications.

José Ancalao, porte-parole de la Fédération mapuche des étudiants (FEMAE), a indiqué qu'ils « étudiant [la possibilité de] garantir l'éducation gratuite [pour tous] avec l'argent du cuivre [le Chili étant le premier producteur mondial] et une réforme fiscale ».

Après cette rupture du dialogue avec le gouvernement opérée par les lycéens et les étudiants, la manifestation du 6 octobre a été encore plus réprimée que celle de la veille. La police s'est attaquée non seulement aux étudiants, mais aussi à la presse audiovisuelle et aux photoreporters. Désormais, depuis que les étudiants ont réussi à écarter le ministre de l'Éducation Lavín, le 18 juillet dernier, l'aile la plus fondamentaliste du gouvernement, l'UDI, a renforcé ses positions dans la politique gouvernementale contre les étudiants.

Une nouvelle manifestation nationale a eu lieu le jeudi 13 octobre. Le soir, trois porte-parole de la CONFECH, Camila, Giorgio et Francisco, ainsi que Gabriel Iturra d'ACES ont pris l'avion pour l'Europe pour faire appel à la solidarité internationale et dénoncer la répression auprès des organismes internationaux à Paris, Bruxelles et

Genève. À Paris, un quatrième porte-parole de la CONFECH, Sebastian Farfan, les a rejoints. Celui-ci fait partie, avec Francisco Figueroa, de la majorité de la CONFECH (la minorité étant représentée par Camila Vallejo des Jeunesses communistes et par Giorgio Jackson, indépendant et proche de l'ex-Concertation).

Ces 18 et 19 octobre, de nouvelles manifestations ont montré que le mouvement, loin de se démoraliser, se radicalise face à l'intransigeance gouvernementale. Il s'appuie sur le soutien de 93 % de la population et sur les résultats de la Consultation citoyenne nationale des 7, 8 et 9 octobre, à laquelle ont participé 1 027 569 Chiliens dans les urnes et 394 873 par Internet. 87, 15 % des votants se sont exprimés pour le OUI à une éducation gratuite, publique et sans profits. Seulement 11, 2 % d'entre eux se sont prononcés pour le NON. La demande d'instaurer un plébiscite au Chili a rencontré un vif succès. Le mouvement a pour objectif de changer la Constitution pinochetiste toujours en vigueur. La CONFECH a confirmé son appel à manifester les 5 et 6 novembre prochains autour du Congrès national à Valparaiso.

Patricio

THE SYDNEY MORNING HERALD : Camila: a leading political figure at 23 – Monday, October 24, 2011



Photo: Reuters

Outspoken ... Camila Vallejo.



Photo: Reuters

Leading the cause ... Camila Vallejo stirring up politics in Chile at 23.

Giving explanations about my appearance is absurd. I get asked if I won the hormone vote. You wouldn't ask a man that. Behind these questions is a logic that is very vulgar

Camilla Vallejo

Alicia Wood

Have Bad or No Credit History? Capital One Can Help - Apply Today!

Camila Vallejo is the darling of foreign journalists but in Chile, she is pilloried as a lightweight.

Mainstream media paint her as a communist dilettante, a pretty face with an axe to grind against conservative President Sebastian Piñera. What has inspired such ire? Ms Vallejo is the very photogenic 23-year-old leader of the University of Chile's student union.

In this role, she has led sweeping protests across the country pushing for free public university education and against the ever-increasing number of profit based private universities.

Students in Chile say that the best example of how she is presented by the media comes from the Santiago tabloid *Las Ultimas Noticias*.

In August, it reported on a protest on the lawns of the capital's O'Higgins park that attracted a million participants.

For this story, the headline screamed "Despite a public outcry, Camila Vallejo refused to shake her ass".

"They exploit her as a figure, and represent the movement as a circus," said Germain Quintana, a fellow organiser of the protests.

He heads the student union at the University Federico Santa Maria, and said he was not surprised by how much attention Ms Vallejo has inspired.

He said the two most visible images of the protests have become Vallejo's face, and the violence at protests - which he said was not promoted by organisers.

"Over here in Chile, newspapers and TV stations do use her face to talk about banalities without getting to what she is proposing. They are trying to depoliticise the public," Mr Quintana said.

From all reports, it is not working. The latest national poll taken in September showed that the student movement was supported by 89 per cent of Chileans.

It started as a movement for the lower classes, who felt tertiary education in their country tied them to a life of debt.

"Our education system is bad for all classes," Mr Quintana said.

"Obviously, it is less bad for those who can pay a bit more for their education. But those classes who can pay for a quality education are aware of the fact they should not have to pay.

"Their argument is this: why should I put my child in a private school, when I shouldn't have to? Quality public education, is something that is normal in a lot of countries."

Chilean students who cannot pay get a loan from a bank in order to study.

Jero Ruiz, a student at the Metropolitan University of Technology explains it like this: "This is a system that has a lot of families living with huge debt. It is a loan that you will not finish paying until 30 years after you graduate. If you have

three children, that is your family in debt for 90 years."

"That is more important than the famous Camila Vallejo. Yes she is a beautiful girl, and yes everyone only talks about her. But the attention she has attracted is important," Ruiz said.

What does Ms Vallejo think of the attention?

She could not be interviewed for this piece because she is in Europe, trying to get support for their education proposals from UN leaders and members of Parliament.

She has stopped giving interviews to Chilean newspapers, and does not reply to those who try to bait her on Twitter.

She rarely speaks about herself, but wrote a piece called "My Manifesto" for the newspaper *La Tercera* in July - a paper she has since fallen out with.

Her parents were members of the Communist Party, and she grew up in La Florida - a suburb to the south of the capital.

Santiago's south is comparable to Sydney's west. Traditionally dominated by the working class, it is the battleground of contemporary politics and home to "aspirational" voters who can win or lose you an election.

"People have said I'm a snob because I am white and have green eyes," Ms Vallejo said in her "manifesto" from *La Tercera*.

"That is absurd. This doesn't mean that I come from money ... My parents are workers," she said.

"Giving explanations about my appearance is absurd. I get asked if I won the hormone vote. You wouldn't ask a man that. Behind these questions is a logic that is very vulgar."

Unlike previous generations, Ms Vallejo's contemporaries have not lived with the spectre of Augusto Pinochet's military coup and the following years of dictatorship.

They argue that they are the first group of young Chileans since 1973 who have felt the freedom to protest.

"We grew up in a democracy and we were content - only because we were grateful the dictatorship was over," she said.

BBC WORLD NEWS : Chile's student protests show little sign of abating – Monday, 24 October 2011 Last updated at 20:05 ET



Chile's main cities have seen repeated clashes between protesters and police

By Gideon Long BBC News, Santiago

Nearly six months after they began, Chile's student protests show little sign of running out of steam.



Depth of feeling: A Senate meeting was interrupted last week by protesters

Indeed, if anything, they are gaining traction, partly because the students' demands resonate with those of demonstrators elsewhere in the world, from Wall Street to Athens.

Many students here say they now feel part of a wider, international expression of discontent with their rulers.

In Latin America, what has been dubbed the "Chilean Winter" has inspired others to challenge their education systems.

In Colombia, for example, students have been spotted waving Chilean flags during marches. Last week, Chile's student leaders were in Europe to drum up support. They came back home with a message: "We are not about to give up." "Red Camila"

The movement's leader is Camila Vallejo, a young communist and president of Chile's main students' union.

Photogenic and articulate, she has become a key figure, with some journalists comparing her to Sub-Comandante Marcos, the leader of Zapatista rebels in Mexico, or even Che Guevara.



Camila Vallejo: Visible and vocal in publicising student demands

While those comparisons may be a little far-fetched for a 23-year-old geography student, "Comandante Camila" has galvanised the students and become a thorn in the government's side. She has thousands of followers on Twitter and Facebook, and a growing fan club outside Chile.

The students are demanding a strictly not-for-profit education system that is free for everyone. The government says that is unrealistic and that Chile can only afford to provide free education for the poorest 40% of its children. It also says there is no reason why the rich shouldn't pay.

The government has offered concessions like, for example, lowering the interest rates on student loans, but the students say this is simply tinkering with a dysfunctional system rather than overhauling it.

Earlier this month talks between the two sides broke down and there is no sign of a resolution. Split costs

For better or worse, Chile's education system is one of the most privatised in the world.

According to the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), nearly 40% of all education spending comes not from the state but from households in the form of tuition fees. That is higher than in any other country in the OECD.

Thousands of children have not been able to continue the process of learning normally" Fernando Rojas Under-secretary for education

Only 16% of higher education spending comes from public sources, compared with an OECD average of nearly 70%. Three-quarters of Chile's universities are privately owned.

The government says this private sector involvement should be welcomed, but the students argue that it effectively turns education into a commodity, governed by market forces.

Even at high school level, the private sector is pervasive. Less than half of Chile's high school

pupils go to fully state-funded schools. The rest go to private schools (7%) or subsidised schools (48%), where costs are split between the state and parents.

Pupils have taken over hundreds of schools during this year's protests and barricaded themselves inside, refusing to allow the teachers in.

At some schools, the pupils have jammed chairs and desks into the railings to indicate that their school is under occupation.

At one occupied school, the Liceo Dario Salas in central Santiago, students set up camp inside, with mattresses laid out on the floors of the classrooms. They painted defiant revolutionary murals on the school walls.

"Ever since Chile returned to democracy we've seen how, little by little, they've sold off all of the services that we should have access to, and that includes education," one of the protesters, 17-year-old Fernanda Gonzalez, said.

"Education should be free for all. It should give us the chance to choose different careers and to have a better quality of life."

Missing lessons

But these sit-ins have had a devastating impact on the academic year. Some children have not been to school for months.

"Thousands of children have not been able to continue the process of learning normally," said Fernando Rojas, undersecretary for education.

"Even though it's a low percentage of our student population it is still a significant number of students, so it concerns us greatly."

The other major concern for the government is public order. There have been about 40 student marches in Santiago since May and most of them have ended in violent clashes between masked youths, armed with stones and petrol bombs, and riot police with tear-gas and water cannon.

Nearly 2,000 people have been arrested although almost all were released without charge within hours.

Santiago's municipal government says the riots have caused at least \$2m (£1.2m) of damage. Youths have ripped up street signs, paving stones and traffic lights to build barricades. In one incident, protesters forced passengers off a bus and set fire to it.

The next big challenge for the government will be to get its 2012 budget approved by parliament. It has earmarked \$11.6bn for education spending, an increase of 7.2% from this year.

And yet the students say that is not enough and the centre-left opposition is threatening to block the budget.

The other big issue for the next few months will be tax reform. Last year, the government raised corporate tax rates to pay for reconstruction after the massive earthquake of February 2010.

In theory, those taxes should be reduced again over the next two years, but the students are urging the government to keep rates high and use the extra money to fund education.

The "Chilean Winter" has given way to spring. But there is little to suggest this conflict will be resolved before the end of the year and the onset of the southern hemisphere summer.

THE WASHINGTON POST: Chilean students disrupt hearing, briefly occupy Senate headquarters to demand referendum – Thursday, October 20, 2011

By Associated Press, Published: October 20
SANTIAGO, Chile — Dozens of youths disrupted a Senate committee hearing Thursday, then occupied the Senate office building for eight hours to demand a referendum on how to resolve Chile's social problems, especially education. The activists left Thursday night after getting a promise from opposition legislators that they will introduce a bill requiring a binding referendum,

although political leaders on both right and left have said Congress itself must decide the dispute.

The occupation of the Senate headquarters in Santiago came just hours after riot police evicted protesters from galleries at the Congress building in Chile's port city of Valparaiso.

University and secondary school students have been boycotting classes and mounting demon-

strations for nearly six months pushing their demand that the government make extensive changes in Chile's education system, including making public schools free for everyone.

The action at the Senate building began when students and other protesters flooded into a hearing room where the Senate's education budget subcommittee was meeting.



(Luis Hidalgo / Associated Press) - Protesters try to get into the Chilean Senate headquarters as a police officer blocks the entrance in Santiago, Chile, Thursday Oct. 20, 2011. Dozens of students and other protesters interrupted a Senate committee meeting to demand a popular referendum on how to resolve Chile's social problems, especially education.

Three youths climbed atop the committee table and unfurled a sign reading "Plebiscite now" as Education Minister Felipe Bulnes and others at the hearing hurriedly left. Activists shouted at Bulnes, who stumbled during scuffling on the way out. A young man broke a window and threw coins at the Cabinet minister.

The protesters then occupied the Senate headquarters and transmitted the situation live over the Internet by webcam. They urged other students to converge on the building, which housed Chile's congress before the 1973-90 military dictatorship.

Police sealed off the building with metal barriers to keep more people from entering and faced off with a crowd of about 600 protesters holding signs demanding "Free Education" and "Referendum Now." A few dozen activists tried to force their way in but were driven back by water cannons.

Senate President Guido Girardi, a member of the opposition, promised the protesters holding the Senate building that they would not be dislodged by force as were those at the Congress.

Girardi's promise drew criticism from pro-government legislators, including Sen. Alberto Espina, who accused Girardi of "a serious dereliction of duty" in failing to ensure the security of the hearing.

The protesters finally agreed to leave the building after talking with opposition senators and

representatives who agreed to introduce legislation for holding a referendum.

The youths were put in police vehicles outside to have their identities checked. Interior Minister Rodrigo Hinzpeter said they could face charges of threatening a minister of state and interfering with legislative work.

Students have been pressing for a national vote because they don't trust Chile's establishment, and the protests have won sympathy for the students from about 80 percent of the population, according to opinion polls. At the same time, President Sebastian Pinera's support has dropped to between 20 percent and 30 percent.

However, Chile's constitution allows referendums in only very limited circumstances, such as when Congress and the president cannot resolve their differences.

Students are demanding the government provide free public education for all Chilean students, not just the poorest, and improve the quality of schooling. They also want state subsidies for private colleges reduced.

Pinera's government has said it cannot afford to make education free for everyone, and student leaders have broken off negotiations with the administration.

The president has sent his own proposals for education changes to Congress, and appointed a commission of experts to provide him with further ideas in January.

LEMONDE.FR : Au Chili, le mouvement étudiant ne relâche pas la pression - Mis à jour le jeudi 20 octobre 2011 | à 11h33



REUTERS/IVAN ALVARADO
Les étudiants chiliens réclament toujours une refonte de leur système éducatif même s'ils ont quitté les négociations.



AFP/HECTOR RETAMAL

Les manifestations se suivent et se ressemblent au Chili. Alors que des dizaines de milliers d'étudiants - les estimations varient entre 25 000 et 200 000 - manifestaient, mercredi 19 octobre, pour une réforme de l'éducation, des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et jeunes émeutiers dans les rues de Santiago, pour le deuxième jour consécutif.

Un scénario devenu hebdomadaire. Même si le défilé en lui-même s'est déroulé dans une ambiance bon enfant, dans plusieurs quartiers de la capitale, des étudiants ont érigé une dizaine de barricades de pneus enflammés. D'autres ont

détourné un bus, l'ont vidé de ses occupants avant de le brûler. Au cours de brèves batailles rangées, les policiers ont répliqué à coup de gaz lacrymogènes et lances à eau.

A l'échelle du pays, 373 personnes ont été appréhendées mais la plupart ont été libérées sauf une poignée d'entre elles, inculpées pour attaque contre des policiers. En effet, vingt membres des forces de l'ordre ont été blessés, certains par des plombs.

"Nous n'avons pas affaire ici à des enfants ou à des idéalistes", s'est emporté le porte-parole du gouvernement Andrés Chadwick. Preuve du

Camilla Vallejo, fer de lance du mouvement, revient d'un tour d'Europe au cours duquel elle a essayé de sensibiliser institutions et opinions à la cause des étudiants chiliens.



REUTERS/STRINGER/CHILE
Les "encapuchados" affrontent les forces de l'ordre à coup de panneaux de signalisation ou plus prosaïquement à coup de pierres.

durcissement du ton, le ministre de l'intérieur Rodrigo Hinzpeter a annoncé une plainte aux termes de la "Loi de sécurité de l'Etat", législation datant de la dictature, qui autorise des peines alourdies pour des délits spécifiques.

LA TRENTE-HUITIÈME MANIFESTATION EN SIX MOIS

Ces violences ne doivent pas occulter le fond du problème. C'était la 38^e grande manifestation des étudiants depuis qu'avec enseignants et lycéens, ils se sont mobilisés, il y a six mois, pour réclamer la réforme d'une éducation à deux



vitesse privé-public, et surtout des moyens accrus pour le public. Le dialogue est au point mort depuis que les étudiants ont quitté, le 5 octobre les pourparlers avec le gouvernement, jugeant que les propositions sur la table ne répondaient en rien au "changement de paradigme" qu'ils réclament, en termes de budget de l'éducation et de gratuité.

Les syndicats étudiants dénoncent régulièrement les heurts et la violence qui émaillent le mouvement. Mais ils semblent dépassés par les "encapuchados", plus prompts à batailler avec les forces de l'ordre qu'à négocier. Deux des leaders étudiants, Camila Vallejo et Giorgio Jackson, sont revenus mercredi d'une visite en Europe, en quête de soutien auprès

d'institutions européennes et d'organismes internationaux tels l'Unesco ou l'OCDE. Pour M^{lle} Vallejo, cette mission "très positive" a démontré que ce que demandent les étudiants en termes de moyens pour l'éducation "est nécessaire et a été appliqué dans d'autres pays. Nous ne sommes pas fous, nos demandes sont légitimes et justes", assure-t-elle.

FRANCE 24 : Nouvelles violences lors d'une manifestation étudiante – Jeudi 20 octobre 2011



Des violences ont opposé des jeunes aux forces de l'ordre lors d'une nouvelle manifestation étudiante, à Santiago du Chili. Le bras de fer entre le gouvernement et la rue au sujet d'une réforme de l'éducation semble sans issue. Par [Dépêche](#) (texte)

AFP - De jeunes émeutiers se sont affrontés avec la police à Santiago du Chili mercredi pour le deuxième jour de suite, tandis qu'une manifestation étudiante rassemblait entre 25.000 personnes et 200.000 personnes, selon les sources, marquant d'une impasse persistante et violente sur une réforme de l'éducation.

Un scénario devenu hebdomadaire s'est répété mercredi matin dans des quartiers distincts de la capitale de 6 millions d'habitants: des foyers épars de violence, une dizaine de barricades de pneus enflammés érigées par des jeunes en cagoule et de brèves batailles rangées, à coups de cocktails molotov et projectiles divers contre gaz lacrymogènes et lances à eau.

Dans les faubourgs de La Pincoya et La Reina, huit policiers ont été blessés, l'un à la jambe par une balle et d'autres par des plombs, a indiqué à l'AFP une source policière, marquant d'une escalade. Dix personnes ont été arrêtées.

Le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla, a affirmé qu'une vingtaine de policiers avaient été blessés.

A l'échelle du pays, 373 personnes ont été appréhendées, dont 110 mercredi et 263 mardi, à l'issue d'affrontements similaires, souvent isolés, brefs, mais violents, a ajouté M. Ubilla. Le vice-ministre a parlé d'"opérations concertées" de violence, comme lorsqu'un groupe d'émeutiers a détourné un autobus, l'a évacué et incendié mardi matin à Santiago.

Cet acte a amené le ministre de l'Intérieur Rodrigo Hinzpeter à annoncer une plainte aux termes de la "Loi de sécurité de l'Etat", législation datant de la dictature, qui autorise des peines lourdes pour des délits spécifiques.

"Nous n'avons pas affaire ici à des enfants ou à des idéalistes", a justifié le porte-parole du gouvernement Andrés Chadwick.

La plupart des personnes arrêtées ont été libérées sauf une poignée d'entre-eux qui ont été inculpés pour attaque contre des policiers.

En contraste marqué avec ces violences, la manifestation étudiante a réuni dans la matinée au moins 25.000 personnes, selon la police, 200.000, selon les organisateurs, dans une atmosphère paisible avec des danses, des orchestres, comme ceux qui égayaient les marches étudiantes depuis le début du mouvement, en mai.

A sa dispersion toutefois, des violences ont de nouveau éclaté pendant près de deux heures, a constaté l'AFP.

Un caméraman de la télévision espagnole et un assistant de télévision chilienne ont été légèrement blessés par des pierres.

Mercredi était la 38^e grande manifestation des étudiants depuis qu'avec enseignants et lycéens, ils se sont mobilisés, il y a six mois, pour réclamer la réforme d'une éducation à deux vitesses privé-public, et surtout des moyens accrus pour le public.

La préfète de Santiago Cecilia Perez a revendiqué son propre bilan des marches ou rassemblements de tout poil sur la métropole sur la période: "108 avec aujourd'hui, 1.567 arrestations, 348 inculpations et 12 détenus".

Le dialogue est au point mort total, depuis que les étudiants ont quitté le 5 octobre les pourparlers avec le gouvernement, jugeant que les propositions sur la table ne répondaient en rien au "changement de paradigme" qu'ils réclament, en termes de budget de l'Education et de gratuité.

La violence, même si les syndicats étudiants la dénoncent régulièrement, semble s'installer dans ce vide, avec des heurts impliquant les "encapuchados" désormais systématiques chaque jour de manifestation étudiante.

Deux des leaders étudiants, Camila Vallejo et Giorgio Jackson, sont revenus mercredi d'une visite en Europe, en quête de soutien auprès d'institutions européennes et organismes internationaux tels l'Unesco ou l'OCDE.

Pour M^{lle} Vallejo, la mission "très positive", a démontré que ce que demandent les étudiants en termes de moyens pour l'éducation "est nécessaire et a été appliqué dans d'autres pays. Nous ne sommes pas fous, nos demandes sont légitimes et justes".

TRIBUNE DE GENÈVE : Chili: nouvelle marche étudiante et nouvelles violences | Jeudi 20 octobre 2011 | 07:19

SANTIAGO | Un scénario devenu hebdomadaire s'est répété mercredi matin dans des quartiers distincts de la capitale de 6 millions d'habitants: des foyers épars de violence, une dizaine de barricades de pneus enflammés érigées par des jeunes en cagoule et de brèves batailles rangées, à coups de cocktails Molotov et projectiles divers contre gaz lacrymogènes et lances à eau.

Dans les faubourgs de La Pincoya et La Reina, huit policiers ont été blessés, l'un à la jambe par une balle et d'autres par des plombs, a indiqué à l'AFP une source policière, marquant d'une escalade. Dix personnes ont été arrêtées. Le vice-ministre de l'Intérieur a affirmé qu'une vingtaine de policiers

avaient été blessés. A l'échelle du pays, 373 personnes ont été appréhendées, dont 110 mercredi et 263 mardi, à l'issue d'affrontements similaires, souvent isolés, brefs, mais violents.

En contraste marqué avec ces violences, la manifestation étudiante a réuni dans la matinée au moins 25'000 personnes, selon la police, 200'000, selon les organisateurs, dans une atmosphère paisible avec des danses, des orchestres, comme ceux qui égayaient les marches étudiantes depuis le début du mouvement, en mai.

capitale de 6 millions d'habitants: des foyers épars de violence, une dizaine de barricades de pneus enflammés érigées par des jeunes en cagoule et de brèves batailles rangées, à coups de cocktails Molotov et projectiles divers contre gaz lacrymogènes et lances à eau.

Dans les faubourgs de La Pincoya et La Reina, huit policiers ont été blessés, l'un à la jambe par une balle et d'autres par des plombs, a indiqué une source policière, marquant d'une escalade. Dix personnes ont été arrêtées. Le vice-ministre de l'Intérieur a affirmé qu'une vingtaine de policiers

LE DEVOIR : Chili : deuxième jour de violences : Des barricades ont été érigées à Santiago – Jeudi 20 octobre 2011

Agence France-Presse
Santiago — Des groupes de jeunes émeutiers ont affronté la police à Santiago hier pour la deuxième matinée consécutive, érigeant quelques barricades enflammées, alors qu'une manifestation étudiante rassemblait plusieurs milliers de personnes. En une dizaine de points de la capitale chilienne de six millions d'habitants, des jeunes encagoulés ont bloqué des avenues avec des pneus enflammés, et des affrontements avec la police ont été signalés dans les faubourgs de La Pincoya et La Reina. Dix personnes ont été arrêtées et huit policiers ont été blessés, l'un d'entre eux par une arme à

feu, a indiqué une source policière. Dans tout le pays, 263 personnes ont été arrêtées depuis mardi à l'issue d'affrontements similaires, épars, mais violents. Le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla, a parlé d'«opérations concertées» de violence.

C'était hier la deuxième journée d'action organisée à l'appel des étudiants, qui, avec les enseignants et les lycéens, sont mobilisés depuis six mois pour une réforme d'un système éducatif largement privé et considéré comme inégalitaire. À l'écart des affrontements, plusieurs milliers de personnes ont convergé dans le calme vers le centre de Santiago, pour la grande manifestation à l'appel des étudiants, la 38^e depuis le déclen-

chement de leur mouvement en mai. Cette marche a reçu l'appui du principal syndicat du pays, la CUT, qui devait se joindre au cortège.

Les deux principaux dirigeants étudiants, Camila Vallejo et Giorgio Jackson, ont fait cette semaine une visite éclair en Europe, à Genève, Bruxelles et Paris notamment, à la recherche de soutien auprès d'institutions européennes.

«Le gouvernement chilien nous dit que le système éducatif que nous revendiquons est impossible à mettre en place, mais on s'est rendu compte que ce système fonctionne, plus ou moins bien, dans la plupart des pays européens», a déclaré Jackson à Paris mardi.

RADIO-CANADA / INTERNATIONAL : Chili : une manifestation étudiante tourne à la violence - Mise à jour le mercredi 19 octobre 2011 à 22 h 04 HAE

Pour une deuxième journée consécutive, des affrontements ont éclaté mercredi matin au Chili entre de jeunes émeutiers et la police de Santiago, alors que parallèlement une manifestation étudiante rassemblant 25 000 personnes a donné lieu à de nouvelles violences.

Dans plusieurs quartiers de la capitale de 6 millions d'habitants, une dizaine de barricades de pneus enflammés ont été érigées par des jeunes portant la cagoule, pendant que des affrontements se déroulaient à coups de cocktails Molotov et de différents projectiles, notamment des canons à eau et des gaz lacrymogènes.

Signe d'une escalade manifeste, huit policiers ont été blessés dans les faubourgs de La Pincoya et La Reina, selon ce que rapporte une source policière, citée par l'Agence France-Presse. Dix personnes ont été arrêtées lors de ces échauffourées, portant à près de 300 personnes le nombre d'arrestations à l'échelle du pays depuis deux jours.

En contraste avec ces violences, une manifestation étudiante a réuni au moins

25 000 personnes, selon un bilan provisoire. Elle s'est déroulée dans une atmosphère pacifique et festive, à l'image des marches étudiantes qui s'organisent depuis le début du mouvement en mai dernier.

Toutefois, au terme de la manifestation, des violences ont de nouveau éclaté pendant près de deux heures, selon ce qu'a constaté l'AFP. Un caméraman de la télévision espagnole et un assistant de télévision chilienne ont été d'ailleurs légèrement blessés par des pierres.

Mercredi marque la 38e grande manifestation des étudiants et enseignants chiliens depuis qu'ils se sont mobilisés il y a six mois. Les étudiants, issus d'établissements secondaires et universitaires, exigent des changements majeurs dans le système d'éducation public du pays, le parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, qu'ils estiment sous-financé et inéquitable.

Les pourparlers avec le gouvernement sont au point mort depuis que les étudiants ont quitté la table de négociations, le 5 octobre dernier,

jugeant que les propositions de l'État ne répondaient en rien au « changement de paradigme » qu'ils réclament.

Violences condamnées

Les autorités qualifient les affrontements d'isolés et de brefs, mais d'assurément violents. Le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla, a d'ailleurs parlé « d'opérations concertées » de violence, faisant référence au groupe d'émeutiers qui a détourné un autobus mardi matin, avant de l'évacuer et de l'incendier à Santiago.

Ce geste a mené le ministre chilien de l'Intérieur, Rodrigo Hinzpeter, à porter plainte en vertu de la Loi sur la sécurité de l'État, une législation qui date de la dictature militaire (de 1973 à 1990) et qui autorise des peines alourdies pour des délits spécifiques.

« Nous n'avons pas affaire ici à des enfants ou à des idéalistes », a soutenu le porte-parole du gouvernement, Andrés Chadwick.



Photo: AFP/Hector Retamal
Des violences ont éclaté entre des étudiants et la police de Santiago lors d'une manifestation réclamant une réforme de l'éducation au Chili.



Photo: AFP/Hector Retamal
Un émeutier lance une pierre en direction de la police de Santiago lors d'une manifestation réclamant un meilleur système d'éducation au Chili.

MÉTRO : Chili: des émeutiers affrontent la police - Mis à jour: 19 octobre 2011 19:58



EVA VERGARA, THE ASSOCIATED PRESS
SANTIAGO, Chili - Des violences ont de nouveau éclaté dans la capitale chilienne, mercredi, quand de petits groupes de jeunes émeutiers cagoulés ont affronté la police, au moment où quelque 100 000 étudiants manifestaient pacifiquement

pour demander des réformes dans le système public d'éducation.

Deux grandes marches, organisées avec l'approbation des autorités, ont convergé à Santiago pour demander au président Sebastian Pinera d'accroître le rôle du gouvernement central dans l'éducation.

Les changements demandés par les étudiants, qui manifestent et boycottent leurs cours depuis près de six mois, auraient pour effet de réformer en profondeur un système d'éducation largement privatisé depuis l'époque de la dictature (1973-1990). Le président Pinera met de l'avant des réformes plus ciblées, comme l'augmentation des subventions de l'État afin de permettre à plus d'étudiants pauvres de s'inscrire dans les établissements privés.

À la fin de la manifestation, de petits groupes se sont dissociés de la foule et ont affronté la police, déclenchant rapidement des violences. Un

station-service a été attaquée et des vandales se sont emparés des pompes pour répandre de l'essence au sol. La police a arrosé la zone et coupé l'électricité pour éviter qu'un gigantesque incendie ne se déclare.

Mardi, d'autres manifestations comprenaient de petites franges d'émeutiers violents, qui ont aussi attaqué une station-service et mis le feu à un autocar dont les passagers s'étaient enfuis.

Un leader des étudiants, Camilo Ballesteros, a estimé que ces violences ne faisaient qu'appuyer la rhétorique du gouvernement, qui affirme que les manifestations étudiantes sont devenues hors de contrôle.

Sur les réseaux sociaux, les militants étudiants se demandent de plus en plus qui sont les responsables de ces violences, certains avançant la possibilité que des instigateurs favorables au gouvernement aient déclenché les troubles.

BBCNEWS : Chile protesters clash with police for second day - Wednesday 19 October 2011 Last updated at 18:48 ET

Demonstrators in Chile have clashed with police in the capital, Santiago, on the second day of mass protests to demand free public education. Hundreds of masked youths threw stones and bottles at the police and attacked a petrol station. The police responded with tears gas and water cannon to disperse the crowds.

The government has warned it will invoke an emergency security law to help quell the protests - the biggest in Chile since 1990. The students, backed by teachers and trade unions, called the latest two-day national strike after talks with the government broke down earlier this month. 'Free for all'

The demonstration on Wednesday started peacefully, with tens of thousands of people marching through the capital, many of them in fancy dress. "Here in Chile education is all about profit. And that shouldn't be the case for something as basic as education," Felipe Pinilla, aged 17, told the BBC.





Protesters and police in Santiago clash as the protest turns violent

"For the sake of equality is should be free for all - for the rich, for the poor, for the middle class - for everyone," he added.

But as the march reached its conclusion, the carnival atmosphere evaporated, with a group of youths setting up a burning barricade on one

street, the BBC's Gideon Long in Santiago reports.

The police move in, and for the next hour they fought a pitched battle with the demonstrators, our correspondent says.

On Tuesday, protesters set up burning barricades on several main avenues across the capital, blocking rush hour traffic. Masked assailants set fire to a city bus, and police raided university buildings in pursuit of suspects.

Plebiscite

Student leaders have condemned the violence and say it is not related to their movement for educational reform.

Representatives of the movement went to the heavily guarded presidential palace to present an unofficial plebiscite on their demand for educational reform.

More than 1.5 million people took part in the plebiscite, with 88.7% voting in favour of free, public, high quality education, the organisers said.

Student leaders are demanding wholesale reform of Chile's education system, which they say is unequal and under-funded.

They want the central government to take full control of education and increase spending on public schools and universities.

President Sebastian Pinera has responded by promising limited reforms and around \$4bn (£2.6bn) in extra funding.

On Tuesday, he approved a law increasing subsidies for children from poor backgrounds attending private schools.

But he has categorically rejected calls for full state control and free education.

THENYTIMES.COM : Chile Students Launch Strike With Fiery Blockades – Tuesday, October 18, 2011 at 11:11 AM ET

By THE ASSOCIATED PRESS

SANTIAGO, Chile (AP) — Chilean students have erected fiery blockades in major streets of the capital and clashed with police on the first day of a two-day national strike to demand that the government reform the education system.

Masked protesters launched homemade fire-bombs at police Tuesday before taking refuge inside university and other school buildings. They also lit a public bus on fire outside a university campus after its passengers fled. The clashes jammed traffic throughout Santiago.

Students have been protesting for more than five months to demand free public education for all; reduced state subsidies for private colleges; and improvement in the quality of education overall. They called the two-day demonstrations to protest the lack of an agreement with the government.

EUROPE #1 : Barricades et affrontements au Chili - Publié le 18 octobre 2011 à 15h27 Mis à jour le 18 octobre 2011 à 15h27

Par Europe1.fr avec AFP

Plusieurs barricades, certaines enflammées, ont été dressées mardi dans les rues de Santiago du Chili, au matin d'une nouvelle journée de mobilisation des étudiants en lutte pour obtenir une éducation gratuite et de qualité, a-t-on appris de source policière. "Il y a en plusieurs points de la

capitale des barricades incendiées", a affirmé cette source sous couvert d'anonymat, ce qui provoque de grosses perturbations pour la circulation. Mardi et mercredi, les étudiants chiliens, mobilisés depuis le mois de mai pour obtenir une réforme du système éducatif, ont appelé à deux nouvelles journées de protestation.

Mobilisés depuis cinq mois, étudiants, lycéens et enseignants réclament une réforme profonde de l'éducation et notamment davantage de crédits pour l'enseignement public, parent pauvre d'un système à deux vitesses depuis que l'Etat s'en est désengagé dans les années 1980, sous la dictature (1973-1990).

TRIBUNE DE GENÈVE : «L'éducation au Chili, c'est un fiasco total» : En tournée européenne, trois jeunes dirigeants du mouvement étudiant chilien dénoncent la répression après des mois de conflit – Lundi 17 octobre 2011 | 15:20

Andrés Allemard |

«C'est fou. Ici en Europe, l'école publique, vous trouvez ça tout à fait normal. Mais, au Chili, réclamer l'accès pour tous à l'éducation, c'est devenu un crime. Non seulement le gouvernement refuse de nous écouter malgré cinq mois de manifestations et de grèves, mais en plus notre mouvement est réprimé: des rassemblements sont interdits, des étudiants sont menacés, parfois séquestrés ou même torturés!»

Francisco Figueroa, 24 ans, a la hargne volubile. Vice-président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili, il était hier de passage à Genève pour tenter de secouer les consciences, notamment au siège du Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme. Vite fait, entre des escalas à Paris et à Bruxelles.

Endetté à vie

A ses côtés, Sebastián Farfan, 23 ans, qui dirige la fédération de Valparaíso. Et Gabriel Iturra, à la

tête des étudiants du secondaire. Tous trois ont un look vaguement révolutionnaire et un discours bien rodé. Mais on les sent des plus sincères. «Moi, je suis un privilégié, mes parents ont payé mes études de journalisme. Pour mes frères, par contre, ce n'est pas sûr qu'ils auront les moyens», raconte Francisco. Sebastián, lui, dit s'être endetté à vie pour devenir historien. «Imaginez: les cotisations mensuelles sont l'équivalent du salaire moyen dans mon pays. Aujourd'hui au Chili, la plupart des familles sont pieds et poings liés aux banques.»

Mais il y a pire, à entendre Francisco: «Les familles s'endettent pour investir dans l'avenir de leurs enfants, mais trop souvent cet avenir n'est pas meilleur que s'ils n'avaient pas étudié du tout! Sur un million d'étudiants chiliens, 40% abandonnent leur formation pour des raisons financières, mais, sur les 600 000 qui vont jusqu'au bout, la moitié seulement obtiendront

un job correspondant à leur niveau académique.»

Un modèle d'échec

Bref, les étudiants réclament une réforme du système d'éducation. «On vous a fait croire que le néolibéralisme à la mode chilienne produisait une économie modèle. Mais en réalité c'est surtout un modèle de fiasco total. Une société à deux ou trois vitesses», assène Sebastián. Et ce n'est pas uniquement dans l'éducation que l'échec est patent, souligne Gabriel. Accès à la santé, gestion des richesses naturelles... «Ce mardi et ce mercredi, une grève générale est à nouveau convoquée. Les Chiliens nous soutiennent, parce qu'ils savent bien que leur avenir est en danger.»

Une inquiétude, note Francisco, qui n'est pas sans rappeler celle des «indignés» un peu partout en Europe.

AGORA VOX : Chili : Camila Vallejo en Europe – Vendredi 14 octobre 2011



Camila Vallejo

Anémone C.Hubert

Son périple passe par la France, la Suisse et la Belgique. Jusqu'à la dernière minute, les médias chiliens ignoraient sa présence dans l'avion. Accompagnée de Giorgio Jackson, Francisco Figueroa, la présidente des étudiants chiliens demandera le soutien des étudiants européens dès ce vendredi 14 octobre 2011 à Paris. Le mouvement étudiant qui réclame "une éducation libre, gratuite et digne" n'est pas passé inaperçu sur notre continent. La présence de Camila Vallejo sur le sol européen et dans sa capitale, promet un tournant important pour le mouvement des étudiants chiliens.

Initialement prévu ce 6 et 11 octobre, le voyage des trois principaux leaders étudiants du Chili a été reporté à ce vendredi jusqu'à mardi. Le ministre de l'éducation chilien, Felipe Bulnes, devant rencontrer ces jours-là Camila Vallejo, pour tenter de renouer le dialogue avec les étudiants. Ceux-ci réclament une réforme de l'éducation, trop privative et favorisant les inégalités sociales au Chili. Le système éducatif ayant été élaboré sous la dictature de Pinochet. Le mouvement de 2011 veut que le gouvernement de Sebastian Piñera planche sur des réformes afin que les étudiants n'aient plus à s'endetter pour étudier. Ce mouvement, sans précédent depuis le retour à la démocratie en 1990, a réussi en à peine quatre mois, à réunir dans les rues plus de 100 000 personnes en sa faveur. Ils ont également obtenu le soutien à 89% de la population chilienne. Jusqu'à présent, les négociations avec le gouvernement n'aboutissent à rien. Chaque camp restant sur ses positions. Pour de nombreux analystes chiliens, il s'agit pour le mouvement étudiant de se renforcer au niveau international grâce à ce voyage européen. A Paris, Camila Vallejo et les deux autres leaders étudiants rencontreront le philosophe Stéphane Hessel et le sociologue Edgar Morin. L'UNEF (Union des Etudiants de France) a prévu une manifestation de soutien à La Sorbonne en prévision du passage éclairé de la délégation étudiante chilienne. Une rencontre à Strasbourg avec des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science, la culture ainsi qu'avec l'Organisation de Coopération et du développement économique (OCDE) sont à l'agenda de Camila Vallejo. En Suisse, il est prévu que les trois leaders étudiants chiliens participent à une conférence à l'Université de Genève. Le court séjour prévoit de se terminer par la Belgique où ils doivent rencontrer des représentants de la Commission Européenne de l'éducation. Camila Vallejo, Giorgio Jackson et Francisco Figueroa plaideront pour le soutien européen à la CONFECHE (Confédération des étudiants chiliens).

Nul doute qu'ils trouveront à Paris, Genève et Bruxelles un large soutien de la part des étudiants, chiliens ou non, d'Europe déjà très sensibles au mouvement du "printemps chilien" qui dure depuis cinq mois. Camila Vallejo hésitait à se rendre en Europe au moment où se prépare au Chili, la seconde grève nationale pour soutenir l'éducation, prévue ce 18 et 19 octobre 2011. L'insistance pour sa venue sur le continent européen étant tellement forte, au dernier moment, la présidente de la FECH (Fédération des étudiants chiliens) s'est ravisée et a sauté dans l'avion ce jeudi matin. Ce même jour, les lycéens chiliens, qui n'ont pas pris part aux négociations avec le gouvernement de Piñera, étaient dans la rue pour une grande manifestation à Santiago. Depuis le début du mouvement, de nombreuses personnalités dont Calle 13 et le chanteur de Franz Ferdinand ont apporté leur soutien à Camila Vallejo. Courtisée par de très nombreux médias en Amérique du Sud, Camila Vallejo est devenue le meilleur atout pour la couverture médiatique du combat des étudiants chiliens.

LEFIGARO.FR : Chili: 10.000 manifestants à une marche - Publié le Mardi 11 octobre 2011 à 07:10

AFP
 Quelque 10.000 personnes, selon les autorités, ont manifesté hier à Santiago à l'appel des peuples indigènes du pays, en particulier des Mapuches, une marche dans l'ensemble pacifique mais émaillée de quelques heurts après lesquels 18 personnes ont été arrêtées. Les heurts sont survenus en quelques points du centre de Santiago, lorsqu'à l'issue de la manifestation 150 à 200 jeunes ont affronté la police, qui a fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes. L'intendante (préfète) de Santiago, Cecilia Perez, a néanmoins salué le caractère pacifique de la marche, et notamment le comportement des manifestants, qui ont tenté de créer "une chaîne humaine" entre fauteurs de troubles et la police. La manifestation marquait le "Jour de la race", commémorant la date "néfaste" selon les indigènes de l'arrivée de Christophe Colomb aux Amériques en 1492. Elle était menée surtout par les organisations mapuche, principale minorité indienne, représentant 6% environ des 17 millions de Chiliens, dans le sud. Isolina Paillal, dirigeante d'une des principaux collectifs mapuches, Meli Wixan Mapu, a qualifié la date d'arrivée de Colomb de "début du génocide des peuples indigènes des Amériques", et a dénoncé les gouvernements chiliens successifs pour considérer les Mapuches comme "une décoration". Elle a réclamé de l'Etat l'abrogation de la Loi antiterroriste, datant de la dictature (1973-1990) et récemment amendée, et la libération "des prisonniers politiques mapuches", en référence aux militants condamnés pour une vague de violences en 2008-09, ponctuée d'occupations de terres et heurts avec la police.

LEMONDE.FR : Les étudiants chiliens espèrent encore faire plier le président Sebastian Piñera - Mis à jour le lundi 10 octobre 2011 | 13h21

Christine Legrand
 Buenos Aires Correspondante –
 Le conflit qui oppose le gouvernement de droite de Sebastian Piñera et les étudiants qui réclament une éducation publique, gratuite et de qualité, continue de produire ses effets délétères au Chili.
 Après cinq mois de manifestations massives, durement réprimées, et l'échec des négociations, le président Piñera a durci sa position. Il a transmis au Congrès un projet de loi controversé visant à modifier le Code pénal afin d'incorporer de nouveaux délits, tels les pillages, les coupures de routes mais aussi les occupations "illégalles" de collèges ou d'universités, une disposition qui vise clairement les contestataires. Les peines encourues pourraient aller de 541 jours à trois ans de prison.
 Les manifestations qui ont eu lieu depuis mai (une quarantaine) se sont terminées par des centaines d'arrestations à la suite de heurts violents avec la police. Les étudiants ont toujours condamné les actes de violence qu'ils ont attribués à l'infiltration de provocateurs. Ces manifestations, qui ont impliqué des dizaines de milliers de personnes, sont les plus importantes depuis la fin de la dictature militaire du général Augusto Pinochet (1973-1990).
 Le dialogue entre le gouvernement et les étudiants a été rompu le 5 octobre, après seulement trois réunions. Les syndicats étudiants accusent le gouvernement de ne pas vouloir faire assez en faveur de la gratuite de l'enseignement public, qui jusqu'ici ne bénéficie qu'à 40 % des écoliers et n'existe pas dans l'enseignement supérieur. Le président Piñera refuse la gratuité arguant qu'il serait "injuste qu'avec leurs impôts les pauvres financent l'éducation des plus riches" qui vont à l'université. Sa cote de popularité a légèrement remonté à 30 %, soit trois points de plus qu'en septembre. Selon les mêmes enquêtes, 79 % de la population continuent pour leur part de soutenir les revendications des étudiants.
 Le système d'éducation au Chili a été largement privatisé pendant la dictature militaire, et, même après que le général Augusto Pinochet a quitté le pouvoir, l'éducation privée a continué de prévaloir. Les quatre gouvernements de la Concertation de centre-gauche qui se sont succédés après le retour de la démocratie n'ont pas modifié ce modèle.
 "Le Chili a aujourd'hui une énorme occasion d'améliorer le système éducatif, ce que je n'ai pas pu faire pendant mon gouvernement car je n'avais pas, à l'époque, l'appui de tous les secteurs politiques pour mettre fin au profit, assurer la gratuité et la qualité de l'éducation", a déclaré il y a quelques jours l'ancienne présidente socialiste Michelle Bachelet (2006-2009).
 Il s'agissait de la première prise de position sur ce conflit de M^{me} Bachelet, qui avait été mise en difficulté, peu après son arrivée au pouvoir, par la révolte des "pingouins", nom donné aux lycéens portant des uniformes bleu marine et des chemises blanches.
 Les étudiants, qui risquent de perdre le bénéfice de l'année scolaire qui se termine en décembre, dans l'hémisphère austral, cherchent de nouvelles formes de protestations. Ils ont organisé, les 7 et 8 octobre, un plébiscite dans tout le pays pour que les citoyens puissent se prononcer sur le principe de la gratuité de l'éducation. Des écoles, lycées et collèges et jusqu'à des centres de vote ont été installés sur des places pour accueillir des milliers de votants. Le vote pouvait également s'effectuer sur Internet, pour les Chiliens qui vivent à l'étranger.
 Ce plébiscite, dont les résultats étaient attendus à partir du 10 octobre, n'a pas de valeur légale, mais les étudiants misaient sur une forte participation populaire pour faire pression sur le gouvernement. "Nous n'avons pas besoin d'une telle consultation. Les efforts qu'a faits le gouvernement sont plus que suffisants. Ce plébiscite est seulement du marketing politique", a rétorqué le porte-parole du gouvernement Andres Chadwick.
 La Constitution chilienne ne prévoit pas le recours à une telle procédure pour consulter les citoyens.
 La Confédération des étudiants du Chili (Confeche) et la principale centrale syndicale chilienne, la CUT, ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation, à l'échelle nationale, pour le 19 octobre.

THE GUARDIAN : Camila Vallejo – Latin America's 23-year-old new revolutionary folk hero : Chile has been engulfed by student protests – and their young leader has huge public support in her fight against the elite - Saturday 8 October 2011 16.59 BST

Jonathan Franklin in Santiago
 As the Friday afternoon sun dipped towards the horizon, some students at the University of Chile played ping pong or football and couples lounged and kissed in the last warmth of the day. But others had more serious matters on their minds: the wildly popular student uprising that has transformed the nation's political agenda. And for many of the protesters involved and those who



sympathise with its aims, the face of the uprising is **Camila Vallejo**.



Photograph: Alisha Marquez/AP
Camila Vallejo on a march in Santiago held on the anniversary of the Pinochet coup that toppled President Salvador Allende in 1973.

In a basement auditorium a group of 60 student leaders planned the next steps in their burgeoning revolution for free university education, with Vallejo centre stage.

Vallejo sat behind her battered laptop, a small blue notebook on her desk and a rapt audience in front of her. When she speaks, her hands fly about, like birds snatching invisible prey. Her language is pointed and clear but, mixed with constant doses of humour and self-deprecation, she keeps her charges laughing.

As the second female president of Chile's leading student body, known as Fech (Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile), Vallejo – who is also a member of the youth arm of the Communist party, the JJCC – has presided over the biggest citizen democracy movement since the days of opposition marches to General Augusto Pinochet a generation ago.

The government response has reminded many older Chileans of that same dark era. Three days ago, on Thursday, Chilean riot police ambushed Vallejo and a group of fellow student leaders just after a press conference in downtown Santiago. "They [police] targeted the leadership with violence," said Ariel Russell, a University of Chile student who witnessed the attack. "We had not even started the march and the police apparatus was upon us."

Vallejo, a 23-year-old geography student, was singing and marching with a handwritten sign when a squad of military vehicles closed in and attacked her with jets of tear gas. A pair of trucks mounted with water cannons unleashed a barrage of water fierce enough to break bones and scrape a person across the pavement. Vallejo was soaked, a cloud of tear gas was then blasted on to her body. With her skin wet, the chemical reaction was massive and incapacitating. Vallejo was paralysed. Her body went into an allergic reaction and welts from the gas erupted over it.

"At first, we resisted, but it was intolerable," she told the *Observer*. "You could not breathe, it was complicated, we had to run away from the *carabineros* [police] then another water cannon hit us in the face with a different chemical, this was

much stronger ... my whole body was burning, it was brutal."

Over the next four hours, journalists were beaten and 250 people arrested. Twenty-five police were injured as masked youths with paint bombs and handfuls of rocks counter-attacked. All Thursday afternoon, downtown Santiago was awash in running street fights between heavily armoured police units and hundreds of protesters decked in shorts and tennis shoes, with scarves to shield them from the gas.

As squads of police attacked students, pedestrians and even an ambulance, Vallejo huddled up in an office, receiving medical care and monitoring the situation through mobile phone reports from a team of scouts at the edges of what quickly became a riot.

The government blamed Vallejo for the chaos; after all, she had made the much publicised call, mobilising her followers to congregate at Plaza Italia, a public park and march along the Alameda, the capital's main thoroughfare, which sits less than two kilometres from the lightly guarded presidential palace. Vallejo was quick to retort that public gatherings need no authorisation and that the police had illegally attacked students standing in a park.

Vallejo, an eloquent and attractive young woman who exudes self-confidence and style, took the violence in her stride and focused on what she sees as the positive achievements thus far. "For years, Chilean youth have been consumed by a neo-liberal model that highlights personal achievement and consumerism; it is all about mine, mine, mine. There is not a lot of empathy for the other," said Vallejo in her office, decorated with a large photograph of Karl Marx.

"This movement has achieved just the opposite. The youth has taken control... and revived and dignified politics. This comes hand in hand with the questioning of worn-out political models – all they have done is govern for big business and powerful economic groups."

In just a matter of months, Vallejo has been catapulted from anonymous student body president to Latin American folk hero with more than 300,000 Twitter followers. Type her name into Google and there are more than 160,000 results just from the past 24 hours. Brazilian students now parade her as a VIP guest at their marches, the Chilean president invites her to negotiate a settlement and when she calls for a show of strength hundreds of thousands of students throughout Chile take to the streets. As an adept and wildly popular social media phenomenon, Vallejo has risen to become the most recognisable face of the student protesters.

Throughout the six-month revolt, Chilean students – in many cases led by 14- and 15-year-olds – have seized the streets of Santiago and major cities, provoking and challenging the status quo with their demand for a massive restructuring of the nation's for-profit higher education industry. In support of their demands for free university education, since May they

have organised 37 marches, which have gathered upwards of 200,000 students at a time.

Police repression has been frequent. Vandals who often use the cover of student marches to attack banks, pharmacies and utility companies are met by an armed force of riot police who routinely attack pedestrians and tear gas crowds of innocent civilians.

What began as a quiet plea for improvements in public education has now erupted into a wholesale rejection of the Chilean political elite. More than 100 high schools nationwide have been seized by students and a dozen universities shut down by protests.

Classes for tens of thousands of students have been suspended since May, and the entire school year might have to be repeated. Polls show an estimated 70% of the Chilean public backs the students' demands and an equal percentage find the government's proposal insufficient, according to figures from Chile's leading newspaper, *La Tercera*.

Widely admired for her eloquent speeches on Chilean television, Vallejo has gathered a cult following around the world that ranges from German folk rock tributes to videos from Latin America's largest university, the Universidad Nacional Autónoma de México (Unam). "This internationalisation of the movement has been very important to us," says Vallejo who receives a daily deluge of fan mail and invitations to speaking engagements and seminars. "Here in Chile we are constantly hearing the message that our goals are impossible and that we are unrealistic, but the rest of the world, especially the youth, are sending us so much support. We are at a crucial moment in this struggle and international support is key."

In stark contrast to the students' popularity, the once beloved coalition known as La Concertación, which organised the overthrow of Pinochet and then ruled Chile from 1990 to 2010, has fallen into political obsolescence. La Concertación is now polling at just 11% approval. Sebastián Piñera, Chile's president, a billionaire businessman, has just 22% public approval ratings, the lowest ever in Chilean history.

"For 20 years they [La Concertación] reinforced the Pinochet model, they institutionalised it, modernised it without any profound changes. Now that this model is in crisis, they can't be part of the discussion as they are effectively complicit," explained Santiago student Ariel Russell. "Camila has an ability to deliver a very wide populist message, not populist just in terms of communicating to the poor, but also to the middle class... The youth now have more credibility than the traditional politicians."

• This article was amended on 9/10/2011 to correct factual errors regarding the abbreviation of Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile (Fech) and to correctly attribute Vallejo's membership of the JJCC, not the full Communist party

JOURNAL DE MONTRÉAL : NOUVEL ÉLAN DES ÉTUDIANTS EN FUMÉE ? – Samedi 08 octobre 2011



PHOTO AFP

Les étudiants chiliens y sont allés d'une recrudescence de violence, hier, en lançant, en autres, des grenades fumigènes à l'encontre des forces de l'ordre, qui tentaient de réprimer la violence et l'arsenal auxquels ont eu recours les protestataires, hier, à Santiago, la capitale du Chili. Rappelons que les pourparlers ont été rompus, jeudi, entre le gouvernement et les délégués du corps étudiant, qui réclame une réforme du système d'éducation, depuis cinq mois, en faveur de l'éducation publique gratuite.

FOX NEWS : 250 People arrested in massive Chile student protest - Published Friday, October 07, 2011

EFE



Santiago - At least 250 young people were arrested in [Chile](#) during a massive new student demonstration calling for free, quality education for all that came after the breakdown of student negotiations with the government. Some 30 cops and 15 civilians were injured in the protest, including several members of the national and foreign press corps. A second report issued during the day by Santiago provincial Gov. Cecilia Perez said that 132 people were arrested at the same time that 25 riot police and five civilians were injured in the Chilean capital. Meanwhile, Radio Bio Bio said that in the cities of Concepcion, Talca, Curico, Valdivia and Valparaiso, "particularly serious" disturbances occurred, and the Carabineros, Chile's militarized national police force, reported 124 students arrested there. One of the most violent clashes between hooded protesters and police took place in [Peru](#) de Concepcion Plaza, 515 kilometers (320 miles) south of Santiago, where disturbances continued until close to midnight, the radio station said. The protest demonstrations and subsequent disturbances broke out Thursday just a few hours after the collapse of student talks with the government that had been aimed at settling the conflict over education, with the government accused of being "intransigent."

"The government is the guilty one for refusing everything, we request permission to march and they do not give it, we ask for free education and neither (do they give that)," the most prominent student leader, Camila Vallejo, said via [Twitter](#). Free, quality public education has been the core demand of youth demonstrations held since May in Chile, where the educational system is highly stratified with the state partially subsidizing private education. On Thursday night the Journalists Association of Chile slammed the government over police conduct "that appears aimed at blocking the right to information and free speech." "The deliberate and abusive use of police violence against accredited reporters that took place (Thursday) represents a serious threat not only to the exercise of their profession but also against the country's institutional democratic system," the communique said. In the text, the association blames the Carabineiro action on the Interior Ministry, which in its opinion has the political duty to guide and control police-force action under all circumstances. "Their action recalls another dismal moment in the nation's history," the text said with reference to the repression enforced by police during Gen. Augusto Pinochet's 1973-1990 military dictatorship.

Meanwhile, student leaders described the police action during the day as "among the most violent and repressive" ever seen in Chile. "We again regret the way the government dealt with the movement. The Interior Ministry gave (the Carabineros) absolute freedom of repression to stop us from meeting in public areas, and these things are unacceptable because they violate a constitutional right," Camila Vallejo said. Thursday ended with a massive banging of pots and pans in the Plaza Italia and other spots around Santiago, until the top student leaders and teachers arrived. Residents of nearby apartment buildings chimed in with their own pots and pans in support of the student movement. Chile's public schools and universities were neglected by the 1973-1990 dictatorship of the late Gen. Augusto Pinochet, who embraced doctrinaire free market policies. For-profit schools mushroomed under the military regime and the trend continued after democracy was restored, even during the 1990-2010 tenure of the center-left Concertacion coalition. Students accuse the current president, right-wing billionaire Sebastian Piñera, of seeking to push through "a privatizing agenda."

JOURNAL DE MONTRÉAL : Vingt-cinq policiers blessés – Vendredi 07 octobre 2011



PHOTO AFP

✓ La plupart des blessés l'ont été par des jets de pierre, provenant d'étudiants barricadés derrière des feux de pneus.

SANTIAGO | (AFP) Des affrontements entre policiers et groupes de jeunes, à Santiago du Chili, ont fait au moins 30 blessés, hier, selon un bilan provisoire, lors d'une nouvelle manifestation étudiante, au lendemain d'une rupture de négociations entre État et étudiants, quant à une réforme de l'éducation. Au moins 132 personnes, dont un grand nombre de mineurs, ont été arrêtées, lors des heurts, qui ont vu la police disperser, au canon à eau et au gaz lacrymogène, des milliers d'étudiants qui se

rassemblaient pour une marche sur un itinéraire non autorisé par les autorités. Vingt-cinq policiers et cinq civils figurent parmi les blessés, et les personnes interpellées l'ont été pour « troubles graves à l'ordre, destructions et blessures à policiers », notamment par des jets de pierre, selon l'intendante (préfet) de Santiago, Cecilia Perez. Des heurts autour des dernières manifestations étudiantes, il y a une et deux semaines, avaient fait une trentaine de blessés au total, et s'étaient soldés par environ 70 arrestations. Les autorités de Santiago avaient autorisé la manifestation d'hier, la 37e depuis le début du mouvement, mais sur un parcours situé dans l'ouest de la capitale, loin de la grande avenue La Alameda, que les étudiants voulaient emprunter. Des incidents éparés ont opposé, jusque dans l'après-midi, des policiers et des jeunes, en divers points de Santiago, autour de barricades improvisées avec des pneus enflammés. Les étudiants avaient appelé à manifester après la rupture, mercredi soir, des négociations entre leurs syndicats et le gouvernement. Ce dialogue s'était ouvert la semaine dernière, au bout de cinq mois de mobilisation des étudiants, lycéens et enseignants, pour réclamer une profonde réforme de l'éducation. Ils souhaitent un « changement de paradigme » dans le système éducatif à deux vitesses, avec

un secteur public très mal doté, et de qualité très inégale, depuis que l'État s'en est désengagé, dans les années 1980, sous la dictature. Retrait et ligne dure Les syndicats étudiants se sont retirés des négociations en accusant le gouvernement de ne pas faire assez en faveur de la gratuité de l'éducation publique, qui ne vaut, à ce jour, que pour 40 % des écoliers chiliens, et pas dans l'enseignement supérieur. Les étudiants rejettent aussi l'effort budgétaire sur l'éducation qu'ils jugent insuffisant en 2012. Étudiants et autorités se renvoyaient, hier, la responsabilité des incidents. « Le gouvernement est coupable, car il s'oppose à tout. On demande l'autorisation de manifester (dans le centre-ville), il ne la donne pas ; on demande l'éducation gratuite, et il ne la donne pas, non plus », a déclaré Camila Vallejo, l'un des dirigeants de la confédération étudiante Conftech. Le maire de Santiago, Pablo Zalaquett, a accusé, de son côté, les étudiants de « trop tirer sur la corde », après cinq mois de mobilisation dans la capitale. La Conftech, mais aussi la principale centrale syndicale chilienne, la CUT, ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation, à l'échelle nationale, pour le 19 octobre.

THE GUARDIAN : Chilean girls stage 'occupation' of their own school in education rights protest : For five months, girls demanding free university education for all have defied police to occupy their state school - Friday 7 October 2011 18.41 BST

Jonathan Franklin in Santiago Sleeping on a tiled classroom floor, sharing cigarettes and always on the lookout for police raids, the students of Carmela Carvajal primary and secondary school are living a revolution. It began early one morning in May, when dozens of teenage girls emerged from the predawn darkness and scaled the spiked iron fence around Chile's most prestigious girl's school. They used classroom chairs to barricade themselves inside and settled in. Five months later, the occupation shows no signs of dying and the students are still fighting for their goal: free university education for all.

A tour of the school is a trip into the wired reality of a generation that boasts the communication tools that feisty young rebels of history never dreamed of. When police forces move closer, the students use restricted Facebook chat sessions to mobilise. Within minutes, they are able to rally support groups from other public schools in the neighbourhood. "Our lawyer lives over there," said Angelica Alvarez, 14, as she pointed to a cluster of nearby homes. "If we yell 'Mauricio' really loud, he leaves his home and comes over." For five months, the students at Carmela Carvajal have lived on the ground floor, sometimes sleeping in the gym, but usually in the aban-

doned classrooms where they hauled in a television, set up a private changing room, and began to experience school from a different perspective.





Photograph: Ivan Aldarado/Reuters
Chilean demonstrators are hit by a jet of water during a rally against the public state education system in Santiago.

The first thing they did after taking over the school was to hold a vote. Approximately half of the 1,800 students participated in the polls to approve the takeover, and the yays outnumbered the nays 10 to one.

Now the students pass their school days listening to guest lecturers who provide free classes on topics ranging from economics to astronomy. Extracurricular classes include yoga and salsa lessons. At night and on weekends, visiting rock bands set up their equipment and charge 1,000 pesos (£1.25) per person to hear a live jam on the basketball court. Neighbours donate fresh baked cakes and, under a quirk of Chilean law, the government is obliged to feed students who are at school – even students who have shut down education as usual.

So much food has poured in that the students from Carmela Carvajal now regularly pass on their donations to hungry students at other occupied schools.

Municipal authorities have repeatedly attempted to retake the school, sending in police to evict the rebel students and get classes back on schedule, but so far the youngsters have held their ground.

"It was the most beautiful moment, all of us in [school] uniform climbing over the fence, taking back control of our school. It was such an emotional moment, we all wanted to cry," Alvarez said. "There have been 10 times that the police have taken back the school and every time we come and take it back again."

The students have built a hyper-organised, if somewhat legalistic, world, with votes on everything including daily duties, housekeeping schedules and the election of a president and spokeswoman. The school rules now include several new decrees: no sex, no boys and no booze.

That last clause has been a bit abused, the students admit.

"We have had a few cases of classmates who tried to bring in alcohol, but we caught them and they were punished," said Alvarez, who was stationed at the school entrance questioning visitors. Alvarez, who has lived at the school for about four months, laughed as she described the punishment. "They had to clean the bathrooms," she said.

Carmela Carvajal is among Chile's most successful state schools. Nearly all the graduates are assured of a place in top Chilean universities, and the school is a magnet, drawing in some of the brightest minds from across Santiago, the nation's capital and a metropolis of six million.

But the story playing out in its classrooms is just a small part of a national student uprising that has seized control of the political agenda, wrong-footed conservative president Sebastián Piñera, and called into question the free-market orthodoxy that has dominated Chilean politics since the Pinochet era.

The students are demanding a return to the 1960s, when public university education was free. Current tuition fees average nearly three times the minimum annual wage, and with interest rates on student loans at 7%, the students have made financial reform the centrepiece of their uprising.

At the heart of the students' agenda is the demand that education be recognised as a common right for all, not a "consumer good" to be sold on the open market.

Currently, many Chilean schools are for-profit institutions, run as businesses. Until recently, the classified section of the leading newspaper, *el Mercurio*, regularly featured schools for sale, in adverts that often described the institutions as highly profitable investments.

The Chilean uprising has changed that. Now owners of public schools have begun posting employment ads in local newspapers for security guards to fend off attempts by students to seize the schools. One advert offered employment to able-bodied men who could use dogs to repel potential student takeovers. ("No experience necessary," it read.)

Politicians and many parents fret that the cancellation of classes has turned 2011 into "a lost year" for public education, but for many of the students the past five months has been the most intensive education of their life.

"I have become a lot more mature. I used to judge my classmates by their looks. Now I understand them and together we stand up for

what we believe," said Camila Gutierrez, 15, a freshman at Carmela Carvajal. "It has been exhausting, but if you want something in life, you have to fight for it."

The first murmurings of the "Chilean Winter" came in in late May with the first takeover of a public school. Five months later, around 200 state elementary and high schools as well as a dozen universities have now been occupied by students. Weekly protest marches gather between 50,000-100,000 students throughout the nation, with especially large turnouts in coastal cities of Valparaíso and Concepción. [Charismatic student leader Camila Vallejo - known as Co-mandante Camila - has become a cult hero across Latin America.](#) Initially, the protestors' demands for free universal education was flatly rejected by the conservative administration of president Sebastian Pinera, but the government is now moving incrementally towards meeting their demands.

Talks between the ruling conservative government and striking students [collapsed on Wednesday evening with irate students accusing the government of failing to provide new proposals.](#) But Government officials responded that the students would be welcomed back to negotiate.

On Thursday when thousands of students gathered for a protest march in downtown Santiago, Government officials refused to authorize a march route that included a central thoroughfare and defiant students used social media to send out a singular message – the march is on. For much of Thursday, downtown Santiago was awash in tear gas and rioting youth. Smashed cars, 137 arrests and mutual accusations that the violence was avoidable further highlighted the gulf between student leaders and the Pinera government.

With imaginative protests including a kiss-a-thon in which 3,000 couples groped and smooched for exactly fifteen minutes, the Chilean student movement has captured the imagination of a long dormant but apparently disenchanted Chilean public. The unified front of students also counts on support from an estimated 6 of 10 adults in Chile, far higher than the nation's political coalitions or President Sebastian Pinera whose recent approval ratings have ranged from 22% to 30%. However the frequent violence which accompanies the street marches has outraged many Chileans who see their cherished stability now on the edge of social chaos.

COURRIER INTERNATIONAL : Un référendum sur l'éducation – Vendredi 07.10.2011

Après quatre mois de mobilisation, la rupture des négociations avec le gouvernement le 5 octobre, et plusieurs manifestations violemment réprimées par la police, le mouvement étudiant chilien continue imperturbablement à réclamer une réforme de l'éducation. Ces 7 et 8 octobre, les étudiants organisent très sérieusement un "réfé-

rendum" auquel pourra participer tout Chilien âgé de plus de quatorze ans avec sa carte d'identité, dans des lieux publics ou par internet, indique le site d'information [El Mostrador](#).

Quatre questions seront posées: êtes-vous d'accord pour qu'existe une éducation gratuite et de qualité à tous les niveaux garantie par l'Etat?

Etes-vous d'accord pour que les écoles, collèges et lycées soit "démunicipalisés" et dépendent à nouveau du Ministère de l'Education? Etes-vous d'accord pour que le bénéfice soit interdit à tous les niveaux de l'éducation chilienne ? Etes-vous d'accord sur la nécessité d'organiser des consultations sur des questions de caractère national ?

THE GUARDIAN : Chile student strikes talks break down : Student leaders say government showing 'no real willingness to build a free public education of quality and democracy' - Thursday 6 October 2011 11.24 BST



Photograph: Ivan Alvarado/Reuters

Student protesters at a candlelit rally in Santiago. More strikes are likely after talks with the government broke down.

Associated Press
 Chilean student leaders have broken off strike talks with the government, complaining of official intransigence over their demands for free public education.

Some indicated that the focus of student action would return to the street protests and campus occupations that have brought many universities

and secondary schools to a halt for more than five months.

Camila Vallejo, the spokeswoman for student leaders at 25 state universities, said government officials were showing "no real willingness to build a free public education of quality and democracy for everyone".

The education minister, Felipe Bulnes, said the two sides had made no major progress after more than four hours of talks because of disagreements on how much the government could do to provide free education for everyone.

Bulnes added that the government would form a commission of experts to examine the issue. [Tensions were high even before talks began](#) after the Chilean president, Sebastián Piñera, said he was sending a bill to Congress that would criminalise the student protests and school occupations. The call for free education, along with an end to education aid to private schools, is one of the key demands being made by student groups.

They also want the government to spend more to improve the quality of education. College costs in [Chile](#) are considered the most expensive in the western hemisphere after those in the US. A student's family must contribute 85% of university expenses, while the government provides 15%. Only the poorest students get a nearly free education through scholarships, grants and low-cost loans. Piñera's government has said it cannot afford to provide such support for all students.

The government has urged the protesters to return to classrooms, warning that they could lose scholarships and school places if classes do not resume. Student leaders have rejected that demand, and have called another big [protest](#) march in the Chilean capital, Santiago, for Thursday. "It seems important for us to get this off the table and transfer to citizens the responsibility for solving this conflict," Alfredo Vielma, a secondary student leader at the talks, said.

THE HUFFINGTON POST / THE SANFRANCISCO EXAMINER: Camila Vallejo, University of Chile Student, Fights For Education Funding – Wednesday, October 05, 2011



In this photo taken Sept. 22, 2011, Chile's student leader Camila Vallejo walks after attending a student demonstration in downtown Santiago, Chile. The 23-year-old geography student has become the public face of a movement that has repeatedly forced Chilean President Sebastian Piñera to make concessions. Finally, after five months leading the biggest marches in two decades of Chilean democracy, the students have begun face-to-face talks with the government over their demands for profound change.



AP Photo
By EVA VERGARA 10/ 5/11 03:33 AM ET SANTIAGO, Chile -- Camila Vallejo handles a microphone as if she were born with it, rallying huge demonstrations for education reform that only seem to grow bigger each time police turn up with tear gas and water cannons. Speaking at length without notes before tens of thousands of people, or holding her own with leading figures of Chile's political establishment, the 23-year-old geography student has become

the public face of a movement that has repeatedly forced Chilean President Sebastian Piñera to make concessions.

Finally, after five months leading the biggest marches in two decades of Chilean democracy, the students have begun face-to-face talks with the government over their demands for profound changes in what they say is the country's unequal and underfunded public school system. Wednesday's closed-door session focuses on removing taxpayer support for private institutions, and using the money instead to make public universities free to all – a demand Piñera had refused to even discuss.

The president still shows no sign of bending – "nothing is free in life," he says – increasing the pressure on the student leaders like never before.

Failure to reach agreement quickly could prompt uglier and more violent confrontations, which could turn Chile's 17 million people against the movement. Without clear results, the moderates could soon lose control to more radical voices.

At the center of the tumult is Vallejo, the daughter of Communists and student president at the University of Chile, the nation's largest and oldest university. She has led the sprawling movement through the force of her rhetoric, her skilled use of social media and her insistence on building consensus for major decisions.

Vallejo also has become a cultural phenomenon, a YouTube sensation and an international celebrity. One fan made an animation casting her as a superhero battling a presidential villain. Others croon love songs in her honor. Her Twitter audience has grown to nearly 300,000, half as much as the president, in just a few months, enabling her to quickly send followers into the streets nationwide. Her online comments are constantly re-tweeted. Entire families answer her call to bang pots and pans, reviving dictatorship-era protests known as "caceroleos."

When she appears in public, surrounded by a phalanx of Young Communists and a police detail added in response to death threats, people shout "Camila, I love you!" raising cell phones to snap her picture.

The Associated Press persuaded her to sit still for a lengthy interview in a student government office, where said the next phase of the movement will be more complex and difficult. Young people have good reason not to trust politicians, she said – and if Piñera doesn't agree quickly to their demands, they must "make sure the government pays the consequences" in the next elections.

While the students want to put the Chilean state back at the center of education funding and administration, Piñera and his center-right government would improve the existing system, which was largely privatized during the dictatorship of Gen. Augusto Pinochet.

The students want "free and equal quality education for all."

Piñera insists on "free education for those who need it, and enough financing for all the rest."

Vallejo sees hypocrisy in Piñera's caveats, noting that polls show most Chileans back the students. Chilean political analyst Marta Lagos, who directs the influential Latinobarometro poll, said Vallejo has captured the mood of post-Pinochet Chileans.

"She was in the right moment, in the right place, and is the right person" to lead this movement, Lagos said. "She doesn't leave the sensation that she seeks fame, she doesn't overact, she doesn't go around smiling. She has a series of characteristics that makes her seem serious, solid."

And like others in her generation, born in the final years of the dictatorship, she didn't grow up in fear.

"The whole generation is that way," Lagos said. "These young people in the streets, beginning with her, are aware of what happened in the dictatorship, but they don't know what it was like to live through it ... they've lost their fear of authority."

Giorgio Agostini, a prominent Chilean psychologist, says Vallejo shows intelligence and leadership skills, but is wrapped up in ideology. "This has her trapped, in the sense that it's difficult for her to listen and empathize with other positions," he said.

Vallejo is one of 36 student presidents and more than a hundred thousand young people who have boycotted high school and college classes since April 28. There are others in the executive committee who also have influential roles and obvious charisma.

But she knows that whatever happens next, the weight will fall disproportionately on her shoulders.

"There's an overwhelming exhaustion that stays with you, like a mental exhaustion, the stress you carry like a backpack," she said. "Because whether it's true or not, the media have created this image that you're responsible for everything, the good and the bad."

Chileans constantly talk about Vallejo's beauty – another factor key to her leadership, because Chilean society remains "quite discriminatory," Agostini said. "But she doesn't use this, or need to – her seriousness augments her credibility."

Along with the praise has come no small amount of sexist and paternalistic commentary in Chile's macho, father-knows-best society: Newsweek said "she would fit better on a models' runway than at the barricades," and when she refused to dance at a demonstration, the Chilean newspaper La Ultima Noticia ran her picture with the headline "Camila won't move her butt," prompting the student federation to denounce the media site's headline as an attack against all Chilean women.

She counters the scrutiny with seriousness debate. When Piñera called his proposed 7 percent increase in education funding for 2012 the biggest in Chilean history, Vallejo countered with a budget analysis that showed it to be miserly at best: "How can this be an extraordinary effort if in 2011 it increased 13 percent, in 2009 15 percent and in 2008 24 percent?" she tweeted.



It's no simple thing to negotiate with Pinera, a billionaire entrepreneur-politician known as one of the world's craftiest businessmen. And the president just raised the stakes by proposing 3-year prison terms for taking over schools or confront riot police.

"In a democratic and free society, violence and delinquency is a cancer, and the government

must fight to guarantee public order," Pinera said.

Vallejo called it a provocation: "You can't play around with something that is a right of all society, which is the right to demonstrate, the right of expression, and this is what they're attacking with this reactionary law," she said, insisting that

students keep marching as their leaders go behind closed doors with the government.

"I'm so tired, I'd obviously like to step aside for a while," Vallejo said. "But I know this is important, and if the people I work with demand that I be there, once again at the top, it'll have to be."

THE GUARDIAN: Chilean students meet government for talks on education reforms : Student leaders call for free university education and deliver proposals including nationalisation of Chile's copper mines - Wednesday 5 October 2011 21.50 BST

Jonathan Franklin in Santiago



Photograph: Roberto Candia/AP
Student leader Camila Vallejo at a demonstration in Santiago. Vallejo called for free university education in Chile in both the public and private sectors

It started off five months ago as a student protest, calling for radical reform of the education system. But the protests that came to be known as the Chilean winter grew into a mass movement, demanding the restructuring of the government.

And on Tuesday government negotiators finally convinced student leaders to meet the education

minister for the first time to discuss their demand for free university education.

"We believe that there are enough resources to provide not only free university in the public sector, but in the private sector as well," said Camila Vallejo, who called for the nation's copper mines to be nationalised.

Vallejo and other student leaders have delivered a detailed proposal to the government including higher taxes for Chile's extremely wealthy individuals and an end to what they call a for-profit education system that has failed.

Students have already won major battles in their effort to better fund Chilean education. On Tuesday the Chilean Congress moved forward with a law to cut interest rates on student loans and earlier this year the government announced a special \$4bn (£2.5bn) fund for the 2012 budget, including a 24% rise in student scholarships.

Opposition politicians said the proposal lacks specifics. "This fund with \$4bn, how will it be created? How will it be financed?," said former Chilean president Eduardo Frei. "We don't know how they plan to spend this."

Despite a slump in the price of copper, the nation's primary export, the Chilean economy continues to boom. Car sales in August and

September were so high that the government ran out of licence plates and authorized the use of cardboard plates for up to six months. GDP growth for 2011 is still estimated to be over 4%. Buoyed by their nation's sound financial foundation, high school and university students have held out for months, resisting threats and pleas for them to return to classes.

With hundreds of public high schools still occupied by 15- and 16-year-old students and weekly marches drawing up to 120,000 students, the movement has shattered two decades of political consensus in post-Pinochet Chile.

A series of violent attacks at schools and threats of expulsion have hardened positions on both sides in the past week. "I have doubts about whether or not there is a real willingness [on the part of the government] to resolve this conflict," said Vallejo, the student leader who accused President Sebastián Piñera of provoking students by proposing laws that would allow for up to three months' imprisonment of protesting students.

Piñera's approval ratings have dipped to as low as 22% – the lowest recorded in Chile.

THE FINANCIAL TIMES: Education: Student protests tap into wider desire for social equality – Tuesday, October 4, 2011, 9:29 am

By Jude Webber

Desks and chairs hang from the railings at schools that have been taken over by pupils and are eerily empty.

Deserted universities are decked with banners and daubed with revolutionary-sounding graffiti slogans.

In Chile, a country that has had the world's first elected Marxist government from 1970-73, a rightwing dictatorship until 1990 and a free market-embracing democracy ever since, students are demanding nothing short of a revolution in the nation's expensive, mediocre university system.

With a series of huge, sometimes violent, protests in the past four months that have garnered overwhelming public support and turned into the biggest social movement in a generation, students are demanding free higher education for all and an end to universities making profits.

Though that is banned by law, developers – including two serving ministers in the centre-right cabinet of billionaire president Sebastián Piñera – have riled students by raking in big earnings from companies that rent land for campuses, a practice the president defended as "entrepreneurial".

Many university students, facing crushing debts when they graduate, have not had classes for months.

Some secondary schools, have joined the nationwide protests which tap into a wider zeitgeist: Chileans want more social progress and less inequality.

The pulling power of the students and their demands was still strong by late September as at least 60,000 rallied on the day the president told

the UN assembly in New York that quality of education was a "noble, great, beautiful cause".

"I agree with the main goals of the student movement," Mr Piñera told the FT. "I don't see them as a threat but an opportunity, so in some respects, I am grateful."

Everyone agrees the education system needs attention.

While the country is feted as top of the class in Latin America for economic management, basic school standards are slipping.

Chile's levels of attainment, according to the Pisa ratings used by the Organisation for Economic Co-operation and Development club of rich nations, which Chile joined last year, are well below average for the bloc, and Chile ranks 33rd out of 34, above Mexico, in reading proficiency.

What makes this bitter pill harder to swallow is that, adding up state and private spending, Chile pours 7.1 per cent of its gross domestic product into education – one of the highest levels in the world.

When it comes to university, the burden falls overwhelmingly to families. Of the 4.6 per cent of GDP spent by the state on education, just 0.7 per cent goes to university level – and that includes scholarships, grants and loans.

Chileans themselves have to pick up nearly 80 per cent of the tab for university – far and away the highest level in the OECD.

The leftist Concertación coalition that ruled from 1990 to 2010, helped open access to university which, only half a century ago was restricted to the elite. Now 70 per cent of university students are the first in their families to get so far up the education ladder.

But standards have been eroded by a jump in the numbers of private universities with less

rigorous standards that have sprung up since they were authorised in 1981, and a law a decade later that made it almost impossible to fire teachers. Poor pay also hampers schools from attracting the best staff.

"In the past 10 years, the numbers in higher education have doubled and half of those are from the poorest families in Chile, so the proportion of their income they have to pay is really high," says Luis Larrain, director of Libertad y Desarrollo, a free-market think tank.

"If you're making that much effort, you want to be buying something good."

The problems in education go to the heart of some of the country's most pressing social concerns, and far beyond the question of university funding.

Chile has no chance of achieving sustained high growth and productivity to narrow its glaring gap between rich and poor, a key pledge of Mr Piñera, without better education.

Leonardo Suárez, research director at brokerage LarrainVial has studied the issue closely. "Today, Chile's poor education is one of the major sources of inequality and the perpetuation of poverty," he notes.

One former official, who describes his own basic education as "lousy", says it is "a crime" that poor students are forced to pay market rates at second-class institutions because their schooling has shut them out of the top universities, where students get cheaper rates on their loans.

Mr Piñera has made concessions, notably an extra \$4bn for higher education, a proposal for the interest rate on many student loans to be cut to a flat 2 per cent – some pay 6 per cent – and better policing of teaching standards.



In the 2012 budget unveiled at the end of September, he announced a 7.2 per cent increase in the allocation for education, saying it was "the highest education budget in our history", ac-

counting for more than a quarter of all public spending. Mr Piñera is ideologically opposed to one key demand – free university for all. But he acknowl-

edges: "Education is the mother of all battles. We will win or lose the battle for the future in the education sector."

THE FINANCIAL TIMES : Guest column: Student protests have focused on crucial area for reform, By Vittorio Corbo – Monday, October 03, 2011

In the past 30 years, Chile has carried out important and substantial economic reforms. These included strengthening macro-economic stability, creating a sound financial system, promoting a more open and competitive market economy, the partial deregulation of labour markets, the substitution of the underfunded and much abused pay-as-you-go pension system for a privately administrated pension scheme, and the targeting of public expenditures towards the poorest groups. The results have been impressive in terms of growth and improvements in social indicators. It is the only big country in Latin America which, in the past 35 years, has improved its relative per capita gross domestic product with respect to the Organisation for Economic Co-operation and Development average. It has also made important progress in social indicators, including child and infant mortality, life expectancy at birth, access to drinking water, sewerage and electricity. Studies show the improvement in social indicators is mostly to be explained by the increase in per capita income, helped by the targeting of public expenditure on the most disadvantaged. Furthermore, as shown in the global financial crisis of 2008-2009, the resilience of the economy has improved substantially. When the crisis hit and foreign trade collapsed in late 2008 and early 2009, aggressive countercyclical fiscal and monetary policies cushioned the external shock on GDP and on the poor. This response was made possible by the strong macrofinancial framework built in previous years, which includes a rule-based fiscal policy that has resulted in a single-digit gross government debt-

to-GDP ratio; an independent central bank, which has implemented a credible inflation-targeting framework with a flexible exchange rate; and a strong financial system. However, in spite of all this progress, the country faces two big problems. First, the strong growth of the past 35 years has lost steam in the past decade. Indeed, the real per capita GDP growth rate of 2001-2010 was only 2.5 per cent, well below the 6.6 per cent of 1985-2000. In particular, total factor productivity growth – the broadest measure of how well an economy puts its resources to use – has been negative in recent years. A second problem is the slow progress in reducing income inequality, in spite of the improvements in per capita income and social indicators. The most generally accepted explanation for this productivity growth slowdown is that reform has stalled. That is a reflection of greater emphasis on social policies and the difficulties in achieving consensus on second-generation reforms. Education reforms, for example, are central to improving income equality. Although much has been accomplished in the past 30 years, big problems exist with the quality of pre-tertiary education in schools run by municipalities and private providers with a subsidy from the state. The poor quality of public education reduces growth opportunities by restricting the availability of an educated workforce and is also one of the causes of the slow improvement in income distribution. Students attending these lower quality schools are mainly from the poorest 60 per cent of

households. Their schooling fails to overcome the opportunity gap arising from the socioeconomic background of their parents. Given the central role of the workforce in the determination of income in an open market economy, these differences in the distribution of human capital end up slowing improvements in income distribution. Even though there is scope for improvement at every level of the system, the problems are not the same throughout. In pre-tertiary education, the deeply rooted issues have been attributed to school management; quality of staff; barriers to teacher evaluation, performance-related pay and promotion and inadequate funding. In tertiary education, there has been much progress in terms of coverage (70 per cent of students are first-generation participants) but there are problems of quality, tuition costs and the availability and cost of public funding. But the central problem is that students who complete their secondary education in state schools perform poorly in admission tests. Therefore, their access to top universities is severely restricted and they end up in poor quality public or private universities. This severely reduces their opportunities. Thus the student protests of the past four months have focused the political debate on an area where Chile was lagging. Properly designed and implemented education reforms may remove one of the most important obstacles towards higher growth and a more equitable society. Vittorio Corbo was central bank president, 2003-2007

THE BLOOMBERG BUSINESS WEEK : Is Chile Too Cheap to Educate Its Young?: Students must borrow heavily to fund their university degrees – Thursday, September 29, 4.45PM



Marcelo Hernandez/DPA/Zuma Press

Chilean protesters don a sign that reads: "University left us naked"

Katherine Barrios's five years at a Chilean university left her with debts of about 12.4 million pesos (\$25,000), more than twice her annual

salary as a teacher. That's why she's taking part in protests that have shuttered many schools and threaten to undermine 30 years of fiscal

austerity. "I want things to change for coming generations," says Barrios, 31.

Chile, the model of economic and political stability in Latin America for the past 20 years, was rocked in June when a quarter of a million pupils occupied classrooms to demand more government investment in education. On Aug. 25 the weekly protests degenerated into pitched battles with police.

Meeting the students' demands may cost 2.2 percent of gross domestic product, the Universidad de Chile estimates, upending the fiscal restraint that has eliminated the country's debt. Yet failure to improve education may prevent Chile from becoming the region's first advanced nation, a goal of President Sebastián Piñera.

Households bear the cost of 39 percent of all education spending in Chile, higher than the other 33 members of the Organisation for Economic Co-operation and Development and almost double the U.S. rate, according to the Paris-based group. And education levels are worse than all other OECD members except Mexico. "Chile will never, ever become a developed country without an improved education system," says César Pérez-Novoa, a managing director of Santiago-based brokerage Celfin Capital. Chile ranked 31st in the World Economic Forum's latest Global Competitiveness Index. In education it ranks 87th, according to the Geneva-based organization.

Education "is our Achilles' heel," Finance Minister Felipe Larraín told reporters on Sept. 6 after unveiling the index's results. A lack of qualified professionals is a "threat" to the development of the mining industry in Chile, Diego Hernández,

chief executive officer of Codelco, the world's largest copper producer, told the annual gathering of the copper industry in April. In the longer term, a deficient education system may prevent Chile's economy from curbing its dependence on copper, Celfin's Pérez-Novoa says.

Chile's austerity helped it emerge from a financial crisis in the early 1980s to become the only Latin American country with savings, equal to 7.6 percent of GDP as of March. The government's tight hold on the purse strings has also helped keep a lid on inflation, attract foreign investors, and keep interest rates low. Even the modest concessions the Piñera Administration has offered the students so far may require it to raise corporate income taxes to 20 percent, from 17 percent, Economy Minister Pablo Longueira said in an interview published in Santiago's *El Mercurio* newspaper on Sept. 10.

After paying one year's tuition herself, Barrios took out a student loan from Banco Falabella, a government-approved lender. The Santiago-based bank charged more than 5 percentage points above inflation, which was 2.6 percent at the time, even though the credit was guaranteed by the state, she says. After borrowing about 4.4 million pesos, she will eventually pay back about 12.4 million. "The interest is shameful," she says. The government has offered to cut the interest rate on loans to 2 percent above inflation and to provide more scholarships. It's not enough, say the students.

Dictator Augusto Pinochet turned higher learning into a "pay-as-you-go" system, Martin Carnoy,

an education professor at Stanford University, says. By including state-run universities in a program that privatized everything from utilities to the pension system, Pinochet was able to cut funding for these hotbeds of opposition to his 1973-90 military rule. Today, the educational costs Chilean households have to bear contribute to inequality, as poor and middle-class families struggle to send their children to university, Carnoy says.

Piñera has pledged to improve education while maintaining tight control over spending. Student demands for funding come to nearly 13 percent of Chile's public expenditures, he said on Sept. 22. "We cannot afford that."

The student demonstrations often resemble a carnival, as protesters stage dances and dress up like characters from Hollywood films. Drawing comparisons with the Arab Spring protests in the Middle East, the media has taken to calling the youth-led movement the "Chilean Winter." The protests have involved a kiss-in and an 1,800-hour relay run around the presidential palace. "We're seeking a complete restructuring of education," says Esteban Gutiérrez, a 24-year-old university student, during a break from playing drums at the Sept. 14 demonstration. "We are going to keep protesting."

The bottom line: Student funding demands for Chile's university system could cost 13 percent of the nation's spending. The government refuses to cough up

THE WASHINGTON POST : Chile education talks begin despite distrust amid huge protests, clashes with police – Thursday, September 29, 2011



By Associated Press, Published: September 29 SANTIAGO, Chile — Distrust and frustration loomed over Chile's education reform debate Thursday as student and government leaders began long-awaited negotiations while tens of thousands of protesters challenged police in the streets. Both sides were angry over unmet demands after five months of protests that have shut down

universities and some secondary schools, but they decided to begin talks anyway at the Education Ministry.

Chile's Education Minister Felipe Bulnes, second left, arrives to a meeting with teacher and student leaders in Santiago, Chile, Thursday Sept. 29, 2011. The students and teachers have decided to return to talks with government officials about their unmet demands. Students are on strike demanding more state funding to improve and guarantee free quality education to all Chileans.

Outside, students kept protesting and several thousand broke away to clash with police, who used water cannons and tear gas. Organizers said as many as 100,000 young people marched in Santiago.

Officials said the two sides talked for more than two hours and agreed to meet again Wednesday to discuss student demands that the government provide free public education.

Giorgio Jackson, a representative for university students, said only that the "meeting was complex."

Strong differences remained over the government's insistence that students return to classrooms, a demand that student leaders have rejected. President Sebastian Pinera has warned that students could lose their scholarships and place in school if classes do not resume.

"We're not going to do favors for those who don't return to their campuses," said Education Minister Felipe Bulnes, who participated in the negotiations.

Leaders of various university and secondary school students groups and the president of the teachers union also took part.

Later in the day, Pinera said the 2012 budget includes \$11.65 billion for education. He said that represented a 7.2 percent increase compared with a 5 percent rise for the total budget.

BBC NEWS : Chile students agree to education reform talks – Wednesday, 28 September 2011 Last updated at 06:15 ET



There have been almost daily student demonstrations over the past few months Chilean student leaders have agreed to hold talks with the government on education reform after nearly five months of strikes and demonstrations.

But they said their protests, including a national stoppage on Thursday, would continue and they urged fellow students not to resume classes.

The students want wholesale reform of Chile's education system, which they say is unequal and under-funded.

The government has offered some changes and increased funding.

Student representatives met for more than 10 hours on Tuesday to discuss whether to talk to the government of President Sebastian Pinera.

"We are participating to continue our constant fight for free and democratised education in Chile," said Giorgio Jackson, one of the student leaders.

"Our demonstrations over these five months have ensured minimum guarantees for a dialogue with the government."

Another leader, Camila Vallejo, said the government must give clear details of its planned budget for 2012, in particular relating to education.

Quality education There have been regular demonstrations in Santiago and other main cities for the past five months, often resulting in clashes between some protesters and police.

The students want the central government to take full control of education and increase spending on public schools.

They also want increased funding for universities, including scholarships rather than loans for



poorer students, and an end to profit in education. President Pinera has responded by promising limited reforms and around \$4bn (£2.6 billion) in extra funding.

But he has rejected calls for full state control and free education. Mr Pinera has said his reforms will ensure "quality education for everyone, and free education for those who require it".

But student leaders - many of them left-wing - say his proposed reforms do not address the fundamental problems of a system set up during the 1973-1990 military rule of Gen Augusto Pinochet.

JOURNALDUJURA.CH : Réforme de l'éducation réclamée au Chili - Vendredi 23 septembre 2011

Jusqu'à 150'000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jeudi à Santiago du Chili pour une réforme de l'éducation. Ponctué de quelques violences, la manifestation a marqué un regain du mouvement étudiant après quatre mois de mobilisation.

(ats) Le défilé s'est déroulé sans incident, mais en fin d'après-midi, des groupes de jeunes "encapuchados" ("encagoulés") se sont détachés du cortège et ont affronté la police antiémeutes dans différents lieux du centre de la capitale, dont le Parc Almagro.

Face aux jets de pierres et de projectiles divers, et aux feux improvisés avec des pneus ou du mobilier urbain, les policiers ont répliqué avec des lances à eau et des grenades lacrymogènes.

Des incidents du même ordre s'étaient soldés par plus de 400 interpellations en août à la fin des dernières manifestations massives d'étudiants.

Atmosphère festive

Les manifestants, à l'appel de la Confédération des étudiants du Chili, ont convergé jeudi matin dans une atmosphère festive, parfois en famille, avec maints déguisements et instruments de musique, d'une université hors de Santiago vers le centre et les abords du palais présidentiel.

Selon Camila Vallejo, un des principaux dirigeants du mouvement étudiant, la manifestation a rassemblé jusqu'à 180'000 personnes. Pour Jaime Gajardo, dirigeant du premier syndicat enseignant associé au mouvement, la participation a dépassé 150'000 personnes.

"La mobilisation a dépassé nos espérances. C'était un signal d'union dont nous avions besoin. C'est la majorité du Chili qui réclame une éducation publique de qualité", a lancé à la foule Giorgio Jackson, un autre leader syndical étudiant.

Réforme profonde

Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis mai pour une réforme profonde de l'éducation. Ils réclament en particulier des moyens accrus pour l'enseignement public, parent pauvre d'un système à deux vitesses, qui a vu un fort désengagement de l'Etat sous la dictature, dans les années 1980.

RFI : Le mouvement étudiant repart de plus belle au Chili - Vendredi 23 septembre 2011

Par RFI

Au coeur de la manifestation

Reportage : [Écouter \(01:14\)](#)

23/09/2011 par Claire Martin

Quelque 150 000 personnes selon les organisateurs, 60 000 selon les autorités, ont défilé ce 22 septembre 2011 à Santiago, réclamant une réforme de l'éducation. La manifestation marque un regain du mouvement d'étudiants et des élèves du secondaire après quatre mois de mobilisation. Des heurts ont eu lieu en fin d'après-midi entre policiers et des groupes de jeunes.

Avec notre correspondante à Santiago-du-Chili, **Claire Martin**,

Les analystes du gouvernement l'avaient enterré trop vite : le mouvement des étudiants et des élèves du secondaire n'est pas mort. Beaucoup de parents et de grands-parents, avec des enfants, se sont joints ce jeudi aux jeunes pour revendiquer en musique une éducation gratuite publique de qualité. Le Chili a le système éducatif le plus privatisé et parmi les plus chers du monde. « Nous luttons pour un rêve, mais pour un rêve qui n'est pas utopique, qui peut réellement se construire », s'enflamme un manifestant.



© Reuters/Ivan Alvarado
Santiago-du-Chili, le 22 septembre 2011. «*Continuo Expression*», proclame le serre-tête de cette manifestante.

Après quatre mois de mobilisation, beaucoup d'étudiants et d'élèves du secondaire craignent de redoubler ou de perdre leur bourse. [Giorgio Jackson](#), étudiant-ingénieur, président de la Fédération des étudiants de l'Université catholique du Chili (FEUC) : « *Personne ne veut que les étudiants et les élèves redoublent leur année mais il faut que le gouvernement démontre explicitement qu'il veut changer les choses et*

qu'il crée le climat de confiance nécessaire pour aller dans ce sens ».

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais en fin d'après-midi, des groupes de jeunes « encapuchados » (encagoulés) se sont détachés du cortège et ont affronté la police anti-émeutes au centre de Santiago-du-Chili. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées, selon la préfecture.

Au moment où on manifestait au Chili, le président Sebastian Piñera faisait son discours à New York devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Il a qualifié la cause des manifestants de « *noble, grande et belle* ». Jusqu'ici, il n'a pourtant pas pris en compte réellement les revendications des jeunes. Le gouvernement n'a accepté qu'une partie des conditions posées par les étudiants, rejetant un réaménagement du calendrier qui aurait permis aux lycéens de ne pas perdre leur année scolaire. Depuis mai 2011, les étudiants et les élèves du secondaire chiliens réclament une refonte du système éducatif. Lors de la dernière journée de mobilisation, il y a une semaine, le mouvement avait paru s'essouffler.

LEMONDE.FR avec AFP : Les étudiants chiliens veulent toujours une réforme de l'éducation - Vendredi 23 septembre 2011 | 08h46



REUTERS/STRINGER/CHILE

Au Chili, les manifestations pour une réforme de l'éducation reprennent dans une ambiance parfois tendue

Quelque 150 000 personnes selon les organisateurs, 60 000 selon les autorités, ont défilé jeudi 22 septembre à Santiago du Chili pour une réforme de l'éducation lors d'une manifestation ponctuée de heurts qui a marqué un regain du mouvement étudiant après quatre mois de mobilisation.

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais en fin d'après-midi, des groupes de jeunes "encapuchados" ("encagoulés") se sont détachés

du cortège et ont affronté la police anti-émeutes au centre de la capitale.

Face aux jets de pierres et de projectiles divers, et aux feux improvisés avec des pneus ou du mobilier urbain, les policiers ont répliqué avec des canons à eau et des grenades lacrymogènes. Une vingtaine de policiers ont été blessés, et 50 personnes ont été arrêtées pour "désordre grave", selon la préfète de Santiago Cecilia Perez.

Selon Jaime Gajardo, dirigeant du premier syndicat enseignant associé au mouvement, la participation a dépassé 150 000 personnes. "La mobilisation a dépassé nos espérances. C'était un signal d'union dont nous avions besoin. C'est la majorité du Chili qui réclame une éducation publique de qualité", a lancé à la foule Giorgio Jackson, un leader syndical étudiant.

La manifestation de jeudi était perçue comme un test crucial pour les étudiants, dont le mouvement a paru s'essouffler récemment, avec 10 000 manifestants à peine au cours de la dernière journée d'action, il y a huit jours.



REUTERS/Eliseo Fernandez

Malgré les incidents, la manifestation semble marquer une relance de la mobilisation

DES NÉGOCIATIONS AU POINT MORT

Elle intervient aussi au moment où le dialogue qui semblait s'engager entre gouvernement et étudiants est au point mort. Le gouvernement n'a accepté qu'une partie des conditions posées par les étudiants pour ouvrir des négociations : il a notamment rejeté un réaménagement du calendrier, pour éviter que 70 000 lycéens ne perdent leur année scolaire. "Une manifestation de plus ou de moins, plus ou moins grande ou petite, ne va pas changer la préoccupation fondamentale du gouvernement, qui est d'insister

sur la nécessité d'ouvrir le dialogue", a déclaré jeudi le porte-parole du gouvernement, Andrés Chadwick.

Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis mai pour une réforme profonde de l'éducation. Ils réclament en particulier des moyens accrus pour l'enseignement public, parent pauvre

d'un système à deux vitesses, qui a vu un fort désengagement de l'Etat sous la dictature, dans les années 1980.

JOURNAL DE MONTRÉAL : LES ÉTUDIANTS CHILIENS BRÛLENT D'IMPATIENCE DE RÉFORMER – Vendredi 23 septembre 2011



PHOTO KEYSTONE

Jusqu'à 150 000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé, hier, à Santiago du Chili, pour une réforme de l'éducation, lors d'une manifesta-

tion ponctuée de quelques violences, qui a marqué un regain du mouvement étudiant, après quatre mois de mobilisation.

La manifestation s'est déroulée sans incident, mais, en fin d'après-midi, des groupes de jeunes encapuchados (encagoulés) se sont détachés du cortège et ont affronté la police antiémeute dans différents lieux du centre de la capitale, dont le Parc Almagro.

Face aux jets de pierres et de projectiles divers, et aux feux improvisés avec des pneus ou du mobilier urbain, les policiers ont répliqué avec des lances à eau et des grenades lacrymogènes.

Les policiers n'avaient, dans un premier temps, pas communiqué de bilan de blessés ou d'arrestations. Étudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés, depuis mai, pour une réforme profonde de l'éducation. Ils réclament, en particulier, des moyens accrus pour l'enseignement public, parent pauvre d'un système à deux vitesses, qui a vu un fort désengagement de l'État, sous la dictature, dans les années 1980.

L'HUMANITÉ.FR : Chili : Camila Vallejo «Notre mécontentement est dû à l'insoutenable inégalité» - Jeudi 22 Septembre 2011



Âgée de vingt-trois ans, Camila Vallejo s'est imposée à la tête du mouvement de contestation étudiante qui secoue actuellement le Chili. Elle étudie la géographie et elle est membre des

Jeunesses communistes

Correspondance. Depuis plus de trois mois, vous manifestez pour une éducation publique, gratuite et de qualité. Pourquoi faut-il réformer le système éducatif chilien ?

Camila Vallejo. La mobilisation actuelle a atteint ce niveau de pertinence et attire autant l'attention, car nos revendications reflètent le sentiment des Chiliens et de nombreux citoyens du monde. Les médias parlent de LA crise de l'éducation, mais le problème va beaucoup plus loin. Il s'agit d'une crise du système démocratique et d'un mécontentement généralisé dû à l'insoutenable inégalité qui maintient l'énorme majorité des Chiliens dans la précarité, sans santé publique, sans éducation publique et endettés jusqu'au cou, en raison des salaires trop bas. Dans ce contexte, nous n'exigeons pas une réforme du système, mais un changement radical des fondements de celui-ci. Car, dans l'éducation, en premier lieu, c'est à cause de ces fondements que nous sommes encore un pays sous-développé, sans les projets nationaux qui envisagent d'autres valeurs que celles du marché.

Chaque année, les étudiants chiliens se mobilisent. Le mouvement de 2011 semble plus fort et plus entendu...

Camila Vallejo. Tant que le Chili sera un pays injuste et inégalitaire, les gens descendront dans la rue pour le dénoncer. Cela a toujours été la note dominante, même depuis la fin de la dictature. Depuis l'arrivée de Piñera au pouvoir, toutefois, l'évidente défense du privé dans les services basiques du pays et l'assaut de privatisations que le gouvernement a tenté de lancer dans le dos des acteurs sociaux, ont provoqué un mécontentement tel parmi les citoyens qu'il a débouché sur la mobilisation sociale la plus

grande depuis les années 1980. Les contradictions entre ce que propose le gouvernement de droite et ce que les citoyens veulent défendre sont de plus en plus aiguës. D'où, la popularité très basse de l'exécutif ces derniers mois.

Qu'attendez-vous du dialogue avec le gouvernement ?

Camila Vallejo. Durant ces mois de mobilisation, nous avons été marqués par l'intransigeance avec laquelle le gouvernement a défendu le modèle néolibéral qui prédomine dans l'éducation. En particulier, lorsqu'il s'est montré prêt à exprimer son côté le plus violent et répressif. Après tant de manifestations de centaines de milliers de personnes, qu'il commence juste à vouloir faire respecter la loi (qui interdit le profit dans l'éducation - NDLR) sonne comme un manque de respect. Ce mouvement mérite d'être écouté. Et si le président n'est pas disposé à céder par le dialogue, nous exigerons un référendum pour démontrer et faire respecter l'opinion de la majorité.

Est-ce un avantage ou un inconvénient d'être face à un gouvernement de droite ?

Camila Vallejo. Avec le gouvernement Piñera, le Chili a compris qu'il n'y a rien de pire pour le peuple qu'un programme de droite. Difficile donc d'y voir un avantage. Cependant, l'assaut de privatisations et les graves erreurs du gouvernement - comme la répression excessive et l'intransigeance idéologique - ont généré une plus grande émotion dans la population, fatiguée des privilèges de quelques-uns. Ceci nous a permis d'atteindre une participation historique aux manifestations et un soutien jamais vu auparavant. À l'inverse, les ferventes convictions néolibérales du gouvernement rendent les avancées et les possibilités d'accord plus difficiles. De plus, cette droite est liée aux « propriétaires du Chili », c'est-à-dire au secteur entrepreneurial et aux familles les plus riches. Elle dispose donc de la grande majorité des médias de masse, de l'influence des riches entrepreneurs, en plus des forces policières et militaires. Déjà en vigueur sous la Concertación (coalition de centre gauche, au pouvoir pendant vingt ans - NDLR), cette situation est encore plus forte aujourd'hui, car le mouvement effraie les plus privilégiés.

En 2006, la mobilisation étudiante avait obtenu une grande table de travail sur l'éducation. Mais, arrivés au Parlement, les

projets de loi ont été vidés de leur substance. Comment éviter un échec similaire ?

Camila Vallejo. Même si les deux mouvements se ressemblent, de nouveaux éléments font aujourd'hui envisager une issue positive. D'une part, malgré les efforts de la presse pour nous diviser ou détourner l'attention de la population, nous bénéficions toujours d'un très fort soutien et nos opinions comme dirigeants étudiants sont bien évaluées. D'autre part, même si c'est en partie par opportunisme, la Concertación et ses parlementaires ont une posture plus proche de la nôtre que de celle de l'exécutif. Enfin, nous nous préparons pour cette étape de dialogue. Nous avons exigé des garanties (débat télévisé, gel des projets de loi sur l'éducation lancés au Parlement notamment), pour que le dialogue ne se transforme pas en un accord de coalitions politiques en catimini. Surtout, nous continuerons à manifester.

Vous faites partie des Jeunesses communistes. Quelle influence a cet engagement sur votre travail de leader et sur le mouvement ?

Camila Vallejo. Une grande partie de la dirigeante que je suis aujourd'hui vient de la militante d'hier. Ma formation politique, la discipline et le soutien de nombreux camarades engagés me permettent de réaliser mon travail avec clarté et tranquillité. Sans eux, ce serait impossible. Par ailleurs, la lutte de ce mouvement est aussi la lutte de ma jeunesse. J'endosse cette cause en tant que représentante des étudiants de l'Université du Chili, mais c'est aussi par conviction personnelle que je me bats pour rétablir l'éducation publique dans mon pays.

En plus d'écrire sur votre rôle à la tête du mouvement, des médias ont évoqué votre physique, vous qualifiant de « belle rebelle », voire de « leader sexy ». Quelle est votre réaction ?

Camila Vallejo. Cela répond au machisme qui, malheureusement, caractérise encore notre société. Mais je crois aussi qu'à cette occasion, nous apprenons quelque chose des capacités des femmes, et j'espère que nous pourrons avancer en matière de discrimination sexiste. Pour que cette situation ne devienne pas juste une anecdote de mauvais goût derrière l'historique mobilisation de cette année.

Entretien réalisé par Lucile Gimberg

RFI : Chili : les étudiants estiment les conditions du gouvernement insatisfaisantes pour des négociations – Samedi 17 septembre 2011



RFI/Claire Martin

« L'université nous a laissée toute nue », ont écrit ces étudiantes chiliennes sur les pancartes qu'elles arborent.

Par [RFI](#)

Au Chili, après quatre mois de mobilisation, les étudiants viennent de refuser le dialogue proposé par le gouvernement, jugeant que celui-ci ne s'était pas assez engagé dans le sens des réformes réclamées. Une position inflexible qui contribue, avec l'avancement du calendrier, à essouffler le mouvement.

Avec notre correspondante à Santiago, **Claire Martin**

Pour s'asseoir à la table des négociations, les étudiants avaient exigé du gouvernement qu'il remplisse quatre conditions.

Le gel des projets de loi sur l'éducation envoyés au Congrès, la prolongation du semestre qui s'arrête le 7 octobre afin d'éviter aux étudiants boursiers mobilisés de perdre leurs droits, un positionnement ferme sur la fin du profit dans l'éducation, et la transparence des négociations pour que les citoyens puissent les suivre.

Sur ce dernier point seulement, le gouvernement a donné son accord. Les étudiants ont donc refusé de négocier. Ils ont appelé à une série de manifestations afin de démontrer leur force et leur détermination. La prochaine est prévue pour jeudi 22 septembre.

Seulement, ils ne sont plus aussi forts qu'avant. Après quatre mois de mobilisation, les élèves du secondaire et les étudiants sont fatigués. Beaucoup risquent de redoubler ou de perdre leurs bourses. Et ils n'ont pas l'impression que le jeu en vaille la chandelle.

Le gouvernement est resté sur ses positions. Il veut bien améliorer le système éducatif mais refuse de le transformer en profondeur pour générer une éducation publique, gratuite pour tous et de qualité, comme le demandent les élèves et les étudiants.

AFP-YAHOO.FR : Chili: les étudiants refusent un dialogue en l'état, remobilisent pour le 22 – Vendredi 16 septembre 2011



Les étudiants chiliens, mobilisés depuis quatre mois pour une réforme de l'enseignement, ...

Par Martin Bernetti | AFP

Les étudiants chiliens, mobilisés depuis quatre mois pour une réforme de l'enseignement, ont rejeté vendredi l'appel au dialogue du gouvernement, estimant les conditions insatisfaisantes

pour des négociations, et convoqué une nouvelle journée d'action jeudi prochain.

La Confédération des Etudiants du Chili (Confech), qui regroupe les principales organisations étudiantes du pays, a "déploré profondément que le gouvernement se refuse à accéder aux conditions minimum, de sens commun" présentées lundi dernier par le mouvement, en vue de négociations de fond.

Le vice-président de la Confech Francisco Figueroa, a annoncé "un calendrier de mobilisations pour démontrer l'immense soutien populaire" du mouvement.

Le ministre de l'Education Felipe Bulnes avait accepté jeudi deux des quatre conditions étudiantes pour des négociations: des sessions transparentes, via télévision ou internet, et un gel des subventions aux établissements privés réalisant des profits, un des thèmes contentieux. Bulnes a par contre estimé impossible un délai pour boucler le semestre et récupérer les cours perdus. Il a aussi refusé de geler quelques ré-

formes déjà engagées au Parlement, jugées par les étudiants insuffisantes et prématurées, faute d'accord global. Par exemple, des crédits avantageux et rééchelonnements de frais de scolarité pour les centaines de milliers d'étudiants endettés.

Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis mai pour une réforme profonde du système éducatif chilien à deux vitesses.

Ils veulent en particulier un investissement accru dans l'enseignement public, parent pauvre du système, et des garanties sur un noyau dur d'éducation publique gratuite de qualité.

Le mouvement étudiant, assez largement soutenu par les Chiliens, a réussi en quatre mois à mobiliser des manifestations de près de 100.000 personnes, inédites depuis le retour de la démocratie il y a 20 ans. Mais il a récemment montré des signes d'essoufflement, avec 10.000 personnes à une manifestation mercredi.

RFI : Chili : le mouvement des élèves et des étudiants touche-t-il à sa fin? – Mardi 13 septembre 2011



RFI/Claire Martin

A gauche « L'éducation publique n'est pas à vendre », à droite « Maman, papa, je ne sais quoi choisir l'éducation ou manger »

Par [Claire Martin](#)

Les jeunes sont en grève pour demander une réforme du système éducatif chilien. Si la population soutient leur mouvement,

lycéens et étudiants pourraient bien reprendre le chemin du lycée et de l'université sans avoir atteint leur objectif : changer le rapport de force entre le secteur public qui dépérit et le secteur privé, devenu presque incontournable dans le système éducatif chilien.

Après quatre mois de mobilisation, le gouvernement de Sebastian Pinera invite les étudiants et les élèves du secondaire au dialogue. Ces derniers craignent qu'il s'agisse seulement d'une tactique politique pour mettre fin au mouvement. Jusqu'ici, le gouvernement n'a montré aucun signe d'ouverture aux revendications de la jeunesse chilienne : une éducation gratuite pour tous, publique et de qualité.

« Tous les élèves veulent retourner en classe », admet Camilo Ballesteros, représentant de la Confech, la plus grande organisation étudiante du Chili. Après 4 mois de mobilisation et de manifestations, l'usure dans les rangs des étudiants et des élèves du secondaire en grève se fait sentir. Aucun d'entre eux ne veut redoubler

ou perdre sa bourse d'étude. « Mais nous ne mettrons fin au mouvement, reprend Camilo, que si le gouvernement donne de réelles garanties au pays que le système éducatif va changer ».

C'est pour cette raison que la Confech a mis des conditions hier, le 12 septembre 2011, à sa venue à la table des négociations, en réclamant notamment la diffusion des négociations à la télévision ou par twitcam, pour garantir la transparence des discussions et le gel des projets de loi sur l'éducation en discussion au Congrès, qu'ils jugent insuffisants. Une contre-proposition que le ministre de l'Education, Felipe Bulnes, n'a daigné recevoir en mains propres. Son sous-secrétaire a reçu les étudiants.

Ce maintien à distance ne trompe pas sur le rapport de force entre le mouvement des jeunes et le pouvoir exécutif. Après que Manuel Gutierrez, tout juste âgé de 14 ans, a été tué le 5 août 2011 par une balle policière, il est devenu difficile pour le gouvernement chilien de ne répondre au mouvement que par la répression. Le prési-

dent a appelé au dialogue, à la surprise de tous. Mais un concours de circonstance, une semaine plus tard, lui a donné, une nouvelle fois, du répit : le crash en mer d'un avion transportant 21 personnes, dont le très célèbre présentateur chilien, Felipe Camiroaga.

La presse oublie alors le mouvement étudiant. Depuis, le gouvernement fait tout pour retrouver les restes des passagers. Un feuilleton qui, à la longue, ressemble fort à celui des 33 mineurs. « Cette tragédie a redonné, en quelque sorte, l'avantage au gouvernement », précise l'historien Alfredo Riquelme. Il semble être revenu à sa stratégie antérieure qui consiste à miser sur l'usure et les divisions internes du mouvement ». Un mouvement lycéen et étudiant pourtant soutenu à 80 % par la population chilienne. « Ce que l'on demande est juste et faisable ! », s'exclame Giorgio Jackson, cet étudiant ingénieur de 24 ans devenu l'un des symboles du mouvement. En 1981, Augusto Pinochet ouvre les portes de l'Education au privé. La coalition de

centre-gauche, la Concertacion, qui gouverne le pays au sortir de la dictature, et ce pendant vingt ans, renforce encore la privatisation d'un système éducatif aujourd'hui parmi les plus chers et les plus privatisés au monde. « L'éducation publique est complètement délaissée », souligne Giorgio Jackson. « A tel point que d'ici 15 à 20 ans, si rien ne change, cette éducation publique n'existera plus ! ».

Non seulement l'éducation actuelle oblige les familles à s'endetter, elle renforce les inégalités sociales, mais elle est mauvaise. « Le problème que soulèvent les étudiants et les élèves du secondaire, explique l'économiste Marcel Claude, c'est que l'éducation a perdu tout son sens et s'est convertie en une marchandise lucrative ». Il ajoute : « Grâce aux emprunts que les étudiants font pour étudier, les banques ont gagné 366 millions d'euros en cinq ans ». Des emprunts pour lesquels le gouvernement se porte garant. Autrement dit, si l'étudiant ne paie pas ses dettes, l'Etat rachète la dette de l'étudiant aux

banques, à des taux d'intérêts importants. Le surendettement des étudiants devient alors le problème de l'Etat.

L'autre grand gagnant du système sont les universités privées. Si elles n'ont pas le droit de faire du profit selon la Constitution, elles violent la loi au su et au vu de tous depuis trente ans. « Les entreprises-universités doivent gagner facilement chaque année environ 1,4 milliard d'euros », estime Marcel Claude.

Pour les étudiants et les élèves du secondaire, le système sera d'autant plus difficile à changer qu'il convient aux hommes politiques. « Alors que toute la société est en faveur de nos revendications, nos représentants n'ont pas intérêt à les adopter, soupire Oscar Medel, étudiant ingénieur de 21 ans. La plupart d'entre eux ont des intérêts financiers directs dans l'éducation. En commençant par trois ministres au sein même du gouvernement actuel ».

RFI : Chili : Manifestations, photos de Claire Martin? – Mardi 13 septembre 2011



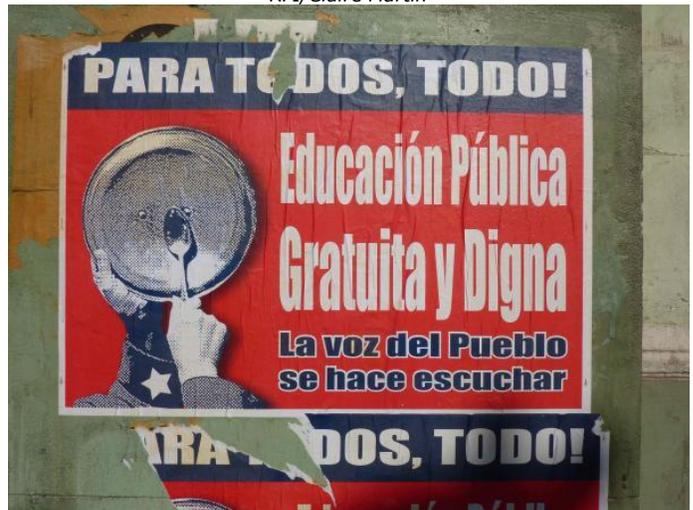
Plus qu'un mouvement étudiant et des élèves du secondaire, c'est un mouvement social que vit le Chili. RFI/Claire Martin



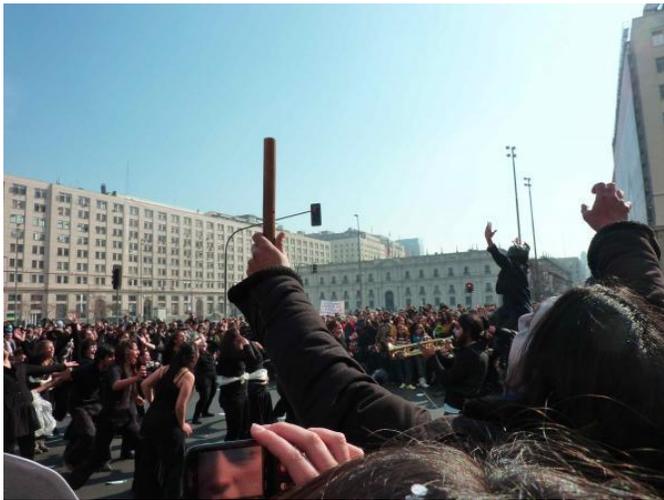
Les vendeurs de drapeau fleurissent sur les trottoirs des manifestations. RFI/Claire Martin



Place d'Italie, les étudiants tentent de passer par l'artère principale de Santiago, malgré la police militarisée. RFI/Claire Martin



Les revendications des étudiants (traduction : « Pour tous ! Education publique gratuite et digne. La voix du peuple se fait entendre »). RFI/Claire Martin



Les étudiants réclament une éducation gratuite, de qualité, publique devant le palais présidentiel, la Moneda. RFI/Claire Martin



Les badges sont redevenus à la mode dans les manifestations. RFI/Claire Martin



Le Chili de Salvador Allende versus Augusto Pinochet a refait son apparition. RFI/Claire Martin



Des manifestations festives, en musique, pacifiques, c'est comme ça que le mouvement a rallié 80 % de la population. RFI/Claire Martin



C'est en famille que la population chilienne va manifester pour une meilleure éducation. RFI/Claire Martin



« L'université nous a laissée toute nue ». RFI/Claire Martin



« Je paierai mes études jusqu'en 2028 ! » dit cette pancarte. RFI/Claire Martin



A gauche « L'éducation publique n'est pas à vendre », à droite « Maman, papa, je ne sais quoi choisir l'éducation ou manger ». RFI/Claire Martin



« Je me déclare innocent, je n'ai pas voté pour Piñera ». RFI/Claire Martin



Les « guanacos » (lances à eau) dispersent les manifestants. RFI/Claire Martin



« Indignée, les mensonges, ça suffit », dit le panneau de cette maman venue avec ses filles. RFI/Claire Martin



« Piñera, Renonce ! Fais-le pour le Chili », dit la pancarte de ce manifestant. RFI/Claire Martin



Un pochoir sur un mur avec un jeune lançant un livre sur la police militarisée : « notre meilleure arme, c'est l'éducation ». RFI/Claire Martin



Photo: Reuters

Plusieurs milliers d'étudiants chiliens ont organisé jeudi de nouvelles manifestations dans plusieurs villes du pays pour appuyer leurs revendications, comme à Santiago (sur la photo).

Agence France-Presse, SANTIAGO

La Confédération des étudiants du Chili (Confech) a annoncé vendredi avoir rejeté un calen-

drier de négociations proposé par le gouvernement pour tenter de résoudre un conflit entamé il y a quatre mois pour exiger une réforme de l'éducation.

«Nous insistons sur notre volonté de résoudre le conflit sur l'éducation par un dialogue ouvert avec le gouvernement et les citoyens. Cependant, nous considérons qu'il y a des conditions minimales» qui ne sont pas remplies par la proposition gouvernementale, a déclaré à la presse le leader étudiantin Giorgio Jackson à l'issue d'une réunion de concertation de la Confech à Talca (centre).

Les étudiants exigent comme préalable le retrait d'un projet d'amendement sur l'éducation soumis fin août par le gouvernement au parlement sans concertation avec les syndicats étudiants.

«La suspension de ce projet est prioritaire», a insisté Giorgio Jackson, précisant que les étu-

dians exigent également la retransmission télévisée des futures négociations par souci de transparence.

Un autre dirigeant syndical étudiant, Patricio Contreras, a précisé que la Confech soumettrait lundi une contre-proposition au gouvernement contenant les revendications clés des étudiants: une participation de l'État au financement des études, pour contrer quelque peu les effets d'un système éducatif très inégalitaire, et une garantie constitutionnelle sur un noyau dur d'enseignement public gratuit et de qualité.

Plusieurs milliers d'étudiants chiliens ont organisé jeudi de nouvelles manifestations dans plusieurs villes du pays pour appuyer leurs revendications.

LE MONDE : Au Chili, le gouvernement Piñera demeure sous la pression des étudiants : Le chef de l'Etat a reçu les dirigeants d'un mouvement qui remet en cause le modèle éducatif – Édition du mardi 06 septembre 2011

Christine Legrand

Santiago du Chili Envoyée spéciale

Seul pays d'Amérique du Sud à être membre de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le Chili ne consacre que 4,4 % de son produit intérieur brut à l'éducation, malgré sa spectaculaire croissance, soit bien moins des 7 % recommandés par l'Unesco.

Toutes les universités, même publiques, sont payantes. Et 70 % des étudiants qui n'appartiennent pas à l'élite doivent recourir à des prêts bancaires pour financer leurs études. "Cinq ans d'études, quinze ans pour rembourser", "l'éducation n'est pas une marchandise, ni un privilège", lisait-on sur les pancartes des manifestations. Après quatre heures de réunion, samedi 3 septembre à Santiago, entre le président chilien, Sebastian Piñera, et les étudiants, ceux-ci annonceront en début de semaine s'ils acceptent de fixer un agenda de travail avec le gouvernement ou s'ils poursuivent leurs mobilisations massives qui secouent le Chili depuis près de quatre mois.



ROBERTO CANDLA/AP

A Santiago du Chili, Camila Vallejo et Giorgio Jackson, représentants des étudiants et des lycéens, à leur sortie du palais présidentiel, le 3 septembre.

"Cela a été une instance de dialogue qui a permis aux deux parties d'exposer clairement leurs positions avec la volonté d'avancer", a déclaré Camila Vallejo, porte-parole de la Confédération nationale des étudiants du Chili (Confech), à la sortie du palais présidentiel. "Cela ne signifie pas que nous arrêtons notre mouvement", a

toutefois précisé la charismatique dirigeante de la révolte étudiante, indiquant que la Confech évaluera la situation lors d'une assemblée générale, lundi 5 septembre. Les étudiants réclament une éducation publique, gratuite et de qualité.

Le ministre de l'éducation, Felipe Bulnes, a qualifié la rencontre de "franche et positive" jugeant que c'était "un important pas en avant pour résoudre le conflit". Le jeune Rodrigo Rivera, le représentant des lycéens qui manifestent aux côtés des étudiants a valorisé le geste du président Piñera pour "écouter leurs revendications et leurs propositions".

M. Piñera, premier président de droite élu depuis près d'un demi-siècle au Chili, a "une opportunité historique de se montrer plus progressiste que le gouvernement antérieur de Michelle Bachelet et que les trois autres gouvernements de la Concertation de centre-gauche qui se sont succédé depuis le retour de la démocratie il y a vingt ans", estime le vice-président de la Confech, Francisco Figueroa.

Le gouvernement de la socialiste Michelle Bachelet (2005-2011) avait été ébranlé, en 2006, par de grandes manifestations de lycéens, surnommés "les pingouins" à cause de leurs uniformes bleu marine et de leurs chemises blanches. "La Concertation a perdu la dernière élection présidentielle, car elle ne s'est pas différenciée de la droite", reconnaît le président du Sénat, Guido Girardi, du Parti pour la démocratie (PPD, gauche), qui appartient à la Concertation.

Après la mort d'un adolescent, le 26 août à Santiago, à la suite de heurts violents entre étudiants et policiers, M. Piñera s'est proposé de dialoguer personnellement avec les étudiants, qui demandent une réforme de l'éducation, privatisée pendant la dictature militaire du général Pinochet (1973-1990).

Une enquête a démontré que la victime, âgée de 16 ans, avait été tuée d'une balle tirée par un policier, qui a été écroué. Le général Eduardo Gordon, chef des carabiniers (gendarmerie), a dû démissionner le 2 septembre. Son adjoint et huit autres officiers ont été démis de leurs fonctions. Les étudiants ont condamné la répression policière, tout comme les actes de violence qu'ils attribuent à l'infiltration de provocateurs.

L'un des principaux points d'achoppement est, selon les étudiants, la recherche du profit par les établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Ils ont obtenu, le 18 juillet, le limogeage du ministre de l'éducation, Joaquín Lavín, ancien collaborateur du général Pinochet et

actionnaire d'une université privée. M. Piñera, un homme d'affaires milliardaire, et son nouveau ministre défendent néanmoins le principe d'une éducation privée à but lucratif.

Soutien du peuple

A la sortie du palais présidentiel de la Moneda, Camila Vallejo a exprimé les condoléances des étudiants aux familles des 21 passagers d'un avion de l'armée de l'air qui a disparu, vendredi, au large des côtes chiliennes. Parmi les victimes figure un présentateur de télé très populaire. Cette tragédie a bouleversé le Chili, éclipsant, le temps du week-end, la fronde étudiante.

La révolte de la jeunesse préoccupe non seulement le gouvernement, mais l'ensemble de la classe politique, les manifestants demandant des changements en profondeur du modèle économique ultralibéral en vigueur, et une redistribution plus juste des fruits de la croissance.

80 % des Chiliens soutiennent la cause des étudiants. La popularité du président Piñera a chuté à 26 % et la Concertation de centre gauche ne recueille que 17 % d'opinions favorables.

Camila Vallejo, "l'indignada" de Santiago, a été comparée au commandant zapatiste Marcos par le *Guardian*, et à Ernesto "Che" Guevara par la revue américaine *Men*, qui voit dans son visage des traits semblables à celui du révolutionnaire argentinocubain. "Après le mouvement des 'indignés' à Madrid, Londres et Tel-Aviv, c'est au tour des jeunes Chiliens", constate Marta Lagos, directrice de l'institut de sondages Mori.

Les Chiliens obligés de s'endetter pour faire des études

Seul pays d'Amérique du Sud à être membre de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le Chili ne consacre que 4,4 % de son produit intérieur brut à l'éducation, malgré sa spectaculaire croissance, soit bien moins des 7 % recommandés par l'Unesco.

Toutes les universités, même publiques, sont payantes. Et 70 % des étudiants qui n'appartiennent pas à l'élite doivent recourir à des prêts bancaires pour financer leurs études. "Cinq ans d'études, quinze ans pour rembourser", "l'éducation n'est pas une marchandise, ni un privilège", lisait-on sur les pancartes des manifestations.

LIBÉRATION.FR : Chili : Giorgio Jackson, rebelle modèle – Samedi 03 septembre 2011

Portrait : Les jeunes, qui manifestent pour une éducation gratuite, se sont trouvé un leader inattendu en la personne d'un étudiant issu de l'université catholique, symbole conservateur de Santiago.

Par **CLAIRE MARTIN** De notre correspondante au Chili

«*Celui qui ne saute pas, c'est Piñera !*» scande en s'esclaffant la foule bondissante des manifestants. Sur le même rythme, sautillent de-ci de-là des macarons à l'effigie d'un jeune homme, qui se vendent à même le trottoir dans les rues des villes chiliennes. C'est la photographie d'un garçon sérieux aux traits fins, au regard déterminé, aux cheveux châtain clair qui rebiquent dans le cou.

«*Tiens, je ne l'avais pas vu celui-là*», sourit tranquillement l'intéressé. Il y a encore deux mois, Giorgio Jackson n'était qu'un représentant parmi d'autres de la principale organisation étudiante du pays, la Confech. Aujourd'hui, il est le symbole de ce qui est devenu un mouvement social pour l'éducation, aux côtés de Camila Vallejo, jusque-là seule et unique égérie des médias, membre elle aussi de la Confech. «*Je pense que c'est grâce à ma capacité à débroussailler les problèmes et à les expliquer simplement, de manière didactique*», explique sans esbroufe l'élève ingénieur de 24 ans pour expliquer sa rapide ascension dans le mouvement de contestation étudiant et lycéen qui paralyse le pays depuis plus de trois mois.

Cette mobilisation inhabituelle, dans un Chili discipliné et policé, revendique la gratuité de l'éducation dans un pays où les écoles et universités privées favorisées par la dictature

d'Augusto Pinochet (1973-1990) se taillent la part du lion pour former l'élite.

piscine. Pour Giorgio, qui se définit de centre gauche, sans pour autant militer dans un parti politique, asseoir sa légitimité dans le mouvement n'a pas été facile. Ce descendant d'Italiens et d'Irlandais, ancien membre de l'équipe nationale de volley-ball, n'a a priori rien de commun avec ses compagnons de lutte. Chemise et pull col en V, Giorgio est ce qu'on appelle au Chili un *cuico* (un «gros bourge»). Il vit à Las Condes, un des quartiers riches de Santiago, dans la maison de sa mère aux allures de chalet, entourée d'un petit jardin avec piscine. «*On ne vit pas dans le luxe, mais je n'ai pas à me plaindre*», reconnaît-il. En primaire et dans le secondaire, il étudie dans le privé. «*Jusqu'à mes 12-13 ans, je n'avais vu la pauvreté qu'en photo, dans les journaux*, explique ce garçon charismatique. *C'est en aidant bénévolement les sinistrés de pluies torrentielles à Santiago que j'ai été confronté à la réalité de mon pays.*»

Il entre à l'université catholique de Santiago en même temps que le fils aîné de l'actuel président, Sebastián Piñera (droite). Une université d'où sont issus la plupart des ministres du gouvernement. «*J'ai honte de le dire, précise-t-il, mais "la Catho" représente l'élite conservatrice du Chili, les gens la voient comme l'université des puissants, l'alliée de la dictature.*» Et pour cause : de la faculté de droit est issue la Constitution de Pinochet, dont les principales mesures restent en vigueur ; de celle d'économie est né le modèle ultralibéral actuel.

Ce leader atypique réussit pourtant à être élu président de la Fédération des étudiants de l'université catholique. «*Ce qui fait de moi un*

extrémiste de gauche pour les uns, un aristocrate conservateur pour les autres», sourit-il. De fait, il a réussi à s'imposer à la tête du mouvement étudiant lors de son passage à *Tolerancia Zero*, le 3 juillet. L'émission du dimanche soir, très regardée, réunit un panel d'analystes et de journalistes autour d'un invité.

Quelques semaines avant lui, l'autre leader du mouvement, Camila Vallejo, n'avait pas réussi à en placer une. Grâce à ses arguments clairs et à sa sérénité, Giorgio cloue le bec à ses interlocuteurs. Twitter et Facebook sont en liesse. C'est la première d'un long catalogue d'interventions télévisées de leaders du mouvement étudiant qui laisseront pantois, en direct, journalistes, députés et sénateurs... Sa nouvelle célébrité renforce la contestation. Camila, «la rouge», faisait peur. Le «cuico», Giorgio, permet de dépasser le cli-vage gauche-droite, profondément inscrit dans la société locale.

Homme d'affaires

«*Je n'ai pas une âme de Don Quichotte*, assure Giorgio. *Ce que nous proposons est juste. Revenir à une éducation publique, gratuite, de qualité, qui ne soit pas fondée sur le droit au profit, ne fait même pas débat ailleurs.*» Ce samedi, il devait tenter de convaincre le chef de l'Etat, Sebastián Piñera, qui pour la première fois a invité les étudiants à La Moneda, le palais présidentiel, pour écouter leurs revendications. Homme d'affaires milliardaire, Piñera n'avait pas hésité à répertorier l'éducation dans la rubrique «bien de consommation». A quoi Giorgio Jackson réplique en citant le sociologue Max Weber : «*On n'aurait jamais pu atteindre le possible si on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible.*»

RFI : A la une : le gouvernement chilien en difficulté dans la crise avec les étudiants – Mardi 30 août 2011

Par Nicolas Ropert

Cela fait maintenant plus de trois mois que la contestation a commencé au Chili. Les manifestations rythment la vie du pays. Les étudiants ont été rejoints ces dernières semaines par les syndicats et les travailleurs. Un nouveau rassemblement a eu lieu hier. «*300 jeunes ont donné de la voix*», relate le quotidien *El Centro*. «*Les forces de l'ordre ont dû intervenir et 20 personnes [ont été] arrêtées*», précise le journal. Mais ce qui retient l'intention c'est la mise à pied de 5 policiers et la démission d'un général.

En cause : la mort d'un adolescent de 16 ans, Manuel Gutiérrez, jeudi dernier.

Dans un premier temps la police avait affirmé n'avoir strictement aucune responsabilité dans ce décès. Les chefs de la sécurité avaient même refusé d'ouvrir une enquête. Mais ce qu'annonce ce matin *La Tercera* c'est que «*c'est bien un policier qui a tiré dans le torse du jeune homme [...]* Le procureur de Santiago a rendu ses conclusions et le policier en question a été mis en examen pour homicide », rapporte le journal. Il aurait été couvert par sa hiérarchie.

Une nouvelle qui tombe bien mal pour le gouvernement. «*Une réunion est prévue aujourd'hui avec les représentants des étudiants* », note *El Mercurio*. Et «*le président, Sebastian Pinera, sera présent pour la première journée de discussion* », affirme *Diario 21* dans son édition matinale. Les étudiants qui voient cette ouverture au dialogue, comme une première victoire mais ils ont déjà prévenu : ce n'est qu'une première prise de contact !

(...)

AGORA VOX : Camila Vallejo : A 23 ans, elle est à la tête du mouvement étudiant chilien – Mardi 30 août 2011



Anémone C.Hébert

Un petit air de Catherine Zeta-Jones, une voix douce et une volonté ferme. Au Chili, ce petit bout de femme ne laisse pas indifférent. Si bien que certains lui prédisent, dans quelques années, la présidence du pays. Après trois mois de lutte intensive, elle s'appête à rencontrer mardi, celui à qui elle pose des revendications : Sébastien Piñera. Portrait.

Elue fin 2010 à la présidence de la plus grande fédération étudiante du Chili (la fech), elle prend la tête du mouvement qui réclame "une éducation libre, gratuite et digne". Malgré eux, les étudiants chiliens ont hérité du système d'ensei-

gnement de Pinochet qui favorise les inégalités sociales. Début mai, des manifestations se mettent en place. Camila Vallejo se distingue très vite des deux autres leaders, Giorgio Jackson et Camilo Ballestrero, et devient malgré une timidité, la coqueluche des médias.

Ses trois principaux atouts sont : sa beauté naturelle, son éloquence et sa connaissance de la politique. "Elle est capable et préparée", peut-on entendre dans une vidéo postée sur youtube. Née le 28 avril 1988 à Santiago, Camila Antonia Vallejo Dowling vit dans une famille d'anciens communistes n'ayant pas choisi de s'exiler durant la dictature. Elle fit ses classes au Collège Raimapu, école alternative pour les enfants d'opposants, avant d'entrer en faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université du Chili, pour y étudier la géographie. A 19 ans, elle rejoint les jeunes communistes, devenant également une personnalité au sein de sa faculté. Selon les médias sud-américains, elle est en train de devenir une figure "féminine imposante avec un contenu idéologique". Celle qui est passionnée des peintures de Roberto Matta et Gustav Klimt, a mis en stand-by sa thèse de

géographie pour mener à bien son combat. Mais Camila déchaîne les passions. Menacée de mort via Twitter et facebook, elle a demandé une protection policière qui lui a été accordée par la Cour Suprême du Chili.

La jeune femme a des admirateurs et ils sont nombreux. Tel Gustavo Bombal, qui lui a dédié une chanson qui fait un buzz sur le net : " Je lui trouve un petit côté Che Guevara, Amy Winehouse ou encore Sainte-Thérèse" affirme-t-il dans une interview. C'est ce côté-là qui déplaît à ses détracteurs qui lui reprochent ses liens avec le parti communiste. Surtout, elle a un soutien de la part de Cristobal, qui n'est autre que l'un des fils du président Piñera. Ce dernier s'est rangé du côté de la lutte étudiante via son compte Twitter. Certains médias affirment avec ricannements, qu'elle a obtenu le poste de présidente de la fech, la deuxième en 104 ans d'existence, grâce à un taux surélevé d'hormones. Camila réplique que le mouvement est devenu bien trop grand pour que sa beauté soit le seul point dans lequel se retrouve les étudiants. Quand on l'interroge sur son avenir possible en politique, la jeune étudiante assure ne pas s'en

soucier pour le moment et donner priorité à son rôle de présidente de la Fech. Il est certain que les indignés du Chili ont eu un échos dans le monde entier, même les Anonymous, dans une vidéo très remarquée, leur ont apporté un soutien fort. Suite à la grève nationale du 24 et 25 août dernier, et à la mort d'un adolescent de 16 ans, le président a convié les étudiants, les professeurs à une table ronde à La Moneda.

Camila a jugé positive la proposition du président mais ne met pas entre parenthèses la lutte étudiante pour autant. Le 11 septembre, date clé pour le peuple chilien, arrive à grands pas. Sa symbolique sera d'autant plus forte si le gouvernement accepte certaines des 12 propositions des étudiants. Ces derniers, avec ceux qui ont exprimé leur soutien dans le monde entier, ont montré que le diction selon lequel "Au Chili, pour

réussir, il faut avoir la tête froide et les pieds chauds" est encore d'actualité. Pour en savoir plus : www.camilapresidenta.blogspot.com www.fech.cl www.lanacion.com (Buscar : Camila Vallejo) www.quepasa.cl (Dialogo con Camila Vallejo) www.perfil.com (Cristobal Pinera "El Hijo rebelde de Pinera")

CYBERPRESSE : Chili: sanctions dans la police après la mort d'un jeune - Mis à jour le lundi 29 août 2011 à 22h22



Photo: AFP

Manuel Gutierrez avait été atteint à la poitrine par un tir dans le quartier de Macul, dans l'est de Santiago, où des violences avaient opposé des jeunes et policiers dans la nuit de jeudi à vendredi.

Agence France-Presse, Santiago

Le gouvernement chilien a ordonné lundi la démission d'un général et mis à pied cinq policiers après que la police eut admis qu'un de ses hommes avait fait usage de son arme dans un quartier de Santiago où un adolescent a été tué par balle dans la nuit de jeudi à vendredi.

Le gouvernement a demandé au directeur des Carabiniers (police), le général Eduardo Gordon, qu'il sollicite la démission du général (Sergio) Gajardo», le responsable adjoint de la police pour la zone de Santiago, a annoncé à la presse le ministre de l'Intérieur Rodrigo Hinzpeter.

Le général Gajardo avait exclu avec force de vendre dans des déclarations à la presse qu'une arme à feu eut été employée par des policiers la nuit précédente, alors que la famille de la victime, sur la base de témoignages, avait immédiatement accusé la police d'être à l'origine du tir mortel.

Le général avait même initialement exclu une enquête interne.

Manuel Gutierrez, 16 ans, avait été atteint à la poitrine par un tir dans le quartier de Macul, dans l'est de Santiago, l'un des plusieurs quartiers de capitale où des violences avaient opposé des jeunes et policiers dans la nuit de jeudi à vendredi, entre les deux jours d'une grève nationale.

Le chef de la police métropolitaine, le général Jose Luis Ortega, a annoncé lundi qu'après enquête, il avait été établi qu'un sous-officier chef de patrouille «avait fait usage de son arme», un pistolet-mitrailleur Uzi, à deux reprises cette nuit-là.

Le policier en question, qui a été mis à pied, «a signalé qu'il n'avait pas tiré vers un groupe de personnes, mais en l'air», a précisé le général Ortega, tout en indiquant que le sous-officier avait ensuite nettoyé son arme et remplacé les munitions manquantes sans rédiger de rapport.

Le général Ortega ne s'est pas prononcé sur l'éventuelle responsabilité du sous-officier dans la mort de l'adolescent.

«La responsabilité des faits sera établie scientifiquement par les expertises qui vont être conduites», a-t-il ajouté.

Le gouvernement n'a pas attendu ces conclusions pour de premières sanctions. Il a estimé que le général Gajardo «a agi de manière hâtive et prématurée, en écartant une enquête qui paraissait recommandable et nécessaire», a déclaré le ministre Hinzpeter lundi soir.

Quatre autres policiers, dont une femme, ont été mis à pied, selon le ministre, qui n'a pas exclu d'autres sanctions au sein de la police.

La mort de Manuel Gutierrez avait donné un tour tragique aux violences qui ont marqué la grève nationale de 48 heures décrétée par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), premier syndicat chilien, pour réclamer un meilleur partage des fruits de la croissance.

La mobilisation s'inscrivait dans le sillage de la forte contestation étudiante depuis plus de trois mois pour une réforme de l'éducation.

Plus de 200 personnes ont été blessées et 1400 arrêtées au cours des heurts de la semaine dernière.

L'une des principales organisations au coeur de la mobilisation étudiante, la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (Fech) a demandé lundi la démission du ministre de l'Intérieur.

LE SOLEIL : Un véritable détonateur pour la société chilienne – Samedi 27 août 2011



— PHOTO AP

Un jeune manifestant maquillé défiait les forces policières de Santiago avec un pistolet jouet durant les violentes manifestations de jeudi.

Agence France-press et Associated Press

SANTIAGO, Chili — Un adolescent a perdu la vie dans les manifestations de jeudi au Chili, assombrées par des violences entre de jeunes manifestants cagoulés et la police. Le sous-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla, a promis hier de déterminer rapidement qui est responsable de la mort de Manuel Gutierrez, âgé de 16 ans. Ses amis affirment que la police a tiré sur lui sans raison, mais M. Ubilla a suggéré qu'il pourrait avoir été tué en résistant aux policiers.

Au total, 1394 personnes ont été arrêtées à travers le pays lors des manifestations de jeudi, au second jour de la grève générale nationale. M. Ubilla avait indiqué jeudi que 53 civils et 153 policiers avaient été blessés.

Ce mouvement de protestation, amorcé par des étudiants qui ont été rejoints par des syndiqués, des fonctionnaires et des membres des partis de l'opposition de centre gauche, est le plus important au Chili depuis que la démocratie y a été rétablie, en 1991.

Cette contestation qui dure depuis plus de trois mois pour une réforme de l'éducation a fonctionné comme un détonateur, réveillant des pans de la société qui réclament à présent des réformes à un ordre social et politique en partie hérité de la dictature. Jamais, depuis le retour de la démocratie, il y a 21 ans, des secteurs de la société, comme les étudiants, les ouvriers, les ménages des classes moyennes, n'avaient paru aussi unis dans une contestation comme celle qui a culminé en 48 heures de grève générale mercredi et jeudi.

Union, ou contagion? Les jeunes encapuchados (en capuche) des classes défavorisées qui se sont heurtés à la police trois nuits de suite ont peu en commun avec les ménages des classes moyennes endettés, qui soutiennent leurs enfants réclamant une éducation publique de qualité, au lieu du système actuel à deux vitesses. «Cela fait pas mal de temps qu'on a dépassé une protestation uniquement étudiante : c'est une accumulation de frustrations, d'attentes fortes pour une meilleure éducation, mais aussi sur l'endettement, les inégalités», analyse le sociologue Claudio Fuentes de l'Université Diego Portales.

«La vraie violence est l'inégalité, c'est le problème de fond», estimait hier l'un des leaders

étudiants Francisco Figueroa, dirigeant de l'influente FECH, la Fédération d'étudiants de l'Université du Chili.

HÉRITAGE DE PINOCHET

Les revendications exprimées lors de la grève nationale touchaient, pêle-mêle, au Code du travail, au régime des impôts, à l'éducation, à la santé, au changement de la Constitution de 1980, qui reste héritée du dictateur Augusto Pinochet, malgré d'importantes réformes depuis.

«Il s'agit aujourd'hui de [demandes pour] changer jusqu'à la légalité même du système institutionnel hérité de la dictature, dans le modèle d'éducation, le modèle socio-économique, le modèle politique», analyse Manuel Antonio Garretón, sociologue de l'Université catholique.

L'éducation reste un symbole fort de la dérégulation et du désengagement de l'État sous la politique libérale de la dictature, et un mécanisme de reproduction des élites sociales et politiques.

En cause aussi, le système électoral, favorisant à outrance deux blocs, excluant les minorités, un système sanctionné par les jeunes: 75 % des 18-29 ans n'étaient pas inscrits sur les listes aux élections générales de 2009.

«La population est excédée de la façon dont le pouvoir se distribue et s'exerce, et davantage que de petites réformes, ce qui est demandé est un changement des règles du jeu », résumait l'analyste politique Jorge Navarrete, dans une chronique du quotidien La Tercera.



LE DEVOIR : En bref - Adolescent chilien tué - Samedi 27 août 2011

Agence France-Presse

Santiago — Un adolescent chilien est mort, tué par balle dans la nuit de jeudi à hier lors d'une troisième nuit de violences entre jeunes et police survenue au terme de 48 heures de grève nationale qui se sont soldées par près de 1400 arrestations. Le jeune de 14 ans, identifié comme

Manuel Gutierrez, a été atteint à la poitrine par un tir dans le quartier de Macul, dans l'est de Santiago.

Ce quartier est l'un des centaines de foyers de violence localisés dans la nuit et jusqu'à l'aube hier dans la périphérie de la capitale chilienne. Pour les autorités, la mort d'un adolescent ajoute

un problème judiciaire à la contestation sociale contagieuse: trois mois de contestation étudiante pour une réforme d'une éducation publique sinistrée ont gagné le monde syndical, avec la promesse par les étudiants comme par la CUT de nouvelles manifestations à venir.

LEMONDE.FR : Chili : un adolescent tué lors des manifestations - Mis à jour le vendredi 26 août 2011 | à 15h03



AP/Victor R. Caivano

Des heurts ont opposé les manifestants aux forces de police, notamment comme ici à Santiago, à l'occasion du deuxième jour de grève au Chili

Avec AFP

Un adolescent est mort au cours d'affrontements avec la police dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'issue de quarante-huit heures de grève nationale à l'appel du principal syndicat chilien, a annoncé, vendredi 26 août, le ministère de l'intérieur. L'adolescent, âgé de 14 ans, identifié comme [Manuel Gutierrez](#), a été victime d'un tir au cours d'affrontements entre des manifestants et la police dans le quartier de Macul, dans l'est de Santiago.

Les forces de l'ordre ont interpellé 1 394 manifestants, et des centaines de personnes - policiers et civils - ont été blessées ces deux derniers jours, selon un bilan officiel. Les manifestants défilaient contre la politique sociale du gouvernement de droite de [Sebastian Piñera](#).

Environ 175 000 personnes, selon la police, ont manifesté dans des dizaines de villes du Chili, dont plus de 50 000 dans la capitale, Santiago,

paralysant son centre, dans une atmosphère dans l'ensemble festive, malgré des heurts après la dispersion entre policiers et groupes de jeunes.

La CUT, principale centrale syndicale du pays, a revendiqué jeudi 600 000 manifestants à travers le pays.

Des violences avaient été enregistrées dans la nuit de jeudi à vendredi, avec quarante-deux policiers blessés, dont six par balle, lors d'accrochages dans la périphérie de Santiago, selon le vice-ministre de l'intérieur, [Rodrigo Ubilla](#).

Jusqu'à l'aube, des manifestants ou groupes de jeunes "encapuchados" (cagoules) s'étaient affrontés à la police à coups de pierre, de bâton et parfois d'arme à feu, érigeant des barricades de pneus ou de bois enflammés en plusieurs points de la métropole de 6 millions d'habitants.

DE 9 À 80 % DE FONCTIONNAIRES GRÉVISTES SELON LES ESTIMATIONS

Selon l'entreprise Chilectra, quelque 50 000 habitants du grand Santiago ont été affectés par des coupures d'électricité liées aux incidents ou à du vandalisme. Des manifestants ont été vus se heurtant par endroits à des groupes de jeunes qui tentaient de s'en prendre à la police.

Pour le porte-parole du gouvernement, [Andres Chadwick](#), les manifestations de jeudi se sont déroulées "sans problème majeur". Mais il a dénoncé les violences de la nuit, car "c'est ce qu'on se rappellera de la grève", convoquée par plusieurs syndicats dont la CUT, première centrale du pays avec 10 % des actifs. Si le centre de Santiago, avenues coupées, commerces fermés, était paralysé, la grève elle-même n'a

été que partiellement suivie. Les autorités ont assuré que les transports, comme la veille, fonctionnaient quasi normalement, à l'image du réseau de bus Transantiago, opérationnel à 98 %, selon sa direction. Le ministère du travail a évoqué 9 % de grévistes dans la fonction publique, un syndicat de fonctionnaires "plus de 80 %".

UNE GRÈVE "OPPORTUNISTE"

La double journée de grève visait à réclamer une meilleure répartition des fruits de la forte croissance chilienne à travers une série de mesures sur l'impôt, le code du travail, l'éducation notamment. "C'est l'heure de dialoguer pour de bon, ou cela [les manifestations] va continuer", a mis en garde le leader de la CUT, [Arturo Martinez](#).

"Code du travail, régime des impôts, amendement de la Constitution : les demandes de la CUT sont politiques", a dénoncé M. Chadwick. "Qu'ils élaborent un plan de gouvernement et disputent l'élection."

Dans le sillage d'une forte contestation étudiante depuis trois mois pour réclamer un enseignement public de qualité, la grève a été qualifiée d'"opportuniste" par le gouvernement de droite du président Sebastian Piñera, pour qui elle représente sa plus dure épreuve sociale en dix-sept mois de pouvoir. "Nous savons que le sujet central est l'éducation", a estimé M. Chadwick. Les étudiants, associés à la grève, formaient le gros des manifestants jeudi. Ils ont annoncé une pression continue.

LEFIGARO.FR : La vague de contestation sociale enfle au Chili - Mis à jour le vendredi 26 août 2011 à 13:59



Crédits photo : MARTIN BERNETTI/AFP

Depuis janvier 2011, le pays est secoué de vagues successives de contestations.

Par Patrick Bèle

Deux jours de grève émaillés de violences soulignent l'affaiblissement du président Piñera.

Un adolescent chilien est mort et quarante-deux policiers ont été blessés, dont six par balles dans la nuit de mercredi à jeudi au Chili, à la suite des heurts qui ont éclaté au premier jour de la grève nationale de 48 heures lancée par la CUT (Central unitaria de trabajadores). «Une chose est d'organiser une manifestation, une autre est de tenter de bloquer le pays», a déploré mercredi le président Sebastian Piñera.

Ce mouvement vise à réclamer «une meilleure répartition des fruits de la croissance, grâce à

des mesures sur l'impôt, le Code du travail et l'éducation». Dans Santiago, une quarantaine de barrages bloquaient plusieurs des principales avenues, jeudi. Les universités sont restées fermées, tout comme les principales administrations.

Dix-sept mois après son accession à la présidence, Sebastian Piñera souffre d'une cote de popularité au plus bas (26%) d'autant plus douloureuse que son implication dans le sauvetage des 33 mineurs de Copiapo avait, un temps, favorisé sa popularité.

Depuis janvier 2011, le pays est secoué de vagues successives de contestations. Cela a commencé dans l'extrême sud du pays, notamment à Punta Arenas, quand la population a violemment protesté contre la hausse du gaz qu'elle utilise douze mois sur douze pour se chauffer.

Puis de grandes manifestations ont été organisées pour contester le gigantesque projet hydroélectrique HydroAisen qui doit noyer des milliers d'hectares d'une des parties les plus sauvages de la Patagonie chilienne.

C'est la protestation étudiante qui a pris le plus d'ampleur à partir de juin. Chaque semaine, les étudiants organisent des blocages d'établissements et des manifestations monstres dans les grandes villes du pays. Fait nouveau: ce ne sont pas les seuls groupes gauchistes mais la plupart

des étudiants issus de la classe moyenne qui sont au centre de la contestation.

L'héritage de Pinochet

Le mouvement est très populaire, sa principale revendication étant la gratuité des études. La plupart des familles chiliennes sont obligées de s'endetter pour envoyer étudier leurs enfants. «Cinq ans d'études, quinze de remboursement», affichait jeudi une étudiante. Ce système, hérité de la période Pinochet, «a asséché les financements des établissements publics et créé un système très discriminant, estime Marco Ominami, ancien candidat à la présidence et président de la Fondation Progres. On ne peut pas se contenter de modifier à la marge les règles, il est temps de les changer en profondeur.»

Maria Eugenia de La Fuente, du secrétariat général du gouvernement, explique au contraire que les dernières propositions du gouvernement permettent de répondre aux principales revendications des étudiants. «Nous avons proposé une baisse substantielle des taux d'intérêt des prêts aidés de 5,6 à 2% et élargi l'accès des bourses à 60% de la population étudiante.»

L'opposition de centre gauche, battue par Piñera aux dernières élections, n'échappe pas aux critiques des manifestants qui considèrent qu'elle n'a pas su ou osé changer le système Pinochet pendant les vingt ans où elle a gouverné le pays.

COURRIER INTERNATIONAL : CHILI • Travailleurs et étudiants dans la rue - Vendredi 26 août 2011



Masiva marcha con alta presencia estudiantil cierra paro de la CUT



El segundo día del paro (antidato) empieza en la noche, con saqueos y combates de dinamita y cohetes en el centro.



Des étudiants et des travailleurs attendent devant une file de policiers anti-émeute pendant une manifestation à Santiago, 25 août 2011.

Des manifestations massives ont eu lieu jeudi 25 août dans plusieurs villes du Chili à l'appel des principaux syndicats du pays, dans le sillage de la contestation étudiante qui dure depuis trois mois. C'est le plus important mouvement de protestation depuis la fin de la dictature en 1990.

Anne Proenza "C'est une journée historique, celle de l'une des plus importantes manifestations depuis le retour de la démocratie au Chili", s'exclame le quotidien argentin La Nación au lendemain de la grève générale de deux jours convoquée par la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), la principale centrale syndicale chilienne. 600 000 manifestants selon les organisateurs, 175 000 selon le

gouvernement ont en effet marché dans les rues de Santiago et des principales villes chiliennes le jeudi 25 août pour réclamer notamment une nouvelle Constitution et soutenir le mouvement des étudiants et lycéens qui, mobilisés depuis bientôt trois mois, demandent la refonte du système éducatif.

El Diario de Concepción

Marcha de 40 mil personas en el segundo día de un paro parcial



La plupart des grands quotidiens chiliens, très conservateurs, titrent pour leur part, à l'image de la Tercera, sur le fait que "les manifestations n'ont pas réussi à paralyser le pays" et sur les incidents violents qui ont émaillé ces deux jours de contestations. "Ce sont les manifestations les plus violentes de ces quatre dernières années", affirme ainsi La Tercera, relevant les heurts entre manifestants, casseurs et policiers qui ont eu lieu dans le centre de Santiago à la fin de la manifestation.

"Il faut être juste. L'appel de la CUT n'aurait pas eu le même impact sans l'énergie des étudiants qui grâce à leurs réclamations ont mis en relief toutes les plaintes des citoyens", souligne le quotidien argentin Página 12. Etudiants et lycéens, déployant des trésors de créativité, manifestent presque quotidiennement depuis début juin pour réclamer une éducation gratuite et de qualité pour tous. Le système éducatif chilien est parmi les plus onéreux et les plus inégalitaires du monde. L'Etat ne consacre que 4,4 % du PIB à l'éducation. Seuls les enfants des familles les plus riches peuvent bénéficier de l'enseignement de qualité dispensé dans des institutions privées.

Les autres doivent se contenter d'établissements semi-publics, qui restent chers, ou publics, aux mains des municipalités (depuis le régime de Pinochet), connus pour leur manque de moyens et leur mauvais niveau. La plupart des Chiliens s'endettent pour pouvoir faire des études universitaires.

La principale leader de la contestation étudiante, Camila Vallejo, a réfuté les affirmations du gouvernement disant que les syndicats profitaient de la mobilisation étudiante. "Travailleurs et étudiants ont toujours été ensemble. La demande des étudiants est une demande sociale, une réforme de l'éducation qui est une réforme structurelle qui concerne le peuple chilien et nos familles", a-t-elle assuré. "L'image de Camila Vallejo assise à côté des principaux dirigeants syndicaux appelant à la grève marque un tournant dans la contestation étudiante qui ajoute maintenant à son agenda le changement de modèle économique et politique", suggère El Mostrador. Le webzine chilien souligne "les déclarations maladroites du gouvernement au cours de ces journées de grèves et notamment celle du gouverneur de la région de Biobío qui a assuré que la contestation était due à l'augmentation du nombre d'enfants nés ces derniers temps en dehors du mariage" ou celle du ministre de la santé qui a mis en doute la grève de la faim qui avait été entamé par une poignée de lycéens.

Le quotidien argentin Página 12 a souligné pour sa part la présence du président du Parti socialiste chilien dans les manifestations qui a "fait un mea culpa au nom de la Concertation", la coalition de centre-gauche qui a gouverné pendant vingt ans le Chili depuis la fin de la dictature jusqu'à l'élection du conservateur Sebastián Piñera élu en décembre dernier. "Je participe avec beaucoup d'humilité parce qu'en 20 ans de Concertation, nous avons pris part aux abus et je crois qu'il est temps de prendre en charge les problèmes de fond. Et si la seule façon que ce gouvernement le comprenne c'est d'avoir les gens dans la rue il n'y a pas d'autre alternative", a affirmé Osvaldo Andrade. De nouvelles manifestations sont prévues le 11 septembre prochain, jour anniversaire du coup d'état de 1973.

LE SOLEIL : Chili : d'autres manifestations après une nuit de violences – vendredi 26 août 2011

Associated Press SANTIAGO, Chili — Des dizaines de milliers de Chiliens ont manifesté pacifiquement, hier, demandant des changements profonds au sein du gouvernement fortement centralisé et privatisé du pays, après une nuit de violences au terme de laquelle plus de 450 personnes ont été arrêtées. Des syndiqués, des étudiants, des fonctionnaires et des membres des partis de l'opposition de centre gauche se sont joints à la grève générale de deux jours dans tout le pays. Hier, quatre

marches différentes étaient prévues à Santiago, la capitale, et plusieurs autres devaient avoir lieu ailleurs dans le pays. Dans la nuit de mercredi à hier, des manifestants cagoulés armés de pierres ont affronté la police, pillé des magasins, brûlé des voitures et érigé des barricades enflammées. Les autorités ont déclaré que 300 autobus avaient été endommagés par des jets de pierres. Au moins 42 personnes ont été blessées.

Le gouvernement a accusé les dirigeants des syndicats de travailleurs et d'étudiants d'avoir perdu le contrôle de leurs membres, tandis que les manifestants affirment que des policiers en civil et des militants de l'extrême droite ont déclenché les troubles. L'un des édifices attaqués est le quartier général du syndicat des enseignants, qui demande que le gouvernement investisse massivement dans l'éducation pour garantir un système de qualité, gratuit et universel.

THE GAZETTE : Chilean unrest marked by looting : Thousands protest president's policies – Friday, August 26, 2011

ALEXANDRA ULMER and ANTONIO DE LA JARA, REUTERS SANTIAGO – Protesters battled police in Chile's capital on Thursday, the second day of a two-day strike against unpopular President Sebastian Piñera that was marked by sporadic looting. Youths blocked roads, threw rocks and set fire to piles of trash at some intersections in Santiago and other cities to block traffic. Police used water cannons and tear gas to defuse the latest rash of social unrest against the policies of Piñera, a conservative billionaire. The government said hundreds of people had been detained since Wednesday and several

police officers badly wounded – two of them shot – as violence flared overnight when dozens of shops and supermarkets were looted and buses damaged. Led by students demanding free education, hundreds of thousands of people have taken to the streets in recent months to call for greater distribution of the spoils of a copper price boom in the world's top producer of the metal. An estimated 50,000 marched in Santiago on Thursday, with many protesting peacefully – one dressed as Argentine revolutionary Ernesto "Che" Guevara and another as Chile's former socialist

president, Salvador Allende – although clashes with police increased as the day went on. "Chilean society has reached a point at which we can't stand being ignored anymore," said 21-year-old Rebeca Martinez, a music student who drummed on a tambourine as she protested in front of the Universidad de Chile, which has been taken over by protesting students for months. Dozens of students around her waved flags and blew horns. The government said only about 10 per cent of public sector workers on Thursday had joined the strike called by Chile's main umbrella labor union, CUT.



Public transportation was running, and operations at some of the world's biggest copper mines were not affected by the protests, which also seek to pressure the government into rais-

ing wages and revamping the constitution and tax system. While Latin America's model economy is seen expanding 6.6 percent this year and is an invest-

ment magnet thanks to prudent fiscal and monetary policies, many ordinary Chileans feel they are not sharing in Chile's economic miracle.

THE [GUARDIAN.CO.UK](http://www.guardian.co.uk) : Chilean demonstrators clash with police : Fifty arrested and dozens injured in Santiago as thousands take to streets in two-day strike to demand government reforms - Friday 26 August 2011 08.06 BST



Photograph: KeystoneUSA-ZUMA Rex Features

Protesters clash with riot police during second day of a national strike in Chile.

Associated Press

More than 50 people were arrested and dozens injured after tens of thousands of Chileans demonstrated to demand changes in the country's heavily centralised and privatised form of government.

Smaller groups broke away from the peaceful march in Santiago on Thursday to fight with police.

Union members, students, government workers and centre-left opposition parties took part in the final day of a two-day nationwide strike, which included four separate protest marches in the capital and demonstrations across the country.

In many areas, families grabbed spoons and spilled into the streets to join in noisy pot-banging shows of support.

President Sebastian Pinera's ministers played down the significance of the protests. Police estimated Santiago's crowds at just 50,000 and said only 14% of government employees stayed off work.

Union leaders claimed 600,000 people joined demonstrations nationwide. Raul de la Puente, president of the government employees union, said 80% of his members joined the strike, at the cost of two days' pay.

Pinera said the strike was unjustified, claiming Chile's economy was growing strong and providing more opportunities. He said he remained open to those seeking dialogue, although his administration has refused to discuss some student and union demands, arguing the real work of reform must be done in Congress.

What began three months ago as a series of isolated classroom boycotts by high school and university students demanding improvements in education has grown into a mass movement calling for fundamental changes in Chile's topdown form of government.

Protesters have called for increases in education and healthcare spending, pension and labour code reform, and even a new constitution that would give voters the chance to participate in referenda, a form of direct democracy previously unthinkable in a country only two decades removed from military dictatorship that lasted from 1973 to 1990.

"As long as there aren't responses from the executive to the demands, this movement will continue," university student leader Camila Vallejo vowed.

Polls taken before the strike say the majority of Chileans side with the protesters, although it's unclear how the violence will affect popular sentiment.

Chile's much-praised economic model of fiscal austerity and private-sector solutions has failed to deliver enough upward mobility to a new

generation whose members see how their country compares with the rest of the world, said Bernardo Navarrete, a political analyst at the University of Santiago.

"The promise that they have made us during the military regime and during 20 years of the [centre-left] Concertation [government], and during the era of Pinera, is that education was a way to climb up in society, and the students noticed that this wasn't true," Navarrete said. "They know that Chilean universities are the most expensive places to study, that advancing in higher education depends more on the university you leave than your own merits, that success isn't guaranteed."

Some of Pinera's ministers tried to reach out to people who feel they can't afford the quality education that Chile's best private institutions provide.

The economics minister, Pablo Longueira, told a meeting of executives on Thursday about a father who told him he could afford to send only one of his two children to college. "If this was my reality, I would be marching as well," Longueira said. "This is what we have to change in Chile."

Others in the ruling coalition took a harder line. The governor appointed by Pinera for the Bio Bio region, Victor Lobos, blamed the protests on unmarried parents, saying 65% of Chilean children are born outside marriage.

"Today Chile is a country without family. I warned this would bring social conflicts to Chile," Lobos said. "A child that doesn't receive anything, doesn't receive affection, the loving attention of a father and mother and their protection, shows up in the streets with hate."

THE [GUARDIAN.CO.UK](http://www.guardian.co.uk) : Pictures : Chilean demonstrators clash with police : Friday 26 August 2011 08.06 BST



Photograph: Ivan Alvarado/Reuters

The strike by Chilean workers, students and citizens begins peacefully in Santiago



Photograph: Victor R. Caivano/AP

But soon police are spraying water at demonstrators as they march towards La Moneda presidential palace



Photograph: Reuters

Riot police clash with students in a side street



Photograph: Roberto Candia/AP

Another demonstrator points a toy gun at a line of riot police



Photograph: Victor R. Caivano/AP
Riot police stand covered with paint thrown by demonstrators



Photograph: Victor Ruiz Caballero/Reuters
Young demonstrators run away from police on horseback



Photograph: Jose Miguel Rojas/AP
Riot police forcibly detain a demonstrator



Photograph: Reuters
Another demonstrator runs from a police vehicle firing tear gas at crowds



Photograph: Victor Ruiz Caballero/Reuters
An agile demonstrator jumps over a mangled fence to escape the tear gas cloud



Photograph: Eliseo Fernandez/Reuters
A hooded demonstrator brandishes stones and a possible bottle bomb near a burning barricade



Photograph: Reuters
Riot police detain one protester as his companion makes to escape



Photograph: Victor R. Caivano/AP
A male demonstrator is surrounded on all sides by police

CYBERPRESSE : Violences au Chili au deuxième jour d'une grève nationale - Mis à jour le 25 août 2011 à 16h42



Photo: AFP

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi à travers la capitale du Chili Santiago.

Paulina Abramovich, Agence France-Presse Santiago, Chili

Quarante-huit heures de grève nationale, même partiellement suivie, ont généré au Chili deux nuits de violence, des centaines d'arrestations, et une manifestation massive jeudi, laissant le gouvernement de droite de Sebastian Pinera sur la défensive sociale.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, au moins 50 000 selon une estimation provisoire de police, ont manifesté jeudi à travers la capitale Santiago, paralysant le centre, dans une atmosphère dans l'ensemble festive hormis des incidents épars, contrastant avec les violences de la nuit.

Quarante-deux policiers avaient été blessés, six d'entre eux par balles, et 108 personnes inter-

pellées, lors d'accrochages nocturnes dans la périphérie de Santiago, selon le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla.

Dix-sept personnes ont été arrêtées pour pillage, a-t-il ajouté.

Jusqu'à l'aube, des manifestants ou groupes de jeunes «encapuchados» (cagoules) se sont affrontés à la police à coup de pierres, de bâtons et parfois d'armes à feu, ou érigeant de barricades de pneus ou bois enflammé en plusieurs points de la métropole de 6 millions d'habitants.

Selon l'entreprise Chilectra, quelque 50 000 personnes dans le grand Santiago ont été affectées par des coupures liés aux incidents ou à du vandalisme.

Déjà mercredi, la première journée de grève avait donné lieu à des accrochages sporadiques faisant 36 blessés, et entraîné 348 interpellations à l'échelle du pays.

Le porte-parole du gouvernement Andres Chadwick a salué des manifestations de jeudi «sans problème majeur».

Des manifestants ont été même vus se heurtant par endroits à des groupes de jeunes qui tentaient de s'en prendre à la police.

Mais Chadwick a dénoncé les violences de la nuit car «c'est ce dont on se souviendra de la grève» convoquée par plusieurs syndicats dont la CUT, première centrale du pays avec 10% des actifs.

Si le centre de Santiago, avenues coupées, commerces fermés, était paralysé, la grève elle-même a été partiellement suivie.

Les autorités ont assuré que les transports, comme la veille, fonctionnaient quasi-

normalement, à l'image du réseau de bus Transantiago, opérationnel à 98%, selon sa direction. La ministre du Travail a évoqué 9% de grévistes dans la fonction publique, un syndicat de fonctionnaires «plus de 80%»

La double journée de grève visait à réclamer une meilleure répartition des fruits de la forte croissance chilienne, à travers une série de mesures sur l'impôt, le code du travail, et l'éducation.

«C'est l'heure de dialoguer pour de bon, ou ceci (les manifestations) va continuer», a mis en garde le leader de la CUT, Arturo Martinez.

«Code du travail, régime des impôts, amendement de constitution: les demandes de la CUT sont politiques», a dénoncé Chadwick.

Dans le sillage d'une contestation étudiante qui depuis trois mois réclament un enseignement public de qualité, la grève a été taxée d'«opportuniste» par le gouvernement de droite du président Sebastian Pinera. Mais elle est sa plus dure épreuve sociale en 17 mois au pouvoir.

«Nous savons que le sujet central est l'éducation», a estimé Chadwick.

Les étudiants, associés à la grève et qui formaient le gros des manifestants jeudi, ont lié leurs doléances à celles des syndicats, et annoncé une pression continue.

«De nouvelles convocations (à manifester) se préparent. Nous avons toujours dit qu'accéder à une éducation est un problème social, un problème de nos familles. Les travailleurs en grève sont aux côtés de nos parents», a déclaré Camila Vallejo, une des dirigeantes étudiantes.

RADIO-CANADA / RENÉ HOMIER-ROY : Grève étudiante monstre – Jeudi 25 août 2011



Des manifestants lancent des pierres et des bâtons vers les policiers.

Depuis trois mois, les étudiants et les élèves du secondaire du Chili bouleversent la politique du pays, qui n'a pas connu d'aussi importantes mobilisations depuis la fin de la dictature du général Pinochet, en 1990. Dimanche, ils étaient un million à manifester dans les rues pour réclamer une éducation publique gratuite et de qualité. René Homier-Roy en parle avec la journaliste Claire Martin, à Santiago.

Audio-vidéo

[Claire Martin à Santiago](#)

[Hyperliens pertinents](#)

[le reportage de France24](#)

LE DEVOIR : Grève nationale de deux jours au Chili : Le gouvernement Piñera peine à contenir la contestation sociale accrue – Jeudi 25 août 2011

Agence France-Presse

Le mécontentement devant l'immobilisme du gouvernement chilien a coûté le pouvoir à la Concertación, il y a deux ans. Et c'est aujourd'hui au tour du président Sebastián Piñera de faire face à la grogne d'une partie des Chiliens qui réclament des réformes pour se défaire du modèle imposé par Pinochet.

Santiago — Barricades et heurts entre police et manifestants ont émaillé hier le premier jour d'une grève nationale de deux jours au Chili, signe d'une contestation que peine à contenir le gouvernement déjà aux prises depuis trois mois avec une mobilisation étudiante historique.

En plusieurs points de Santiago, la capitale chilienne de six millions d'habitants, la police a fait usage de de lances à eau et de gaz lacrymogène pour dégager des carrefours où avaient été improvisés des barrages avant le lever du jour, ou disperser des manifestations spontanées qui bloquaient la circulation.

En fin de matinée, 35 personnes avaient été arrêtées dans tout le pays, en majorité des

«encapuchados», jeunes encagoules, selon le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla. L'un d'entre eux a été interpellé pour «tentative d'homicide sur un policier».

Selon la même source, 11 personnes, dont 9 policiers, ont été blessées dans divers accrochages, de moindre ampleur que les violences ayant émaillé les manifestations étudiantes des dernières semaines.

Une marche massive est prévue demain à Santiago, au deuxième jour de la grève, avec la présence annoncée des étudiants.

Les transports publics fonctionnent à 95 %, et la situation était «tout à fait normale» dans les trains à Santiago, à l'aéroport et dans les ports du pays, a assuré le ministre des Transports, Pedro Pablo Kuczynski.

«Tout le monde sait bien que la situation dans le pays n'est pas normale aujourd'hui», a contesté Arturo Martinez, président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), premier syndicat du pays. Pour le gouvernement de droite de Sebastián Piñera, qui affronte sa pire épreuve sociale en 17 mois au pouvoir, la grève est «injustifiée» et

«opportuniste», s'inspirant de la contestation étudiante qui réclame depuis mai une réforme de l'éducation.

Parmi les revendications des grévistes, figurent entre autres, une baisse des impôts, une réforme des retraites, du code du travail, et une meilleure redistribution des dividendes de la forte croissance du Chili (5,2 % en 2010, 8 % depuis janvier) à l'éducation ou la santé.

Pour maints analystes, le malaise est partagé bien au-delà des étudiants. «C'est la crise d'un modèle qui, dans l'éducation, a généré de nombreuses inégalités, et dans le domaine social se traduit par une faible protection des travailleurs», a analysé le sociologue Manuel Antonio Garretón.

«À travers ces mobilisations, la société chilienne cherche une façon de passer d'un modèle social pinochétiste [Augusto Pinochet au pouvoir de 1973 à 1990] à un modèle réellement démocratique, que nous n'avons pas encore», estime l'analyste de l'Université catholique.

L'éducation en est le point central, il constitue un poste d'endettement majeur de dizaines de

milliers de foyers chiliens en quête d'un enseignement de qualité, ce que ne peut garantir le secteur public, parent pauvre du système depuis le désengagement de l'État sous la dictature de Pinochet.

Dans la nuit de mardi, le vacarme des «cacerolazos» (manifestants qui tapent sur des casseroles) a résonné de nouveau dans plusieurs quartiers de la capitale, ressuscitant un geste spontané de défiance aux autorités, en vogue

sous la dictature. À Nuñoa, un quartier à la mode de Santiago, il n'était pas le fait de militants, d'encapuchados, ni même d'étudiants, mais de centaines de familles de classes moyennes.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Grève nationale enclenchée – Jeudi 25 août 2011



PHOTO REUTERS

✓ Les accoutrements les plus burlesques sont aussi à l'épreuve des lances à eau.

SANTIAGO | (AFP) Barricades et heurts entre police et manifestants ont émaillé, hier, le premier jour d'une grève nationale de 48 h, au Chili, signe d'une contestation que peine à contenir le

gouvernement, déjà aux prises, depuis trois mois, avec une mobilisation étudiante historique. En plusieurs points de Santiago, la capitale chilienne de 6 millions d'habitants, la police a fait usage de lances à eau et de gaz lacrymogène pour dégager des carrefours où avaient été improvisés des barrages avant le lever du jour, ou disperser des manifestations spontanées qui bloquaient la circulation.

En fin de matinée, 35 personnes avaient été arrêtées, dans tout le pays, en majorité des « encapuchados », jeunes encagoulés, selon le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla. L'un d'entre eux a été interpellé pour « tentative d'homicide sur un policier ».

Selon la même source, 11 personnes, dont neuf policiers, ont été blessées dans divers accrochages, de moindre ampleur que les violences ayant émaillé les manifestations étudiantes des dernières semaines.

Toutefois, une marche massive est prévue, aujourd'hui, à Santiago, au deuxième jour de la grève, avec la présence annoncée des étudiants.

Transports publics : tout roule

Les transports publics fonctionnent à 95%, et la situation était « tout à fait normale » dans les trains à Santiago, à l'aéroport et dans les ports du pays, a assuré le ministre des Transports Pedro Pablo Kuczynski.

« Tout le monde sait bien que la situation dans le pays n'est pas normale, aujourd'hui », a contesté Arturo Martínez, président de la Centrale unitaire des Travailleurs (CUT), premier syndicat du pays représentant 10% des actifs, et ayant appelé à la grève.

Pour le gouvernement de droite de Sebastian Piñera, qui affronte sa pire épreuve sociale en 17 mois au pouvoir, la grève est « injustifiée » et « opportuniste. »

THE NEW YORK TIMES : World Briefing | THE AMERICAS : Chile: Clashes at Start of 2-Day National Strike – Thursday, August 25, 2011

By REUTERS

Protesters barricaded roads and burned tires in parts of Santiago, Chile's capital, on Wednesday as a two-day national strike demanding economic and other changes began, but copper mining was not disrupted and the government said 95

percent of public workers ignored the call. In several cities outside Santiago, however, stone-throwing protesters clashed with police officers in riot gear who responded with water cannons and tear gas. The strike, called by the main umbrella labor union, comes on the heels of huge protests

by students demanding education reforms. Many critics of the government have railed against President Sebastián Piñera, a conservative billionaire, and demanded a greater share of the wealth created by a copper price boom. Chile is the world's top copper producer.

CYBERPRESSE : Chili: grève nationale sur fond de contestation sociale soutenue - Mis à jour le mercredi 24 août 2011 à 22h55



Photo: AP

Dix-neuf policiers et 17 civils figurent parmi les blessés au cours de cette première journée de grève nationale.

Paulina Abramovich, Agence France-Presse Santiago

Au moins 36 personnes ont été blessées et 348 arrêtées mercredi au Chili lors de heurts au premier jour d'une grève nationale de 48 heures partiellement suivie, symptôme d'une contestation sociale soutenue, dans le sillage de trois mois de protestations étudiantes.

Une grande manifestation jeudi devait ponctuer la double journée d'action à l'appel de plusieurs syndicats dont la CUT, première centrale du pays (10% des actifs), pour réclamer une meilleure répartition des fruits de la croissance au travers d'une série de mesures sur l'impôt, le code du travail et l'éducation.

Dix-neuf policiers et 17 civils figurent parmi les blessés, « tous avec des blessures légères », a

déclaré à la presse mercredi soir le porte-parole du gouvernement, Andres Chadwick, qui a affirmé que la grève, « injustifiée » aux yeux du gouvernement, « n'a pas réussi à paralyser le pays ». Les principaux heurts ont eu lieu dans la capitale, Santiago, où en plusieurs secteurs la police a usé de lances à eau et de gaz lacrymogènes pour dégager des carrefours de barricades de pneus enflammés ou disperser des manifestations spontanées qui bloquaient la circulation.

Une des personnes arrêtées l'a été pour « tentative d'homicide sur un policier », selon le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla.

Les accrochages sont restés localisés, notamment autour d'universités de la métropole de 6 millions d'habitants. Ils étaient d'une ampleur bien inférieure aux incidents qui ont marqué les grandes manifestations étudiantes de juillet et août pour une réforme de l'éducation.

Le gouvernement a qualifié la grève d'« échec », notant que les transports ont fonctionné quasi-normalement à travers le pays, à l'image du métro de Santiago, au flux inférieur de 27% seulement à la normale.

À Santiago, des administrations sont restées fermées, de même que plusieurs commerces, et des bureaux du centre étaient désertés tôt dans l'après-midi, les entreprises permettant aux employés d'anticiper les problèmes de transport a constaté l'AFP. Mais la capitale n'évoquait pas une ville paralysée.

Les autorités ont estimé la participation à la grève à 14% dans la fonction publique. Un syn-

dicat de fonctionnaires, ANEF, a évoqué 80% de participation.

« En plus de ne pas savoir gouverner, il ne savent pas compter », a lancé le président de l'ANEF, Raul de la Puente.

Pour le gouvernement de droite de Sebastian Piñera, qui affronte sa pire épreuve sociale en 17 mois au pouvoir, la grève était « opportuniste » et cherchait à capitaliser la contestation étudiante, populaire, qui a drainé des manifestations d'une ampleur sans précédent au Chili depuis 20 ans.

Pour maints analystes, le malaise chilien est partagé bien au-delà des étudiants: « c'est la crise d'un modèle qui, dans l'éducation, a généré de nombreuses inégalités, et dans le domaine social se traduit par une faible protection des travailleurs », analyse le sociologue Manuel Antonio Garretón.

« À travers ces mobilisations, la société chilienne cherche une façon de passer d'un modèle social pinochétiste (référence à Augusto Pinochet au pouvoir de 1973 à 1990) à un modèle réellement démocratique que nous n'avons pas encore », estime l'analyste de l'Université catholique.

L'éducation en est un point central. Elle constitue un poste d'endettement majeur de dizaines de milliers de foyers chiliens en quête d'un enseignement de qualité que ne peut garantir le secteur public, parent pauvre du système, dont l'Etat s'est en partie désengagé sous la dictature de Pinochet.

THE MIAMI HERALD : Violence mars 2nd day of Chile's nationwide strike – Wednesday, August 24, 2011

By FEDERICO QUILODRAN Associated Press

SANTIAGO, Chile -- Tens of thousands of Chileans marched peacefully Thursday demanding profound changes in the country's heavily centralized and privatized form of government, while

smaller groups broke away to fight with police. More than 450 people were arrested and dozens injured.

Union members, students, government workers and center-left opposition parties took part in the final day of a nationwide two-day strike, which

included four separate protest marches in the capital and demonstrations across Chile. In many areas, families grabbed spoons and spilled into the streets to join in noisy pot-banging shows of support.

<p>President Sebastian Pinera's ministers sought to minimize the impact. Police estimated Santiago's crowds at just 50,000 and said only 14 percent of government workers stayed off the job. Union leaders claimed 600,000 people joined demonstrations nationwide. Raul de la Puente, president of the government employees union, said 80 percent of his members joined the strike, at the cost of two days' pay. Pinera called the strike unjustified because Chile's economy is growing strong and providing more opportunities. He also said he remains open to those seeking dialogue, although his administration has refused to discuss some student and union demands, arguing the real work of reform must be done in Congress. What began three months ago as a series of isolated classroom boycotts by high school and university students demanding education improvements has grown into a mass movement calling for all manner of changes in Chile's topdown form of government. Protesters now want increases in education and health care spending, pension and labor code reform, even a new constitution that would give voters the chance to participate in referendums -</p>	<p>a form of direct democracy previously unthinkable in a country only two decades removed from a 1973-90 military dictatorship. "As long as there aren't responses from the executive to the demands, this movement will continue," university student leader Camila Vallejo vowed. Polls taken before the strike say the majority of Chileans side with the protesters, although it's unclear how the violence will affect popular sentiment. Chile's much-praised economic model of fiscal austerity and private-sector solutions has failed to deliver enough upward mobility to a new generation whose members see how their country compares to the rest of the world, said Bernardo Navarrete, a political analyst at the University of Santiago. "The promise that they have made us during the military regime and during 20 years of the (center-left) Concertation (government), and during the era of Pinera, is that education was a way to climb up in society, and the students noticed that this wasn't true," Navarrete said. "They know that Chilean universities are the most expensive places to study, that advancing in higher educa-</p>	<p>tion depends more on the university you leave than your own merits, that success isn't guaranteed." Some of Pinera's ministers tried to reach out to people who feel they can't afford the quality education that Chile's best private institutions provide. Economy Minister Pablo Longueira told a meeting of executives Thursday about a father who told him that he could afford to send only one of his two children to college. "If this was my reality, I would be marching as well," Longueira said. "This is what we have to change in Chile." Others in the ruling coalition took a harder line. The governor appointed by Pinera for the Bio Bio region, Victor Lobos, blamed the protests on unwed parents, saying 65 percent of Chilean children now are born outside marriage. "Today Chile is a country without family. I warned this would bring social conflicts to Chile," Lobos said. "A child that doesn't receive anything, doesn't receive affection, the loving attention of a father and mother and their protection, shows up in the streets with hate."</p>
---	---	--

THE MIAMI HERALD : In My Opinion : Student protests may lead to a better Chile, By Andres Oppenheimer – Wednesday, August 24, 2011

<p>SANTIAGO, Chile -- The student protests that paralyzed Chile this week have been widely depicted as a symptom of the failure of this country's free-market-oriented education system. In reality, they are partly a product of its success, partly a result of its excesses. Before we get into what went wrong, we have to remember that Chile has one of the best education systems in Latin America. In the latest international PISA test of 15-year-old students in math, science and reading comprehension, Chile ranked No. 1 in the region, ahead of Mexico, Brazil and Argentina. When it comes to higher education, Chile has expanded its reach more than most of its neighbors: Its number of university students has soared from 200,000 two decades ago to nearly 1 million today. Nearly 50 percent of Chile's college-age students are in college, more than in most countries in the region. What's more important, 70 percent of today's university students are children of people who never went to college. Too much, too fast. But judging from what I heard over the past few days in interviews with student movement leaders and government officials, the phenomenal expansion of Chile's university system was done too fast, with too little planning, and too little regulation. Chile allowed private universities to compete freely with state-run universities, but failed to make sure that all private universities adhere to high academic standards, which led to creation of both first-class private universities and bad ones that are little more than diploma mills.</p>	<p>Because most students could not afford to pay their tuition, Chile adopted a system used in Australia, which allows students to begin paying for their tuition once they graduate from college and get a job. It looked great on paper, but planners forget to take into account that, unlike in the United States or China, where families have a tradition of saving for their children's college education since their early childhood, no such tradition existed in Chile. With the explosion of students in recent years, new graduates — especially those from lower-quality private universities — found themselves with debts of up to \$40,000, and not able to pay back their student loans. And since their parents had guaranteed their loans, their whole families were in a bind — which helps explain the wide support for the student movement among Chilean grown-ups. What's worse, unlike in Australia, where graduates are required to pay up to a certain percentage of their wages once they get a job, in Chile they have to pay a fixed sum, regardless of their income. Broader support Today's college students — many of them activists of the 2006 high-school student protests against former President Michelle Bachelet — realized that they would be financially strangled as soon as they graduated. They decided to take to the streets — this time with the support of teachers and labor unions — to demand free university education. "Of course they are right when they demand a more affordable education," Education Minister</p>	<p>Felipe Bulnes told me, adding that the state can't afford to make it fully free, even for the rich. "The key thing is determining what's possible and what's impossible to do, and the speed with which we can advance." So far, the government of conservative President Sebastian Piñera has offered to inject more government funds to higher education, lower interest rates on student loans, and offer full scholarships to the poorest students. But student leaders, emboldened by their popular support, are pushing for more. Camila Vallejo, the 23-year-old leader of the student movement who has charmed this country with her good looks and charisma, told me that the student federation is also demanding that the government ban profit-seeking universities. Vallejo, a Communist Party member, said her movement wants "structural changes" to do away with the "neo-liberal education model." My opinion: In its hurry to join the First World and copy the U.S., Chinese and Indian university systems, Chile has gone too fast. The students are right in demanding that the government do something to solve the graduates' financial bottleneck, and that there be more regulation to ban diploma mills that leave students — and their families — badly indebted. Still, these excesses can be fixed without reverting to the disastrous centrally controlled state university systems of some of Chile's neighboring countries. If they are solved, Chile will emerge a better country from this trauma.</p>
--	---	---

THE GUARDIAN: Chile's Commander Camila, the student who can shut down a city : Camila Vallejo's call for better and cheaper education has seen student protests transform into a two-day nationwide shutdown - Wednesday 24 August 2011, 15.55 BST

<p>Jonathan Franklin in Santiago Not since the days of Zapatistas' Subcomandante Marcos has Latin America been so charmed by a rebel leader. This time, there is no ski mask, no pipe and no gun, just a silver nose ring. Meet Commander Camila, a student leader in Chile who has become the face of a populist uprising that some analysts are calling the Chilean winter. Her press conferences can lead to the sacking of a minister. The street marches she</p>	<p>leads shut down sections of the Chilean capital. She has the government on the run, and now even has police protection after receiving death threats. Yet six months ago, no one had heard of Camila Vallejo, the 23-year-old spearheading an uprising that has shaken not only the presidency of the billionaire businessman Sebastián Piñera, but the entire Chilean political class. Opinion polls show that 26% of the public support Piñera and only</p>	<p>16% back his recently ousted Concertación coalition. Wednesday saw the start of a two-day nationwide shutdown, as transport workers and other public-sector employees joined the burgeoning student movement in protest.</p>
---	--	---



Photograph: Roberto Candia/AP

"There are huge levels of discontent," said Vallejo in a recent interview. "It is always the youth that make the first move ... we don't have family commitments, this allows us to be freer. We took the first step, but we are no longer alone, the older generations are now joining this fight."

Elected as only the second female leader in the 105-year history of the University of Chile's student union, Vallejo, who is also a member of the Chilean Communist party, is the face of a movement the likes of which has not been seen since the last years of Augusto Pinochet in the 80s.

Chilean student leader Camila Vallejo sits among a peace sign created from empty teargas canisters used by police against protesters

Hundreds of thousands of high-school and university students have refused to go to lessons since early June, calling for better and more

affordable education and an end to a two-tier system that creates a few wealthy, elite colleges amid many underfunded public ones. Vallejo has organised several *cacerolazos* – protests in which participants bang pots and pans. Some demonstrations have turned violent.

"We don't want violence, our fight is not versus the police or to destroy commercial shops ... our fight is to recover the right to education, on that we have been emphatic and clear," said Vallejo as she stood outside the presidential palace.

The government has rushed out a number of initiatives to try to head off protests, promising to amend Chile's constitution to include a guarantee of quality education and cutting interest rates on student loans from 6.4% to 2%. But the promise of an extra 1.9 trillion Chilean pesos (£2.5bn) in education spending has done little to quell the uprising. Few analysts believe the students will back down despite a heavy police presence at recent demonstrations.

As she spoke, Vallejo was surrounded by students laying out a huge peace sign made up of hundreds of empty teargas canisters that had been used against students.

"Here we have more than 50m pesos' worth of teargas bombs," said Vallejo. "Imagine how much was used on the regional or the national level? This is unacceptable, we want to reiterate our demand that we made to the minister of the interior that he step aside."

Tatiana Acuña, a government official in the ministry of culture, was recently fired for suggesting that the assassination of Vallejo would end the protests. On Tuesday, Chile's supreme court ordered police protection for the student leader.

Vallejo has become a cult figure – with [odes on YouTube](#) and predictions that her charisma may well catapult her into Chilean politics. "We are all in love with her," said the Bolivian vice-president, Álvaro García Linera.

At a recent gathering of Bolivian youth leaders he urged students to follow the example of the youth movements in the rest of South America. "You need to talk about what is happening in Argentina, Brazil or Chile, where there is a young and beautiful leader, who is leading the youth in a grand uprising," said García Linera.

Vallejo said on the subject of her looks: "You have to recognise that beauty can be a hook. It can be a compliment, they come to listen to me because of my appearance, but then I explain the ideas. A movement as historical as this cannot be summarised in such superficial terms."

"We do not want to improve the actual system; we want a profound change – to stop seeing education as a consumer good, to see education as a right where the state provides a guarantee."

"Why do we need education? To make profits. To make a business? Or to develop the country and have social integration and development? Those are the issues in dispute."

THE MIAMI HERALD : Chile protests : Demonstrations, strikes hobble Chile : Government officials say less than 10 percent of workers participated in demonstrations and work stoppages on the first day of a two-day strike. Still, it signaled rising discontent – Wednesday, August 24, 2011

By Gideon Long

Special to The Miami Herald

SANTIAGO, Chile -- Student demonstrators clashed with police and workers staged strikes Wednesday as the country braced for some of the biggest anti-government protests since pro-democracy activists took to the streets against the dictatorship in the 1980s.

The powerful trades union federation, the Central Unitaria de Trabajadores (CUT), called the two-day strike. Civil servants, transport and dock workers, teachers, students and copper miners all joined in.

"We're calling on people not to go to work, not to send their children to school and not to come to the city center to do their business because there will be a lot of people on the streets," said Arturo Martínez, the head of CUT.

But early indications were that the strike has not been as comprehensive as the CUT would have hoped. Government officials said less than 10 percent of union workers participated on the first day.

Still, thousands of people came out on to their balconies and streets, banging pots and pans to express their discontent with how the govern-

ment is dealing the country's social problems and deep economic inequalities.

The protests took place in different parts of Santiago and four separate marches were expected to wind their way into the city on Thursday, converging outside the CUT's headquarters opposite the presidential palace. On Wednesday, police reported a dozen injuries and 35 arrests.

The CUT is calling for the establishment of a comprehensive state pension system, reform of Chile's labor laws, tax increases to fund spending on health and education and a new constitution to replace the current one, which was drafted in 1980 under military rule and has since been modified but not replaced.

Student protests

The two-day strike follows weeks of protests by students who are calling for a fully not-for-profit education system and greater state funding for schools and universities.

"Society's demand for a more affordable education is legitimate. There has been an explosive growth in the number of university students, and many of them have incurred big debts," Education minister Felipe Bulnes told The Miami Herald. "The challenge is to define the limit of what can be done."

Students have not been alone on Chile's streets. Over the past three months, environmentalists have marched against a plan to build a big hydro-electric plant in Patagonia, miners have staged strikes at some of the world's biggest copper mines, gay rights campaigners have called for full gender equality, transport workers have protested about job insecurity and farmers have complained about the impact of the strong Chilean peso on exports.

A toll on president

The discontent has battered President Sebastián Piñera's approval ratings. According to the Center of Public Studies, a respected local think tank, he is now the most unpopular president since the return to democracy in 1990, with a rating of just 26 percent.

And the protests have dented Chile's reputation as the region's economic success story. Last week, Brazil's prestigious Getulio Vargas Foundation and the German Economic Research Institute (IFO) published their influential quarterly economic climate index. After three consecutive quarters as the best performing country in Latin America, Chile has slipped to third, behind Uruguay and Colombia.

THE MIAMI HERALD : Chile Court orders protection for student leader – Tuesday, August 23, 2011



Luis Hidalgo / AP Photo

University of Chile student president Camila Vallejo looks on during a protest in Santiago, Chile, Thursday, Aug. 18, 2011. Students have been

striking for more than two months and marching by the tens of thousands calling for free and equal quality education.

The Associated Press

SANTIAGO, Chile -- A student protest leader in Chile now has police protection after receiving death threats by Twitter.

Camila Vallejo is president of the University of Chile's student federation. She has repeatedly used Twitter to mobilize huge marches for education reform.

But she also has received death threats through social networks - including a message from a high-ranking culture ministry official who invoked the infamous phrase Gen. Augusto Pinochet used while toppling President Salvador Allende in 1973. Pinochet was recorded telling his troops: "If you kill the bitch, you do away with the litter."



JOURNAL DE MONTRÉAL : Chili : 100 000 étudiants en colère – Vendredi 19 août 2011



PHOTO REUTERS

✓ L'escouade spéciale de la police civile de Santiago s'apprête à repousser des étudiants armés de pierres.

SANTIAGO | (AFP) Des dizaines de milliers d'étudiants chiliens ont bravé pluie et neige hier pour manifester à Santiago, lors de leur sixième journée de mobilisation en trois mois pour une

réforme de l'éducation, maintenant la pression malgré une série de Protégés par des parapluies, des sacs de plastique sous une pluie hivernale et même quelques flocons, par une température de 3 degrés Celsius, jusqu'à 100 000 personnes, selon un dirigeant étudiant, ont défilé à travers le centre-ville, dans une journée quasi exempte d'incidents.

Tôt dans la matinée, quelques barricades enflammées dressées par des étudiants à des carrefours de la capitale chilienne ont rapidement été démontées par la police, qui n'a procédé à aucune arrestation.

300 blessés depuis 3 mois

Lors des deux dernières journées de mobilisation à Santiago et en province, les 4 et 9 août, 400 et 800 personnes avaient été arrêtées après des heurts avec les forces de l'ordre. Près de 300 personnes ont été blessées au total lors des incidents depuis trois mois.

C'est la sixième Marche nationale convoquée par étudiants, professeurs et lycéens, mais c'est la

dixième fois au moins que des milliers d'entre eux investissent les rues depuis le début du mouvement en mai.

« Malgré la pluie, le froid et la neige par endroits à Santiago, les étudiants sont redescendus dans la rue », s'est félicité Camilo Ballesteros, l'un des principaux dirigeants de syndicats étudiants, qui a évalué la participation à 100 000 personnes.

À la mi-journée, la police n'avait pas communiqué d'estimation.

La nouvelle journée d'action intervient au lendemain d'une série d'annonces par le ministre de l'Éducation, Felipe Bulnes: en particulier une aide accrue au financement des études -par un taux de crédit étudiant ramené de 5,6 % à 2 % - et un soutien aux 60 % d'étudiants les plus vulnérables, combinant bourse et crédit.

Le financement des études, dans un système éducatif à deux vitesses et très inégalitaire, est une revendication clef des étudiants chiliens, ainsi qu'une garantie constitutionnelle sur un noyau dur d'enseignement public gratuit et de qualité.

CYBERPRESSE : Manifestations au Chili: les étudiants jeûnent, courent, s'embrassent - Mis à jour le jeudi 18 août 2011 à 08h33



Photo Roberto Candia, AP

Des étudiants déguisés en soldats romains lors d'une manifestation au centre-ville de Santiago, le 12 août.

Miguel Sanchez, Agence France-Presse Santiago, Chili

Ils jeûnent depuis des semaines, courent un marathon de 75 jours, s'embrassent interminablement: les étudiants chiliens, mobilisés depuis trois mois pour une éducation gratuite de qualité, déploient des trésors de créativité pour sensibiliser à leur cause.

À l'heure d'une manifestation de masse jeudi à Santiago, la santé d'une poignée de lycéens en grève de la faim préoccupait, y compris les autorités, à l'image du ministre de la Santé, ou du président du Sénat Guido Girardi qui leur a rendu visite mercredi.

« Nous sommes prêts à sacrifier notre santé pour obtenir une meilleure éducation », a lancé à l'AFP Francia Garate, 18 ans, sur un matelas de son lycée occupé à Buin, près de Santiago. Francia

jeûne depuis une semaine, mais l'état de trois grévistes depuis un mois, dont une hospitalisée, inquiétait.

Mais les étudiants ont su aussi faire rire, à travers leurs slogans, leurs happenings, pour dénoncer un système éducatif à deux vitesses, dont le pan public est parent pauvre (4% du budget) depuis le désengagement de l'État sous la dictature (1973-90)

« Mon père est charpentier, je ne peux payer mes études ! », clamait la banderole d'un manifestant grimé en Christ, portant une croix lourde comme son emprunt étudiant. Clin d'oeil à un Chili ultra-majoritairement catholique, et aussi extrêmement inégalitaire.

« Tu veux étudier? Joue à la loterie! », « Cinq ans à étudier, 15 à rembourser! » ont crié d'autres slogans des manifestations depuis mai, parmi les plus massives (jusqu'à 80 000) depuis le retour de la démocratie il y a 21 ans. « Excusez-nous de déranger, c'est votre avenir qu'on prépare! »

Le gouvernement, défiant, a parfois paru attiser la verve étudiante, comme lorsque le président Sebastian Pinera a lancé que « l'éducation est un bien de consommation » ou qu'« au bout du compte, rien n'est gratuit dans la vie ».

En juillet, un millier d'étudiants ont fait sensation, en organisant sur la Place d'armes un rassemblement on ne peut plus pacifique: un marathon de baiser, qui a vu les couples s'embrasser sans fin, sous une banderole « Pour l'éducation, avec passion ».

Avant cela, plus de 2000 étudiants en haillons, maquillés en zombies ensanglantés, avaient dansé avec un certain brio face au Palais prési-

dential, le *Thriller* de Michael Jackson, hommage à une éducation publique « mort-vivante ».

« Éducation gratuite au Chili: en quelle langue faut-il te le dire? », est un autre succès étudiant sur internet, un clip enregistré en 12 langues pour expliquer leur lutte *urbi et orbi*.

Depuis le 13 juin, un drapeau un peu défraîchi: « Éducation gratuite tout de suite », court sans interruption les rues du centre de Santiago, dans un circuit autour de la présidence.

Plus de 10 000 anonymes ont déjà assuré ce relais qui ne s'arrête plus: le week-end des amis, parents, promeneurs, en semaine des employés de bureau, des passants, la caissière d'un supermarché, pour courir un, deux tours, parfois plusieurs heures.

« De nulle part, comme par magie, des coureurs sont apparus », raconte à l'AFP Alfonso Castillo, un des initiateurs du marathon. Qui bouclera sans mal fin août l'objectif de 75 jours, 1800 heures, pour symboliser 1,8 milliard de dollars de bourses qui couvriraient les études de 300.000 étudiants défavorisés.

Mais nul sans doute n'a capté autant l'attention que Camila Vallejo, la charismatique dirigeante communiste de 23 ans de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (Fech).

L'étudiante en géographie, à l'éloquence dure mais posée, est devenue le visage emblématique du mouvement, un visage fin aux yeux bleu-vert auquel des milliers d'internautes, étudiants ou pas, ont déclaré leur flamme, prêts à la suivre jusqu'au bout.

COURRIER INTERNATIONAL : La contestation étudiante a trouvé son leader : Issu d'une bonne famille, étudiant à l'Université catholique, Giorgio Jackson n'a rien d'un révolutionnaire. Pourtant, à 24 ans, c'est en partie sur lui que repose l'actuel mouvement étudiant. Portrait – Jeudi 18 août 2011

Nicolas Alonso, Sebastian Rivas | [Qué Pasa Révolte](#)

Depuis près de trois mois, les [étudiants exigent des changements](#) fondamentaux dans le système d'éducation chilien, l'un des plus inégalitaires au monde. Les manifestations se succèdent, rassemblant un nombre de protestataires jamais vu depuis la fin de la dictature, en 1990. Le 24 août prochain, les étudiants devraient venir grossir les rangs des grévistes lors du mouvement national convoqué par la Confédération unitaire des

travailleurs (CUT), principal syndicat chilien, souligne le quotidien [La Tercera](#).

Dimanche 7 août, dans l'avion qui le ramenait d'Antofagasta, dans le nord du Chili, Giorgio Jackson, 24 ans, était loin de se douter de ce qui l'attendait. Dans tout le pays, le fracas des casseroles [en signe de solidarité, des milliers de Chiliens ont frappé sur des casseroles] a certes redonné du souffle au mouvement étudiant. Mais, derrière l'euphorie, il y a des étudiants en grève de la faim, des lycéens dont l'année scolaire est presque perdue et le déclenchement

d'une spirale de violence entre jeunes et forces de l'ordre. Plus préoccupant encore : le dialogue avec le gouvernement est au point mort. Il ne se doutait pas non plus que le Campus Oriente, l'un des quatre centres d'études supérieures que compte l'Université catholique à Santiago, déciderait de se mettre en grève. Une décision peu habituelle pour cette université et symboliquement très importante pour le mouvement étudiant. Il ne se doutait pas que tout allait basculer le mardi 9 août.





Photo nau! (Nueva Acción Universitaria)

© Droits réservés

Giorgio Jackson

Ce jour-là, il rejoint la manifestation étudiante, défilant très sérieusement aux côtés de Camila Vallejo et de Camilo Ballesteros, les deux autres leaders de la contestation étudiante. Mais le 9 août, 70 000 personnes allaient marcher à leurs côtés dans les rues de Santiago [et dans beaucoup d'autres villes du pays, du jamais-vu depuis la fin du régime de Pinochet, en 1990]. Et lui, l'étudiant en ingénierie de l'Université catholique, le fils de famille, le leader improbable de ce mouvement, se retrouvait au cœur de la contestation. Sa réaction ? Montrer que le mouvement étudiant était uni et qu'il ne reculerait pas : "Je suis plus que jamais convaincu du bien-fondé des changements que nous exigeons. Et nous les voulons maintenant. Pas l'année prochaine ou dans deux ans. C'est cette année que l'éducation doit changer au Chili."

L'éducation gratuite

Mais tous vous le diront, Giorgio Jackson a gagné sa place à la tête du mouvement étudiant un certain dimanche 3 juillet au soir. Avant cette date, il n'était que le président de la Fédération étudiante de l'Université catholique de Santiago (Feuc). Un poste important, certes, mais qui provoquait surtout des sarcasmes au sein de la Confédération des étudiants du Chili [Confech] à cause de la réputation traditionnellement peu combative de cette université. Il avait beau affirmer son indépendance politique, assurer qu'il était de centre gauche et qu'il était prêt à suivre ce que déciderait la majorité, rien n'y faisait et ses déclarations d'intention n'avaient pas suffi à convaincre ses pairs à la Confech.

Ce dimanche 3 juillet, il fait froid à Santiago. La nuit est tombée. Dans les studios de [la chaîne de télévision privée] Chilevisión, Giorgio Jackson répète mot à mot, point par point, ce qu'il va dire dans quelques minutes sur [le plateau de l'émission de débat Tolerancia Cero](#). Ce qui s'est passé ensuite est connu de tous : le charisme avec lequel Giorgio Jackson a exposé les revendications étudiantes – un accès plus large à l'université, plus d'argent pour l'éducation et surtout la gratuité des études – a fait merveille. Sa prestation a immédiatement enflammé les réseaux sociaux. Lui-même s'est rendu compte, en rallumant son BlackBerry après l'émission, que le pari était gagné : son [compte Twitter](#) débordait de commentaires. Le lendemain matin, le voyage en métro entre son domicile et l'université s'est transformé en meeting : les passagers l'ont félicité, certains l'ont interpellé. Personne n'est resté indifférent.

Et pourtant qui aurait imaginé que ce jeune homme d'origine italo-britannique, vivant à Las Condes, une banlieue huppée de la capitale, bachelier d'un lycée privé, étudiant de la très sélecte Université catholique de Santiago, deviendrait une figure de proue de la contestation ? Lui-même reconnaît devoir en permanence se battre contre cette image. Une image qui ne dit rien des efforts consentis par sa mère après l'accident qui a rendu son père invalide. Une image qui ne parle pas non plus des 10 millions de pesos [15 000 euros] qu'il a dû emprunter pour ses études. Une image qui ne mentionne pas plus son combat de toujours contre les inégalités. D'abord, dès son entrée à l'université, au sein de [l'association de défense des sans-abri] Un Techo para Chile [Un toit pour le Chili], puis en faisant de la politique en tant que syndicaliste étudiant.

L'art de la guerre

Son ascension a été fulgurante. Dès 2009, son dévouement, son profil technique et son indépendance politique lui ont rapidement fait gagner le respect de tous. Deux ans plus tard, il devenait président de la Fédération étudiante de l'Université catholique (Feuc) de Santiago. Entre-temps, il avait su ajouter à sa capacité de gestion un sens politique certain. Sa prestation télévisuelle à Tolerancia Cero est venue confirmer cette mue. Aujourd'hui, Giorgio Jackson et la

Feuc sont devenus incontournables. "Tout le monde s'attendait à ce que les universités publiques [foyers traditionnels de contestation] Usach et Chile se mobilisent", reconnaît le leader étudiant Camilo Ballesteros, "mais le fait que la Catho participe au mouvement nous a beaucoup aidés. C'est la preuve de son ampleur." Ballesteros et Vallejo, tous deux militants communistes, ont cependant noué des liens d'amitié solides avec Jackson. Même au palais de la Moneda [siège de la présidence chilienne] on s'inquiète de son avenir : "S'il jette l'éponge, le mouvement étudiant sera entre les mains des plus radicaux."

Ces jours-ci, dans la sacoche du jeune homme traîne un petit livre : L'Art de la guerre, de Sun Tzu. Une des phrases les plus célèbres de cet ouvrage antique explique qu'"une armée victorieuse gagne avant de penser à combattre". Giorgio Jackson, peut-être sans s'en rendre compte, semble être dans cet état d'esprit. "Il y a des choses qui sont déjà acquises, comme l'amélioration de la qualité de l'enseignement ou la fin de l'inscription au fichier des mauvais payeurs de ceux qui ne parviennent pas à rembourser leurs prêts étudiants. Mais il reste encore beaucoup à obtenir. Il faut un changement de paradigme dans le système éducatif chilien, et pour cela un référendum me paraît être une bonne idée."

La proposition semble improbable. Mais guère plus improbable que ce qu'a vécu Giorgio Jackson ces trois derniers mois. Comme être au milieu de dizaines de milliers de personnes et se sentir tout petit, débordé. Comme taper sur une casserole pour la première fois de sa vie en pleine nuit à Santiago. Pas plus improbable non plus que cette promenade aux côtés de Camila Vallejo et de Camilo Ballesteros dans les rues d'Antofagasta. Une balade au cours de laquelle les gens les ont arrêtés, applaudis, photographiés et ont trinqué en leur honneur. Eux qui expliquent à qui veut l'entendre qu'ils sont "des jeunes comme les autres" n'ont eu ce soir-là qu'un seul commentaire : "Dans quoi nous sommes-nous fourrés ?"

L'interview de Giorgio Jackson dans l'émission Tolerancia Cero

MÉTRO : Tribune : Bruits de casseroles à Santiago, par Antoine Char – Lundi 15 août 2011

Les cacerolazos se font de nouveau entendre à Santiago. Tous les jours depuis le 12 mai, les rues de la capitale chilienne laissent échapper un concert de casseroles orchestré par des milliers d'étudiants en colère contre leur système éducatif parmi les plus chers du monde.

Leurs manifestations trouvent peu d'écho dans les médias nord-américains et européens, pas très attirés par les problèmes d'éducation et déjà fort occupés par les crises boursières, la famine en Somalie et les soubresauts des printemps arabes. Pourtant, la grogne estudiantine n'est pas propre au Chili.

La part du produit intérieur brut consacrée à l'éducation tend à diminuer chaque année dans le monde. Au Chili, elle est d'un peu plus de 4 % du PIB, bien en deçà des 7 % recommandés par l'UNESCO, taux que le Québec respecte. Le miracle économique chilien n'est pas un mirage : depuis la fin de la dictature d'Augusto Pinochet

en 1990, le taux de croissance dépasse les 5 % chaque année. Le pourcentage de Chiliens vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 39 à 13 %. Les investissements dans l'éducation n'ont pas suivi, cependant.

S'inscrire dans une université chilienne, une des plus privatisées et des plus chères au monde, c'est consacrer une moyenne de 800 dollars à ses cours... mensuellement. Aux manifestants scandant «l'éducation est un droit, pas un commerce», le président Sebastian Piñera a répondu ceci la semaine dernière : «On aimerait tous que l'éducation, la santé et plein de choses soient gratuites pour tous (...) mais au bout du compte, rien n'est gratuit dans la vie, et quelqu'un doit payer.»

Avec un tel discours, pas surprenant qu'il soit devenu le président le plus impopulaire depuis Pinochet, après seulement 18 mois au pouvoir. Milliardaire, Piñera, avec sa coalition de droite, a

été élu après une vingtaine d'années de gouvernements de gauche. Les électeurs voulaient du changement. Piñera leur a promis le service minimum dans le secteur public tout en misant sur la notion d'efficacité qui obsède tant les 17 millions de Chiliens, fiers de vivre dans une des sociétés les moins corrompues d'Amérique latine. Si la grande majorité d'entre eux approuvent les «marches pour l'éducation», c'est pour en finir une fois pour toutes avec un système éducatif hérité de l'ère Pinochet. Mais au-delà des manifestations monstres de ces dernières semaines, le Chili a fait la paix avec lui-même. La gauche et la droite ne sont plus en guerre. Les bruits des cacerolazos, si fréquents pour protester contre la dictature de Pinochet, ont remplacé les bruits de botte qui, pendant une génération, ont martelé la vie des Chiliens.

LE SOLEIL : Mesures sur l'éducation, mais «rien n'est gratuit» - Vendredi 12 août 2012

Agence France-press

SANTIAGO — Le président du Chili, Sebastian Piñera, a engagé hier une série de mesures sur l'éducation, cependant d'ores et déjà jugées insuffisantes par les étudiants mobilisés depuis

trois mois, et auxquels il a lancé que «rien n'est gratuit dans la vie».

Le chef de l'État, qui enregistre une impopularité record (26 % d'approbation) depuis son arrivée au pouvoir il y a 17 mois, a annoncé la création d'une «agence pour la qualité», dotée de 40

millions \$, chargée d'assurer des «standards minimums», dans un système éducatif très inégal en qualité.

Il a aussi annoncé deux projets de loi, pour le rééchelonnement de la dette de 110 000 étudiants endettés pour payer leurs études, et un



<p>autre pour baisser le taux des crédits étudiants, à ce jour plus chers que les crédits bancaires classiques.</p> <p>«QUELQU'UN DOIT PAYER»</p> <p>Mais Pinera a opposé une fin de non-recevoir aux étudiants qui lui demandent de revoir sa copie. Ils exigent une garantie constitutionnelle sur un noyau d'enseignement public gratuit de qualité.</p> <p>«On aimerait tous que l'éducation, la santé et plein de choses soient gratuites pour tous [...]»</p>	<p>mais au bout du compte, rien n'est gratuit dans la vie et quelqu'un doit payer», a déclaré Pinera dans un discours.</p> <p>Il a aussi affirmé que l'État planche sur un mécanisme qui verrait les municipalités — en charge des écoles publiques depuis les années 80 — déchargées de cette responsabilité en cas de manquement à un niveau minimum. Une reprise en main par l'État est une des revendications des étudiants.</p>	<p>Ceux-ci maintiennent néanmoins leur mobilisation, et prévoient une nouvelle journée de manifestations le 18 août.</p> <p>Depuis mai, la mobilisation étudiante a suscité des manifestations parmi les plus importantes à Santiago depuis le retour de la démocratie il y a 20 ans, avec jusqu'à 80 000 personnes.</p> <p>Elles ont aussi donné lieu à des heurts et violences avec 1914 interpellations et près de 300 blessés en deux mois, a rappelé M. Pinera hier.</p>
---	--	---

LE MONDE : Forte mobilisation des étudiants chiliens pour une éducation publique et gratuite – Vendredi 12 août 2011 - Mis à jour le 11.08.11 | 18h03

<p>Christine Legrand</p> <p>Buenos Aires, correspondante - Pour la neuvième fois en moins de trois mois, des dizaines de milliers d'étudiants sont de nouveau descendus dans les rues de Santiago et dans celles de plusieurs villes du Chili, mardi 9 août, pour réclamer une éducation publique et gratuite. Ce sont les manifestations les plus importantes depuis le retour de la démocratie en 1990.</p> <p>Comme lors des marches précédentes, celle de mardi avait débuté dans une atmosphère festive, jusqu'à ce que des affrontements violents éclatent entre manifestants et forces de l'ordre. Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées.</p> <p>Les organisateurs dénoncent l'infiltration de provocateurs. "Nous condamnons les actes de violence", explique Camila Vallejo, la présidente de la Fédération étudiante de l'université du Chili (Fech). "Nous ne sommes pas maîtres de notre pays, mais nous pouvons être maîtres de notre futur", ajoute Camila qui, à 22 ans, est la dirigeante la plus médiatique du mouvement étudiant. Le gouvernement de droite de Sebastian Piñera rétorque que ce mouvement a été "récupéré" et montre du doigt, sans le nommer, le petit Parti communiste où militent des étudiants et des professeurs.</p> <p>La fronde, qui réunit collégiens et universitaire, a reçu l'appui des syndicats de la fonction publique et des travailleurs du cuivre, moteur de la prospérité chilienne, signe d'un mécontentement social qui s'est généralisé contre le président Piñera, seize mois après son arrivée au pouvoir. La popularité du chef de l'Etat, entrepreneur</p>	<p>milliardaire et premier président de droite élu depuis près d'un demi-siècle au Chili, est tombée à 26 %.</p> <p>La majorité des Chiliens approuve les revendications des étudiants et souhaite que l'Etat reprenne en charge l'éducation, largement privatisée par la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990).</p> <p>Au Chili, toutes les universités, même publiques, sont payantes. Pour financer leurs études, 70 % des étudiants, qui n'appartiennent pas à l'élite économique, doivent recourir à des prêts bancaires qu'ils mettent des années à rembourser dès leur premier emploi. "L'éducation n'est plus un mécanisme de mobilité sociale au Chili, mais son contraire : un système de reproduction des inégalités sociales", souligne Mario Garces Duran, directeur d'une ONG.</p> <p>Vingt ans de frustrations</p> <p>"Si le gouvernement ne nous donne pas une réponse, nous exigerons un plébiscite pour que les citoyens décident du futur de l'éducation", précise Camila Vallejo. Le président de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Arturo Martinez, demande lui aussi un plébiscite. Il appelle à une grève générale les 24 et 25 août.</p> <p>Les étudiants ont rejeté les propositions, jugées insuffisantes, du gouvernement. Ils exigent que le droit à une éducation publique gratuite et de qualité soit inscrit dans la Constitution. Celle-ci, imposée en 1980 par le général Pinochet, est toujours en vigueur avec quelques retouches.</p> <p>Les quatre gouvernements de la Concertation de centre-gauche qui se sont succédés depuis le retour de la démocratie ont maintenu le modèle</p>	<p>libéral à l'origine de la croissance chilienne. Ils n'ont pas corrigé les inégalités du système éducatif. En 2006, la révolte des "pingouins" - nom donné aux collégiens portant des uniformes bleu marine et des chemises blanches - avait ébranlé le gouvernement de la socialiste Michelle Bachelet. Les sondages indiquent que la majorité des représentants de la Concertation est tout aussi impopulaire que M. Piñera.</p> <p>Depuis vingt ans, les frustrations se sont accumulées. M. Piñera est confronté à une grogne explosive. Les concerts de casseroles se sont multipliés, en particulier dans la commune de Ñuñoa, enclave de la classe moyenne à Santiago. Les écologistes s'opposent à un projet de construction de cinq barrages hydroélectriques en Patagonie. Quelque 50 000 travailleurs de la Corporation nationale du cuivre du Chili (Codelco) ont fait grève, le 11 juillet, le jour du 40^e anniversaire de la nationalisation du cuivre par le président Salvador Allende. Les sinistrés du tremblement de terre de février 2010 se plaignent des lenteurs de la reconstruction.</p> <p>La popularité du chef de l'Etat avait atteint le chiffre record de 84 % après le sauvetage médiatique, en octobre 2010, des trente-trois mineurs ensevelis dans une mine du désert d'Atacama.</p> <p>Au milieu des préparatifs de la commémoration du premier anniversaire de ce sauvetage, trente et un d'entre eux ont porté plainte, le 16 juillet, contre l'Etat chilien pour négligence dans le contrôle des normes de sécurité des mines. Ils réclament des indemnités de près de 400 000 euros chacun.</p>
--	---	---

BBC NEWS : Chile student protests point to deep discontent - 11 August 2011 Last updated at 11:20 ET

<p>By Gideon Long BBC News, Santiago</p> <p>Chile is usually regarded as one of the most orderly and stable countries in South America, so the images that have come out of the capital, Santiago, in recent days have been especially shocking.</p> <p>Thousands of high school and university students have marched through the capital's streets, as well as those of other major cities, demanding a radical overhaul of the education system.</p> <p>Invariably the demonstrations have ended in violent clashes between masked youths and police officers armed with tear gas and water cannon.</p> <p>Shops and offices on Santiago's main thoroughfare, the Alameda, have been looted and destroyed.</p> <p>We don't believe that school education should be a state monopoly"</p> <p>The scenes have been reminiscent of the pro-democracy protests of the 1980s, when Chileans clashed with the forces of General Augusto Pinochet.</p> <p>On one day alone, 4 August, more than 900 people were arrested in protests up and down the country and nearly 100 police officers injured.</p> <p>The government estimated the cost of damage to public and private property in central Santiago at \$2m (£1.2m).</p>	<p>Ordinary Chileans have staged nightly cacerolazos, or "saucepan protests", a form of dissent not seen since the Pinochet days.</p> <p>They have poured on to the streets to bang pots and pans in support of the students and in opposition to the government.</p> <p>Shabby schools</p> <p>So, what is going on in Chile? Are the protests simply about education or do they reflect wider discontent with the government and the way the country is run? How and when are they likely to end?</p> <p>Education is clearly not the only issue at stake, but it is certainly the main one.</p> <p>The student marches have been far bigger than those organised by other protest groups. On several occasions, they have drawn 100,000 people on to the streets.</p> <p>At the heart of the students' anger is a perception that Chile's education system is grossly unfair - that it gives rich students access to some of the best schooling in Latin America while dumping poor pupils in shabby, under-funded state schools.</p> <p>On the face of it, Chileans enjoy the best education in the region. In 2009, their country outscored all other Latin American states in the OECD's PISA rankings. These are used to compare educational standards across countries.</p>	<p>But Mario Waissbluth, a Chilean professor and national coordinator of the citizens' group Education 2020, says the figures tell only part of the story.</p> <p>He says that of the 65 countries that participated in the PISA tests, Chile ranked 64th in terms of segregation across social classes in its schools and colleges. Only Peru has a more socially divided education system.</p> <p>Prof Waissbluth describes this as "educational apartheid" and says it lies at the heart of the current unrest.</p> <p>State vs private</p> <p>Chile's secondary schooling takes three forms:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 45% of pupils study in state schools • 50% in voucher schools, where the government subsidises the pupil's education • 5% study in elite private schools, wholly paid for by students' families <p>The voucher schools are privately run and, in theory, can turn a profit, although many do not. That means that over half the schools in Chile, as well as most of the universities, are, in effect, privately-run entities.</p> <p>The protesters object to that and have called for an end to profit in education.</p> <p>The government says that is unrealistic.</p> <p>"We don't believe that school education should be a state monopoly," Education Minister Felipe Bulnes told the BBC.</p>
--	---	---



"The private sector has to play a role in it." Jose Joaquin Brunner, an educationalist and former government minister, says that rather than scrapping the current system, Chile should try to emulate countries like Belgium and the Netherlands, which have a similar mix of state and privately-funded schools but without the deep inequalities that afflict Chile. Whatever the solutions, most people agree that the education system is in a sorry state. The Center of Public Studies (CEP), a local think tank, published a poll this month showing that more than a quarter of Chileans think education has deteriorated over the past 10 years and a further 45% think it has simply stagnated. For some, this is a damning indictment of a country whose economy has expanded at 4% a year during that period, generating money that could have been ploughed into schools. The student conflict has tarnished the government, according to opinion polls. These suggest that only 10% of Chileans think the administration is handling education policy well, down from 32% late last year. President Sebastian Pinera, Chile's first conservative leader for 20 years, has seen his approval ratings slump to 26%.

That is the lowest for any Chilean president since the return to democracy in 1990. Broader complaints While education is the main bone of contention at the moment, it is not the only one:

- Environmentalists have marched against a plan to build a big hydro-electric plant in Patagonia
- Copper miners have staged strikes
- Gay rights campaigners have called for full gender equality
- Transport workers have protested about job insecurity
- Farmers have complained about the impact of the strong Chilean peso on exports.

Hardly a day goes by without someone marching down the Alameda. "The unrest goes beyond education, even if education is the reason why it's suddenly burst into the open," said Mr Brunner. He believes Chile is paying the price for embracing a radical free market model that he describes as "more North American than European in tone". "The model here is like the United States, with the markets left to run slightly wild, pervading

every aspect of life, including education and health," he said. "The end result is that people feel a deep sense of unease." The current protests come as GDP growth is forecast at about 6% this year and unemployment is falling. In the past, that might have kept Chileans happy and off the streets, but no longer. The economic progress of recent years has raised expectations, and many Chileans say they now want social progress too. That explains why so many people have joined the cacerolazos and why the students enjoy broad support. It is difficult to see an imminent end to the wave of protests or indeed the violence that invariably accompanies them. The students and government are poles apart and cannot even agree on the route that the marches should take. Some observers are calling this the Chilean Winter. For now, the warmer days of the southern spring feel a long way away



Students are calling for free and equal schooling



Demonstrations in the capital have been marked by violence



The students' demands enjoy support from other sectors of society



President Pinera has seen his popularity plummet from the the high of the San Jose miners' rescue

LEMONDE.FR : Chili : les étudiants se soulèvent contre les restes de l'ère Pinochet - Mis à jour le Mercredi 10août 2011, à 23h24

Mathias Destal
Le Chili est en proie à un mouvement de contestation estudiantin sans précédent depuis le retour à la démocratie, en 1990. Mardi 9 août, plusieurs dizaines de milliers de manifestants (150 000 selon les organisateurs, 70 000 selon la police) ont battu le pavé de six villes du pays, dont Santiago, sa capitale, pour réclamer une réforme en profondeur du système éducatif et universitaire du pays. Démarré en juin dernier, ce mouvement a été lancé par le corps enseignant et la jeunesse étudiante, représentée par exemple par [Camila Vallejo](#), militante des jeunes communistes chilienne et présidente de la Fédération des étudiants de l'université du Chili. Soutenus par près de [80 % de la population](#), selon un sondage, ils interpellent le gouvernement conservateur de Sebastian Pinera, le milliardaire élu en

2010, pour en finir avec le système éducatif hérité de l'époque Pinochet.



AFP/MARTIN BERNETTI

Une étudiante chilienne brandit un drapeau sur lequel est écrit: "Cinq ans d'études. Quinze ans de remboursement." Santiago, le 9 août.
UN SYSTÈME LIBÉRALISÉ PAR PINOCHET
"¡ Y va a caer, y va a caer, la educación de Pinochet !" ("Et elle va tomber, et elle va tomber, l'éducation de Pinochet !") scandaient les mani-

festants durant la marche organisée à Santiago. Le système éducatif chilien fonctionne essentiellement sur le modèle de l'université privée. Les facultés publiques, sous-dotées, n'ont pas bonne réputation. Petit rappel historique : après le coup d'Etat et la chute du président Allende le 11 septembre 1973, le nouveau pouvoir réduit les dépenses publiques. Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement décide, entre autres, une réduction drastique de ses programmes d'aides, dont les bourses pour les étudiants modestes. En 1980, la réforme de l'université permet de libéraliser le système. Désormais, chaque formation a son propre prix, et les diplômés, en fonction de l'établissement, donnent accès à des emplois plus ou moins bien rémunérés.
ENDETTEMENT SUR QUINZE ANS

Aujourd'hui, les manifestants reprochent à l'Etat de ne consacrer que 4,4 % de son PIB à l'éducation, bien en deçà des 7 % recommandés par l'Unesco. Le Chili jouit pourtant d'une croissance solide : 9,8 % au premier trimestre 2011, un chiffre inédit depuis seize ans. "L'université coûte l'équivalent de 400 à 600 euros mensuels, qu'elle soit publique ou privée. Je paie 600 euros par mois pour la scolarité de mon fils à l'université [Adolfo Ibanez](#). Imaginez lorsque vous avez trois ou quatre enfants à charge pour un salaire moyen de 900 euros. C'est impossible de joindre les deux bouts", observe un fonctionnaire et diplomate chilien résidant à Santiago. C'est pourquoi les étudiants et leurs parents s'endettent en contractant des

emprunts, parfois sur quinze ans, afin de s'inscrire dans le supérieur. Si la mobilisation de mardi a marqué un record de participation à travers tout le pays, les revendications estudiantines ne sont pas nouvelles. En 2006, la présidente socialiste, [Michelle Bachelet](#), à peine élue, faisait face à un mouvement de contestation des étudiants contre le prix des transports et des tarifs scolaires, comme l'a raconté Rodrigo Torres, étudiant au Chili à l'époque, sur le blog [Carnet du Chili](#). Sur le fond, rien n'a réellement changé. "CACEROLAZO" La manifestation de mardi s'est achevée par des heurts entre policiers et manifestants, qui ont employé, pour la première fois depuis les années

1980, les bruits de casseroles, appelés "[cacero-lazo](#)". Le chef de l'Etat, dont la [côte de popularité](#) n'est qu'à 26 %, selon un récent sondage, a réuni, ce mercredi, son équipe gouvernementale. Il pourrait par exemple décider d'[assouplir les exigences](#) pour l'obtention des prêts étudiants et étendre l'accès aux bourses universitaires. Mais la contestation semble s'étendre à d'autres problématiques que la seule question éducative. "Plus qu'un mouvement étudiant, c'est un ras-le-bol face à un système dont la grande majorité se sent exclue, car si l'éducation est un désastre, le système de santé en est un aussi", note ainsi [Helen Herting](#), une lectrice du Monde.fr résidant au Chili.

LE DEVOIR : Chili : bras de fer entre les étudiants et le gouvernement – Mercredi 10 août 2011

Agence France-Presse Santiago — Plus de 70 000 personnes ont défilé hier dans les rues de Santiago pour une réforme de l'éducation au Chili, nouvelle démonstration de force des étudiants pour leur neuvième mobilisation en trois mois, qui a donné lieu à des heurts sporadiques et de nombreuses interpellations.



Photo : Agence Reuters Ivan Alvarado
Le milieu de l'éducation chilien réclame bruyamment des moyens accrus.

La police anti-émeute, usant de lances à eau et de gaz lacrymogènes, s'est confrontée dans l'après-midi à des jeunes en cagoule qui tentaient de se diriger vers la présidence, improvisaient des barricades en enflammant des maté-

riaux de construction, et ont incendié au moins un véhicule. Au moins 72 personnes ont été arrêtées dans la capitale, 273 à l'échelle du pays, et 23 policiers ont été blessés à Santiago, a indiqué le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla.

La demande n'est pas nouvelle. Elle a contribué à la perte du pouvoir de la gauche en février 2010, qui dirigeait le pays depuis la chute de Pinochet. Le pays semble incapable de procéder aux réformes sociales que demande la population. C'est le cas en éducation, où l'écart entre les systèmes public et privé ne cesse de se creuser.

La «Marche pour l'éducation» a rassemblé jusqu'à 150 000 personnes, selon Camila Vallejo, une des principales dirigeantes de syndicat étudiant. La police a pour sa part cité le chiffre de 70 000 manifestants. En province, des manifestations ont également eu lieu à Calama, La Serena, Arica, Concepción et Valparaíso notamment.

Les étudiants et enseignants du Chili, dont la mobilisation va croissant depuis mai, réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement public, le parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, où la qualité est intimement liée aux ressources économiques.

Le bras de fer entre étudiants et gouvernement s'est tendu depuis quelques semaines, et la dernière journée d'action, il y a cinq jours, a

donné lieu à de violents heurts répétés avec les forces de l'ordre et des scènes de vandalisme. Plus de 800 personnes avaient été interpellées, dont une quarantaine ont été déferées.

Contrairement à jeudi, la manifestation d'hier avait été autorisée et avait fait l'objet d'un itinéraire agréé. Elle s'est pour l'essentiel déroulée dans le calme.

Des syndicats de la fonction publique et des travailleurs du cuivre, poumons de la prospérité du Chili, avaient annoncé qu'ils se joignaient aux étudiants, signe d'une contestation sociale qui s'élargit face au gouvernement de droite de Sebastian Piñera, au pouvoir depuis mars 2010.

Le ministre de l'Éducation, Felipe Bulnes, a suggéré hier que l'heure du dialogue était passée: il entend présenter prochainement au Parlement les avancées réalisées au cours des négociations avec les étudiants, où ils seront toujours les bienvenus «pour exprimer leurs inquiétudes».

Les étudiants ont jugé la semaine dernière insuffisantes les propositions du gouvernement, portant notamment sur une augmentation des bourses et des crédits facilités aux études. Ils réclament en particulier la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

CYBERPRESSE : Manifestations étudiantes au Chili : 400 arrestations – Mis à jour le mercredi 10 août 2011 à 13h04



Photo Martin Bernetti, AFP
Un étudiant lance une brique lors d'une manifestation contre le gouvernement demandant des hausses du budget de l'Éducation. Mardi, 70 000 manifestants étaient descendus dans les rues de Santiago.

Agence France-Presse, Santiago, Chili

Pres de 400 personnes ont été interpellées et 78 blessées à travers le Chili, à l'issue des manifestations étudiantes de mardi à Santiago et dans plusieurs villes du pays, selon un bilan actualisé des autorités mercredi.

Selon le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla, 55 policiers et 23 civils ont été blessés lors de la journée de mobilisation, qui a vu une centaine de milliers de personnes manifester à travers le pays, et des heurts sporadiques entre police et groupes de jeunes.

Quelques incidents sont également survenus dans la nuit de mardi dans certains secteurs de Santiago, où des jeunes ont tenté d'ériger des barricades. Au total, 118 des 396 personnes interpellées mardi l'ont été dans la capitale.

Le nombre élevé d'interpellations recouvre, dans la grande majorité des cas, une simple conduite au poste pour vérification d'identité. Ainsi, jeudi dernier, lors de journée d'action la plus violente à ce jour, plus de 800 personnes avaient été

interpellées, mais une quarantaine seulement déferées à la justice.

Mardi a vu la neuvième mobilisation massive depuis le début de la crise étudiante en mai. Elle a rassemblé 70 000 manifestants à Santiago, selon les autorités, et des milliers en province, comme 10 000 à Concepción (sud), 5000 à La Serena ou Antofagasta (nord)

Le porte-parole du gouvernement Andres Chadwick a réaffirmé mercredi qu'«il n'a pas de proposition nouvelle» autre que celles soumises le 1er août et couvrant selon lui «tous les thèmes». Il a réaffirmé que la table de négociation restait ouverte aux étudiants, mais que faute d'avancée du dialogue, les propositions iront au Parlement.

Étudiants et enseignants du Chili réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement public, parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, où la qualité est intimement liée aux ressources économiques. Ils demandent l'inscription dans la Constitution de la garantie d'une éducation publique gratuite et de qualité.

THE NEWYORK TIMES : Chile: Protest in Santiago Grows Violent – Wednesday, August 10, 2011

By THE ASSOCIATED PRESS

Violence erupted on the streets of Chile's capital, Santiago, on Tuesday as tens of thousands of students staged another protest demanding increased financing for public education. Masked

protesters burned cars and barricades, looted stores and threw furniture at the police, and some attacked an apartment building. Groups of masked protesters tried to break through barricades blocking the way to the presidential pal-

ace. Riot police officers drove them back, but the violence spread. At least 273 demonstrators were detained in protests around the country, including 73 in Santiago, the Interior Ministry said.

LEMONDE.FR : Au Chili, nouvelle manifestation monstre pour une réforme de l'éducation - Mis à jour le mercredi 10 août 2011, à 12h32



AFP/MARTIN BERNETTI

Un étudiant lance une brique sur des policiers à Santiago lors d'une manifestation, mardi 9 août avec AFP, Reuters

Une nouvelle manifestation pour une réforme du système éducatif a eu lieu mardi 9 août au Chili, réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Des affrontements entre manifestants et policiers ont éclaté en marge de la mobilisation, faisant trente-neuf blessés, dont vingt-trois policiers, et deux cent soixante-treize personnes ont été arrêtées, selon le ministère de l'intérieur chilien.

Le cortège, composé majoritairement d'étudiants, a rassemblé dans la capitale cent mille protestataires selon les organisateurs, soixante mille selon la police. Des cortèges ont également défilé dans les villes de Calama, La Serena, Arica, Concepcion et Valparaiso.

A Santiago, le défilé s'est déroulé d'abord dans le calme, les manifestants arborant des pancartes réclamant notamment la gratuité dans l'enseignement public. Mais le rassemblement a ensuite dégénéré, des petits groupes ont commencé à mettre le feu à des voitures, à casser des vitres et à former des barricades avant d'être dispersés.

"Les étudiants et les professeurs ont voulu une nouvelle fois organiser une manifestation. [Le gouvernement] leur en a donné l'autorisation. Mais, ce qui s'est passé a montré encore une fois qu'ils sont malheureusement incapables de contrôler les manifestations", a déclaré le ministre de l'intérieur, [Rodrigo Hinzpeter](#). Samedi, après une manifestation similaire, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) avait critiqué des violences policières présumées.

PIÑERA AU PLUS BAS DANS LES SONDAGES

Le président [Sebastian Piñera](#) est confronté depuis plusieurs mois à la colère du monde étudiant contre les frais de scolarité. Il a tenté d'amadouer les manifestants en proposant un fonds de quatre milliards de dollars pour l'éducation ainsi que diverses réformes. Ces propositions ont été jugées insuffisantes par le mouvement étudiant, qui veut la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

Le ministre de l'éducation, [Felipe Bulnes](#), a signalé que l'heure du dialogue est à ses yeux passée : il entend présenter prochainement au Parlement les quelques avancées réalisées lors des négociations avec les étudiants, auxquelles ils resteront bienvenus "pour exprimer leurs inquiétudes".

Au plus bas dans les sondages, Sebastian Piñera ne bénéficie plus que de 26 % d'opinions favorables. Car, outre les étudiants, le président millionnaire, qui a fait fortune dans le transport aérien, doit également affronter la colère des écologistes et des mineurs.

CYBERPRESSE : Les manifestations étudiantes dégénèrent à Santiago - Mis à jour le mardi 09 août 2011 à 20h15



Photo: AP

Les manifestations étudiantes au Chili durent depuis deux mois.

Frederico Quilodran, Associated Press, Santiago Des violences ont éclaté, mardi, dans la capitale du Chili, où des dizaines de milliers d'étudiants manifestaient de nouveau pour demander des changements dans le système d'enseignement public.

Des manifestants masqués ont brûlé des véhicules et des barricades, pillé des magasins et lancé des objets à la police. Certains ont attaqué une tour d'habitation en lançant des pierres et en brisant des vitres. Les policiers ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour les repousser.

À la tombée de la nuit, au moins 273 manifestants avaient été arrêtés, dont 73 à Santiago, a indiqué le vice-ministre de l'Intérieur, Rodrigo Ubilla. Au moins 23 policiers ont été blessés, a-t-il ajouté.

Cinq jours après une manifestation interdite qui s'était soldée par près de 900 arrestations, des

dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants ont manifesté pacifiquement à Santiago et dans d'autres villes du Chili mardi, appelant le gouvernement à augmenter ses dépenses en éducation et à fournir un enseignement public «libre et égalitaire».

Comme dans les précédentes manifestations, les participants costumés ont dansé et chanté en brandissant des pancartes. Mais des groupes de manifestants masqués se sont séparés de la manifestation principale pour tenter de franchir les barricades de la police qui bloquaient la voie menant au palais présidentiel. La police anti-mérite les a repoussés.

La présidente des étudiants de l'université du Chili, Camila Vallejos, a affirmé que 150 000 personnes avaient manifesté dans les rues secondaires de la capitale parce que les autorités avaient encore une fois refusé que le rassemblement ait lieu sur l'avenue principale. M. Ubilla a quant à lui estimé que de 70 000 à 80 000 personnes avaient participé à la manifestation à Santiago.

Camila Vallejos estimait que la forte participation, malgré les affrontements de la semaine dernière, réaffirmerait «le niveau d'approbation» du mouvement. «C'est une chose que le gouvernement n'est pas capable de reconnaître», a-t-elle affirmé.

Le ministre de l'Intérieur, Rodrigo Hinzpeter, a estimé que les violences montraient que les leaders du mouvement étudiant avaient perdu le contrôle de leurs manifestants.

Les manifestations étudiantes au Chili durent depuis deux mois. Des élèves du secondaire et des étudiants universitaires ont refusé d'assister à leurs cours, ont pris le contrôle de leurs établissements d'enseignement et ont organisé des manifestations pour exiger des changements fondamentaux dans la façon dont le Chili finance son système d'éducation. Ils dénoncent particulièrement le fait que les universités privées bénéficient du statut d'organisations sans but lucratif sans réinvestir leurs revenus dans l'amélioration de l'éducation, comme l'exige la loi.

Le système actuel laisse aux municipalités sous-financées la responsabilité d'administrer l'enseignement secondaire dans tout le pays. Ce système fait en sorte que la plupart des écoles se retrouvent sans ressources, tandis que les écoles des quartiers riches s'en sortent bien. Les Chiliens les plus riches envoient leurs enfants dans des écoles privées, voire à l'étranger.

La présidente du syndicat des enseignants, Jaime Gajardi, a réitéré la demande des étudiants, qui veulent organiser un référendum national sur leurs exigences, une idée que les dirigeants de la coalition au pouvoir ont jugée inconstitutionnelle et dangereuse.

Les leaders étudiants ont appelé les manifestants à maintenir la pression pendant la nuit en poursuivant le «cacerolazo», une forme de manifestation populaire qui consiste à faire du bruit avec des casseroles et des ustensiles de métal.

RADIOCANADA / INTERNATIONAL : Chili : une manifestation pacifique tourne à la violence à Santiago - Mise à jour le mardi 9 août 2011 à 19 h 24 HAE

Des violences ont éclaté mardi à Santiago, la capitale chilienne, en marge d'une manifestation de dizaines de milliers d'étudiants réclamant de nouveau des changements dans le système d'enseignement public.

Selon les policiers, des petits groupes de manifestants masqués ont incendié des véhicules et des barricades et ont brisé des vitres et des lampadaires. Ils ont aussi lancé des projectiles en direction des policiers près du palais présidentiel. Les policiers ont répliqué à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

La manifestation, qui a rassemblé de 60 000 à 100 000 personnes, avait débuté dans le calme, mais des manifestants masqués se sont séparés du groupe pour affronter la police.

Le ministre de l'Intérieur, Rodrigo Hinzpeter, a soutenu que les violences montraient que les chefs de file du mouvement étudiant avaient perdu le contrôle de leurs manifestants.

Des manifestations ont également eu lieu à Calama, La Serena, Arica, Concepcion et Valparaiso. Elles se sont toutes déroulées dans le calme.



Photo: AFP/Hector Retamal

Des manifestants lancent des pierres et des bâtons vers les policiers.



Photo: AFP/Hector Retamal

Des manifestants ont incendié des pneus et autres objets à Santiago.

Il s'agit de la cinquième journée de manifestation étudiante en deux mois. Les étudiants et enseignants chiliens réclament de l'État davantage de moyens pour l'enseignement public, le parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, où la qualité est intimement liée aux ressources économiques.

La tension a monté au cours des dernières semaines entre les étudiants et le gouvernement. Jeudi, une manifestation a donné lieu à de violents affrontements avec les policiers et à de nombreux actes de vandalisme.

Contrairement à jeudi, la manifestation de mardi avait été autorisée et avait fait l'objet d'un itinéraire agréé.

Des syndicats de la fonction publique et des travailleurs du cuivre, au cœur de l'économie du Chili, avaient annoncé qu'ils se joignaient aux étudiants mardi, signe que la contestation sociale s'élargit face au gouvernement de droite de Sebastian Pinera, au pouvoir depuis mars 2010.

Les étudiants ont rejeté la semaine dernière les propositions du gouvernement, portant notamment sur une augmentation des bourses et des crédits facilités aux études. Les étudiants demandent en particulier la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité. Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Associated Press

Les commentaires (14)

Envoyé par [Serge Caron](#) de St-Augustin
10 août 2011 à 07 h 50 HAE

petits groupes de manifestants masqués ... Lors d'une manif à Ottawa, il y a des années, des manifestants de ce type, qui voulaient tous casser, avaient été démasqués et chassés par les manifestants : il est apparu que ces casseurs étaient de policiers.

La même technique, infiltration policière pour nuire au mouvement, peut être utilisée au Chili.

[En accord \(2\)](#) » - [En désaccord \(0\)](#) »

Envoyé par [Véronique Landry](#) de Santiago
9 août 2011 à 23 h 47 HAE

Je désapprouve les incidents dépréciant le mouvement étudiants mais comme disent plusieurs, les photos ne sont guères représentatives du mouvement étudiant au Chili.

Le grabuge est causé en grande partie par un mélange de jeunes désintéressés (trouvant dans ce mouvement un moyen d'exprimer leurs frus-

trations), les policiers en civils (motivant le grabuge) et la répression des carabiniers.

Des manifestations avec casseroles (caserolazos) se sont organisées dans plusieurs quartiers de Santiago durant la soirée de façon pacifique. Ce ne sont pas que les jeunes qui manifestent mais les parents, les enseignants... Mais encore une fois, quelques désintéressés sont venus dévaloriser le mouvement...

La créativité et l'art se déployant lors de chaque manifestation démontre un engagement et un grand désir de changement vers une éducation publique et accessible.

[En accord \(8\)](#) » - [En désaccord \(0\)](#) »

Envoyé par [Mária Eugenia Poblete](#) de Montréal
9 août 2011 à 23 h 06 HAE

Les photos nuisent au mouvement qui a commencé depuis le mi-mai

dans ce lien vous pouvez voir ce que ceux qui font le grabuge, ce sont des policiers déguisés en manifestants.

http://www.youtube.com/watch?v=wBxcJNXxX-M&feature=player_embedded

La télé chilienne ne raconte pas toute la vérité car il y a des conflits d'intérêt!

Elle s'excuse déjà de montrer justes des images de jeunes cagoulés.

Le Président du Chili en ce moment compte seulement avec 28 % de l'approbation du peuple.

La répression est grande, on entend tous les soirs les coups de casseroles dans la majorité des quartiers. Cela ressemble au temps de la dictature.

Je vous laisse d'autres liens pour voir une réalité autre que la télé chilienne

<http://revistareplica.cl/2011/08/05/videos-imperdibles-de-un-4deagosto-historico>

[En accord \(11\)](#) » - [En désaccord \(1\)](#) »

Envoyé par [Bernard Ruel](#) de Montréal
9 août 2011 à 22 h 23 HAE

« stephen harper devrait aller au chili »

Y'a pas besoin, ça fait longtemps que c'est signer le libre-échange avec le Chili...

Vous saviez pas ça ?

[En accord \(4\)](#) » - [En désaccord \(1\)](#) »

Envoyé par [Marius Tokanis](#) de Montréal
9 août 2011 à 22 h 15 HAE

De l'Angleterre, au Chili, en passant par la Libye, la Syrie, la Somalie, le Bahreïn, l'Arabie Saoudite... ça ce chauffe un peu partout dans le monde; ce qui est intéressant!!

[En accord \(14\)](#) » - [En désaccord \(4\)](#) »

Envoyé par [Daniel Francoeur](#) de Montréal

9 août 2011 à 21 h 58 HAE

«Les étudiant demandent en particulier la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité». L'instruction entraîne une amélioration directe de la société. N'est-ce pas ce que tous les étudiants du monde devraient revendiquer?

[En accord \(22\)](#) » - [En désaccord \(1\)](#) »

Envoyé par [Daniel Plante](#) de Québec

9 août 2011 à 21 h 36 HAE

La manifestation, qui a rassemblé de 60 000 à 100 000 personnes, avait débuté dans le calme,

mais des manifestants masqués se sont séparés du groupe pour affronter la police.

- Toujours les mêmes peureux cagoulés qui mettent la M. dans les manifestations pacifiques.

- Ça me fait penser à Londres.

[En accord \(13\)](#) » - [En désaccord \(12\)](#) »

Envoyé par [Bernard Pottier](#) de Montréal
9 août 2011 à 21 h 24 HAE

Eh bien... les banksters et les bourgeois se pensaient bien fin en mondialisant leur envie de cash, finalement ils auront seulement réussi à mondialiser un élan révolutionnaire.

[En accord \(32\)](#) » - [En désaccord \(5\)](#) »

Envoyé par [Claudio Jeldres](#) de Montréal

9 août 2011 à 21 h 23 HAE

Le Chili vit une époque de transition et d'effervescence où les nouvelles générations ont ras-le-bol du système ultra-capitaliste qui monnaie tout et qui transforme l'éducation publique, entre autres, en bien de consommation achetable et ouvert au profit démesuré. Les jeunes ne veulent plus terminer endetté et payer pendant plusieurs années (voir décennie) des frais et intérêts faramineux qui n'égalent pas la qualité de l'éducation qu'ils paient. Pour payer le système d'éducation publique, ils exigent également une augmentation des taxes sur le revenu (max. 17%) pour les grandes compagnies transnationales, en autres, les compagnies minières qui trop souvent polluent et ne laisse pratiquement rien pour le progrès local (incluant plusieurs compagnies canadiennes). Les photos de grabuge nuisent au mouvement, car c'est une minorité qui se manifeste avec de la violence.

[En accord \(25\)](#) » - [En désaccord \(3\)](#) »

Envoyé par [Yan Langlois](#) de Matane

9 août 2011 à 20 h 59 HAE

la violence des carabiniers engendrent la violence des étudiants.... Rien à condamner!

[En accord \(20\)](#) » - [En désaccord \(7\)](#) »

Envoyé par [Jimmy Minh Bang Pham](#) de Montréal

9 août 2011 à 20 h 38 HAE

stephen harper devrait aller au chili

[En accord \(10\)](#) » - [En désaccord \(10\)](#) »

Envoyé par [Claude Desjardins](#) de Montréal

9 août 2011 à 20 h 11 HAE

C'est une épidémie ou bien une autre manifestation comme bien d'autre, qui tourne mal ?

En tout cas, l'ambiance générale suite à la décote des États-Unis par S&P profite en faveur d'une vague de mécontentement et de défaitisme.

[En accord \(8\)](#) » - [En désaccord \(27\)](#) »

Envoyé par [Alexandre Nguyen](#) de Montréal

9 août 2011 à 20 h 09 HAE

Y'en a beaucoup qui ne méritent pas de vivre dans des sociétés plus civilisées...

[En accord \(15\)](#) » - [En désaccord \(42\)](#) »

Envoyé par [Yannick Simard](#) de Saguenay

9 août 2011 à 19 h 28 HAE

C'est chaud, c'est chaud.

Je me souviens.

LePatriote101

[En accord \(33\)](#) » - [En désaccord \(12\)](#) »

CYBERPRESSE : Chili: plus de 60 000 manifestants pour une réforme de l'éducation - Mis à jour le mardi 09 août 2011 à 14h37

Agence France-Presse, Santiago, Chili
Plus de 60 000 personnes ont défilé mardi dans les rues de Santiago pour une réforme de l'éducation au Chili, nouvelle démonstration de force des étudiants pour leur neuvième mobilisation en trois mois, qui a donné lieu à des heurts sporadiques et quelques interpellations.

Des barricades de pneus enflammés ont été érigées tôt le matin à plusieurs carrefours de la capitale, provoquant des embouteillages à l'heure de pointe. Ces points ont été dégagés par

les forces de l'ordre avec des lances à eau et gaz lacrymogènes, et six mineurs ont été arrêtés.

Des heurts - lances à eau et gaz lacrymogène contre pierres et projectiles divers - ont aussi opposé à la mi-journée la police antiémeute à des jeunes qui tentaient de se diriger vers le palais présidentiel, ou improvisaient des barricades enflammées avec des matériaux de construction.

Le service d'ordre étudiant lui-même s'est opposé à des groupes de jeunes.



Photo Hector Retamal, AFP
Des étudiants mettent le feu à un container de pneus à Santiago, ce mardi.

La «Marche pour l'éducation» a rassemblé jusqu'à 100 000 personnes, selon Camila Vallejo, une des principales dirigeantes de syndicat

étudiants. La police a pour sa part cité le chiffre de 60 000 manifestants. En province, des manifestations ont également eu lieu à Calama, La Serena, Arica (nord) Concepcion (sud) et Valparaiso (centre) notamment. Les étudiants et enseignants du Chili, dont la mobilisation va crescendo depuis mai, réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement public, le parent pauvre d'un système éducatif à deux vitesses, où la qualité est intimement liée aux ressources économiques. Le bras de fer entre étudiants et gouvernement s'est tendu depuis quelques semaines, et la dernière journée d'action, il y a cinq jours, a donné lieu à de violents heurts répétés avec les forces de l'ordre et des scènes de vandalisme. Plus de 800 personnes avaient été interpellées, dont une quarantaine ont été déferées. Contrairement à jeudi, la manifestation de mardi avait été autorisée et avait fait l'objet d'un itiné-

raire agréé. Elle s'est pour l'essentiel déroulée dans le calme. Des syndicats de la fonction publique et des travailleurs du cuivre, poumon de la prospérité du Chili, avaient annoncé qu'ils se joignaient aux étudiants mardi, signe d'une contestation sociale qui s'élargit face au gouvernement de droite de Sebastian Piñera, au pouvoir depuis mars 2010. Le ministre de l'Éducation Felipe Bulnes a suggéré mardi que l'heure du dialogue était passée: il entend présenter prochainement au Parlement les avancées réalisées au cours des négociations avec les étudiants, où ils seront toujours les bienvenus «pour exprimer leurs inquiétudes». Les étudiants ont jugé la semaine dernière insuffisantes les propositions du gouvernement, portant notamment sur une augmentation des bourses et des crédits facilités aux études. Ils réclament en particulier la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite et de qualité.

CYBERPRESSE : Chili: heurts entre étudiants et policiers, 870 arrestations - Mis à jour le vendredi 05 août 2011 à 12h57



Photo: AFP
Un étudiant s'apprête à lancer une roche vers des policiers lors de la journée de mobilisation étudiante au Chili, le 4 août.

Miguel SANCHEZ, Agence France-Presse, SANTIAGO
Plus de 870 personnes ont été interpellées jeudi, au terme d'une journée de protestations étudiantes dans plusieurs villes du Chili, marquées

par des heurts répétés avec les forces de l'ordre surtout dans la capitale Santiago, selon un bilan officiel actualisé vendredi. «Le total des personnes arrêtées hier (jeudi) après les manifestations étudiantes s'élève à 874 au niveau national», et «plus de 90 policiers ont été blessés», a déclaré à la presse le porte-parole du gouvernement Andres Chadwick. Il n'a pas fait état de blessés civils. Le précédent bilan communiqué jeudi soir par le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla faisait état de 552 interpellations et 29 policiers blessés, dont un dans un état grave. Les principales violences ont éclaté à Santiago, où la police a empêché jeudi les manifestations qui n'avaient pas reçu le feu vert des autorités, pour une huitième journée de mobilisation étudiante depuis trois mois. «Nous savions qu'en mettant une limite (à la mobilisation) il allait y avoir des manifestations alentour, mais parfois, l'autorité doit démontrer

qu'elle protège aussi le droit de tous», a déclaré M. Chadwick. Étudiants, lycéens et enseignants réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement supérieur et public, parent pauvre d'un système éducatif très inégalitaire et à deux vitesses au Chili. Ils demandent entre autres mesures la garantie constitutionnelle d'une éducation publique gratuite de qualité. Les étudiants ont fixé un «ultimatum» de six jours au gouvernement pour de nouvelles propositions, une initiative rejetée par les autorités. «Il y a erreur de jugement si les étudiants ou quiconque s'imagine que le gouvernement va agir à coups de pressions ou d'ultimatums», a déclaré le ministre de l'Éducation Felipe Bulnes, invitant les protestataires au dialogue sur une série de propositions faites lundi et selon lui même pas prises en compte par les étudiants.

LEMONDE.FR : Chili : nouvelle manifestation étudiante, dans la violence - Vendredi 05 août 2011 | à 08h44

LEMONDE.FR avec AFP
Le gouvernement de droite de Sebastian Pinera vit sa crise sociale la plus grave depuis son arrivée au pouvoir en mars 2010. Jeudi 4 août, des heurts répétés entre étudiants et forces de l'ordre ont marqué une nouvelle journée de mobilisation étudiante. Au total, plus de 550 personnes ont été interpellées jeudi dans plusieurs villes du Chili, alors que 5 000 personnes ont pris part aux manifestations. S'il s'agit de la journée la moins suivie, cette manifestation est cependant la plus violente d'une crise qui s'envenime. Des manifestations monstres, en juin, avaient réuni jusqu'à 80 000 personnes, les plus specta-

culaires depuis le retour de la démocratie au Chili en 1990. Etudiants, lycéens et enseignants, qui réclament de l'Etat des moyens accrus pour l'enseignement public et supérieur, avaient annoncé deux manifestations pour jeudi. Mais le gouvernement avait interdit les manifestations en estimant le temps du dialogue venu, après une série de propositions transmises lundi, notamment sur des bourses accrues et des crédits avantageux aux étudiants, dont la majorité s'endette pour étudier. Propositions rejetées comme "insuffisantes".
LE PRÉSIDENT LE PLUS IMPOPULAIRE DEPUIS LE RETOUR DE LA DÉMOCRATIE

Le président Pinera a vu sa cote de popularité chuter à 26 % d'opinions favorables, selon un sondage publié jeudi : un seuil record qui fait de lui le président le plus impopulaire depuis le retour de la démocratie en 1990. Il doit faire face à l'explosion du malaise structurel de l'éducation au Chili : un système à deux vitesses, dont le pan public est le parent pauvre de la réussite économique du pays depuis vingt ans. Les étudiants ont lancé jeudi soir un ultimatum de six jours au gouvernement pour des propositions "sérieuses, concrètes et cohérentes". Ils réclament en particulier des garanties constitutionnelles sur une éducation publique gratuite et de qualité. "On n'impose pas ainsi au gouvernement", a répliqué M. Chadwick.

LE DEVOIR : Affrontements à Santiago - Vendredi 05 août 2011



Photo : Agence France-Presse Claudio Santana

Le Devoir

Des policiers anti-émeute ont affronté des étudiants dans les rues de la capitale chilienne hier, utilisant des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser les foules et éteindre des barricades enflammées. Les étudiants issus d'établissements de niveau secondaire et universitaire sont en grève depuis plusieurs semaines. Ils réclament une amélioration du financement et une refonte complète d'un système d'éducation conçu sous la dictature du général Pinochet. Ils ont fait fi des avertissements des responsables, allant de l'avant avec leur manifestation et bloquant plusieurs intersections de Santiago avec des barricades. Plusieurs ont tenté de manifester calmement, mais des manifestants cagoulés (photo) ont lancé des pierres aux policiers et aux autocars qui passaient

RADIO-CANADA/INTERNATIONAL : Le mouvement étudiant et les policiers s'affrontent au Chili - Mise à jour le jeudi 4 août 2011 à 23 h 19 HAE



Photo: AFP/Claudio Santana
Manifestation d'étudiants à Santiago

La police antiémeute a affronté des étudiants dans les rues de la capitale chilienne jeudi, utilisant des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser des groupes de manifestants dans plusieurs endroits de la ville et éteindre des barricades enflammées.

La police a arrêté 552 personnes. Au moins 14 policiers et deux étudiants ont été blessés.

Le ministre chilien de l'Intérieur, Rodrigo Hinzpeter, et d'autres dirigeants chiliens avaient prévenu que les manifestations de jeudi étaient considérées comme illégales et seraient réprimées avec fermeté.

Les étudiants, issus d'établissements secondaires et universitaires, exigent des changements majeurs dans le système d'éducation public du pays, qu'ils estiment sous-financé et inéquitable. Ils ont manifesté malgré les avertissements des autorités, érigeant des barricades et mettant le feu à des pneus dans une douzaine d'endroits de la ville, paralysant la circulation et les transports publics. La plupart des étudiants protestaient pacifiquement, mais des manifestants masqués ont lancé des pierres contre des véhicules de police et des autobus.

« Toute chose à une limite », a dit le président Sebastian Pinera, mettant les manifestants en garde. « Le temps des marches est écoulé », a ajouté le ministre de l'Intérieur.

Une porte-parole du mouvement étudiant, Camila Vallejos, a affirmé que la situation s'apparentait à un état de siège. « J'imagine que les choses devaient être ainsi il y a 30 ans », a dit la jeune femme, en référence à l'époque de la dictature militaire au Chili, de 1973 à 1990.

« Même le droit de se rassembler en public n'est pas assuré. »

Malgré la démonstration de force de la police, la leader étudiante a appelé les manifestants à poursuivre leur mouvement jusqu'à jeudi soir et à faire du bruit pour « dénoncer la répression ». Les étudiants, les enseignants et les autres travailleurs du secteur de l'éducation ont participé en grand nombre aux manifestations au cours des dernières semaines. Jusqu'à 100 000 personnes se seraient jointes au mouvement, qui réclame un meilleur financement de l'éducation publique et des changements fondamentaux dans le système mis sur pied sous la dictature du général Augusto Pinochet, qui laisse les écoles publiques à la merci des municipalités sous-financées.

Le président Pinera a proposé, lundi, un programme de réformes en 21 points et a invité les députés de centre gauche à venir le rencontrer au palais présidentiel pour mettre fin aux grèves.

Le plan du président prévoit d'augmenter le financement général du système d'éducation et de transférer graduellement et partiellement les responsabilités de ce secteur à des agences gouvernementales. Les autres mesures prévoient d'améliorer la formation des enseignants, d'augmenter les bourses d'études et d'aider à résoudre les cas de prêts étudiants non remboursés.

Les députés de l'opposition ont décliné l'invitation de M. Pinera, et les étudiants continuent de réclamer plus de changements. Une trentaine d'étudiants ont entamé une grève de la faim partielle, ne consommant que des liquides, et certains d'entre eux ont affirmé qu'ils pourraient bientôt cesser de s'alimenter complètement.

Le porte-parole du gouvernement, Andres Chadwick, a laissé entendre que le projet de réforme pourrait être envoyé tel quel devant le Congrès, même sans le soutien des étudiants et des députés de gauche.

« Les étudiants ne sont pas propriétaires de ce pays, a déclaré M. Chadwick jeudi soir, en appelant les étudiants à rentrer chez eux. Nous ne pouvons, en tant que société, être prisonniers de l'idée que le seul droit qui importe soit celui des étudiants à manifester », a-t-il ajouté.

Associated Press

Les commentaires (3)

Envoyé par [Véronique Landry](#) de Santiago
5 août 2011 à 12 h 24 HAE

Ces manifestations mettent en évidence un problème beaucoup plus profond que celui de l'éducation, elles démontrent la forte inquiétude social d'une population luttant pour la représentation étatique, la possibilité d'être écouté et d'être inclus dans le développement économique (qui n'inclue qu'une mince partie de la société chilienne).

Autre point très intéressant est l'incendie du magasin à grande surface La Polar. Bien qu'il semble avoir été causé de façon accidentelle, cet événement souligne aussi la frustration sociale face au scandale économique de ce magasin qui a endetté de façon illégale à beaucoup de la classe ouvrière chilienne au cours des dernières années.

Finalement les chiliens n'ont plus peur de manifester et d'exprimer leurs opinions après plus de 20 ans du retour de la démocratie.

Un moment extrêmement marquant au Chili qui fera date dans l'histoire.

[En accord \(2\) »](#) - [En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [Emmanuel Bois](#) de Québec
5 août 2011 à 01 h 41 HAE

Chaque fois que des étudiants manifeste, et ce partout dans le monde, ça fini en émeute. Preuve de stupidité? Le président leurs présente certains points qu'il souhaiterait améliorer et invite les gauchiste a aller le rencontrer, mais c'es derniers refusent, demande au gens de continuer de manifester violement. Au lieu d'accepter la rencontre et d'en profiter pour expliquer les choses au président pour avoir les changements désirés. On voit ce que veulent les gauchiste, de la casse et de la violence.

[En accord \(4\) »](#) - [En désaccord \(41\) »](#)

Envoyé par [Paulina Ayala](#) de Montréal
5 août 2011 à 00 h 50 HAE

Bravo! des jeunes qui manifestent et qui s'organisent pour avoir une meilleur éducation, ils risquent de perdre leur année scolaire, mais ils assument le risque afin de changer un système hérité de la dictature de Pinochet. Ces jeunes font histoire, bravo!

[En accord \(40\) »](#) - [En désaccord \(9\) »](#)

CYBERPRESSE : Journée de mobilisation étudiante mouvementée au Chili - Mis à jour le jeudi 04 août 2011 à 14h02



Photo Reuters

Des étudiants dans un nuage de gaz lacrymogènes, aujourd'hui, à Santiago. Étudiants et enseignants demandent plus de moyens pour l'éducation.

Agence France-Presse, Santiago, Chili

Des heurts entre étudiants et forces de l'ordre ont marqué jeudi matin à Santiago une nouvelle journée de mobilisation étudiante, la huitième en trois mois, qui a vu des barricades de pneus enflammés paralyser plusieurs secteurs de capitale chilienne.

Une dizaine de personnes ont été arrêtées, selon un bilan provisoire cité par les médias chiliens, en divers endroits de Santiago, où treize carrefours avaient été bloqués tôt dans la matinée par les étudiants. La police les a dispersés par endroits en faisant usage de camions munis de lances à eau et de gaz lacrymogène.

Les étudiants et le monde enseignant, qui réclament de l'État des moyens accrus pour l'enseignement public et supérieur, ont annoncé deux manifestations pour la journée de jeudi. Le gouvernement n'a pas autorisé pour ces marches, une mesure perçue comme une « provocation » par les manifestants.

« Il y a une limite, et elle a été dépassée », a déclaré sur la radio Cooperativa le nouveau ministre de l'Éducation Felipe Bulnes, en référence à la demi-douzaine de manifestations de masse des derniers mois. « Les étudiants ne sont pas propriétaires des rues ».

Le gouvernement de droite de Sebastian Piñera est confronté à la crise sociale la plus grave depuis son arrivée au pouvoir en mars 2010, avec l'explosion du malaise de l'éducation: un système à deux vitesses, dont le pan public est depuis plusieurs dizaines d'années le parent pauvre de la réussite économique du Chili.

La crise a coûté son poste au ministre de l'Éducation en juillet, mais les étudiants ont rejeté mardi de nouvelles propositions du gouvernement, portant notamment sur l'augmentation des bourses et sur des crédits plus avantageux pour les centaines de milliers de jeunes qui doivent s'endetter pour étudier au Chili.

THE NEW-YORK TIMES : With Kiss-Ins and Dances, Young Chileans Push for Reform - Thursday, August 04, 2011



Fernando Nahuel/European Pressphoto Agency

A protest in Santiago, Chile, last month. Students have held rallies of up to 100,000 people and taken control of dozens of schools around the country. [More Photos >](#)

By **ALEXEI BARRIONUEVO**

Published: August 4, 2011

SANTIAGO, Chile — A blanket stretched over their legs, Johanna Choapa and Maura Roque, both 17, sat in front of the stage in a chilly school auditorium last week as more than 300 parents and teachers debated whether to continue supporting their [hunger strike](#) aimed at pressuring the Chilean government to reform the country's education system.

Police detained a student during a protest in Santiago on Thursday. Hundreds of students who tried to demonstrate were dispersed by the police.

"We want the government to feel the pressure from you and from us, so we need a lot of support," said Ms. Roque, who said she had been on an all-liquid diet for 11 days.

About three dozen high school and university students have turned to starving themselves to raise the stakes on the government of President [Sebastián Piñera](#). In the more than two months since education protests began in this country, students have organized rallies drawing up to 100,000 people, taken control of dozens of schools around the country, and forced hundreds more to stop holding classes. Their protests, and the issues driving them, have helped to sink the popularity of the president to its lowest level since he took office last year.

If the Arab Spring has lost its bloom halfway across the world, people here are living what some have come to call a Chilean Winter. Segments of society that had been seen as politically apathetic only a few years ago, particularly the youth, have taken an unusually confrontational stance toward the government and business elite, demanding wholesale changes in education, transportation [and energy policy, sometimes violently](#).

On Thursday, in one of the longest and most violent days of protests yet, high school and college students clashed with the police, who used water cannons and tear gas to disperse hundreds of demonstrators. Tear gas blanketed

pockets of Santiago, and nearly 900 people were arrested, with more than a dozen police officers and protesters injured. Demonstrators set up dozens of flaming barricades in the city, while people banged pots and pans outside their homes, in support of the student movement and decrying police repression.

"The whole country is watching this movement," said Eduardo Beltrán, 17, a student at Instituto Nacional, where the students have seized control of the school. "The generation of our parents," he said, "is watching us with hope, with faith that we have the strength to change this education system and make history."

Even as Chile appears to the outside world to be a model of economic consistency and prudent fiscal management, there is deep discontent here with the neoliberal model and its economic consequences for those who are not part of the economic elite.

The sentiments have been building for years, but have begun spilling out only recently. In 2010, when Mr. Piñera became the nation's first right-wing president since the dictatorship of Gen. Augusto Pinochet, [young voters stayed on the sidelines](#), with few of them registering to vote. But last Friday, Mr. Piñera noted that Chileans were witnessing a "new society" where people "feel more empowered and want to feel they are heard."

He said Chileans were rebelling against "excessive inequality" in a country that has the highest per capita income in Latin America but also has one of the most unequal distributions of wealth in the region. "They are asking for a more just society, a more egalitarian society," he said, "because the inequalities we are living in Chile are excessive and, I feel, immoral."

Still, he has also shown impatience with the protesters, saying this week that "there is a limit to everything."

The education protests have become ever more creative. There are at least two or three people [jogging at all times](#) around La Moneda, the presidential palace, trying to complete 1,800 laps to symbolize the \$1.8 billion a year that protesters are demanding for Chile's public education system. They carry flags that say "Free Education Now."

Others have held a [mass kiss-in, dressed like superheroes, danced as zombies](#) to Michael Jackson's "Thriller" and even staged fake group suicides where [they fall in a heap of bodies](#).

Students and teachers say they are determined not to repeat the mistakes of 2006, when a protest movement dubbed Los Pinguinos ("the Penguins"), named after the dark blue-and-white ties of some students' school uniforms, created a crisis for former President Michelle Bachelet but ultimately failed to win deep reforms.

The protests then were over unequal funding and the quality of elementary and middle school education, a complaint that remains. But this

year the focus has widened to include demands for a more affordable and accessible university system. General Pinochet decreed a system in 1981 that encouraged the development of private, [for-profit universities](#), which has led to high levels of student debt.

Before the Pinochet decree, there were eight state-financed universities and fewer than 150,000 university students in Chile. The state began reducing government funding for public universities, and dozens of private universities sprouted. Today there are 1.1 million students in Chilean universities, in a country of about 17 million people. More of those students are in private colleges than in public ones.

"There is a very chaotic and broken-down system," said Maria Olivia Monckeberg, author of two books on Chile's university system. "The students and their families are tremendously indebted," she added, and educational "quality is totally debatable."

That has led to some tough choices for many university students. "I'd like to study psychology, but I'm not sure I can because of the price," said Ms. Roque, one of the hunger strikers. "I don't have the means to pay for it."

Mr. Piñera had promised to address university reform, but by late April student leaders had lost patience and began organizing protests. High school student groups and the country's teachers' association soon joined forces, demanding, among other things, that municipal grade schools, many of which are badly run down, be brought under the umbrella of the national Ministry of Education to ensure equitable funding and accountability.

The protests leaders are also pushing for constitutional change to guarantee free, quality education from preschool through high school and a state-financed university system that ensures quality and equal access.

Where students have taken control of public schools, they have organized security details and held out cans on streets asking for change to pay for food and supplies.

The three dozen or so students who remained on hunger strikes this week have huddled under wool hats and blankets in the unheated schools. At Ms. Choapa and Ms. Roque's school, four hunger strikers, ages 17 and 18, camped on mattresses in a second-floor room. At another school, student leaders require people to wear hospital masks and disinfect their hands with gel before talking to three hunger-striking girls.

"For many years our parents' generation was afraid to demonstrate, to complain, thinking it was better to conform to what was going on," said Camila Vallejo Dowling, the leader of a university student group. "Students are setting an example without the fear our parents had." Pascale Bonnefoy contributed reporting.

LE MONDE : Au Chili, le président Piñera fait face à un mouvement de contestation croissant – Samedi 16 juillet 2011

Des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté, jeudi 14 juillet, pour demander une réforme du système éducatif, reflet des inégalités sociales

Plus qu'indignés, nous sommes révoltés ! », s'exclame Pedro Solar quand on évoque le mouvement de protestation des « indignados » en Espagne. A Santiago du Chili, Pedro fait partie des dizaines de milliers d'étudiants qui ont manifesté, jeudi 14 juillet, dans le centre de la capitale chilienne, pour exiger que l'Etat reprenne en charge l'éducation, largement privatisée par la dictature du général Augusto Pinochet (1973-1990).

Le parcours suivi par les manifestants n'avait pas été autorisé par le gouvernement de droite du président Sebastian Piñera. A l'approche du palais présidentiel, des heurts violents ont éclaté entre policiers et un groupe de cagoulés alors que la marche avait débuté dans une ambiance festive. Cinquante-huit personnes ont été arrêtées.

C'est la troisième fois en un mois qu'étudiants et lycéens descendent massivement dans la rue, soutenus par le collège des professeurs, plusieurs recteurs d'université et la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), pour réclamer une éducation publique et gratuite. Des manifestations ont

eu lieu dans d'autres grandes villes. Des centaines de collèges sont occupés bien que le gouvernement ait avancé la date des vacances d'hiver pour tenter de casser le mouvement.

Cette fronde explique en grande partie la chute vertigineuse de la cote de popularité du chef de l'Etat. Les sondages n'accordent que 31 % d'opinion favorable à M. Piñera qui, quinze mois après son arrivée au pouvoir, est confronté à un mécontentement explosif.

« De la salle de classe à la lutte des classes », « L'éducation n'est pas une marchandise », pouvait-on lire sur les pancartes. Au Chili, toutes les universités, même publiques, sont payantes.

Elles sont réservées à une élite économique. Pour financer leurs études, la majorité des étudiants ont recours à de coûteux prêts bancaires. A 23 ans, Carolina Diaz s'angoisse de terminer ses études de sociologie avec une dette d'environ 30 000 euros, soit 130 fois le salaire mensuel minimum.

Le profit dans l'éducation est interdit par la loi. Les universités privées font toutefois de juteux bénéfices. Les étudiants dénoncent des liens jugés trop étroits entre le monde des affaires et le gouvernement de M. Piñera, entrepreneur milliardaire et premier président de droite élu depuis près d'un demi-siècle au Chili. Ils demandent la démission du ministre de l'éducation, Joaquín Lavín, ancien collaborateur de Pinochet, qui a des actions dans une université privée.

Reconnaissant que les revendications des étudiants sont « légitimes », M. Piñera estime qu'« on n'améliore pas l'éducation à coups de grèves et de manifestations ». Les étudiants ont rejeté un paquet de mesures - jugées insuffisantes -, annoncé, le 6 juillet, par le chef de l'Etat, qui prévoyait d'injecter 4 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros), soit 40 % du budget de l'éducation, dans le système éducatif.

Malgré une spectaculaire croissance, le budget de l'éducation - parent pauvre de la réussite économique chilienne - ne représente que 4,4 % du produit intérieur brut, bien en deçà des 7 %

recommandés par l'Unesco. « Nous en avons marre du modèle ultralibéral qui est toujours en place depuis Pinochet, et de l'ensemble de la classe politique », résume Camila Vallejo, présidente de la Fédération étudiante de l'université du Chili (FECH) et l'une des leaders les plus charismatiques du mouvement étudiant.

Les revendications ne sont pas nouvelles. Les quatre gouvernements de la Concertation de centre gauche qui se sont succédé depuis le retour de la démocratie n'ont pas réussi à corriger les profondes inégalités du système éducatif, qui reflètent les inégalités sociales du pays. En 2006, la révolte des « pingouins » - nom donné aux collégiens portant des uniformes bleu marine et des chemises blanches - avait ébranlé le gouvernement de Michelle Bachelet. La présidente socialiste avait dû limoger trois ministres et le chef de la police qui avait réprimé les manifestations.

« La révolte étudiante est la pointe d'un iceberg », note Marta Lagos, directrice de l'institut de sondage Mori. Elle souligne que « les demandes sociales n'ont cessé de s'accumuler depuis vingt ans et qu'aujourd'hui, avec une démocratie solide, renforcée par l'alternance politique, les Chiliens réclament leur part du gâteau ».

Ces derniers n'ont plus peur de s'exprimer. Les écologistes se sont mobilisés, il y a quelques semaines, pour s'opposer à un projet de cons-

truction de cinq barrages hydroélectriques en Patagonie. Quelque 50 000 travailleurs de la Corporation nationale du cuivre du Chili (Codelco), locomotive de la croissance nationale, ont lancé une grève inédite, le 11 juillet, le jour du 40e anniversaire de la nationalisation du cuivre par Salvador Allende. Les sinistrés du tremblement de terre de février 2010 dénoncent les lenteurs de la reconstruction. Les partisans du mariage gay manifestent. Les citoyens demandent un châtement exemplaire pour les responsables d'une des plus grandes chaînes de grands magasins, La Polar, qui a escroqué plus de 400 000 clients. Ce scandale a dévoilé les pratiques débridées du crédit à la consommation et un surendettement préoccupant des ménages. Le président Piñera a fait fortune, dans les années 1980, avec l'introduction des cartes de crédit.

« Piñera a un niveau de désapprobation supérieur à celui de Pinochet », pointe le député socialiste Osvaldo Andrade. La popularité du chef de l'Etat avait atteint le chiffre record de 84 % après le sauvetage médiatique, en octobre 2010, des 33 mineurs bloqués dans une mine du désert d'Atacama. « C'est l'homme des missions impossibles, ironise un homme d'affaires, ami de M. Piñera. Sebastian a brillamment fait fortune mais c'est un cavalier seul, il n'est pas habitué au dialogue et au travail en équipe », confie-t-il sous couvert d'anonymat.

CYBERPRESSE : Les Chiliens dans la rue pour l'éducation - Mis à jour le vendredi 15 juillet 2011 à 07h27



Photo: AFP

Une nouvelle manifestation dans la capitale chilienne a donné lieu à des affrontements violents entre la police et les étudiants, qui réclament une éducation gratuite pour tous.

Claire Martin, collaboration spéciale

La Presse

(SANTIAGO) Environ 80 000 étudiants, élèves du secondaire et professeurs ont défilé hier dans les rues du Chili pour réclamer une éducation de

qualité, gratuite et publique. À Santiago, la manifestation a été le théâtre de violents heurts. Sur des airs de fête et de carnaval, les étudiants de Santiago ont de nouveau défilé hier. Comme chaque fois, la manifestation s'est terminée par de violents heurts avec la police militarisée, qui cette fois a déclenché les hostilités.

Alors que les étudiants s'approchaient de la place Los Heroes, où une scène devait accueillir des groupes de musique, la police a fait usage de bombes lacrymogènes et de canons à eau.

Quelques groupes d'étudiants ont répondu par des jets de pierre tandis que le gros des manifestants se dispersait. Bilan: 15 policiers blessés et au moins 55 arrestations.

Depuis plus d'un mois, les étudiants organisent les plus grandes manifestations jamais vues depuis la fin de la dictature (1973-1990). «L'éducation devrait être un droit, martèle Jaime, étudiant en arts de 25 ans. Dans ce pays, Augusto Pinochet en a fait une marchandise. Nos parents croulent sous les dettes pour nous faire instruire!»

Privatisation

Sous la dictature, Augusto Pinochet a créé un système à deux vitesses, où l'éducation de qualité n'est accessible qu'aux plus riches. Les pauvres se retrouvent dans les écoles publiques, qui manquent cruellement de moyens. «On n'a pas d'argent», explique Maria, institutrice depuis 30 ans dans le public. Le Chili consacre 4,4% de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation. L'UNESCO conseille un minimum de 7%. C'est un des systèmes d'éducation les plus chers et les plus privatisés du monde.

«La charge financière de l'éducation retombe sur les familles, souligne l'économiste Marcel Claude. Dans l'éducation supérieure, elles paient 70% de la carrière de leurs enfants.»

Le président Sebastian Pinera (droite), arrivé au pouvoir il y a un an, a présenté il y a une semaine et demie un grand accord national qui n'a pas convaincu grand monde. Moins de 40% de la population le soutient encore. Il continue de faire la sourde oreille à une mobilisation qui grandit chaque jour.

COURRIER INTERNATIONAL : Zéro pointé pour le président Piñera - Mercredi 13 juillet 2011

Selon le dernier sondage publié le 8 juillet par l'Institut Adimark, la cote de popularité du président Sebastián Piñera, élu en décembre 2009, continue de chuter. A peine 31 % des Chiliens approuvent sa gestion, contre 36 % le mois dernier, rapporte La Tercera. C'est le plus mauvais résultat obtenu par un président depuis le retour à la démocratie en 1990. Pour le quotidien chilien, «les manifestations étudiantes sont la cause principale du rejet dont le président est l'objet». Etudiants et lycéens manifestent presque quotidiennement depuis deux mois pour réclamer une éducation gratuite et de qualité pour tous. Le système éducatif chilien est parmi les plus onéreux et les plus inégalitaires du monde. L'Etat ne consacre que 4,4 % du PIB à l'éducation. Seuls les enfants des familles les plus riches peuvent bénéficier de l'enseignement

de qualité dispensé dans des institutions privées. Les autres doivent se contenter d'établissements semi-publics, qui restent chers, ou publics, aux mains des municipalités (depuis le régime de Pinochet), connus pour leur manque de moyens et leur mauvais niveau. La plupart des Chiliens s'endettent pour pouvoir faire des études universitaires. Plusieurs manifestations ont été violemment réprimées, mais les étudiants rivalisent d'imagination pour montrer leur détermination et leur volonté de manifester pacifiquement. Le 6 juillet, plus de 2 000 élèves ont organisé un besatón (marathon de baisers) et se sont ainsi embrassés sur les places des principales villes du pays pour montrer que «l'éducation est une passion». Le lendemain, le ministre de l'Éducation nationale, Joaquín Lavín, ayant avancé la date des vacances scolaires de deux se-

maines en espérant casser le mouvement, étudiants et lycéens ont transformé la principale place de Santiago en plage et sont venus manifester en maillot de bain alors qu'il faisait à peine 15 °C en ce début d'hiver austral. Les étudiants ont réussi à placer l'éducation au cœur du débat politique, et les manifestations, dont certaines ont rassemblé plus de 100 000 personnes, sont parmi les plus importantes de ces dernières années.

Il y a moins de neuf mois, juste après le sauvetage des 33 mineurs bloqués sous terre pendant plus de deux mois, la cote de popularité de Sebastián Piñera, qui incarne le retour de la droite au pouvoir depuis la dictature, était au plus haut.



Question : ¿Usted aprueba o desaprueba como Sebastián Piñera y su equipo de gobierno están manejando La Educación?

Le sondage publié le 8 juillet par l'Institut Adimark [rapporté par La Tercera](#)

LE DEVOIR : Chili: 50 000 étudiants dans les rues – Vendredi 17 juin 2011

Agence France-Presse

Santiago — Cinquante mille à 70 000 étudiants, lycéens et enseignants chiliens, selon les sources, ont manifesté hier à Santiago pour réclamer à l'État des moyens accrus dans l'éducation, l'une des plus fortes mobilisations de rue de ces dernières années dans le pays.

Les manifestants se sont rassemblés à la mi-journée sur la place Italia dans le centre-ville. Le cortège ralliait ensuite le Palais présidentiel de la Moneda et le proche ministère de l'Éducation.

Le monde de l'enseignement réclame principalement à l'État un engagement financier accru et déplore que le Chili ne consacre que l'équivalent de 4,4 % de son PIB à l'éducation, bien en deçà des 7 % recommandés selon eux par l'UNESCO. Les manifestants dénoncent un système éducatif inégal et la piètre qualité, selon eux, de l'enseignement public, où sont scolarisés 40 % des enfants, voire des établissements à financement mixte (État-famille), accueillant l'immense majorité

des Chiliens qui ne peuvent s'offrir les lycées privés réputés (10 % des enfants).

Ils réclament aussi une aide accrue à l'enseignement supérieur, car son coût contraint une majorité d'étudiants chiliens à l'endettement.

La manifestation intervient sur fond d'impopularité record du président Sebastian Pinera. Selon un sondage en mai, 56 % des Chiliens désapprouvaient son action, contre 36 % qui la jugeaient favorablement.